

RÉSILIENCE DES JEUNES À L'EXTRÉMISME VIOLENT AU BURKINA FASO - LIENS ET POIDS RELATIF DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

GRAAD Think Tank

GRAAD Think Tank

©2022, GRAAD THINK TANK



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC GRANT / SUBVENTION DU CRDI : - ECONOMIC OPPORTUNITIES FOR YOUTH EMPOWERMENT AND RESILIENCE TO VIOLENT EXTREMISM IN BURKINA FASO



Résilience des jeunes à l'extrémisme violent au Burkina Faso :
liens et poids relatif des opportunités économiques

Avril 2022



GRAAD

Groupe de recherche et d'analyse
appliquées pour le développement

Résilience des jeunes à l'extrémisme violent au Burkina Faso :

liens et poids relatif des opportunités
économiques

Avril 2022



GRAAD

Groupe de recherche et d'analyse
appliquées pour le développement

Ces travaux ont été réalisés grâce à une subvention du Centre de Recherches pour le Développement International, établi à Ottawa, au Canada. Les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ou de son Conseil des gouverneurs.



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada 

Équipe de recherche

Cette recherche a été conduite par une équipe de recherche pluridisciplinaire de cinq (5) membres :

LANKOANDÉ Gountiéni Damien, Docteur **ès** Sciences Économiques, Enseignant-chercheur à l'Université Norbert Zongo-Burkina Faso, SE GRAAD Burkina

SIRI Alain, Docteur **ès** Sciences Économiques, Chercheur, CNRST - Burkina Faso

SAWADOGO Martin, Docteur **ès** Sciences Économiques, Enseignant-chercheur à l'Université Nazi Boni-Burkina Faso, Chargé d'études GRAAD Burkina

WANGA Zalissa, Sociologue au GRAAD Burkina

Avec la précieuse contribution scientifique/technique de :

COULIBALY Massa, Maître de Conférences. Enseignant d'économétrie et de méthodologie de recherche à l'Université de Bamako, Mali

HAMADOU DAOUDA Youssoufou, Professeur Titulaire, Économie du Développement, Université de Tahoua, Niger

BASSOLÉ Martial Wilfried, Ancien Coordonnateur du Programme d'Urgence pour le Sahel, Expert Extrémisme violent

NIKIÉMA D. Edwige, Docteur en Science Sociale - Experte-Genre

La guidance de :

THIOUNE Ramata, Administrateur principal de programme au Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI).

Et l'appui et l'expertise des membres du Comité de revue composé comme suit :

M. BASSOLÉ Martial Wilfried	Coordonnateur	Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS)
M. CISSÉ Boubacar Hama Hamidou	2 ^e Adjoint au Maire	Mairie de Dori
M. DA Hien Daniel	Coordonnateur	Association des jeunes pour le développement du Sahel (AJDS)
M. DIALLO Aly	1 ^{er} Vice-Président	Conseil Régional de l'Est
Dr ILBOUDO Dieudonné	Conseiller technique	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRI)
M. KABORÉ Inoussa	Secrétaire Général	Gouvernorat-Sahel
M. KONFÉ Moussa	Chargé de mission	Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme

Dr NIKIÉMA Rita	Enseignante-chercheure	Université Norbert Zongo de Koudougou
Dr OUATTARA Siaka	Enseignant-Chercheur / DGPCS	Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (MATDCS)
M. OUOBA Dominique	Directeur de cabinet	Mairie de Fada
M. OUOBA Yves Yemboini	Directeur Exécutif	Association Tin Tua (ATT)
M. RAMDÉ François Paul	Coordonnateur	Union Fraternelle des Croyants de Dori (FC/Dori)
M. SOMÉ Boris	Coordonnateur national	West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)
Dr THIOMBIANO Maïmouna	Secrétaire Général	Ministère de la Sécurité (MS)
Mme YAMÉOGO/SANKARA Ninon Edwige	Directrice Générale	Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille (MFSNF)

Sous :

- la responsabilité institutionnelle et organisationnelle du GRAAD Burkina ;
- l'accompagnement des autorités (Gouvernement central, régional, commune).

Remerciements

Le présent rapport présente les principaux résultats de la recherche sur les « *Opportunités économiques et la résilience des jeunes à l'extrémisme violent au Burkina Faso* » mise en œuvre par le Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquées pour le Développement, (GRAAD Burkina), avec l'appui financier et l'expertise du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI-Canada). Il est le résultat de la contribution et de l'engagement de nombreux acteurs et parties prenantes dont les contributions averties ont permis l'aboutissement de ce travail.

Pour ses appuis technique et financier, le GRAAD Burkina remercie le CRDI et tout son personnel qui a guidé l'équipe de recherche tout le long du processus de mise en œuvre du projet. Leurs commentaires et conseils avisés ont permis d'affiner la recherche dans tous ses aspects, de la conception à la clôture du projet. Le GRAAD remercie tout particulièrement, Madame Ramata THIOUNE, Administratrice principale de programme au CRDI, pour son excellent travail de coordination, pour le suivi et pour les diverses contributions à la bonne fin de ce projet de recherche, malgré les contraintes imposées par le COVID-19 et la crise sécuritaire dans le pays.

Le GRAAD Burkina a bénéficié, pour cette recherche, de l'accompagnement du Comité de revue composé d'éminentes personnalités, d'experts et d'acteurs issus de divers départements ministériels, d'ONG, d'OSC, etc. À ce titre, le Groupe tient à remercier le Gouvernement burkinabè pour son accompagnement à travers les personnes désignées pour accompagner le processus. Il remercie par ailleurs les autres acteurs (experts indépendants, ONG, OSC) pour le temps précieux qu'ils ont consacré à l'accompagnement de l'équipe de recherche, notamment pour la contextualisation de la méthodologie de recherche, la revue des résultats et les recommandations faites lors des différentes rencontres organisées respectivement à ces effets. Le GRAAD Burkina remercie, tout particulièrement, les gouverneurs, les maires, les autorités militaires, les leaders communautaires, les jeunes (hommes et femmes) pour leur participation active aux séminaires régionaux organisés pour éclairer, amender et valider certains résultats et constats interrogateurs.

Le GRAAD Burkina remercie M. RAMDÉ Zakaria (statisticien) pour son accompagnement technique. Il remercie aussi tous les agents de collecte de données pour les efforts fournis pour la collecte des données malgré le contexte difficile marqué par l'avènement du COVID-19 et la dégradation de la situation sécuritaire dans le pays et les régions enquêtées. L'effectivité et la qualité des données collectées sont l'œuvre de la bonne collaboration, de la détermination et du sens de responsabilité de ces agents. Par la même occasion, le Groupe remercie tous les jeunes qui ont pris leur temps pour répondre au questionnaire.

Enfin, merci à tout le personnel administratif du GRAAD Burkina pour l'engagement et les efforts consentis pour faciliter le travail des chercheurs.

Sommaire

Équipe de recherche	5
Remerciements.....	7
Sommaire	8
Liste des tableaux.....	10
Liste des graphiques.....	13
Liste des schémas	14
Sigles et abréviations	14
Résumé exécutif	16
Introduction générale	21
Chapitre I - Introduction au projet de recherche	25
1.1. Contexte.....	26
1.2. Objectifs de la recherche.....	29
1.3. Approches théoriques et conceptuelles de la recherche.....	30
1.4. Méthodologie de collecte des données	38
1.5. Principes éthiques appliqués.....	41
1.6. De la prise en compte du genre.....	42
1.7. Démarche qualité.....	42
1.8. Limites de la recherche	43
Chapitre 2 - Caractéristiques socioéconomiques et démographiques des jeunes enquêtés.....	45
2.1. Répartition des personnes enquêtées selon la région.....	46
2.2. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés.....	47
2.3. Caractéristiques socioéconomiques des enquêtés.....	51
Chapitre 3 - Extrémisme violent au Burkina Faso : histoire, perceptions et rapports des jeunes à la violence.....	59
3.1. Aperçu historique et de la situation sécuritaire actuelle.....	60
3.2. Perceptions et rapports des jeunes à la violence.....	63
Chapitre 4 - Phénomène de radicalisation et d'extrémisme violent chez les jeunes	81
4.1. Caractérisation de la radicalisation chez les jeunes	82
4.2. Caractérisation de l'extrémisme violent chez les jeunes	87

4.3. Personne de référence en cas de problème quelconque.....	91
4.5. Personne de référence en matière de sécurité.....	96
4.6. Perception de l'efficacité des réponses actuelles contre l'extrémisme violent.....	100
Chapitre 5 - Typologie d'actes de violence extrémiste, auteurs, motivations et victimes	107
5.1. Types d'actes de violence extrémiste perpétrés par les jeunes.....	108
5.2. Profil général des auteurs d'actes d'extrémisme violent.....	110
5.3. Principales motivations	115
5.4. Principales victimes	116
5.5. Occurrence des actes de violence	117
Chapitre 6 - Opportunités économiques et résilience des jeunes à l'extrémisme violent.....	119
6.1. Profil général des jeunes résilients.....	120
6.2. Opportunités économiques et résilience des jeunes : analyse statistique.....	126
6.3. Opportunités économiques et résilience des jeunes à l'extrémisme violent : l'analyse économétrique	131
Chapitre 7 - Efficacité des programmes économiques de prévention de l'extrémisme violent : cas du Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso	139
7.1. Grandes initiatives économiques de lutte contre l'extrémisme violent.....	140
7.2. Le Programme d'Urgence pour le Sahel : portée pour la prévention de l'extrémisme violent.....	149
7.3. Résilience à l'extrémisme violent : l'efficacité du PUS à la lumière des résultats de recherche.....	150
Conclusion, principales leçons et recommandations	158
Bibliographie	164
Site web	168
Annexes	169
Annexe 1 : Résultats de l'estimation et du test d'adéquation du modèle Logit.....	169
Annexe 2 : Résultats d'estimation avec les sous-dimensions de l'indice de cohésion	172

Liste des tableaux

Tableau 1 :	Répartition des enquêtés selon le type de région.....	46
Tableau 2 :	Structure par catégorie d'âge et par sexe des enquêtés	47
Tableau 3 :	Situation matrimoniale selon la catégorie d'âge et le sexe des enquêtés (%).....	48
Tableau 4 :	Appartenance religieuse selon la catégorie d'âge et le sexe des enquêtés (%).....	49
Tableau 5 :	Répartition des enquêtés par catégorie d'âge et sexe des chefs de ménage.....	50
Tableau 6 :	Taille moyenne des ménages selon la région	51
Tableau 7 :	Niveau d'instruction selon la catégorie d'âge et le sexe des enquêtés	52
Tableau 8 :	Principale activité selon la catégorie d'âge et le sexe des enquêtés.....	53
Tableau 9 :	Revenu mensuel selon le niveau d'instruction et le sexe des enquêtés (en FCFA).....	54
Tableau 10 :	Revenu mensuel selon le secteur d'activité et le sexe des enquêtés.....	55
Tableau 11 :	Niveau de vie des ménages selon la catégorie d'âge du chef de ménage	56
Tableau 12 :	Niveau de vie des ménages selon l'occupation du chef de ménage.....	56
Tableau 13 :	Croyances soutenant la violence selon le type de région	65
Tableau 14 :	Croyances soutenant la violence selon le sexe de l'enquêté.e.....	65
Tableau 15 :	Croyances soutenant la violence selon la catégorie d'âge de l'enquêté.e.....	66
Tableau 16 :	Croyances soutenant la violence selon le niveau d'instruction de l'enquêté.e.....	67
Tableau 17 :	Croyances soutenant la violence selon le statut matrimonial de l'enquêté.e	67
Tableau 18 :	Croyances soutenant la violence selon le niveau de vie du ménage de l'enquêté.e.....	68
Tableau 19 :	Croyances soutenant l'utilisation de stratégies non-violentes selon le type de région	69
Tableau 20 :	Croyances soutenant l'utilisation de stratégies non-violentes selon le sexe de l'enquêté.e.....	70
Tableau 21 :	Croyances soutenant l'usage de stratégies non-violentes selon la catégorie d'âge de l'enquêté.e (%).....	70
Tableau 22 :	Croyances soutenant l'utilisation de stratégies non-violentes selon le niveau d'instruction.....	71
Tableau 23 :	Croyances soutenant l'utilisation de stratégies non-violentes selon la situation matrimoniale.....	71
Tableau 24 :	Croyances soutenant l'utilisation de stratégies non-violentes selon le niveau de vie.....	72
Tableau 25 :	Perceptions des jeunes sur la manifestation de l'extrémisme violent selon le type de région	73
Tableau 26 :	Perceptions des jeunes sur la manifestation de l'extrémisme violent selon le type de milieu	73
Tableau 27 :	Perceptions des jeunes sur l'évolution de la violence en général selon la région (%).....	75
Tableau 28 :	Principaux responsables de l'extrémisme violent selon les jeunes par type de région	76
Tableau 29 :	Principaux responsables de l'extrémisme violent selon les jeunes par type de milieu.....	77
Tableau 30 :	Principaux responsables de l'extrémisme violent selon le type de région et la principale occupation.....	77

Tableau 31 : Principaux responsables de l'extrémisme violent selon le type de milieu et la principale occupation.....	78
Tableau 32 : Niveau de vie et radicalisation des jeunes à l'extrémisme violent (%).....	85
Tableau 33 : Raisons du ralliement des jeunes aux GAT selon le type de région et du milieu de résidence (%).....	86
Tableau 34 : Définition de l'extrémisme violent selon le sexe (%).....	88
Tableau 35 : Définition de l'extrémisme violent selon la catégorie d'âge (%).....	89
Tableau 36 : Définition de l'extrémisme violent selon le niveau d'instruction (%).....	90
Tableau 37 : Définition de l'extrémisme violent selon la situation matrimoniale (%).....	91
Tableau 38 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon le sexe (%).....	92
Tableau 39 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon le niveau d'instruction (%).....	93
Tableau 40 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon la catégorie d'âge (%).....	93
Tableau 41 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon l'occupation (%).....	94
Tableau 42 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon le statut de résilience (%).....	95
Tableau 43 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon le statut de radicalisation (%).....	95
Tableau 44 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire selon le sexe (%).....	97
Tableau 45 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire selon la catégorie d'âge (%).....	97
Tableau 46 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire selon l'occupation principale (%).....	98
Tableau 47 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire selon le statut de résilience (%).....	99
Tableau 48 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire selon le statut de radicalisation (%).....	100
Tableau 49 : Efficacité des mesures prises par l'État/partenaire contre l'extrémisme violent selon la région (%).....	101
Tableau 50 : Efficacité des mesures prises par l'État/les partenaires contre l'extrémisme violent selon le type de région et le sexe.....	102
Tableau 51 : Efficacité du dialogue religieux contre l'extrémisme violent selon la région (%).....	102
Tableau 52 : Efficacité du dialogue religieux contre l'extrémisme violent selon le sexe de l'enquêté.e (%).....	103
Tableau 53 : Efficacité des mécanismes communautaires d'autodéfense selon la région.....	103
Tableau 54 : Efficacité des mécanismes communautaires d'autodéfense selon le sexe de l'enquêté.e et la catégorie d'âge.....	104
Tableau 55 : Principaux critères d'appréciation de l'efficacité/inefficacité des mécanismes communautaires d'autodéfense selon les enquêtés.e.s.....	104
Tableau 56 : Types d'actes de violence extrémiste perpétrés par les jeunes.....	108
Tableau 57 : Actes de violence extrémiste perpétrés par les jeunes selon la région.....	109
Tableau 58 : Actes de violence extrémiste perpétrés par les jeunes selon le type de région....	109
Tableau 59 : Actes de violence extrémiste perpétrés par les jeunes selon le type de milieu.....	110
Tableau 60 : Principales motivations des auteurs d'actes d'extrémisme violent selon le type de violence (%).....	116
Tableau 61 : Victimes des auteurs d'actes d'extrémisme violent selon le type de violence (%).....	116

Tableau 62 : Période de la journée pendant laquelle les violences extrémistes ont été commises selon le type de violence (%)	117
Tableau 63 : Lieux où les actes d'extrémisme violent ont été commis par les auteurs selon le type de violence (%).....	118
Tableau 64 : Description des variables utilisées pour le calcul de l'IOE	127
Tableau 65 : Indice d'Opportunités Économiques selon la région.....	129
Tableau 66 : Indice d'Opportunités Économiques selon le sexe de l'enquêté.e.....	129
Tableau 67 : Indice d'Opportunités Économiques selon la catégorie d'âge de l'enquêté.e.....	130
Tableau 68 : Indice d'Opportunités Économiques selon le niveau de vie de l'enquêté.e.....	130
Tableau 69 : Indice d'Opportunités Économiques selon le niveau de résilience	131
Tableau 70 : Statistiques descriptives des variables explicatives.....	132
Tableau 71 : Résultats d'estimation de la résilience à l'extrémisme violent.....	134
Tableau 72 : Coûts estimatifs des initiatives de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.....	148

Liste des graphiques

Graphique 1 : Appartenance ethnique par catégorie d'âge et par sexe des enquêtés	49
Graphique 2 : Sexe et catégorie d'âge des chefs de ménage.....	50
Graphique 3 : Niveau de vie des ménages selon le sexe du chef de ménage	55
Graphique 4 : Perception des jeunes sur l'évolution de la violence en général au Burkina Faso	74
Graphique 5 : Types de violence les plus redoutés par les jeunes	75
Graphique 6 : Radicalisation des jeunes.....	82
Graphique 7 : Radicalisation des jeunes selon le sexe.....	83
Graphique 8 : Radicalisation des jeunes selon la catégorie d'âge.....	84
Graphique 9 : Avis de radicalisation selon le niveau d'instruction.....	84
Graphique 10 : Avis de radicalisation selon l'occupation.....	85
Graphique 11 : Raisons du rejet des GAT.....	87
Graphique 12 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque (en %)	92
Graphique 13 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire (en %).....	96
Graphique 14 : Auteurs d'actes d'extrémisme violent selon le sexe des enquêtés.....	110
Graphique 15 : Auteurs d'actes d'extrémisme violent selon la catégorie d'âge des enquêtés.....	111
Graphique 16 : Auteurs d'actes d'extrémisme violent selon le niveau de vie du ménage	112
Graphique 17 : Auteurs d'actes d'extrémisme violent selon l'état matrimonial des enquêtés	112
Graphique 18 : Auteurs d'actes d'extrémisme violent selon le statut d'occupation des enquêtés.....	113
Graphique 19 : Auteurs d'actes d'extrémisme violent selon la région.....	113
Graphique 20 : Auteurs d'actes d'extrémisme violent selon le statut de victime ou non d'extrémisme violent des enquêtés.....	114
Graphique 21 : Auteurs d'actes d'extrémisme violent selon le type de substance psychotrope consommé par les enquêtés.....	115
Graphique 22 : Répartition des enquêtés.e.s par catégorie de résilience à l'extrémisme violent	120
Graphique 23 : Résilience à l'extrémisme violent selon le sexe de l'enquêté.e	121
Graphique 24 : Résilience à l'extrémisme violent selon la catégorie d'âge	121
Graphique 25 : Résilience à l'extrémisme violent selon le niveau de vie	122
Graphique 26 : Résilience à l'extrémisme violent selon le niveau d'instruction	123
Graphique 27 : Résilience à l'extrémisme violent selon la situation matrimoniale	123
Graphique 28 : Résilience à l'extrémisme violent selon la catégorie socio-professionnelle	124
Graphique 29 : Résilience à l'extrémisme violent selon le milieu de résidence	124
Graphique 30 : Résilience à l'extrémisme violent selon le statut de victime de violence extrémistes.....	125
Graphique 31 : Résilience à l'extrémisme violent selon la consommation de substances psychotropes.....	125

Liste des schémas

Schéma 1 :	Vue schématique du concept de résilience	31
Schéma 2 :	Cadre conceptuel d'analyse	37
Schéma 3 :	Échelles de résilience	152
Schéma 4 :	Classification des sentiments d'appartenance.....	153
Schéma 5 :	Schéma d'une intervention plus efficace.....	156

Sigles et abréviations

AEPS	:	Adduction d'Eau Potable Simplifiée
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BM	:	Banque Mondiale
CAPI	:	Computer Assisted Personal Interviews
CEIDES	:	Center for International, Diplomatic, Economic and Strategic Studies
CERADD	:	Carrefour d'Étude et de Recherche Action pour le Développement et la Démocratie
CM	:	Chef de Ménage
COOPEL	:	Coopérative d'Électricité
COS	:	Conseil d'Orientation Stratégique
CRDI	:	Centre de Recherches pour le Développement International
CSPS	:	Centre de Santé et de Promotion Sociale
CVD	:	Conseils Villageois de Développement
FAO	:	Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FDS	:	Force de Défense et de sécurité
GAT	:	Groupes Armés Terroristes
GRAAD	:	Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquées pour le Développement
HCNU	:	Haut Conseil des Nations Unies
IDMC	:	Organisme International de Surveillance des Déplacés Internes
INSD	:	Institut National de la Statistique et de la Démographie
IOH	:	Indice d'Opportunité Humaine
MATDC	:	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale
MENAPLN	:	Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales
OCDE	:	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	:	Objectifs de Développement Durable
OIM	:	Organisation Internationale pour les Migrations

OIT	:	Organisation Internationale du Travail
OLST	:	Organization Living Safe Together
ONU	:	Organisation des Nations Unies
OSCE	:	Organization for Security and Cooperation in Europe
PADEL	:	Programme d'Appui au Développement des Économies Locales
PDI	:	Personnes Déplacées Internes
PED	:	Pays en Développement
PEV	:	Prévention de l'Extrémisme Violent
PEV-E	:	Prévenir l'Extrémisme Violent par l'Éducation
PEVRC-BF	:	Prévention de l'Extrémisme Violent par la Résilience des Communautés au Burkina Faso
PNDES	:	Plan National de Développement Économique et Social
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PREVI	:	Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent
PUS-BF	:	Programme d'Urgence pour le Sahel-Burkina Faso
REEB	:	Rapport sur l'État de l'Environnement au Burkina Faso
REJE	:	Résilience des Jeunes à l'Extrémisme Violent
RGPH	:	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SNPREV	:	Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme violent
SONABEL	:	Société Nationale d'Électricité du Burkina
STATA	:	Statistical Software for Data Science
UA	:	Union Africaine
UE	:	Union Européenne
UEMOA	:	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
UGB	:	Université Gaston Berger
UNESCO	:	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNOCA	:	United Nations Regional Office for Central Africa
UNOWAS	:	United Nations Office for West Africa and the Sahel
USAID	:	United States Agency for International Development

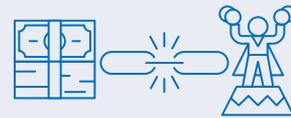
Résumé exécutif

Longtemps reconnu comme pays de paix et de stabilité dans la sous-région, le Burkina Faso est depuis une décennie dans une situation sécuritaire préoccupante avec d'importantes pertes en infrastructures, en vies humaines, etc. Cette situation annihile les efforts du Burkina Faso en matière de développement humain durable. Afin d'y faire face, le Burkina Faso s'est inscrit depuis des années dans l'approche dite de prévention qui se fonde sur l'idée selon laquelle la violence ne vient pas du néant mais a des origines plausibles à identifier. Sans surestimer la relation entre extrémisme violent et facteurs économiques, une certaine partie de la littérature actuelle indique que le chômage et la sous-occupation sont parmi les facteurs générateurs de l'extrémisme violent, tout comme le ressentiment d'absence d'avenir, le manque d'opportunités, le sentiment d'enfermement, le désir d'ailleurs, etc. (PNUD, 2017).

La lutte contre l'extrémisme violent par les opportunités de développement se fonde notamment sur cette hypothèse. Mais, des auteurs tels que Berger (2017), Romaniuk (2014) remettent en question cette prémisse et pensent que les recherches menées jusqu'alors n'ont réussi qu'à montrer que les corrélations entre le terrorisme et les facteurs de développement structurels (un taux de chômage élevé ou un faible niveau d'éducation, par exemple) n'étaient pas très claires et souvent restent inexistantes. Au Burkina Faso et dans la sous-région, la dégradation de la situation sécuritaire malgré les investissements économiques réalisés à travers les initiatives comme la Stratégie de développement et de sécurité du G5 Sahel, le Programme d'Investissement Prioritaire du G5 Sahel et les initiatives nationales (PUS-BF, PADEL, PREVI, etc.) posent crucialement question. Partant de ces constats, les principales questions que se pose la présente recherche sont les suivantes : (1) *Dans quelle mesure et à quel degré l'offre d'opportunités économiques impacte-t-elle la résilience à l'extrémisme violent des jeunes filles et des jeunes garçons, pris dans leur diversité ? Quelles sont les options et recommandations stratégiques permettant d'améliorer l'efficacité des programmes économiques de type PEV en termes de consolidation de la résilience des jeunes et de construction d'une stabilité et d'une paix durables au Burkina Faso ?*

tés économiques impacte-t-elle la résilience à l'extrémisme violent des jeunes filles et des jeunes garçons, pris dans leur diversité ? Quelles sont les options et recommandations stratégiques permettant d'améliorer l'efficacité des programmes économiques de type PEV en termes de consolidation de la résilience des jeunes et de construction d'une stabilité et d'une paix durables au Burkina Faso ?

Pour répondre à ces questions, ce projet de recherche a eu pour objectifs spécifiques de :



- (i) établir le lien entre accès aux opportunités économiques et résilience des jeunes femmes et jeunes hommes (pris dans leur diversité) à l'extrémisme violent au Burkina Faso

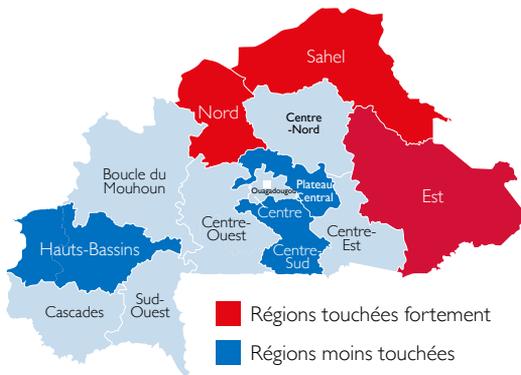


- (ii) fournir des options et recommandations stratégiques pour améliorer les programmes économiques visant la résilience des jeunes (pris dans leur diversité) à l'extrémisme violent, en se basant sur le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF).



- (iii) renforcer les capacités des chercheurs, en particulier, des jeunes à conduire des études solides, intégrant le genre, sur les liens entre opportunités économiques et résilience à l'extrémisme violent

Pour atteindre ces objectifs, la recherche a adopté un cadre d'analyse fondé sur la théorie du choix rationnel, la théorie de la privation économique et la théorie de l'apprentissage social. Sous l'orientation de ces théories, des informations ont été collectées en combinant à la fois une revue documentaire sur des données secondaires et des documents pertinents pour répondre aux questions de recherche, une approche qualitative pour collecter des données primaires qualitatives, et une approche quantitative pour collecter des données primaires quantitatives. Pour permettre des analyses comparatives, deux groupes de régions ont été constitués de façon raisonnée : trois (03) régions touchées fortement par l'extrémisme violent (Est, Nord, Sahel) et trois (03) régions moins touchées par le phénomène (Hauts-Bassins, Plateau Central, Sud-Ouest).



1 645 jeunes
(femmes et
hommes) âgés de
15 à 35 ans ont
permis de collecter
les données
de l'enquête
quantitative



25 ans, âge moyen
des jeunes enquêtés
(majoritairement
des célibataires). **La**
majorité des filles
mariées avant l'âge de
30 ans

Les données de l'enquête quantitative ont été collectées auprès de 1 645 jeunes (femmes et hommes) âgés de 15 à 35 ans inclus. Les enquêtes qualitatives basées sur des focus groups comptent 107 entretiens.

Dans l'ensemble, l'âge moyen des jeunes enquêtés est de 25 ans, la majorité étant des célibataires, surtout les garçons. Une proportion assez importante de ces jeunes est sans niveau d'instruction, mais en général, ce sont les jeunes filles qui sont les plus touchées. En conséquence, le chômage touche beaucoup plus les filles comparativement aux garçons. Quel que soit le niveau d'instruction ou le secteur d'activité, des inégalités sont toujours observées et sont en défaveur des jeunes filles dont le revenu moyen dépasse à peine le SMIG fixé au Burkina Faso. Quoique faible, le revenu mensuel moyen des garçons est trois fois supérieur à celui des filles.

Par rapport à l'évolution de l'extrémisme violent des jeunes au Burkina Faso, malgré les efforts du Gouvernement, la jeunesse ressent surtout une dégradation progressive des conditions de paix et de stabilité marquée dans le temps par d'importantes manifestations/revendications pour protester contre l'injustice, la mauvaise gouvernance, la marginalisation, la vie chère, etc. Le poids de la pauvreté, le sous-développement, le chômage, la corruption et l'impunité sont ressentis comme un vécu quotidien par la jeunesse. Cette situation est couplée à un sentiment d'impuissance et de manque de justice pour une variété de plaintes spécifiques qui nourrissent les clivages sociaux liés à certaines tensions inter et intracommunautaires, à des conflits entre agriculteurs et éleveurs, à des litiges fonciers et aussi à des conflits entre les populations autochtones et les sociétés minières.



81,6% des jeunes enquêtés sont favorables à l'expression de leur colère par la violence



01 jeune sur 100 est disposé à rejoindre ces groupes

02% des jeunes enquêtés sont non résilients

Dans la zone étudiée, il ressort que certaines croyances soutiennent la violence des jeunes. Plus de trois quart (81,6%) des jeunes enquêtés pensent qu'il faut parfois exprimer sa colère à travers la violence. Une majorité perçoit souvent certains comportements violents comme synonyme de courage, de dignité ou d'intégrité. D'un autre côté, les jeunes pensent que l'utilisation de la violence est un moyen de se faire justice ou de lutter contre l'exclusion ou encore un moyen d'imposition de sa volonté ou de son idéologie.

En ce qui concerne le phénomène de la radicalisation, il ressort des analyses que la majorité des jeunes conçoit l'extrémisme violent comme des actes posés. Ces actes sont principalement le fait de tuer une personne/communauté pour intimider ou faire peur aux autres, de sorte que ces derniers fassent ce qu'ils veulent ; de semer la terreur dans une localité donnée. Aussi, même si la majorité des jeunes enquêtés ne trouve aucun intérêt à rejoindre les GAT, il se trouve qu'au moins un (01) jeune sur 100 est disposé à rejoindre ces groupes. Sur la question, trois (03) jeunes sur 100 doutent de leur position. Selon les jeunes interrogés, le manque de revenus, le chômage, l'injustice, l'influence politique, les divers frustrations et mécontentements expliqueraient cette situation.

De façon globale, les jeunes susceptibles de rejoindre les GAT sont surtout de sexe masculin, âgés entre 25 et 30 ans, sans aucun niveau d'éducation et sans emploi, mais aussi vivant dans des ménages de faible niveau de vie. Ces résultats impliquent que les politiques tendant à favoriser l'éducation et la création d'emploi au profit des jeunes sont de nature à contenir et à réduire leur prédisposition à la radicalisation et à l'extrémisme violent. En cas de problème d'ordre sécuritaire, les premiers recours des jeunes sont par ordre d'importance la police et la gendarmerie. Mais il y a aussi la famille, les autorités locales et, de façon marginale, les

Koglweogo/Dozos, les autorités religieuses/coutumières, les voisins et la justice.

Par rapport aux violences perpétrées, l'étude relève surtout les menaces/intimidations et la destruction de matériel, le crime/meurtre, les enlèvements/séquestrations, le viol/mariage forcé (contre la volonté). Les violences relativement plus graves (crimes/meurtres, enlèvements/séquestrations) sont surtout perpétrées dans les régions touchées comparativement aux régions moins touchées. Les analyses ont permis aussi d'identifier cinq (5) principales motivations qui expliquent les actes perpétrés. Il s'agit des motifs de règlement de compte, de rapports de force/leadership/contrôle de ressources, de satisfaction personnelle, mais aussi des motifs d'ordre économique et politique.

Dans l'ensemble, la jeunesse burkinabè est plutôt résiliente. Selon la recherche menée, la grande majorité (94%) des jeunes enquêtés n'ont jamais basculé dans des violences de type extrémiste (résilience primaire). Ceux/celles qui ont été auteurs mais qui ont renoncé par la suite (résilience secondaire) ne représentent que 4% des effectifs. Par conséquent, 2% des jeunes ont été non résilients. Sur cette question, les analyses ont révélé que le jeune burkinabè résilient est généralement d'un bon esprit de cohésion sociale. C'est un jeune de sexe féminin ayant un emploi (formel ou non) avec un niveau d'éducation relativement élevé. Il est en général un jeune adulte vivant en milieu rural qui ne consomme pas de substances psychotropes et vit en général dans un couple monogame.

Pour analyser formellement les liens possibles entre opportunités économiques et résilience des jeunes à l'extrémisme violent, une analyse économétrique basée sur le modèle Logit a été menée. L'accès aux opportunités économiques a été appréhendé par un indice, calculé selon l'approche de la Banque Mondiale (Barros et al., 2009). Les

estimations faites ont révélé que l'accès aux opportunités économiques améliore la résilience des jeunes à l'extrémisme violent, mais son effet n'est pas déterminant. Les informations collectées lors des ateliers régionaux d'échanges ont révélé que des facteurs tels que la cohésion sociale, les valeurs socio-culturelles, la bonne gouvernance, etc. sont très importants dans le contexte du pays. Dans les analyses faites, les facteurs, qui favorisent de façon significative la résilience des jeunes burkinabè à l'extrémisme violent, sont la cohésion sociale, le sexe et le niveau d'éducation de l'individu. En revanche, le fait d'avoir été victime de violence extrémiste, de vivre en milieu urbain, d'être non marié ou de consommer des substances psychotropes réduit les chances des jeunes d'être résilients. Ces résultats suggèrent que le choix du Gouvernement du Burkina Faso de faire de la cohésion sociale et de l'éducation des outils de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent est pertinent. Le résultat sur le statut de victime recommande à l'État de mettre en place des mécanismes d'écoute, de suivi et de prise en charge psychologique des personnes victimes de violence extrémistes, particulièrement les Personnes Déplacées Internes (PDI), mais aussi les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) engagées dans la lutte contre l'extrémisme violent.

Par rapport à l'efficacité du Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso, les analyses menées dans cette recherche

indiquent tout d'abord que le programme est bien pertinent dans son ensemble et a des forces. Ces forces reposent sur la pertinence du choix des cibles que sont les jeunes et celle des zones affectées par le terrorisme comme zone d'intervention. L'extension des actions du programme aux zones à risque qui s'inscrit dans une perspective de prévention est également une force. Par ailleurs, les actions en faveur des jeunes ciblant bien la question économique (formation, emploi, entrepreneuriat, etc.) sont pertinentes car elles constituent des facteurs de résilience. En revanche, l'étendue de la diversité des cibles, le non-ciblage des actions à mener et des actions visant la cohésion sociale (facteur de résilience), la faiblesse du système de suivi-évaluation et la gestion centralisée des activités « décentralisables » constituent les principales faiblesses du PUS-BF. Une des principales limites du programme réside dans l'impossibilité de mesurer précisément son impact sur la résilience visée.

Dans le cadre de cette analyse, les résultats de cette recherche ont nuancé l'hypothèse de la privation économique. Même si l'économie est une question importante qui influence l'attitude des jeunes burkinabè face à l'extrémisme violent, ce facteur n'est pas déterminant.

Enfin, l'analyse des résultats de cette recherche suggère six (06) types d'interventions stratégiques :



Approfondissement de la recherche/investigations sur certains sujets spécifiques pour mieux comprendre le contexte, les problèmes réels et y apporter des solutions appropriées. Spécifiquement, il s'agit de travailler à réduire les rivalités entre les leaders communautaires dont les problèmes de fond restent toujours mal connus. Cela passe par une investigation profonde sur le sujet prenant en compte les aspects psychologique et anthropologique afin de traiter les causes à la racine. Il faut aussi clarifier les rôles et responsabilités pour chacun des postes de leaders communautaires, et au-delà d'établir une certaine hiérarchie en prenant en compte au mieux les spécificités de chaque région.

02 *Reformatage du PUS-BF pour plus d'efficacité dans la construction/reconstruction de la résilience des jeunes à l'extrémisme violent.* Dans ce sens, il s'agira de relire le document de projet du PUS-BF afin de clarifier la vision de l'intervention sur le plan conceptuel et de mieux impliquer les autorités et acteurs locaux dans la définition des actions urgentes à mener et développer de bonnes pratiques d'économies locales.

03 *Intégration de la lutte contre les stupéfiants dans les stratégies de résilience.* Il est montré dans cette recherche que des jeunes ont franchi la frontière de la violence extrémiste en étant sous l'effet de ces substances. Ce résultat suggère d'intégrer la lutte contre les psychotropes, non seulement dans les politiques et stratégies de lutte contre l'extrémisme violent, mais également dans la Stratégie nationale de cohésion sociale.

04 *Meilleure intégration de la question du genre dans la question de l'extrémisme violent.* Les résultats de la recherche ont montré que la femme participe indirectement et dans quelques cas directement à la perpétration d'actes d'extrémisme violent. Des cas avérés ont été enregistrés et cités dans deux régions. Il est donc judicieux d'intégrer les jeunes filles dans les actions visant la résilience et la lutte contre l'extrémisme violent.

05 *Changement de paradigme de l'analyse statistique à travers l'intégration dans la construction des politiques et stratégies, la loi des petits nombres.* En effet, négliger le fait que 0,05% de la jeunesse burkinabè soit prêt à prendre des armes contre le pays et l'ignorer est une grave erreur. Il faut donc former les décideurs et les techniciens participants à la formulation des politiques liées à ce type de problématique à ne pas rater les petits chiffres problématiques. Mieux, une bonne formation pour la lecture et l'interprétation de ce type de données s'avère nécessaire.

06 *Meilleure intégration de la culture et des valeurs culturelles burkinabè au concept de développement.* Il s'agit de revaloriser notamment les mécanismes d'encadrement des adolescents. Cela peut se faire en revalorisant les mécanismes endogènes d'encadrement pour récupérer, encadrer et instruire les jeunes qui ne prennent pas ou qui refusent de prendre le chemin de l'école. Il est indiqué aussi d'avoir une politique de modernisation et de promotion des métiers traditionnels locaux qui devraient être intelligemment articulée aux régions/localités selon leurs spécificités respectives.

Introduction générale



Le Burkina Faso, pays d'une superficie de 274 200 km² situé au cœur du Sahel, est constitué administrativement de 13 régions et de 45 provinces. Dans l'ensemble, le Burkina Faso est un pays enclavé, à relief plat et qui sert de transit pour les pays situés au Nord et au Nord-Est de la côte. Il a un climat à caractère soudano-sahélien marqué par deux (2) grandes saisons. Ce climat est caractérisé, par ailleurs, par des zones agro-climatiques en général vulnérables aux aléas climatiques. L'agriculture de subsistance constitue la principale activité économique du pays et occupe environ huit (8) actifs sur dix (10). La grande majorité des producteurs agricoles est constituée de petits exploitants travaillant avec des moyens et des techniques assez rudimentaires. Toutes ces caractéristiques pèsent lourdement sur les capacités productives du pays dans tous les secteurs économiques.

À l'opposé de cette fragilité économique, la population burkinabè n'a cessé d'augmenter depuis les années 1960, année de son indépendance. Entre 1960 et 2017, cette population a été multipliée pratiquement par cinq (5), passant de 4 300 000 à 20 487 979 d'habitants (INSD, 2020). Avec un taux d'accroissement démographique intercensitaire de 2,93% (INSD, 2020), le Burkina Faso se situe parmi les pays qui connaissent une forte croissance démographique. Si la population peut être une source de richesse et de développement, dans le contexte d'une économie fragile comme celle du pays, la forte croissance démographique est en général génératrice de pauvreté et de vulnérabilité économique dans la mesure où les structures économiques du pays n'ont pas le temps de s'adapter au rythme de croissance de cette population (SP-CNDD, 2016).

5x

Entre 1960 et 2017, la population burkinabè a été multipliée par cinq (05)



47,6% de la population burkinabè a moins de 15 ans



1 741 665 de PDI au 31 janvier 2022



3 405 écoles fermées à la date du 31 janvier 2022

Du fait du fort taux d'accroissement naturel, le Burkina Faso se caractérise par l'extrême jeunesse de sa population constituée presque à moitié (47,6%) de personnes de moins de 15 ans. La moyenne d'âge au niveau national ne dépasse pas 21 ans. De telles caractéristiques demandent d'énormes efforts en termes de politiques et de stratégies de développement socioéconomique pour répondre à la demande des jeunes en termes notamment d'éducation/instruction, de formation/encadrement, de création d'emplois, de sécurité alimentaire, etc. Dans le contexte actuel donc, cette situation constitue une préoccupation centrale et un défi majeur pour la stabilité, la paix et la cohésion sociale. Le niveau d'instruction, le chômage, etc. reviennent souvent, en effet, dans la littérature comme étant les premiers motifs d'enrôlement des jeunes dans les revendications violentes et les groupes armés terroristes (McMurtry et Curling, 2008 ; Ali, 2014 ; Cramer, 2015 ; PNUD, 2017 ; GRAAD, 2018).

Pour faire face à la situation, le Burkina Faso a multiplié les initiatives politiques et stratégiques de développement qui se sont traduites ces dix (10) dernières années par des résultats encourageants aux niveaux social et économique, malheureusement affaiblis par le COVID-19. En effet, quoique fluctuante, la croissance économique s'est améliorée significativement ces quinze dernières années. Le taux réel de croissance économique a atteint 5,8% sur la période 2000-2013 (Fonds Monétaire International (FMI), 2015). Entre 2011 et 2015, ce taux de croissance a été de 5,5% (PNDES, 2016). En 2020, il est estimé à 1,9%, soit un net recul (causé en grande partie par la pandémie du COVID-19) par rapport aux moyennes des cinq (5) dernières années (Banque Mondiale, 2022). Sur le plan social, d'importants progrès ont été également enregistrés quoi que récemment contrariés par l'insécurité et

la dégradation de la cohésion sociale. L'IDH du pays estimé à 0,396 en 2013 est passé à 0,452 en 2019. Par rapport à 2016, cela représente une croissance de l'IDH d'environ 5,6%.

Avec l'émergence de l'extrémisme violent et du terrorisme, ces progrès sont sérieusement négativement affectés. Quelles que soient la source, la forme et la nature, les actes d'extrémisme violent que connaît le Burkina Faso constituent une menace qui pèse lourdement sur la cohésion sociale, la stabilité et donc sur le développement durable du pays. Comme préconisé par l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Gouvernement burkinabè tente de traiter le problème à la racine (Fink et Bhulai, 2016 ; PNUD, 2017), notamment par la prévention fondée sur les facteurs déclencheurs. Aujourd'hui, nonobstant les efforts fournis, la situation sécuritaire n'a cessé de se dégrader avec pour corollaire des pertes importantes en vies humaines et la croissance régulière du nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) qui met à mal la durabilité des écosystèmes socioéconomiques et environnementaux dans les localités d'accueil (IDMC, 2018). De 560 033 en 2019, le nombre de PDI est passé à 1 579 976 en 2021 et à 1 741 665 au 31 janvier 2022 (CONASUR, 2021 ; CONASUR, 2022). Aujourd'hui, cette situation fait craindre l'exacerbation des tensions et des conflits intercommunautaires en raison de la concurrence accrue autour de l'exploitation des ressources et de l'utilisation des biens et services de consommation et de production (FAO, 2021).

Sur le plan de l'éducation et de l'encadrement, la situation a eu tendance à se dégrader. À la date du 31 janvier 2022, le nombre d'écoles fermées est passé de 3 280 à 3 405, soit 13,60% des structures éducatives du pays (MENAPLN, 2022). Sur le plan de

l'espace territorial, la même dynamique de dégradation est malheureusement ressentie/observée. De la région du Sahel d'où ils proviennent/ont pris naissance, l'extrémisme violent et le terrorisme ont touché presque toutes les régions du pays. Au niveau de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, le phénomène semble prendre de l'ampleur avec des épisodes de terrorisme enregistrés dans certains pays côtiers comme le Bénin et la Côte d'Ivoire.

Au regard des défis de stabilité, de sécurité, de paix, de cohésion sociale et donc de développement que créent l'extrémisme violent et le terrorisme, mais aussi du besoin actuel crucial de données factuelles pour affiner les politiques, stratégies et programmes en cours ou à développer, cette recherche vise à mieux informer les décideurs et les politiques burkinabè de manière à ce que les lacunes actuelles soient progressivement comblées grâce aux données nouvelles. Le but visé est d'éclairer les autorités, les communautés et toutes les parties prenantes en mettant à leur disposition des évidences permettant d'adopter des approches plus efficaces en termes de résilience des jeunes (hommes et femmes) à l'extrémisme violent. Dans cette perspective, la recherche s'est donnée pour ambition d'aborder la question sous l'angle socioéconomique et des facteurs endogènes dans le but de déterminer, de manière rigoureuse, les liens probables

entre les opportunités économiques et la résilience des jeunes (femmes et hommes) à l'extrémisme violent au Burkina Faso. Il s'agit également de tirer des leçons des programmes économiques comme le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF) dans le sens d'une plus grande efficacité.

C'est cet enjeu qui constitue l'ossature de cette recherche dont la présentation des résultats fait l'objet de ce document structuré en sept (07) chapitres. Le premier chapitre introduit le projet en précisant le contexte, les objectifs et la méthode. Le deuxième chapitre présente et analyse les principales caractéristiques socioéconomiques et démographiques des jeunes enquêtés. Quant au troisième chapitre, il analyse la question de l'extrémisme violent d'un point de vue historique. Sous cet angle d'analyse, il discute également des croyances soutenant la résilience et/ou la violence. Le chapitre 4 présente et discute le phénomène de la radicalisation au Burkina Faso. Le chapitre 5 donne le profil des auteurs d'actes d'extrémisme violent. Le chapitre 6 traite des déterminants de la résilience des jeunes. En prélude à la conclusion et aux recommandations pour des politiques publiques plus efficaces, le chapitre 7 questionne l'efficacité des programmes économiques de prévention de l'extrémisme à la lumière des résultats et de l'expérience du Programme d'Urgence pour le Sahel.

Chapitre 01

Introduction au projet de recherche

Il est difficile de bien comprendre et de percevoir la portée des résultats d'une recherche si le contexte, les objectifs, les approches conceptuelles et méthodologiques ne sont pas connus. À ce titre, ce chapitre a pour but d'introduire la vision et le but de la recherche, ainsi que la démarche utilisée pour aboutir aux résultats finaux et conclusions présentés dans ce document. Le chapitre se compose de cinq (05) sections qui présentent successivement le contexte de la recherche, les objectifs, le contenu des concepts clés utilisés, la méthode de collecte et d'analyse des données. Les dernières sections traitent des principes éthiques et de la démarche qualité pratiquée par l'équipe de recherche tout au long du déroulement du projet.



I.1. Contexte



558 victimes
d'attaques
terroristes
entre février
2015 et avril
2019

Longtemps reconnu comme pays de paix et de stabilité dans la sous-région, le Burkina Faso est depuis 2014/2015 victime d'actes d'extrémisme violent (pillages et incendies, prises d'otages, attaques terroristes, extrémisme religieux violent, etc.) qui surviennent en plus des conflits déjà existants (conflits/violences intercommunautaires). En considérant les données des années 2015 à 2018, le nombre d'attaques terroristes a cru de manière exponentielle, se multipliant par 32. Pour l'année 2022, le nombre de victimes liées à ces attaques a déjà atteint 21 morts. En rappel, entre février 2015 et avril 2019, les attaques terroristes ont causé la mort d'au moins 558 personnes dont 446 civils et 112 éléments des Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Pour la même période, il a été recensé 352 assassinats ciblés, 55 enlèvements et 16 attaques d'écoles. Pour l'année 2019 (du 1^{er} au 2 janvier), l'une des attaques les plus meurtrières est celle de Yirgou. Dans l'ensemble, la dégradation des conditions sécuritaires annihilent les efforts du Burkina Faso en matière de développement humain durable, compromettant ainsi l'atteinte de l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces) et, partant, l'ensemble des autres ODD ; la paix et la sécurité étant les bases de tout développement.

Afin de faire face à la situation, le Burkina Faso s'est inscrit dès le début dans l'approche dite de prévention qui se fonde sur la thèse selon laquelle la violence ne vient pas du néant mais a des origines plausibles à identifier. La pauvreté, la corruption, l'injustice et l'oppression nourrissent le ressentiment (Collovald et Gaïti, 2006 ; CEIDES, 2017). La fragilité de l'État et l'absence de libertés civiles sont considérées comme des facteurs prépondérants de l'émergence de violence politiques et extrémistes (CEIDES, 2017 ; PNUD, 2017). Une mauvaise gouvernance,

la non-satisfaction des besoins fondamentaux que devrait fournir l'État (éducation, santé, prospérité) et des expériences de discrimination et d'exclusion peuvent être réunies sous la même bannière de la fragilité, de même que le manque de participation politique et la répression des personnes ayant des convictions minoritaires (CEIDES, 2017).

Sans surestimer la relation entre extrémisme violent et facteurs économiques, une certaine partie de la littérature actuelle indique que le chômage et la sous-occupation sont parmi les facteurs générateurs de l'extrémisme violent, tout comme le ressentiment d'absence d'avenir, le manque d'opportunités, le sentiment d'enfermement, le désir d'ailleurs, etc. (McMurtry et Curling, 2008 ; PNUD, 2017). Par rapport à ces points et partant d'une étude réalisée avec 717 entretiens, le PNUD (2017) montre que les individus ayant rallié des groupes extrémistes violents sont, au départ, privés de la possibilité d'accéder à l'éducation et donc à un horizon d'opportunités plus grand. Du fait d'avoir grandi dans un environnement où l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle était supérieure à la moyenne nationale et d'avoir connu le chômage et le sous-emploi, les enquêtés qui se sont ralliés aux groupes extrémistes violents ont identifié les « facteurs économiques » comme l'une de leurs principales sources de frustration et de récrimination.

En analysant le comportement des jeunes de Zinder au Niger sur la base de focus group, l'étude de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (2018) tire la même conclusion. Les jeunes enquêtés pensent que les facteurs de l'extrémisme violent sont la pauvreté, l'exclusion sociale et l'injustice. Mais, ils affirment également que les leaders politiques et religieux jouent un rôle important dans l'endoctrinement et la

manipulation des jeunes, notamment à travers des intéressements financiers. Dans le cas du conflit de Boko Haram au Lac Tchad, il apparaît qu'au-delà des facteurs idéologiques, religieuses, c'est plutôt la faible opportunité économique (notamment pour les jeunes) et la mauvaise gouvernance locale qui ont contribué à accentuer le conflit (Hamadou, 2020). Quant à l'étude de Sommers (2007), citée dans McLean Hilker (2009), elle révèle qu'une bonne partie des jeunes urbains qui se sont révoltés au Libéria en 2004 était des anciens combattants au chômage. De Jong (également cité dans McLean Hilker, 2009) suggère que le soulèvement régional en Casamance (Sénégal) pourrait être la conséquence du mécontentement et du chômage chez les jeunes. Toujours dans la même perspective, un rapport de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) sur les jeunes et les conflits a identifié le chômage comme un facteur de risque pour les jeunes, affirmant que *« les jeunes participent à la violence parce que l'adhésion aux organisations extrémistes fournit des avantages et des options économiques à plus long terme, par exemple, à travers le patronage si leurs groupes ethniques ou religieux accèdent au pouvoir »*.

Dans son rapport de septembre 2017, l'International Crisis Group pense que l'extrémisme violent qui s'est installé dans le Nord du Burkina Faso est en fait un produit des réalités sociopolitiques et culturelles de la province du Soum. Il reflète les doléances de la majorité silencieuse de la population qui ne détient ni le pouvoir politique, ni l'autorité religieuse. Selon ce groupe, il ne s'agit donc pas d'une contestation islamiste de la modernité, mais bien d'un rejet de traditions qui perpétue une société figée, en manque d'opportunités nouvelles et productrice de frustrations. Il faut noter que c'est sur ce type de conclusions que reposent les programmes et actions de prévention de l'ex-

trémisme violent (PEV) définis notamment dans le plan d'action des Nations Unies qui coûtent aux États et à leurs partenaires des dépenses publiques importantes. La centaine de recommandations édictées de ce plan concerne notamment les initiatives en matière de politiques de développement, la bonne gouvernance, les droits de l'Homme, la responsabilisation des jeunes, l'égalité des sexes, le rôle des médias sociaux, etc.

Pourtant, jusqu'alors, il n'y a pas de consensus sur ce que l'on peut qualifier d'extrémisme violent. Même le plan proposé par les Nations Unies n'a pas donné de définition claire (Modirzadeh, 2016 ; HCNU, 2016). À ce sujet, Modirzadeh (2016) soutient que les questions suivantes restent posées :

« Qu'est-ce que la lutte contre l'extrémisme violent ? Qu'est-ce qui n'en fait pas partie ? Les preuves sur lesquelles s'appuient les approches de lutte contre l'extrémisme violent sont-elles suffisamment solides ? Que perd-on en allouant des ressources à la lutte contre l'extrémisme violent et en les détournant par le fait même d'autres initiatives ? »

Questions plus que d'actualité pour le Burkina Faso. En somme, une partie de la littérature actuelle s'inquiète de voir les États et les institutions *« se lancer tête baissée »* dans la création de programmes de lutte contre l'extrémisme violent alors que de nombreuses zones d'ombre subsistent et restent à éclairer.

La lutte contre l'extrémisme violent par les opportunités de développement se fonde notamment sur l'hypothèse selon laquelle les sociétés qui offrent des emplois, des services publics et une éducation à tous leurs citoyens

sont à l'abri de comportements extrémistes. Mais, J. M. Berger auteur et analyste qui étudie l'extrémisme à l'Université George Washington, remet en question cette prémisse. Au Burkina Faso et dans la sous-région, la dégradation de la situation sécuritaire malgré les investissements économiques réalisés à travers les initiatives comme la Stratégie de Développement et de Sécurité du G5 Sahel (SDS/G5 Sahel, septembre 2016), le Programme d'Investissement Prioritaire du G5 Sahel (PIP/G5 Sahel - Phase I, 2018-2020) et les initiatives nationales (PUS-BF, PADEL, PREVI, etc.) posent crucialement la question.

Selon justement Berger (2017), les recherches menées jusqu'alors n'ont réussi qu'à montrer que les corrélations entre le terrorisme et les facteurs de développement structurels (un taux de chômage élevé ou un faible niveau d'éducation, par exemple) n'étaient pas très claires et « ...qu'elles étaient même souvent inexistantes... ». Peter Romaniuk (2014), du Centre Mondial pour la Sécurité Coopérative (Global Centre of Cooperative Security) décrit la lutte contre l'extrémisme violent comme « un domaine qui a pris une importance disproportionnée par rapport aux résultats qu'il a permis d'obtenir ». Mais, malgré ces zones d'ombre, d'importants fonds publics sont affectés à différents types de programme de Prévention de l'Extrémisme Violent (PEV) comme ceux cités plus haut. Aujourd'hui, vu le manque de précision et les frontières un peu floues de sa définition, il peut être tentant de présenter de nombreux programmes et projets fétiches existants -

de l'atténuation de la pauvreté aux échanges culturels - comme étant désormais à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme.

Sous cet angle, la prévention de l'extrémisme violent (PEV) apparaît comme une action stratégique importante plus ou moins complexe visant à instaurer des conditions dans lesquelles personne ne sera tenté de céder à la violence pour des motifs politiques ou idéologiques ou de se laisser enrôler par des groupes extrémistes violents. Elle postule d'intervenir sur les racines du problème par une approche globale qui va au-delà d'une réponse sécuritaire au phénomène. Depuis 2015, la promotion des approches préventives est consacrée dans le Plan d'Action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent (A/70/674) du 24 décembre 2015. Dans la résolution A/RES/70/291 adoptée le 1^{er} juillet 2016, à la suite de la cinquième revue de la Stratégie mondiale antiterroriste de 2006, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu l'importance de cette approche préventive.

Nonobstant les efforts fournis, les actes de violence n'ont cessé d'augmenter et même de s'étendre géographiquement dans un climat marqué notamment par des contextes affectant particulièrement les jeunes hommes et les jeunes femmes qui sont la pauvreté entretenue par la faible diversification des économies qui maintient le niveau de vulnérabilité élevé, et une forte croissance démographique qui pèse lourd sur les capacités productives et les capacités de création d'emploi.

Si les tendances actuelles se maintiennent :



Augmentation de la population active africaine de **40%**



Près de **100 millions** de jeunes africains seront sans emploi

Si les tendances actuelles se maintiennent, la population active africaine devrait augmenter de près de 40 % d'ici à 2030. Dans ce contexte, près de 100 millions de jeunes africains seront sans emploi (BAD, 2019). Pour le Burkina Faso, cela constitue un énorme problème dans un contexte d'extrême jeunesse de la population où la voie de l'extrémisme violent peut devenir l'« alternative ». En effet, les jeunes de 15 à 35 ans représentent, au Burkina Faso, 61% de la population active. Les jeunes de 15 à 24 ans, quant à eux, représentent 32% de la population en âge de travailler.

Dans l'ensemble, le taux de chômage dans le pays est estimé à 6,3%. Pour les jeunes de 15 à 24 ans, ce taux est estimé à 8,3%. Il est encore plus élevé chez les jeunes femmes de la même tranche d'âge (30%) (PNUD, 2017), soit plus de cinq (5) fois la moyenne nationale. Cette limite d'opportunités d'accès au marché du travail affecte négativement la trajectoire de vie du jeune (fille ou garçon). La marginalisation/l'exclusion sociale qui en découle finit par faire de lui une proie facile pour les groupes armés dont l'intégration lui donne le sentiment d'être écouté et valorisé (BAD, 2015 ; GRAAD Burkina, 2019). Pour la jeune fille, cela se traduit en plus par la vulnérabilité à la prostitution, au mariage précoce, etc. et en général à toute sorte de violence basées sur le genre.

Partant de l'hypothèse de la prévention, un tel état de fait est paradoxal et soulève de nombreuses questions. Les principales questions que se pose la présente recherche sont les suivantes :

(1) Dans quelle mesure et à quel degré l'offre d'opportunités économiques impacte-t-elle la résilience à l'extrémisme violent des jeunes filles et des jeunes garçons, pris dans leur diversité ?

(2) Quelles sont les options et recommandations stratégiques permettant d'améliorer l'efficacité des programmes économiques de type PEV en termes de consolidation de la résilience des jeunes et de construction d'une stabilité et d'une paix durables au Burkina Faso ?

Pour répondre à ces questions, la présente recherche fait le choix d'une analyse sous l'angle des sources et facteurs endogènes de la problématique sans ignorer que de nombreux facteurs extérieurs comme les intérêts géopolitiques, l'effondrement de la Lybie et l'expansion du terrorisme international pèsent lourdement sur l'explosion de la violence extrémiste en Afrique.

I.2. Objectifs de la recherche

I.2.1. Objectif général

Ce projet de recherche a pour objectif général de contribuer à combler les lacunes sur les connaissances, les politiques et programmes sur les liens entre opportunités économiques et résilience des jeunes à l'extrémisme violent au Burkina Faso.

À terme, il s'agit de contribuer à la création d'un environnement de paix et de sécurité : deux conditions sans lesquelles aucun développement durable n'est possible.



1.2.2. Objectifs spécifiques

Pour atteindre l'objectif général ci-dessus fixé, les objectifs spécifiques de la recherche sont les suivants :

- établir le lien entre accès aux opportunités économiques et résilience des jeunes femmes et jeunes hommes (pris dans leur diversité) à l'extrémisme violent au Burkina Faso ;
- fournir des options et recommandations stratégiques pour améliorer les programmes économiques visant la résilience des jeunes (pris dans leur diversité) à l'extrémisme violent, en se basant sur le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF).

Au titre de sa mise en œuvre, le projet visera, par ailleurs, à renforcer les capacités des chercheurs en particulier des jeunes à conduire des études solides, intégrant le genre, sur les liens entre opportunités économiques et résilience à l'extrémisme violent.



1.3. Approches théoriques et conceptuelles de la recherche

Cette section présente les définitions des concepts clés utilisés, de même que les approches théoriques qui sous-tendent les travaux de la recherche. Elle est constituée de trois points : la théorie de la résilience, les théories des facteurs de l'extrémisme violent et l'approche d'analyse des liens entre résilience des jeunes et l'accès aux opportunités économiques.

1.3.1. Théorie de la résilience, concepts de jeunesse et extrémisme violent

1.3.1.1. Approches théorique et empirique du concept de résilience

Le concept de résilience tire ses fondements de la physique, notamment la science des matériaux. Avec le temps, il s'est étendu à d'autres champs de réflexion comme l'écologie et occupe une place grandissante dans les sciences sociales et humaines, disciplines dans lesquelles le concept est exploité pour traiter de différentes thématiques caractérisant la capacité d'une entité à résister ou à s'adapter à un changement. Définie de manière générale, la résilience se conçoit comme la capacité d'un système/une organisation/un individu à répondre et à s'adapter de manière efficace et efficiente à des situations nouvelles. Elle définit, par exemple, l'aptitude d'infrastructures physiques à absorber des chocs. Le développement durable exploite

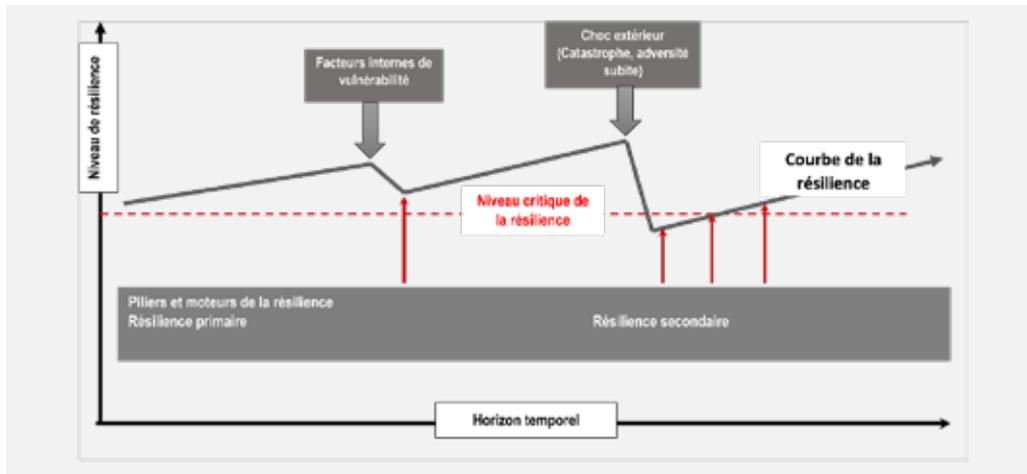
le concept pour traiter des mécanismes devant permettre de faire face au changement climatique. Le concept de résilience au changement climatique y trouve son fondement. Pris sous l'angle de la socio-psychologie, la résilience désigne un processus d'adaptation et un ensemble de compétences, de capacités, de comportements et d'actions dont le but ultime est de permettre aux êtres ou aux espaces concernés de faire face à des difficultés, à l'adversité. Globalement, cette définition est celle retenue dans le cadre de cette recherche compte tenu de la nature que revêt toutes les dimensions du « psychosocial ».

Concrètement, cette recherche aborde le concept de résilience des jeunes à l'extrémisme violent au Burkina Faso comme étant la capacité de la jeunesse burkinabè exposée à l'extrémisme

violent : résister, anticiper, réduire l'impact, faire face aux effets dévastateurs du phénomène tout en assurant le maintien du potentiel de développement de leurs communautés respectives à long terme (IFRC, 2012 ; GOAL, 2016). Tel que défini, il faut noter que la résilience va au-delà de l'aptitude à réagir ponctuellement à l'adversité. Elle contient l'idée d'un processus d'adaptation positif tout au long de l'adversité. Elle suppose

la prise en compte de l'urgence et le maintien de la trajectoire du développement dans le long terme. Aussi, l'adversité ici considérée n'est pas seulement l'extrémisme violent ou le terrorisme. Elle prend en compte diverses tensions avec pour caractéristiques communes, la violence extrémiste. Ainsi défini, le concept de résilience peut se résumer schématiquement comme suit :

Schéma I : Vu schématique du concept de résilience



Source : Auteur, Inspiré de IFRC, 2012

Pour des raisons pratiques et compte tenu de la situation sécuritaire, toutes ces dimensions ne peuvent être aujourd'hui mesurées. Dans la pratique, les capacités de résistance, d'adaptation et de faire face ont été retenues pour définir la variable endogène : la résilience à l'extrémisme violent.

De manière empirique, la variable endogène est la *résilience des jeunes (femmes et hommes) à l'extrémisme violent*. De manière pratique, une jeune femme ou un jeune homme est dite/dit résiliente ou résilient à l'extrémisme violent si elle/s'il remplit l'une des deux conditions suivantes :

1. Il/elle n'est jamais tombé.e dans des actes d'extrémisme violent ou il/elle n'a jamais collaboré avec des mouvements extrémistes ou été enrôlé.e par les groupes armés terroristes alors qu'il/elle baigne dans un environnement favorable avéré (*attaques terroristes pouvant pousser à la vengeance, propositions alléchantes des GAT, engagement de pairs connus, etc.*). Ce type de résilience est appelé **résilience primaire** ;
2. Il/elle a déjà basculé, à un moment donné de sa vie, dans l'extrémisme violent et en est ressorti .e. définitivement. *Dans ce cas de figure, il s'agit de **résilience secondaire**.*



6,3% de taux de chômage au Burkina Faso avec 8,3% pour les jeunes de 15 à 24 ans

En dehors de ces deux conditions et pour des raisons pratiques, les autres cas seront classés dans le cas de jeunes hommes et jeunes femmes non résilients. Pour opérationnaliser cette approche de la variable endogène, des données ont été collectées sur les actes de violence commis par les jeunes des régions ciblées. La méthodologie utilisée pour cette collecte de données est présentée dans la section 1.4. Au-delà de leur support pour la définition pratique de la résilience, les données collectées sur ce point ont permis d'établir une certaine typologie des actes de violence présentés et discutés dans le chapitre 5.

1.3.1.2. Le concept de « jeune »

Associé à celui de résilience, le terme sujet « jeune » a été un des mots clés de cette recherche. Mais, qu'est-ce qu'être jeune au Burkina Faso ?

Une question pour laquelle il est difficile de trouver une réponse claire en toute objectivité. En Afrique en général et au Burkina Faso en particulier, cette problématique de jeunesse est complexe et délicate. Du point de vue de l'Organisation des Nations Unies (ONU), est considéré de façon universelle et conventionnelle comme jeune, toute personne d'âge compris entre 15 et 24 ans. Seulement, cette définition est relativement loin des réalités sociales et sociologiques en Afrique. Sur ce point, la Charte africaine de la jeunesse de l'Union Africaine (UA) a permis de trancher sur la question. En ce qui concerne donc ce concept, cette recherche se réfère à la Charte africaine de la jeunesse adoptée par les Chefs d'État et de Gouvernement lors de leur Sommet à Banjul (République de la Gambie) en juillet 2006 (Cf. *Charte africaine de la jeunesse*, p 1).

Cette Charte de l'Union africaine (UA) définit le jeune comme tout individu ayant un âge compris entre 15 et 35 ans. Dans le

contexte africain en général et au Burkina Faso en particulier, cette catégorie permet de mieux apprécier l'existence de lien entre opportunités économiques et résilience à la violence en général comme le suggère la littérature. En effet, ainsi que le souligne bien la problématique, le chômage touche en général deux (2) fois plus la population jeune comparativement à la population adulte. Le choix de cette caractéristique a été fait pour permettre à la recherche de mieux étayer notamment la thèse de la privation économique. Il faut rappeler qu'au Burkina Faso, le taux de chômage est estimé à 6,3%. Ce taux est de 8,3% pour les jeunes de 15 à 24 ans. Il est encore plus élevé chez les jeunes femmes du même groupe d'âge (30%) (PNUD, 2020).

1.3.1.3. Le concept d'extrémisme violent

De nombreuses définitions ont été proposées dans la littérature actuelle pour appréhender ce concept. Pour l'heure, aucune définition ne fait encore l'objet d'un consensus clair. Il est généralement admis que l'extrémisme est considéré comme faisant référence à des points de vue très éloignés de ceux de la majorité d'un groupe donné d'opinions ou de populations comme le conçoivent Peter T. Coleman et Andrea Bartoli qui appréhendent l'extrémisme comme des activités (croyances, attitudes, sentiments, actions, stratégies) d'un caractère très éloigné de l'ordinaire (Berger 2017). Seulement, les points de vue extrémistes ne sont pas nécessairement illégaux et ne conduisent pas systématiquement à la violence (OSCE, 2014). L'extrémisme devient problématique lorsque ses idéologies et/ou ses pratiques font peser une menace réelle sur les idées sociétales démocratiques et tolérantes ou préconisent l'usage de la violence pour exercer des contraintes sur des personnes ou pour arriver à des fins voulues. Cette forme

d'extrémisme est décrite comme « extrémisme violent ». Un terme qui reste contesté et qui fait l'objet de la présente étude.

En l'absence de consensus sur sa définition, le concept est souvent défini selon les contextes et ce, au regard des objectifs visés. Pour cette recherche, la définition qui cadre le mieux est celle proposée par l'Organisation Living Safe Together (OLST). Elle permet de mieux prendre en compte les principales formes de l'extrémisme violent au Burkina Faso qui incluent des motivations idéologiques, politiques, religieuses, et communautaires. L'OLST définit l'extrémisme violent comme « *toute forme de croyances et d'actions de personnes soutenant ou usant de la violence pour atteindre des objectifs idéologiques, religieux ou politiques* », incluant « *le terrorisme et autres formes de violence politique et communautaire* ». De cette définition, « *les différentes formes d'extrémisme violent recherchent la réalisation du changement social par la peur et l'intimidation plutôt que par des moyens pacifiques* ». Ainsi, « *si une personne ou un groupe décide que la terreur et la violence sont justifiées afin d'obtenir des changements idéologiques, politiques ou sociaux, et agit en conséquence, il s'agit d'extrémisme violent* ».

Mais, si cette définition est relativement complète, par rapport aux objectifs de l'étude, elle n'est pas très explicite sur les questions économiques (manque de revenus, absences d'opportunités, etc.) mises particulièrement en évidence par la littérature récente. Aussi, en complément aux objectifs idéologiques, religieux, politiques et communautaires, la recherche a tenté de prendre explicitement ces questions économiques en compte. De manière pratique, sont considérés comme faisant partie de l'extrémisme violent les faits suivants :

- penser ou concevoir la violence comme le moyen d'atteindre un but idéologique, politique, religieux, un objectif socioéconomique et/ou communautaire ;

- poser ou faire poser des actes violents pour atteindre un but idéologique, politique, religieux, un objectif socioéconomique et/ou communautaire.

Pour saisir ces faits, il a été inclus dans les outils de collecte, des questions sur la perception ou la conception de la violence en tant que moyen de revendication et sur la participation à des actes de violence (conception ou action). Des questions sur les motifs justifiant ces pensées ou ces actions ont été également posées à la population cible. Les réponses à ces questions ont permis de classer plus ou moins précisément, les motifs soutenant les pensées entretenues ou les actes posés.

1.3.1.4. Le concept d'opportunité économique

À l'instar de nombreux concepts, la notion d'opportunité économique varie très souvent d'un espace à un autre, et d'une recherche à une autre. Pour bien comprendre le concept d'opportunité économique, il faut revenir à celui de l'inclusion sociale et économique. Le sociologue Luhmann (1927-1998) estime que l'inclusion sociale est le contraire de l'exclusion sociale. L'inclusion sociale permet en fait à chacun de se sentir apprécié et respecté et de contribuer à la vie de sa communauté. Selon son approche, l'inclusion sociale prend en compte tous les secteurs économiques, sociaux, culturels et politiques d'une société. Cette recherche se concentre surtout sur l'inclusion économique.

Poethig et al. (2018) définissent l'inclusion économique comme étant la capacité de tous les résidents, en particulier ceux qui ont été historiquement exclus (notamment les jeunes hommes et femmes), à bénéficier d'une prospérité économique partagée et à y contribuer. Pour l'UNESCO, l'inclusion économique se conçoit comme toute mesure prise par un Gouvernement pour garantir le droit au travail pour tous, quelle que soit la nationalité

(Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), 2006). Pour bien apprécier le concept d'opportunité économique, il est important de faire la distinction entre les inégalités justes et injustes.

Roemer (1993) et Fleurbaey (1996) ont été les précurseurs de cette démarcation. D'une part, les inégalités justes sont celles qui résultent de l'exercice d'une responsabilité, « l'effort » selon la terminologie proposée par Roemer (1993). En d'autres termes, il s'agit de l'ensemble des actions entreprises par un individu pour améliorer sa situation économique. Cette inégalité causée par une différence d'effort est acceptable pour la société. En revanche, les inégalités injustes sont le résultat du déterminisme social ou du hasard (tous les facteurs échappant à la responsabilité de l'individu), décrits par Roemer comme des « circonstances ». Cette forme d'inégalité est inacceptable et doit être absolument réduite, sinon exclue de la société.

Ainsi, Roemer (1998) définit l'égalité des chances comme la situation dans la distribution du bien-être économique entre des groupes de personnes ayant des circonstances identiques qui ne varient pas au sein de ces groupes. C'est sur cette approche de Roemer (1998) que se fonde le concept d'opportunité utilisé dans cette recherche. L'inclusion dans le concept d'opportunité économique est un processus par lequel tous les individus ont accès à des choses appelées « circonstances ». Il faut noter que l'avantage de cette définition est qu'elle prend en compte plusieurs dimensions, dont l'accessibilité, la disponibilité et l'utilisation, qui peuvent être évaluées séparément. Elle a été opérationnalisée par la même approche pour servir de variable à la modélisation économétrique faite dans le chapitre 6 qui donne plus de détails sur les choix opérationnels.

1.3.1.5. Le concept de cohésion sociale

Dans la littérature actuelle, les définitions données à ce concept sont aussi nombreuses que les auteurs qui se sont penchés sur le sujet. Par

ailleurs, selon l'espace et le temps, le concept évolue très rapidement et prend de nombreuses connotations (Dragolov et al., 2013 ; Burns et al., 2016). Toutefois, une analyse fine des différents concepts donnés révèle de nombreux points communs et permet de concevoir une définition plus ou moins « consensuelle ».

De manière synthétique, le concept de cohésion sociale fait référence aux rapports et à la qualité des connexions et des liens étroits existant entre les individus, entre les groupes sociaux ou entre les communautés (Burns et al., 2016). Sur le plan théorique, la cohésion sociale est conçue comme une approche/un outil qui permet de mesurer l'intensité des relations sociales qui existent entre les membres d'une société donnée comme celle du Burkina Faso. Bien que la discussion sur ces théories puisse être intéressante, il s'agit dans cette analyse de présenter l'approche opérationnelle du concept utilisée dans le cadre de cette recherche.

Logiquement et partant du fait que la recherche s'applique au Burkina Faso, la présente recherche se fonde sur la définition nationale de la cohésion sociale adoptée par le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (ci-après, le MATDCS) en 2019. « *La cohésion sociale est le vivre-ensemble harmonieux et paisible des communautés qui permet un accès équitable aux ressources, cultive les valeurs collectives partagées (intégrité, solidarité, tolérance, etc.) dans le respect des droits humains, des lois et institutions de la république, tout en réduisant les inégalités sociales* ».

Sur la base de cette définition, un indicateur de cohésion sociale de cinq (5) dimensions a été construit. Les dimensions de la matrice utilisée à cet effet et qui permet de répondre au deuxième objectif de la recherche (analyser l'état de la cohésion sociale au Burkina Faso) sont les suivantes :

- tolérance ;
- respect et diversité ;
- paix durable ;

- inclusion économique et sociale ;
- confiance aux administrations publiques.

Concrètement, l'indice a été établi en utilisant la méthode des scores normalisés. Le score 1 qui signifie que le comportement de l'enquêté.e

va dans le sens de la cohésion sociale, 0 si non. Pour ce faire, une série de questions est posée à chaque enquêté.e. Il faut noter que le calcul de cet indicateur s'est inspiré des travaux de recherche de l'ONG Terres des Hommes pour la construction d'un Indice de Cohésion au Burkina Faso. L'approche opérationnelle finale est précisée dans le point 6.3.1.2.

1.3.2. Théorie des facteurs de l'extrémisme violent

Des connaissances actuelles sur le sujet, plusieurs théories existent. Dans le cadre de cette recherche, l'approche multidimensionnelle retenue a conduit à retenir trois (3) grandes théories : la théorie du choix rationnel, la théorie de la privation économique et la théorie de l'apprentissage social.

1.3.2.1. La théorie du choix rationnel

La théorie du choix rationnel soutient que l'être humain choisit librement sa conduite et que ses motivations sont l'évitement de la souffrance et la recherche du plaisir (McMurtry et Curling, 2008). Cette théorie considère notamment que les jeunes usent de violence pour se protéger eux-mêmes dans les situations où ils pensent manquer de pouvoir comme cela est ressorti dans de nombreux entretiens menés auprès des jeunes burkinabè. Les actes de violence extrémiste commis à des fins de vengeance ou d'affirmation en sont des exemples.

Dans cette théorie, les facteurs de risque au niveau individuel favorisent un basculement progressif vers la violence extrémiste. Au titre de cette théorie, il a été collecté des informations sur les décisions, les motifs et les contextes qui conduisent à ces décisions, etc. Ces données ont permis de mieux comprendre les raisons qui poussent souvent les jeunes vers certains actes traités d'extrémisme violent. Utilisées principalement dans l'analyse statistique, ces données permettent de mieux comprendre le comportement des jeunes face à des situations données ou dans des contextes particuliers. Les données

sur la consommation de psychotropes, d'alcool ou de drogue font partie intégrante du besoin d'analyse sous l'angle de cette théorie.

1.3.2.2. La théorie de la privation économique

La privation économique constitue le cœur de cette recherche. De cette théorie qui met l'accent sur les questions économiques, l'étude a retenu les variables suivantes qui sont considérées comme celles qui semblent susciter le plus un sentiment de frustration récupérable par des groupes extrémistes :

- la situation économique des parents (manque de revenus, chômage, sous-emploi, précarité, absence d'avenir, manque d'opportunités, etc.) ;
- la situation économique des jeunes hommes et des jeunes femmes eux-mêmes (manque de revenus, chômage, sous-emploi, précarité, absence d'avenir, manque d'opportunités, etc.) ;
- la situation économique de la région (infrastructures de soutien à la production, accessibilité aux financements, niveaux de chômage, etc.).

Cette théorie a été traitée dans cette recherche à travers la conception et l'estimation de l'Indice d'Opportunité Humaine (HOI) de Barros et al. (2009) présenté et discuté à part entière au point 2.2.1.3 compte tenu de son importance

dans la recherche. La démarche pratique de construction de l'Indice et les résultats obtenus sont présentés et analysés dans le chapitre 6.

Dans la pratique, la problématique des revenus a été captée à travers la collecte des données sur les revenus et la richesse des populations et des régions enquêtées. Deux questionnaires ont été élaborés à cet effet. Un questionnaire pour collecter les données économiques de la région et un deuxième pour collecter les données sur le jeune (homme et femme) et son entourage immédiat (le questionnaire ménage). Les données sur le chômage, le sous-emploi, la perception sur les opportunités de milieux respectifs visités ont été collectées dans la même logique. À ce titre, le questionnaire élaboré a abordé notamment les questions de statut d'emploi de la jeune femme ou du jeune homme en distinguant le secteur formel et le secteur informel, le profil, les formations suivies, etc. Pour capter la question sur les opportunités de manière synthétique, l'indice d'opportunités économiques a été construit comme mentionné précédemment.

1.3.2.3. La théorie de l'apprentissage social

En ce qui concerne, la théorie de l'apprentissage social, il faut rappeler qu'elle est fondée sur le fait que l'exercice de la violence est souvent le résultat

d'un processus d'apprentissage et d'acquisition de codes et de pratiques, en particulier à travers l'influence des pairs (McMurtry et Curling, 2008). Aujourd'hui, avec le développement des TIC, les jeunes créent souvent des réseaux de socialisation alternatifs et d'entraide entre eux, adoptant et renforçant certains comportements par la fréquentation de leurs pairs. La littérature montre que ce processus de recréation de nouveaux cadres de socialisation en dehors des repères sociopolitiques classiques peut amener l'individu à se détacher progressivement de son milieu habituel et à s'identifier à d'autres communautés imaginaires ou idéologiques (Qribi Abdelhak, 2010).

Sur le terrain des investigations, notamment dans les régions ciblées, les jeunes enquêtés confirment bien dans leurs propos que le mauvais comportement est contagieux, surtout pour les personnes faibles d'esprit. « ...Aussi souvent, la recherche du gain facile, je vais aussi parler de la mauvaise compagnie. Il y a beaucoup de gens qui sont influencés par leurs amis », FOCUS, JG, Est. Pour saisir la portée de cette théorie au Burkina Faso, cette recherche a collecté des variables relatives à l'affiliation : appartenance à un groupe, poste occupé dans le groupe, etc. Les questions appropriées y relatives sont portées par le questionnaire ménage.

1.3.3. Liens entre les opportunités économiques et la résilience des jeunes à la violence : approche d'analyse

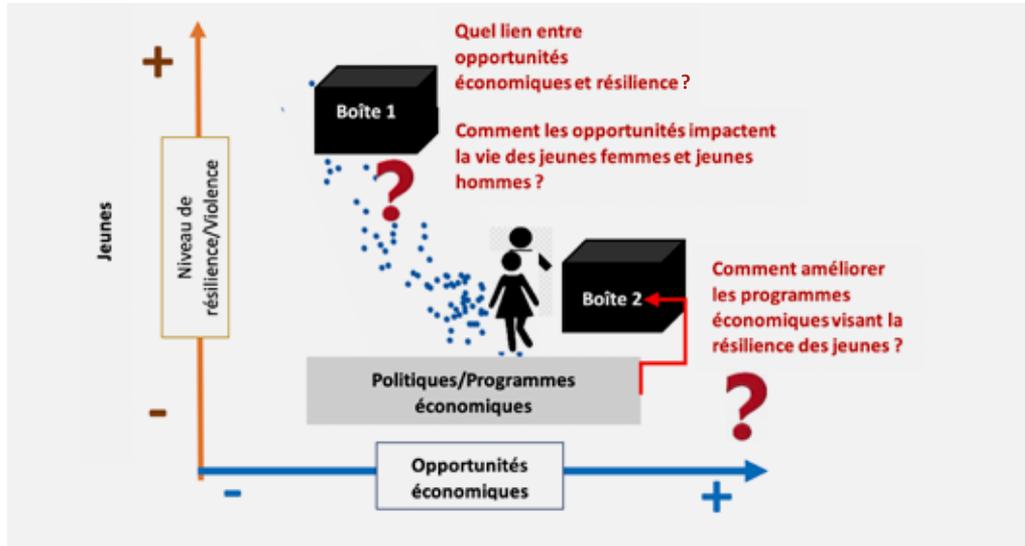
Pour comprendre et établir des liens entre opportunités économiques et résilience à l'extrémisme violent au Burkina Faso, la recherche a adopté une approche mixte comprenant des enquêtes qualitatives et quantitatives. Les enquêtes qualitatives comprennent les focus groups, les études de cas, les histoires de vie, etc. Ce type d'enquête a pour but de contribuer à comprendre et de caractériser le contexte géographique, historique, politique, culturel et sociologique exerçant une influence sur

la résilience des jeunes et de mieux saisir et expliquer la portée des résultats quantitatifs notamment. Comme l'ont montré les données collectées sur le terrain, de nombreux jeunes ont baigné dans des milieux violents sans le devenir et vice-versa ; il est intéressant de comprendre ce fait à des fins d'apprentissage sur des mécanismes qui fonctionnent. Une telle approche a permis de mieux comprendre les canaux de transmission des valeurs de résilience et les processus socioculturels y relatifs.

En ce qui concerne l'enquête et l'analyse quantitative, elles ont concerné au total six (6) régions choisies de manière raisonnée et catégorisées selon deux types de zones pour des besoins d'analyses comparatives : les régions fortement touchées par l'extrémisme violent (Nord, Sahel, Est) et les zones faiblement touchées par le phénomène (Plateau Central, Sud-Ouest, Hauts-Bassins). Les détails sur le choix de ces régions sont donnés dans la méthodologie de collecte des données. Dans la pratique, les chefs-lieux de commune ont été les unités administratives de collecte. Par

approche participative, le choix définitif de ces chefs-lieux a été fait avec les autres acteurs au cours du premier trimestre de la mise en œuvre de l'étude, notamment le Comité de revue. Du point de vue statistique, la méthode de choix est précisée dans la section 2.4 portant sur la méthodologie de collecte des données. Sur le plan de l'analyse, de manière synthétique, le cadre conceptuel de la recherche peut être donné par le schéma suivant. Il met en relief les boîtes noires (les questions de recherche) qu'a voulu lire la recherche et qui sont des points de contributions aux débats actuels.

Schéma 2 : Cadre conceptuel d'analyse



Source : Auteur; inspiré de IFRC, 2012

Théoriquement, plus d'opportunités économiques réduit la violence ou construit la résilience (*nuage de point*). Seulement, la nature de cette relation reste mal connue et demeure sujet à débat. Comment les jeunes passent-ils à plus ou moins de violence face à plus ou moins d'opportunités économiques ?

En s'intéressant à la boîte noire 1, l'ambition de cette recherche est de fournir des options et

recommandations stratégiques pour améliorer les interventions publiques et l'efficacité des programmes économiques visant la résilience des jeunes à l'extrémisme violent, en se basant sur l'expérience de mise en œuvre pratique du Programme d'Urgence pour le Sahel. Par la même occasion, l'étude contribuera à éclairer la boîte noire 2.



1.4. Méthodologie de collecte des données

1.4.1. Collecte des données quantitatives et qualitatives

1.4.1.1. Collecte des données secondaires

La recherche a combinée à la fois (i) une revue documentaire pour collecter des données secondaires et des documents pertinents pour répondre aux questions de recherche, (ii) une approche qualitative pour collecter des données primaires qualitatives, et (iii) une approche quantitative pour collecter des données primaires quantitatives. Il faut noter qu'avant toutes ces étapes, la recherche a démarré avec un atelier de cadrage et de lancement tenu le 24 janvier 2020 à Ouagadougou et qui a réuni les parties prenantes clés de la question au Burkina Faso, y compris les membres du Comité de revue. Cet atelier a été l'occasion de valider les objectifs/questions de recherche et affiner la méthodologie, notamment en ce qui concerne les zones d'étude.

En ce qui concerne la revue de littérature qui s'est poursuivie tout le long de la recherche, elle a permis de questionner les rapports d'études, les articles scientifiques, les documents de politiques économiques, les lois et décrets en rapport avec la thématique, etc. Cette revue a permis en particulier de mieux orienter la méthodologie de collecte des données, notamment l'élaboration des outils de collecte des données et l'identification de l'existence éventuelles de nouvelles méthodes statistiques pour l'analyse des données.

1.4.1.2. Collecte des données primaires qualitatives

Pour bien comprendre la portée des données quantitatives concernant les variables retenues dans le cadre conceptuel, des données primaires qualitatives constituent une composante essentielle. La méthode des focus groups a été

utilisée pour cela. Par l'expression directe des participantes et des participants, cette méthode arrive à faire émerger des idées diverses, parfois inattendues pour le chercheur, reflet des valeurs sociales, culturelles et/ou religieuses de chacun et du groupe. Comparativement à l'entretien individuel, l'entretien collectif permet de donner plus de poids aux critiques.

Cette méthode de recueil de données permet de collecter les informations relatives, par exemple, aux expériences ou vécus, aux besoins, attentes, représentations et perceptions des participants et participantes. Dans la pratique, les enquêtes qualitatives ont couvert toutes les six (06) régions ciblées, 30 communes, 35 villages/secteurs. Ce volet est spécifiquement basé sur des focus groups et des entretiens individuels. Au total, six (06) cibles réparties sur trois (03) niveaux/zones ont été interviewées.

Au niveau déconcentré, il s'agit des Directions régionales du Ministère de la Sécurité ; du Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille ; du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale et des gouvernorats. En visant ces cibles, l'objectif recherché était d'avoir une meilleure vision des politiques et des stratégies mises en œuvre, et les différents travaux de recherche/études déjà réalisés ou en cours de réalisation, afin de s'imprégner du contenu.

Aux niveaux régional, décentralisé et village (gouvernorat, commune et ville/village), l'étude a cherché à mieux comprendre la situation actuelle des jeunes femmes et hommes, leurs perceptions, préoccupations et leur vision par rapport à la question de l'extrémisme violent ; à recueillir les avis et recommandations pour venir à bout du problème et pour une plus grande résilience des jeunes au Burkina Faso.

Au total, 107 focus groups ont été réalisés dont 36 pour les jeunes filles, 36 pour les jeunes garçons, 35 pour les leaders communautaires.

1.4.1.3. Collecte des données primaires quantitatives

a) Plan pratique de sondage

Les cibles de l'enquête sont les personnes physiques (femmes et hommes) dont l'âge est compris entre 15-35 ans au moment de la collecte des données et résidant dans les régions de l'étude (Hauts-Bassins, Centre-Est, Centre-Ouest, Est, Nord, Plateau central, Sahel), populations sur laquelle l'échantillonnage s'applique. Dans l'idéal, de bons choix sur cette population impliquent d'avoir une liste exhaustive et actualisée. Ce qui n'est pas disponible. Pour contourner cette difficulté, la recherche a procédé à un échantillonnage à quatre (4) degrés pour sélectionner les cibles finales :

- Au premier degré, un tirage de communes dans chaque région avec probabilité proportionnelle à la taille en nombre d'individus en utilisant les résultats du RGPH 2006 ;
- Au second degré, un tirage de villages et secteurs dans chaque commune avec probabilité proportionnelle à la taille en nombre d'individus en utilisant les résultats du RGPH 2006 ;
- Au troisième degré, un tirage de concessions dans chaque village ou secteur avec une probabilité simple ;
- Au quatrième degré, un tirage d'un homme ou d'une femme éligible dans chaque concession pour administrer le questionnaire.

Il faut noter que la taille de l'échantillon a été obtenue à travers la formule suivante :

$$n = \frac{z_{\alpha/2}^2 * p * (1 - p)}{m^2} * 2 * (1 + 0,05)$$

avec :

- n : la taille de l'échantillon pour une région ;
- $z_{\alpha/2}$: le quantile d'ordre $(1-\alpha/2)$ d'une variable aléatoire normale centrée réduite ;
- La probabilité α : le risque d'erreur de se tromper, et la probabilité $1-\alpha$ est appelée niveau de confiance. Pour un risque $\alpha = 0,05$ de se tromper, $z_{\alpha/2} = 1,96$;
- p : proportion clé à estimer ;
- m : marge d'erreur sur p .

La proportion clé à estimer est celle des individus d'âge compris entre 15 et 35 ans résilients/non résilients à l'extrémisme violent. Cette proportion étant inconnue et compte tenu du fait qu'elle ne peut être obtenue par une enquête antérieure, il est préconisé d'utiliser la valeur $p=0,5$, c'est-à-dire le p qui donne la variance d'échantillonnage maximale, et donc la taille maximale de l'échantillon. Ce choix permet d'obtenir un échantillon dont la taille fournit des résultats significatifs par région. Il faut par ailleurs que l'enquête repose sur un échantillonnage à quatre (4) degrés comme mentionné précédemment.

Une telle démarche introduit ce que l'on appelle effet grappe ou design effect (def) qui mesure la perte de précision due au plan d'échantillonnage. Cette perte est mesurée en référence à l'Échantillonnage Aléatoire Simple (EAS) et est fixé à $def = 1,1$ selon des études similaires. Par ailleurs, l'échantillon a été corrigé par un taux de non-réponse



107 focus groups ont été réalisés dont 36 pour les jeunes filles, 36 pour les jeunes garçons, 35 pour les leaders communautaires

estimé à 5%. Une telle procédure permet de retenir en définitive le nombre d'unités secondaires (ménages) et le nombre d'unités primaires (secteurs et villages) à sélectionner afin de disposer d'un échantillon représentatif dans chaque groupe de régions.

Pour saisir une plus grande diversité de l'information, il a été retenu de sélectionner trois (03) communes urbaines et cinq (05) communes rurales par région. Pour les mêmes raisons et vu le poids de la commune de Bobo-Dioulasso, une discrimination est faite en faveur du secteur urbain pour la région des Hauts-Bassins. Sur la base de cette démarche, en définitive, les enquêtes primaires quantitatives ont touché au total 1 645 jeunes dont 948 hommes et 697 femmes. Les détails sur cet échantillon sont présentés et discutés au chapitre 2.

b) Outils de collecte des données

Les données ont été collectées sur la base d'un questionnaire comprenant les questions sur l'individu et des questions sur le ménage comme indiquée plus haut. Les questions abordées concernent, entre autres, les caractéristiques sociodémographiques (sexe, âge, statut matrimonial, éducation, lien de parenté) ; le statut et qualité d'emploi ; le type et secteur d'emploi ; le type d'opportunités ; le revenu ; le niveau d'éducation/scolarisation ; la santé ; la prise de décision et le genre (participation aux prises/instances de décision, santé de la reproduction, répartition et temps des tâches de ménages) ; le confort du ménage (biens durables) ; le logement et l'assainissement ; la consommation/sécurité alimentaire/nutrition, la violence, l'extrémisme violent, etc. En pratique, les données ont été collectées et transmises via la plateforme KoboCollect grâce au CAPI conçu à cet effet.

c) Traitement et analyse des données

Une fois les données collectées, elles ont été traitées pour être adaptées aux besoins de

l'analyse. Le traitement des données secondaires a consisté à fusionner les données de différentes sources, à corriger les erreurs, les valeurs manquantes, les valeurs aberrantes et à calculer éventuellement d'autres variables. Quant aux données qualitatives primaires, elles ont été transcrites avec les logiciels Word et Excel, et regroupées par catégorie de cibles. Pour ce qui est des données primaires quantitatives, elles ont été apurées pour corriger les erreurs, les valeurs manquantes, les valeurs aberrantes.

d) Outils d'analyse

En ce qui concerne les outils d'analyse, la recherche a fait appel à l'analyse descriptive, les inférences statistiques, la modélisation économique et l'analyse économétrique selon les données disponibles et la typologie des réponses recherchées. L'analyse statistique permet de décrire les contextes, les caractéristiques des individus, les milieux, etc. Elle est intéressante pour analyser les situations différentielles entre jeunes hommes et jeunes femmes. Elle est aussi indiquée pour traiter des questions relatives aux proportions des hommes/femmes résilient.e.s et/impliqué.e.s dans des idéaux ou actes de violence. Quant aux inférences statistiques, elles permettent de tester notamment la robustesse des résultats trouvés.

Pour l'analyse du lien entre opportunités économiques et résilience des jeunes à la violence, l'approche économétrique permet d'approfondir les résultats. À ce titre, la recherche a construit un modèle multivarié mettant en lien la résilience à l'extrémisme violent et les variables explicatives décrites plus haut. Le modèle retenu en fin de compte est un modèle à variable dépendante qualitative (Logit). Ce choix final a été fait sur la base des données disponibles et de leur qualité. La combinaison de ces deux outils ont permis de mieux traiter et de cerner le lien entre les variables d'intérêt de la recherche qui sont les opportunités économiques et la résilience des jeunes à l'extrémisme violent.

En termes de logiciel, ce sont Excel, SPSS et Stata SE qui ont été utilisés pour le traitement et l'analyse des données. L'équipe de recherche a écrit des programmes informatiques (do-

file) d'analyse qui permettent de répondre rigoureusement aux questions de recherche mais aussi de calculer d'autres indicateurs qui ont été identifiés pendant la collecte des données.

1.5. Principes éthiques appliqués



Avant le début, l'équipe de recherche a rédigé et soumis au CRDI et à l'ensemble des parties prenantes à la recherche (chercheurs, personnel de soutien, agents enquêteurs, personne-ressource, consultants, etc.), un protocole d'éthique et de sécurité qui a été scrupuleusement respecté.

Il faut retenir que les facteurs qui handicapent l'idéal de la rigueur scientifique reposant sur l'éthique sont multiples, surtout dans le domaine des sciences sociales et que, dans ce sens, plusieurs éléments doivent être considérés. Le problème ici est que les chercheurs eux-mêmes et leurs objets de recherche sont des humains, et qu'ils ont de ce fait des positions et des intérêts relatifs à leur objet d'étude. Cette situation fait qu'il est parfois difficile de garder la distance, la neutralité et l'objectivité nécessaires dans le cadre de ce type de recherche. En relevant ces différents éléments de considération, il s'agit d'attirer l'attention de tout chercheur sur les exigences qu'il faut s'imposer dans toutes les démarches et les activités entrant dans le cadre de ce projet.

Concernant la collecte des données sur le terrain ou auprès d'institutions sources, toutes les règles éthiques appropriées ont été observées afin de garantir la protection de la dignité, de la vie privée et de la sécurité de toute personne impliquée dans la production d'informations conformément aux textes en la matière au Burkina Faso. Pour éclairer son consentement

conscient et volontaire, l'équipe a veillé à ce que chaque individu soit pleinement informé de l'objet de la démarche. Ces règles ont été également applicables pour la clarification des responsabilités des différents intervenants dans le programme, quels que soient le niveau et la nature de leur engagement, et le déni de responsabilités des acteurs ou institutions qui n'auront pas exprimé leurs opinions et le respect des droits de la propriété intellectuelle.

En plus de tous ces principes, l'équipe s'est imposée les principes suivants : la rigueur, la prudence, la fiabilité, la vérifiabilité, l'indépendance et l'impartialité dont les contenus sont donnés en détail dans le protocole éthique édité à cet effet.

La participation à l'enquête a été totalement volontaire et basée sur un consentement éclairé. L'agent en charge de la collecte des données a lu (dans la langue qui sied) intégralement le texte du consentement et laissé le libre champ au répondant d'accepter de participer à l'entretien ou non. L'outil principal de collecte de données est électronique, les données recueillies sont transmises quotidiennement à un serveur sécurisé. Ces données sont cryptées pour empêcher l'accès aux personnes non autorisées d'y accéder. Les informations personnelles pouvant permettre d'identifier les enquêtés sont retirées avant toute analyse. Pour plus de détails sur ce sujet, un document spécifique a été produit et peut être consulté au besoin.



1.6. De la prise en compte du genre

Aujourd'hui, une large part de la littérature a tenté de montrer que le manque de revenus, le chômage, la pauvreté peuvent avoir des effets sur l'implication des femmes dans la violence (Panda et Agarwal, 2005 ; Renzetti et Larkin, 2009 ; Enquête REJE-2018 au Burkina Faso). L'ambition de cette recherche a été de contribuer aux débats actuels sur la question en essayant de mettre au jour les effets différentiels des effets par sexe selon les variables d'intérêt retenus : chômage,

pauvreté, manque de revenus, etc. La question a été prise en compte à plusieurs niveaux dont :

- la conception des outils (échantillonnage et questionnaire) ;
- le recrutement de l'équipe de collecte ;
- l'analyse des données (désagrégation genre, intersectionnalité).



1.7. Démarche qualité

En plus des précautions prises pour les enquêtes comme pour les autres recherches (formation et suivi des enquêteurs), les procédures statistiques (choix de l'échantillon, collecte de données en ligne, traitement, etc.), la recherche a appliqué une démarche qualité fondée sur les éléments suivants :

- **l'acceptation et la cohérence interne** : les résultats sont admis et reconnus cohérents par les acteurs concernés par la recherche ;
- **la validation externe** : les résultats de la recherche sont acceptés par des experts, des chercheurs, des spécialistes extérieurs. C'est dans ce sens que le rapport a été soumis à la critique d'experts et de chercheurs, et ce à plusieurs occasions. Les experts du Comité de revue ont en partie joué ce rôle ;
- **la transférabilité** : elle implique de voir dans quelle mesure les conclusions et les résultats auxquels la recherche aboutit peuvent s'étendre à d'autres contextes que celui qui a été étudié. Dans ce sens, les résultats de l'étude ont été comparés à de nombreuses autres recherches en Afrique et dans le monde ;
- **la constance interne** : il s'agit de s'assurer de l'indépendance des observations et des interprétations par rapport à des variations accidentelles ou systématiques. Les comparaisons des statistiques descriptives et des résultats d'analyse économétriques ont permis de vérifier cette constance interne pour la plupart des données ;
- **la fiabilité** : elle consiste en l'indépendance des analyses par rapport à l'idéologie du chercheur qui devra donc énoncer ces présupposés et orientations épistémologiques. Cette précaution a été prise depuis le début du projet de recherche avec l'engagement des chercheurs à appliquer le protocole de recherche élaboré à cet effet ;
- **la validité** : elle implique le contrôle et la vérification des informations et des interprétations ;
- **la triangulation ou « chevauchement des méthodes »** : elle consiste à confronter des méthodes d'investigations différentes et complémentaires (triangulations des sources, interne, temporelle, spatiale, théorique, des observateurs, méthodologique, par combinaison de niveau).

À partir de données collectées dans six (06) régions ciblées, 30 communes, 35 villages/sec-teurs auprès de 1 645 enquêtés, la recherche a utilisé tous les moyens et méthodes rigou-reuses à sa portée pour répondre aux questions posées. La méthode quantitative a été utilisée pour construire les indicateurs qui peuvent être bien cernés et expliqués grâce à la méthode qualitative dont 107 focus conduits auprès d'au-torités régionales, communales et militaires, de leaders communautaires, de jeunes femmes et jeunes hommes, d'organisations, etc. Qui sont

ces personnes interrogées et qu'est-ce qui les caractérise dans leur milieu et par rapport à l'ensemble de la population burkinabè ? Que dit la recherche sur le lien entre les opportunités économiques et la résilience des jeunes burkina-bè à l'extrémisme violent ? C'est à l'ensemble de ces questions que les chapitres suivants visent à répondre sur la base des informations collectées. Le chapitre 2 introduit les résultats en présen-tant les caractéristiques socioéconomiques et démographiques des jeunes enquêtés.

1.8. Limites de la recherche

La présente recherche sur le lien entre oppor-tunités économiques et résilience des jeunes à l'extrémisme violent au Burkina Faso est à considérer dans le cadre des limites qui sont les siennes, et qui ont probablement influencé les résultats.

Même si dans bien des cas, les résultats trou-vés sont largement validés par les études anté-rieures, les résultats d'autres chercheurs et les acteurs sur le terrain, il est important de garder à l'esprit que cette recherche a été typiquement réalisée dans six (6) régions pour lesquelles la représentativité a été cherchée. Toutefois, il ne faut pas verser dans la généralisation excessive à des contextes totalement différents de ceux étudiés. Des transferts sont cependant possibles à condition d'utiliser les bons paramètres. Une circonscription de l'interprétation de résultats trouvés relèverait donc d'une démarche de pru-dence scientifique.

D'un autre côté, la sensibilité actuelle du sujet et l'insécurité qui règne dans certaines zones visitées ont pu influencer l'attitude et les ré-pponses de certaines personnes. Dans le traite-ment, l'équipe de recherche a tenté d'éliminer au maximum toutes les données incohérentes

et les aberrations en utilisant les outils actuels recommandés.

Enfin, une autre limite se rapporte aux traite-ments statistique et économétrique des données. Dans bien des cas, la recherche a été contrainte d'opérer des choix opérationnels (notamment pour contextualiser et opérationnaliser les concepts), des regroupements de variables pour pouvoir les traiter, etc. Bien que les principes mé-thodologiques et éthiques aient été appliquées, et que les tests statistiques soient concluants, il est recommandé d'interpréter les résultats en ayant à l'esprit la marge d'erreur retenue de 5% et l'intervalle de confiance qui est de 95%. Tout cela naturellement sans compter le biais inhérent au chercheur. Dans certaines études, la position, les assomptions et les perceptions des chercheurs sont citées comme biais potentiel qui pourrait empreindre l'analyse et l'interprétation des résultats. Bien que la perfection ne soit pas de ce monde, la démarche éthique appliquée à cette recherche permet de dire qu'elle est exempte de ce biais du point de vue à la fois des chercheurs, et des partenaires techniques et financiers qui ont accompagné et financé ce projet de recherche.



Chapitre 02

Caractéristiques socioéconomiques et démographiques des jeunes enquêté.e.s

En matière de recherche, l'analyse des caractéristiques des enquêtés est une étape recommandée. Elle permet de mieux cerner les comportements des individus étudiés, mais aussi de comprendre leur environnement. Dans cette perspective, ce chapitre traite des caractéristiques socioéconomiques et démographiques des personnes enquêtées à travers deux sections. La première présente la répartition spatiale des jeunes enquêtés par région. La deuxième donne les caractéristiques sociodémographiques, tandis que la troisième apprécie la situation socioéconomique des jeunes enquêtés.e.s.



2.1. Répartition des personnes enquêtées selon la région

Conformément à la méthodologie retenue, la recherche a couvert six (6) régions du Burkina Faso, dont trois (3) régions touchées par l'extrémisme violent (type de région 1) et trois (3) autres qui sont relativement moins touchées (type de région 2). La répartition des effectifs est contenue dans le tableau 1 ci-dessous.

Dans l'ensemble, 819 jeunes filles et 826 jeunes garçons ont été respectivement enquêtés dans les régions de type 1 et les régions de type 2 (soit donc 49,8% et 50,2% respectivement).

L'échantillon de l'enquête a été constitué selon le poids de la population de chaque région

dans la population totale des six régions. De ce fait, la région des Hauts-Bassins enregistre le plus d'enquêtés (29% de l'effectif total), suivi de l'Est (19%), du Nord (17%) et du Sahel (14%). Les régions du Sud-Ouest et du Plateau Central enregistrent respectivement 10% et 11% de l'effectif total.

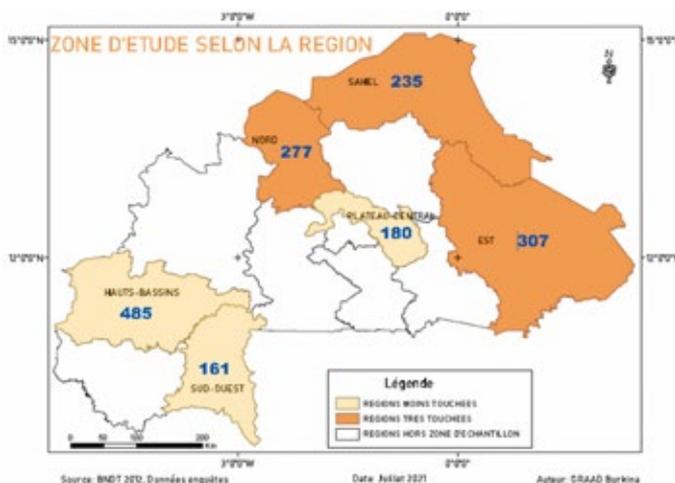


Tableau 1 : Répartition des enquêtés selon le type de région

	Régions	Effectifs	Fréquences (%)	Total
Régions touchées	<i>Sahel</i>	235	14	819
	<i>Nord</i>	277	17	
	<i>Est</i>	307	19	
Régions moins touchées	<i>Plateau Central</i>	180	11	826
	<i>Sud-Ouest</i>	161	10	
	<i>Hauts-Bassins</i>	485	29	
Ensemble		1 645	100	1 645

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

2.2. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés



Cette section aborde les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés. Sept (7) points sont successivement traités, à savoir la structure des jeunes enquêtés par âge et sexe, leur état matrimonial, la religion, l'appartenance ethnique, le sexe et l'âge des chefs de ménage des enquêtés.

2.2.1. Structure par âge et sexe

Les données de l'enquête ont été collectées, il faut le rappeler, auprès de 1 645 personnes dont 948 de sexe masculin et 697 de sexe féminin. Précisément, tel qu'illustré par le tableau 2 ci-dessous, les jeunes garçons et les jeunes filles représentent respectivement 57,6% et 42,4% de l'échantillon. La majorité (54,8%) des jeunes enquêtés ont entre 15 et 25 ans. Ceux qui ont entre 20 et 25 ans sont les plus

nombreux des enquêtés (28,2%), suivi de ceux de 15 à 20 ans (26,6%). Globalement, l'âge moyen des enquêtés est de 25,2 ans, soit 25,9 ans pour les garçons et 24,3 ans pour les filles.

Tableau 2 : Structure par catégorie d'âge et par sexe des enquêtés

	Sexe				Ensemble	
	Homme		Femme			
	Effectif	Fréquence (%)	Effectif	Fréquence (%)	Effectif	Fréquence (%)
[15-20]	216	22,8	221	31,7	437	26,6
]20-25]	264	27,8	200	28,7	464	28,2
]25-30]	212	22,4	153	22,0	365	22,2
]30-35]	256	27,0	123	17,6	379	23,0
Total	948	100,0	697	100,0	1645	100,0

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020



Collecte de données auprès de **1 645** personnes dont **948** de sexe masculin et **697** de sexe féminin

2.2.2. État matrimonial des enquêtés par sexe et âge

Au total, 52,1% des jeunes enquêtés sont mariés, notamment dans le régime de monogamie. Ceux qui n'ont pas encore connu le mariage représentent 47% de l'effectif total. Conformément aux pratiques habituelles dans le contexte du Burkina Faso, en termes d'âge, les jeunes filles se marient beaucoup plus tôt que les jeunes garçons. Selon les données du tableau 3 ci-dessous, dans la catégorie d'âge de 15 à 20 ans, la quasi-totalité (environ 99%) des garçons est célibataire, alors que près de 22% des filles de cet âge sont déjà mariées, soit en mono-

gamie (16,8%) ou polygamie (2,7%), soit en concubinage (2,7%). En considérant la catégorie d'âge de 20 à 25 ans, près de la moitié (48%) des filles est mariée, alors qu'il faut considérer une catégorie d'âge supérieure (à partir de 25 à 30 ans) pour constater que la moitié des garçons est mariée.

Dans l'ensemble, la majorité (54%) des filles de moins de 30 ans est déjà mariée, tandis que pour les garçons, c'est seulement environ un quart (26,4%) qui l'est. Cette situation des jeunes filles est principalement liée à des raisons d'ordre socioculturel.



52,1% des jeunes enquêtés sont mariés

Tableau 3 : Situation matrimoniale selon la catégorie d'âge et le sexe des enquêtés (%)

Catégorie d'âge	Sexe	État matrimonial				Total
		Célibataire	Marié.e monogame	Marié.e polygame	Autres ¹	
[15-20 ans]	Homme	98,6	1,4	0,0	0,0	100
	Femme	77,8	16,8	2,7	2,7	100
[20-25 ans]	Homme	77,3	21,2	0,0	1,5	100
	Femme	30,5	48,0	16,5	5,0	100
[25-30 ans]	Homme	33,0	52,3	5,7	8,5	100
	Femme	8,5	63,4	18,3	9,8	100
[30-35 ans]	Homme	13,2	61,7	15,2	9,8	100
	Femme	8,5	63,4	18,3	9,2	100
Ensemble	Homme	54,9	34,6	5,3	5,0	100
	Femme	36,1	43,2	14,6	6,0	100
	Global	47,0	38,2	9,3	5,6	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

2.2.3. Religion



69,5%
des jeunes
enquêtés
appartiennent
à un groupe
religieux

En Afrique, la religion joue un rôle très important dans l'équilibre de la vie en société. Elle est au cœur de l'organisation de la société. Dans une perspective de résilience de la jeunesse, c'est un paramètre primordial qu'il faut intégrer dans les politiques et stratégies. Cette réalité est valable pour le Burkina Faso. Selon les données du tableau 4 ci-dessous, dans l'ensemble, la majorité (69,5%) des jeunes enquêtés appartient à un groupe religieux, notamment la religion musulmane (40,1% des enquêtés), suivie de la religion catholique (16,2%) et celle protestante (9,5%).

Cependant, la modernisation des sociétés actuelles change la donne, ce qui fait que les nouvelles générations délaissent de plus en

plus les pratiques et croyances religieuses. En examinant les données du tableau 4, on constate que la proportion des jeunes qui ont déclaré n'appartenir à aucune religion diminue au fur et à mesure que l'on passe dans des catégories d'âge supérieures, surtout pour les filles.

Cela implique qu'au fur et à mesure que les jeunes avancent en âge, ils ont tendance à se positionner dans un groupe religieux. La situation des filles est relativement différente, car avec le mariage (elles se marient relativement plus tôt) qui est étroitement lié à la religion dans le contexte africain en général et du Burkina Faso en particulier, elles sont amenées à intégrer la confession religieuse de leur époux.

¹ Autre regroupement union libre, veuf/veuve et divorcé.e

Tableau 4 : Appartenance religieuse selon la catégorie d'âge et le sexe des enquêtés (%)

Catégorie d'âge	Sexe	Religion						Total
		Aucune religion	Musulmane	Catholique	Protestante	Autre	Ne souhaite pas répondre	
[15-20 ans[	Homme	33,3	40,3	13,9	8,8	2,8	0,9	100
	Femme	30,3	37,1	20,8	10,4	0,9	0,5	100
[20-25 ans[	Homme	29,2	44,3	12,9	11,7	1,1	0,8	100
	Femme	34,0	36,5	20,5	7,0	1,5	0,0	100
[25-30 ans[	Homme	29,3	42,9	15,6	9,9	1,9	0,5	100
	Femme	28,1	38,6	19,0	10,5	3,9	0,0	100
[30-35 ans[	Homme	28,5	50,0	13,7	6,3	1,2	0,4	100
	Femme	26,0	45,5	15,5	13,0	0,0	0,0	100
Ensemble	Homme	30,0	44,6	13,9	9,2	1,7	0,6	100
	Femme	30,1	38,7	19,4	9,9	1,6	0,3	100
	Global	30,0	42,1	16,2	9,5	1,6	0,5	100

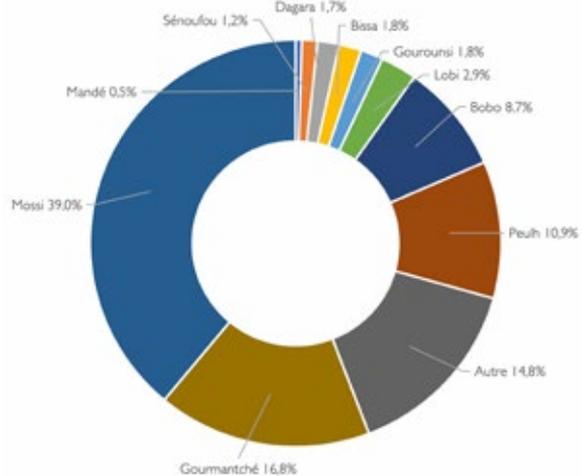
Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

2.2.4. Appartenance ethnique

Les données du graphique 1 ci-contre (qui donnent les différents groupes ethniques auxquels appartiennent les enquêtés) montrent que les groupes ethniques les plus nombreux sont relativement bien représentés dans l'effectif des enquêtés.

Conformément à la structure de la population du Burkina Faso, le graphique montre que le groupe ethnique mossi est plus représenté et constitue 39% de l'effectif total, suivi respectivement des groupes gourmantché (16,8%) et peulh (10,9%). Les autres groupes ethniques représentent moins d'une personne sur dix dans le total de l'échantillon.

Graphique 1 : Appartenance ethnique par catégorie d'âge et par sexe des enquêtés



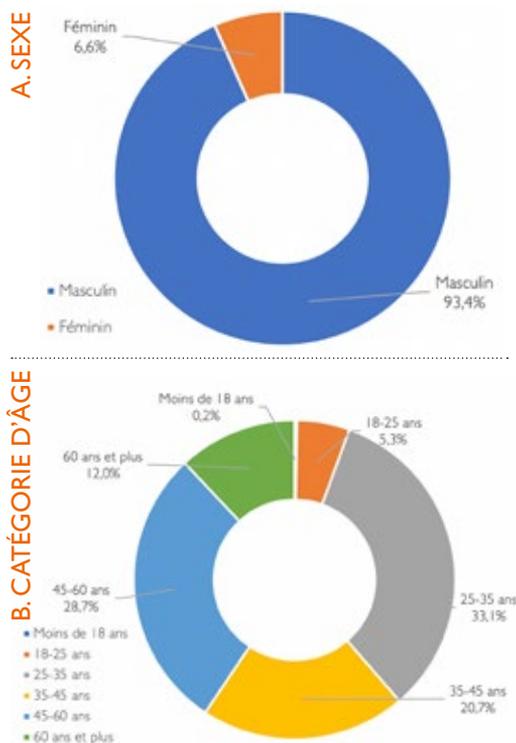
Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

2.2.5. Sexe et âge des chefs de ménage

Au Burkina Faso, la majorité des ménages est dirigée par un homme. Les résultats de cette recherche contenus dans le graphique 2 ci-dessous sont conformes à cette réalité. En effet, 93,4% des enquêtés vivent dans des ménages dont le chef de ménage est un homme. Seulement 6,6% des ménages sont dirigés par des femmes. Plus des trois quarts des chefs de ménage ont un âge compris entre 25 et 59 ans. Cependant, les jeunes chefs de ménage âgés de 25 à 35 ans dominent l'effectif total. Ils représentent, en effet, 33,1% de cet effectif.

Bien que l'âge de la majorité soit fixé à 18 ans au Burkina Faso, on constate que certains ménages sont dirigés par des personnes très jeunes qui ont moins de 18 ans ; cependant, la proportion reste faible (0,2%).

Graphique 2 : Sexe et catégorie d'âge des chefs de ménage



Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Toujours en considérant la catégorie d'âge et le sexe des chefs de ménage, il ressort des données du tableau 5 ci-dessous que les chefs de ménage de sexe masculin ont majoritairement (82,7%) un âge compris entre 25 et 59 ans. Les femmes sont chefs de ménage généralement lorsqu'elles sont relativement un peu plus âgées.

Dans la majorité des cas (62,1% des chefs de ménage femmes), les chefs de ménage de sexe féminin ont un âge compris entre 35 et 59 ans. Dans le contexte du Burkina Faso, les situations dans lesquelles une femme peut être cheffe de ménage sont les cas de veuvage, de divorce ou lorsque la femme n'est pas mariée jusqu'à un certain âge (surtout dans les villes).

Tableau 5 : Répartition des enquêtés par catégorie d'âge et sexe des chefs de ménage

Catégorie d'âge	Homme		Femme	
	Effectifs	Fréquences (%)	Effectifs	Fréquences (%)
Moins de 18 ans	2	0,1	2	1,9
18-25 ans	76	5,1	9	8,7
25-35 ans	513	34,2	19	18,4
35-45 ans	308	20,5	24	23,3
45-60 ans	420	28,0	40	38,8
60 ans et plus	183	12,2	9	8,7
Total	1502	100	103	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020



2.2.6. Taille et structures des ménages enquêtés

En moyenne, chaque ménage compte 8 membres, avec un nombre relativement **équilibré entre les deux sexes**. Cependant, la taille du ménage varie d'une région à une autre. Les plus grandes tailles de ménage sont enregistrées par ordre d'importance dans les régions du Nord (9,4%), de l'Est (9,4%) et des Hauts-Bassins (8,1%). La région du Sahel enregistre la plus faible taille avec une moyenne de 5,6 membres (tableau 6).

Tableau 6 : Taille moyenne des ménages selon la région

Régions	Nombre de personnes dans le ménage			
	Moyenne	Femmes	Hommes	Jeunes de 15-35 ans
Sahel	5,6	2,5	3,1	2,7
Nord	9,5	4,7	4,8	4,4
Est	9,4	4,2	5,2	4,4
Plateau central	7,5	3,6	3,8	3,2
Sud-Ouest	7,1	3,3	3,8	3,4
Hauts-Bassins	8,1	4,0	4,1	3,4
Ensemble	8,1	3,8	4,2	3,6

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Par ailleurs, les données du tableau 6 montrent que le poids des jeunes de 15 à 35 ans dans la composition des membres du ménage n'est pas négligeable. En effet, dans la majorité des ménages (51,7%) enquêtés, ils représentent au moins la moitié (50) des membres du ménage. En moyenne, ces jeunes représentent 50,7% des membres du ménage. Quelle que soit la région, les jeunes de 15 à 35 ans constituent plus de 40% du ménage.

Au regard donc du poids de cette catégorie de jeunes, les politiques socioéconomiques ayant pour cible les ménages ne devraient pas l'ignorer. C'est en effet une cible privilégiée, notamment en matière de lutte contre l'extrémisme violent. Dans le contexte du Burkina Faso, les données montrent que ce sont majoritairement ces jeunes que les GAT enrôlent la plupart du temps.

2.3. Caractéristiques socioéconomiques des enquêtés



La présente section traite des caractéristiques socioéconomiques des enquêtés à travers successivement le niveau d'instruction, l'occupation/la profession, le type de secteur d'occupation, le revenu mensuel et le niveau de vie du ménage.

2.3.1. Niveau d'instruction

L'instruction joue un rôle important dans le développement des pays. En matière de lutte contre l'extrémisme violent, voire le terrorisme, la littérature montre qu'elle est l'un des outils privilégiés. D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que les GAT s'attaquent au système éducatif, en passant par la destruction des infrastructures, les enlèvements et les menaces envers le personnel enseignant, etc.

Depuis des années, le Burkina Faso déploie des efforts énormes dans l'éducation. Cependant, des efforts restent à faire. Des données du tableau 7, il ressort qu'une proportion toujours importante de jeunes est sans aucun niveau d'instruction. En effet, environ 35% des enquêtés sont sans niveau d'instruction. Même en considérant la plus jeune génération (15 à 20 ans), le taux de jeunes



35% des enquêtés sont sans niveau d'instruction

sans niveau d'instruction est toujours élevé, notamment chez les filles où ce taux vaut 22,2% contre 13% pour les garçons. Des données de ce tableau, il ressort par ailleurs que la proportion des jeunes sans niveau d'instruction augmente avec la catégorie d'âge, mais toujours avec un écart important entre les garçons et les filles. À partir de 25 ans, c'est plus de la moitié des filles

qui n'est pas scolarisée. Dans l'ensemble, l'étude fait ressortir un total de 40,6% des jeunes filles qui sont sans niveau d'instruction contre 30,4% pour les garçons. Ces résultats confortent la politique actuelle du pays et tous les efforts qui l'accompagnent pour promouvoir l'éducation de la jeune fille dans le sens de la réduction des inégalités-genre.

Tableau 7 : Niveau d'instruction selon la catégorie d'âge et le sexe des enquêtés

Catégorie d'âge	Sexe	Niveau d'instruction					Total
		Aucun niveau	Primaire (y compris préscolaire)	Secondaire cycle 1	Secondaire cycle 2	Supérieur	
[15-20 ans[	Homme	13,0	20,8	44,0	20,4	1,9	100
	Femme	22,2	18,1	45,7	13,1	0,9	100
[20-25 ans[	Homme	25,8	15,5	22,4	26,1	10,2	100
	Femme	41,5	12,5	26,0	14,0	6,0	100
[25-30 ans[	Homme	35,9	15,1	16,5	19,8	12,7	100
	Femme	56,9	19,6	11,1	9,2	3,3	100
[30-35 ans[	Homme	45,3	19,9	13,3	10,9	10,6	100
	Femme	52,0	30,1	12,2	5,7	0,0	100
Ensemble	Homme	30,4	17,8	23,5	19,3	9,0	100
	Femme	40,6	18,9	26,5	11,2	2,7	100
	Globale	34,7	18,3	24,8	15,9	6,3	100

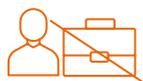
Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

2.3.2. Secteur d'occupation

Les différents travaux théoriques et empiriques ayant porté sur les causes de l'extrémisme violent et de la résilience des jeunes tendent à montrer que le manque de travail ou le chômage constitue l'une des principales raisons qui poussent en général les jeunes vers les GAT. Dans l'ensemble, le taux des sans-emploi est similaire à ce qui est donné au niveau national. Selon les données du tableau 8 ci-dessous, 8,2% des enquêtés sont sans emploi. En faisant une analyse genre, ce sont les jeunes filles qui sont les plus touchées par le chômage. En effet, une fille sur dix est sans emploi (10,2% des filles enquêtées). Chez les garçons, le taux des sans-emplois est de 6,8%, soit une différence de près de 5 points de pourcentage.

Le tableau révèle d'autres résultats intéressants. En considérant la catégorie d'âge de 15 à 20 ans, pendant que les garçons sont majoritairement représentés dans les études (66,7%), une bonne partie des filles sont déjà dans d'autres secteurs. On retrouve plus d'une fille sur dix dans les travaux liés au ménage, phénomène très courant au Burkina Faso dans lequel les filles en âge d'étudier se retrouvent sur le marché du travail avec des conditions de vulnérabilités importantes en référence au concept de travail décent. Ce taux est encore plus élevé dans la catégorie d'âge de 20 à 25 ans (22,5% des filles de cette catégorie).

Par ailleurs, dans la dernière catégorie d'âge de la jeunesse (30 à 35 ans), les jeunes gar-



8,2% des enquêtés sont sans emploi

çons sont occupés par ordre d'importance dans l'agriculture/élevage (34%), le travail indépendant (19,1%), la Fonction publique (14,5%) et le commerce (14,1%). Quant aux jeunes filles, elles se retrouvent surtout dans le commerce (33,3%), l'agriculture et l'élevage (26,8%), et le travail indépendant (22%). La faible proportion de filles dans la Fonction publique est remarquable et s'explique par la différence de niveau de capital humain acquis par les garçons. Une telle situation s'explique par les contraintes d'ordre socioculturel et économique auxquelles les filles font face en général.

De même, la forte présence des femmes dans le commerce et le travail indépendant comparativement à l'agriculture est surtout lié au fait que dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest et particulièrement au Burkina Faso, elles ont moins de contrôle et d'accès aux ressources productives comparativement aux hommes, notamment la terre (Dieye, 2017 ; Hien, 2002).

Un autre fait marquant que reflètent les données du tableau 8, est qu'après quelques années

d'études (après 25 ans généralement), l'agriculture et l'élevage constituent les secteurs d'activité qui emploient beaucoup plus les jeunes. Mais, cela se comprend au regard de la structure économique du pays. De plus, les travaux empiriques ont toujours montré un déphasage entre le système éducatif actuel et le besoin réel du secteur privé. Outre ce constat, les jeunes sont moins bien formés professionnellement et le niveau d'employabilité des jeunes au Burkina Faso est assez bas. Dans cette recherche, les enquêtes ont montré que moins de deux jeunes sur dix (18,4%) ont reçu une formation professionnelle. Ce taux est encore plus faible chez les filles (11,9%) que chez les garçons (23,1%), soit un écart d'environ 12 points de pourcentage.

D'autres travaux ont abouti à des résultats similaires. Ouédraogo et al. (2014) ont montré que seulement 13% des jeunes de 16 à 35 ans ont bénéficié d'une formation technique et professionnelle. Pour ces auteurs, la situation des jeunes garçons reste meilleure que celle des jeunes filles comme le montrent les données ci-dessus analysées.

Tableau 8 : Principale activité selon la catégorie d'âge et le sexe des enquêtés

Catégorie d'âge	[15-20 ans[		[20-25 ans[		[25-30 ans[		[30-35 ans[		Ensemble		
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Global
Principales activités											
Sans emploi	6,5	10,4	10,6	12,5	7,6	10,5	2,3	5,7	6,8	10,2	8,2
Agriculture/élevage	14,4	12,2	17,8	20,5	25,9	24,2	34	26,8	23,2	19,8	21,8
Études	66,7	54,8	31,8	20,5	6,6	1,3	1,2	0,8	25,8	23,7	24,9
Fonction publique	0,5	0	2,7	0,5	10,4	2,6	14,5	4,1	7	1,4	4,6
Secteur privé	0	0,5	4,2	2,5	8	1,3	6,3	1,6	4,8	1,4	3,3
Ouvrier/apprenti	5,6	1,4	8	2	5,7	0,7	3,9	3,3	5,8	1,2	3,8
Indépendant/artisanat	3,7	1,4	13,6	4	12,3	4,6	19,1	22	12,6	3,2	8,6
Commerce	0,9	5	6,4	14,5	12,3	18,3	14,1	33,3	8,5	13,6	10,7
Travail de ménage	0,9	13,1	1,1	22,5	0,5	33,3	0,4	2,4	0,7	23,8	10,5
Autre	0,9	1,4	3,8	0,5	10,9	3,3	4,3	0	4,9	1,7	3,5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

2.3.3. Revenu mensuel

Tout comme le manque d'emploi, le manque de revenu (voire la pauvreté monétaire) qui en est lié est aussi régulièrement cité comme une raison de fragilisation de la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. Étant donné le niveau élevé de chômage des jeunes et leur faible accès à un emploi décent, les revenus des jeunes sont relativement faibles au regard du coût actuel de la vie. Selon les données collectées, en moyenne, chaque jeune gagne 80 177,7 FCFA par mois. Cependant, en faisant une analyse selon le sexe, on constate des inégalités de revenu entre les filles et les garçons. En effet, mensuellement et en moyenne, les jeunes garçons gagnent pratiquement le triple du revenu des filles, soit 100 513,7 FCFA pour les garçons et 37 559,8 FCFA (pratiquement le SMIG) pour les filles (Tableau 9). Ce qui constitue une différence importante de près de 63 000 FCFA par mois. En une année, cette différence dépasse 750 000 FCFA.

Tableau 9 : Revenu mensuel selon le niveau d'instruction et le sexe des enquêtés (en FCFA)

	Homme	Femme	Global
Aucun niveau	78 611,1	27 590,4	58 349,3
Primaire (y compris préscolaire)	87 315,8	36 759,3	68 993,3
Secondaire cycle 1	97 663,0	40 096,2	76 875,0
Secondaire cycle 2	119 928,6	64 117,7	109 023,0
Supérieur	153 545,5	133 333,3	152 500,0
Ensemble	100 513,7	37 559,8	80 177,7

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Les données montrent également que le revenu mensuel moyen augmente avec le niveau d'instruction et cela est valable aussi bien pour le sexe masculin que pour le sexe féminin. Par ailleurs, quel que soit le niveau d'instruction, les revenus mensuels moyens des garçons sont supérieurs à ceux des filles. Cette différence est plus prononcée dans les niveaux inférieurs d'instruction (aucun, primaire et secondaire). Lorsque l'analyse est menée en tenant compte de la principale activité, les inégalités constatées plus haut demeurent. Les jeunes garçons gagnent toujours plus que les jeunes filles quelle que soit l'activité considérée, sauf pour les travaux/services de ménage où les jeunes filles gagnent légèrement plus que les garçons, soit 16 250 FCFA par mois en moyenne pour les filles contre 15 000 FCFA pour les garçons (Tableau 10). Ces résultats sont d'ailleurs conformes à ceux du GRAAD Burkina (2021) portant sur les inégalités de genre dans les entreprises de l'espace UEMOA.

Tableau 10 : Revenu mensuel selon le secteur d'activité et le sexe des enquêtés

Activités	Salaire mensuel (FCFA)		
	Homme	Femme	Global
Agriculture/élevage	53 846,2	18 750,0	41 949,2
Études	27 647,1	15 000,0	23 269,2
Fonction publique	206 727,3	190 714,3	204 919,4
Secteur privé	145 000,0	45 000,0	126 250,0
Ouvrier/apprenti	65 303,0	15 000,0	58 684,2

Activités	Salaire mensuel (FCFA)		
	Homme	Femme	Global
Indépendant/artisanat	111 800,0	34 500,0	98 916,7
Commerce	69 285,7	46 233,8	56 607,1
Travail de ménage	15 000,0	16 250,0	16 200,0
Autre	118 428,6	41 666,7	102 727,3
Ensemble	100 513,7	37 559,8	80 177,7

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

2.3.4. Niveau de vie des ménages

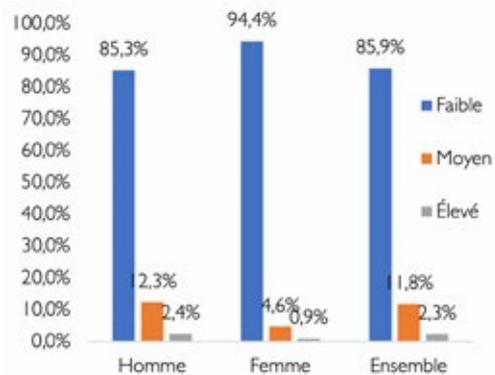
Le niveau de vie du ménage est construit par agrégation de plusieurs variables relatives à la possession de biens de consommation ou aux caractéristiques du logement (Noumbissi et Sanderson, 1998 ; Rodgers et al., 1986). Cet indicateur permet de pallier les lacunes des données sur les revenus ou les dépenses. C'est un indicateur à caractère multi-dimensionnel et relativement simple à construire. La limite principale de cet indicateur réside dans le choix des variables et de leur poids arbitrairement déterminé.

Pour pallier cette limite et rendre les résultats comparables, la méthode de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso est utilisée. L'indicateur est calculé en faisant la somme pondérée de variables relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la qualité du logement et à l'eau de boisson, aux biens durables possédés par le ménage. Le niveau de vie reflète en principe les conditions dans lesquelles vivent les membres d'un ménage.

Le graphique 3 ci-dessous **résume les résultats trouvés selon** trois (03) niveaux de classification. Selon les calculs, la majorité, soit 85,9% des **ménages des** jeunes enquêtés, peut être classée dans les ménages de faible niveau de vie, tandis que les jeunes vivant dans des **ménages** de niveau de vie moyen et élevé représentent respectivement 11,8% et 2,3%.

De façon globale, le niveau de vie varie suivant un certain nombre de facteurs comme le sexe du chef de ménage, sa catégorie d'âge, son niveau d'instruction, etc. En effet, les résultats du graphique 3 montrent que le niveau de vie diffère selon le sexe du chef de ménage. Dans les ménages dont le chef est un homme, les conditions de vie semblent être meilleures comparativement aux ménages dont le chef est une femme. Ces résultats sont similaires à ceux trouvés dans les travaux antérieurs (INSD, 2006). Dans la première catégorie, près de 15% des ménages sont de niveau de vie acceptable contre à peine 6% pour la deuxième catégorie.

Graphique 3 : Niveau de vie des ménages selon le sexe du chef de ménage



Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Les résultats du tableau 11 ci-dessous indiquent aussi que le niveau de vie semble s'améliorer lorsqu'on passe des ménages dont le chef est relativement plus jeune aux ménages dont le chef est plus âgé. La totalité des ménages dirigés par des chefs de moins de 18 ans a un niveau de vie faible. Ce taux diminue au fur et à mesure que l'âge du chef de ménage augmente.

Pour les ménages dirigés par des chefs de 60 ans et plus, environ trois (03) sur dix (10) ménages (28,1%) ont un niveau de vie acceptable. Ces résultats peuvent se comprendre dans le contexte du Burkina Faso, où les jeunes sont plus frappés par la pauvreté et les sous-emplois, car ayant moins accès aux opportunités économiques (Darankoum, 2014).

Tableau 11 : Niveau de vie des ménages selon la catégorie d'âge du chef de ménage

Catégorie d'âge du chef de ménage	Niveau de vie			
	Faible	Moyen	Élevé	Total
Moins de 18 ans	100	0,0	0,0	100
18-25 ans	97,7	2,4	0,0	100
25-35 ans	93,1	6,4	0,6	100
35-45 ans	88,9	9,9	1,2	100
45-60 ans	78,3	17,6	4,1	100
60 ans et plus	71,9	22,4	5,7	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

En toute logique, les résultats du tableau 12 montrent que l'occupation du chef de ménage détermine le niveau de vie du ménage. Il semble nettement et relativement meilleur pour les ménages dirigés surtout par des salariés et plus faible pour ceux dirigés par des chefs sans emploi ou en études. Pour les chefs de ménage salariés, environ trois (03) ménages sur dix (10) ont un niveau de vie acceptable, alors que pour ceux qui ont les études comme activité principale, à peine un (01) ménage sur dix (10) est de ce niveau de vie.

Tableau 12 : Niveau de vie des ménages selon l'occupation du chef de ménage

Occupation du chef de ménage	Niveau de vie			
	Faible	Moyen	Élevé	Total
Salarié	71,2	25,8	3,1	100
Sans emploi	88,7	3,8	7,6	100
Indépendant/ autre	88,1	9,9	2,0	100
Études	96,4	3,6	0,0	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

En somme, le présent chapitre a fait ressortir la répartition globale des enquêtés dans les différentes régions couvertes par la recherche, d'une part, et les caractéristiques socioéconomiques et démographiques de ces enquêtés, d'autre part. En ce qui concerne les caractéristiques sociodémographiques, il ressort que l'âge moyen des jeunes enquêtés est de 25 ans. Ces jeunes sont constitués majoritairement de célibataires, surtout les garçons. La majorité des filles sont quant à elles mariées avant l'âge de 30 ans. Par ailleurs, les jeunes entrent dans la sphère religieuse avec l'âge, surtout les filles, notamment dans le cadre du mariage. En termes de poids dans la composition du ménage, les jeunes de 15-35 ans représentent quasiment la majorité des ménages.

Au niveau des caractéristiques socioéconomiques, les analyses ont montré qu'une proportion assez importante des jeunes sont sans niveau d'instruction ; mais en général, ce sont les jeunes filles qui sont les plus touchées. En conséquence, le **chômage touche beaucoup plus** les filles comparativement aux garçons. Compte tenu du fait que les femmes sont exclues de la sphère de production à cause de leur faible accès aux ressources productives, elles se retrouvent surtout dans le commerce. Il ressort **également qu'en termes d'emploi, l'agriculture et l'élevage constituent les principales opportunités pour** les jeunes enquêtés. Les autres secteurs, notamment le privé, offrent moins d'emplois à ces jeunes qui sont, dans la majorité des cas, sans formation professionnelle attrayante.

Enfin, les analyses dans ce chapitre ont montré également que les jeunes garçons gagnent des revenus mensuels moyens trois fois supérieurs à ceux des jeunes filles. Quel que soit le niveau d'instruction ou le secteur d'activité, ces inégalités sont toujours observées et sont en défaveur des jeunes filles dont le revenu dépasse à peine le SMIG fixé au Burkina Faso. De toute manière et dans l'ensemble, le revenu mensuel moyen

des jeunes est relativement faible au regard du coût actuel de la vie.

L'analyse des caractéristiques socioéconomiques et démographiques est faite dans le but de mieux cerner les cibles étudiées et leur environnement. Ces caractéristiques sont mises en lien avec l'extrémisme violent et la radicalisation analysés dans les chapitres suivants.

Chapitre 3

Extrémisme violent au Burkina Faso : histoire, perceptions et rapports des jeunes à la violence

Pour mieux cerner la portée des analyses faites dans cette recherche et des conclusions qui en sont tirées, il convient d'avoir un aperçu global de l'émergence du phénomène de l'extrémisme violent au Burkina Faso. Ce chapitre 3 répond à ce besoin. Il est construit autour de deux grandes sections. La première section donne un aperçu historique et la situation sécuritaire. Quant à la deuxième section, elle présente les perceptions et les rapports des jeunes à la violence en général au Burkina Faso.



3.1. Aperçu historique et de la situation sécuritaire actuelle

Dans la présente section, il s'agit d'analyser et d'identifier les principaux facteurs qui ont contribué à l'émergence et/ou à l'exacerbation de la violence au Burkina Faso. La section est organisée en deux points qui présentent successivement les principaux moteurs internes de la dégradation de la situation sécuritaire actuelle dans le pays.

3.1.1. Bref aperçu historique : principaux moteurs internes

Pendant longtemps, en Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso était, dans une large mesure, la référence en matière de paix et de stabilité comparativement aux pays voisins. Malheureusement, au fil du temps, avec les manifestations de protestation contre l'assassinat de certaines personnalités publiques comme Thomas Sankara (en 1987), Norbert Zongo (en 1998) et de l'étudiant Dabo Boukary (1990), les mécontentements, la fréquence et les risques de dérapages violents se sont accrues. Avec le temps et du fait de leur récurrence, les manifestations violentes semblent par ailleurs avoir contribué à installer durablement chez les jeunes protestataires une certaine culture de la revendication de type extrémiste.

Malgré les efforts de conciliation (Journée nationale du pardon) souvent faits, on assistera au cours des 10 dernières années à une dégradation progressive de la paix et de la stabilité marquée dans le temps par d'importantes manifestations/revendications pour protester, entre autres, contre l'injustice, la mauvaise gouvernance, la marginalisation, la vie chère, etc.

L'année 2014 marquera le parachèvement de ce processus d'accumulation de frustrations avec les velléités des gouvernants de l'époque de modifier l'article 37 de la Constitution de 1991. L'histoire retient que c'est l'un des phénomènes déclencheurs de la situation que vit actuellement le Burkina Faso. En effet, les grandes mutations actuelles sont caractérisées par la poussée des politiques religieuses et identitaires, notamment celle de la jeunesse burkinabè qui ne se reconnaît plus dans le système mis en place et qui le rejette.

Malgré la gravité de la situation, la grande menace pour la cohésion sociale au Burkina Faso ne découle pas directement et uniquement de l'extrémisme violent. Elle vient de la reproduction et de la perpétuation d'un système dans lequel les populations en général et les jeunes en particulier ont le fort sentiment qu'ils n'ont droit à pratiquement aucun chapitre : pouvoir et considération politique/décisionnelle, justice, opportunités économiques, etc. Le poids de la pauvreté, le sous-développement, le chômage, la corruption et l'impunité sont ressentis comme un vécu quotidien (Loada et Romaniuk, 2014). Cette situation est couplée à un sentiment d'impuissance et de manque de justice pour une variété de plaintes spécifiques qui nourrissent les clivages sociaux liés à certaines tensions inter et intracommunautaires, à des conflits entre agriculteurs et éleveurs, à des litiges fonciers, et aussi à des conflits entre les populations autochtones et les sociétés minières.

Globalement, l'extrémisme violent peut être perçu comme un processus de rupture systématique avec le groupe culturel d'origine : la famille, le quartier, le territoire ou la communauté (OIM, 2018). Cette fracture consiste en une cristallisation de l'identité radicale violente au plan politique, au sein de laquelle l'individu conçoit les groupes et les individus extérieurs à sa propre organisation politique comme des ennemis. Sociologiquement donc, la radicalisation ne résulte pas nécessairement d'un processus religieux, produit par les institutions culturelles traditionnelles et l'héritage confessionnel. Elle

peut prendre racine dans les processus de mutations idéologiques et politiques. Dans ce sens, la frustration quant aux attentes et le dénuement constituent de puissants moteurs de l'extrémisme violent chez les jeunes, au regard des avancées de l'éducation, surtout dans l'enseignement secondaire et universitaire.

En général, les jeunes les plus instruits ont souvent le sentiment de mériter une vie meilleure que celle que leur offre leur société. Ils peinent à accéder aux types d'emplois auxquels ils estiment avoir droit ainsi que le montrent les entretiens réalisés avec les groupes de jeunes. Ce sentiment d'exclusion accompagné de l'absence de réponse aux besoins économiques, quand il s'accompagne de la corruption, de l'absence de sécurité et de justice, peut être profitable aux groupes extrémistes violents qui offrent parfois des rémunérations ou des services à la population. Ces groupes extrémistes violents fournissent souvent des possibilités lucratives à cette partie de la population qui se sent exclue (PNUD, 2017).

Dans les communautés où l'exploitation minière occupe de grandes superficies de terres cultivables, au-delà des questions d'emploi, celles-ci sont frustrées du fait du non-respect de leur cadre de vie, de leur culture, mais aussi du non-respect des pressentiments, des conventions collectives fixées au départ. Du ressenti de ces communautés, il ressort que l'État ne fait rien pour défendre convenablement leur cause. Pire, elles estiment qu'il prend parti pour les grands groupes miniers perçus comme des « *gens venant d'ailleurs* », ayant moins de droit qu'elles sur « *leurs propres terres* », et qui exploitent « *leurs ressources* » sans « *compensation conséquente* ». Dans certains conflits, par manque de capacités de négociation ou de réclamation de ce qui semble leur revenir de droit, les communautés donnent leur consentement (Quidelleur, 2020) tout en couvrant consciemment un sentiment d'injustice, d'impuissance souvent transmises à la jeunesse, malheureusement dans des versions parfois modifiées pour être révoltantes. Plus tard,

ces consentements sont souvent jugés inacceptables et rejetés par la jeune génération. Dans ce contexte, avec le sentiment d'impuissance acquis couplé à une certaine culture de la revendication violente apprise, l'extrémisme violent grandit.

Sur le plan politique, la mauvaise gouvernance et la mauvaise gestion des ressources naturelles ont souvent été à l'origine d'explosions de violence au sein des populations mécontentes (Loada et Romaniuk, 2014 ; PNUD, 2017). Il faut noter que les traitements inégaux et dégradants peuvent faire naître un désir de revanche. Aujourd'hui, les populations de certaines zones ont une vision négative de l'État. Historiquement, ces populations sont réticentes à envoyer leurs enfants à l'école dite française. Ces populations entretiennent par ailleurs des relations de réserve, parfois de rejet avec l'administration qu'elles peinent à reconnaître et qu'elles jugent trop calquée sur le modèle français. Elles n'y font donc que rarement recours pour leurs droits.

Dans la région du Sahel, la difficulté d'obtenir des documents d'état civil et l'incapacité des autorités à aider les bergers victimes de vol de bétail ressortent de manière récurrente dans les débats. Si les fonctionnaires ont longtemps perçu leur affectation dans le Sahel burkinabè comme une sanction, beaucoup se sont enrichis grâce aux trafics, à la corruption et au racket (Crisis Group, 2017 ; International Alert, 2018). Plus l'environnement est corrompu, plus il est facile pour les groupes extrémistes violents de pénétrer ces zones et de se présenter comme une opportunité d'échapper à de mauvais traitements, au manque de considération, de régler les injustices subies et d'évacuer les sentiments de frustrations de longue date entretenus. Au-delà de l'économique, des frustrations, etc., le pouvoir que donne l'arme et l'argent, la famille que lui offre les groupes armés et le fait de se sentir enfin utile à une cause séduisent particulièrement beaucoup de jeunes qui, pendant longtemps, ne savaient plus que faire de leur temps.

Sur le plan socioculturel, l'extrémisme se nourrit

pratiquement des mêmes problématiques. Sur ce plan, on assiste à un sentiment d'exclusion sociale et de marginalisation chez les jeunes des quartiers/villes défavorisé.e.s et périurbain.e.s, et dans les environnements où les structures familiales sont fragiles, dans lesquelles les comportements ne sont plus régis par des normes sociales et où la jeunesse ne sait que faire de son temps. Ces situations font naître en général un sentiment d'isolement également profitable aux groupes armés extrémistes qui leur proposent en quelque sorte une issue de protection (Search for Common Ground, 2017). D'un autre côté, certaines populations semblent vivre avec un sentiment d'une menace perpétuelle et de victimisation plus générale vis-à-vis de leur

culture, de leurs ethnies, de leurs traditions, de leurs coutumes, de leurs valeurs, de l'honneur et de la dignité individuels et collectifs. Parmi elles, certains membres estiment être sous-représentés au sein de l'élite politique et administrative, et déplorent le fait que, selon eux, les institutions de l'État (justice, administration, forces de défense et de sécurité) favorisent les autres communautés en cas de conflit. Ce facteur engendre le désengagement civique, détruit les sentiments d'appartenance à une nation. Il alimente parfois le sentiment d'indignation morale. Plus les sentiments d'infériorité naissent et se généralisent, plus on assiste à des actes d'extrémisme violent et les groupes extrémistes s'amplifient.

3.1.2. Bref aperçu de la situation sécuritaire actuelle

La situation sécuritaire au Burkina Faso s'est au fil du temps détériorée ces dernières années (avec une accélération depuis 2015) en raison de plusieurs facteurs. Des sentiments d'exclusion sociale, de stigmatisation, en passant par des conflits inter/intra-communautaires, les frustrations n'ont fait que grimper basculant le pays dans une situation d'effritement de sa cohésion sociale jamais connue.

À partir de l'année 2016, les attaques se sont multipliées contre les positions des forces de défense et de sécurité et les populations civiles dans le Nord et le Sahel burkinabè ; certaines de ces attaques portent la signature de l'organisation terroriste Daech (Lassaad Ben Ahmed, 2021). En plus des attaques perpétrées pour la plupart du temps dans d'autres communes, Ouagadougou la capitale du Burkina Faso a été doublement attaquée (précisément dans des restaurants et hôtels) durant la période 2016-2017.

Récemment, plusieurs événements ont ravivé l'attention sur la détérioration de la situation sécuritaire du pays. Les attaques terroristes semblent de plus en plus fréquentes. Les actes du grand banditisme et des groupes criminels/

insurgés sont parmi les événements violents récemment manifestés dans le pays. De 2019 à 2021, le climat d'insécurité s'est traduit notamment par de lourdes pertes en vies humaines tant parmi les forces de défense et de sécurité que parmi les populations civiles. L'étude note notamment le drame de Solhan au Nord-Est du Burkina Faso, le 5 juin 2021, qui a coûté la vie à environ 138 à 160 personnes.

Le terrorisme n'est pas la seule source d'inquiétude. Les violences intra/intercommunautaires ont été quelques fois déstabilisantes pour le Burkina Faso. Selon les informations disponibles sur le sujet, c'est le cas des violentes représailles perpétrées par les membres d'une milice d'auto-défense, des Koglweogo appartenant à la communauté des Mossis, l'ethnie majoritaire au Burkina Faso. Ces derniers s'en prennent aux éleveurs peuls à Yirgou en janvier 2019 en les accusant d'être complices des groupes extrémistes. Les événements dramatiques qui s'en sont suivis ont causé la mort de 210 individus à Yirgou, chiffre officiellement annoncé par le Gouvernement de l'ex-Président Roch Marc C. Kaboré.

Dans le contexte actuel, le Burkina Faso semble

devenir le pays sahélien le plus ciblé par les attaques terroristes, occasionnant le déplacement de milliers de personnes vers les centres urbains les plus proches de leurs localités. Des infrastructures publiques ont été désertées ou détruites. À la date du 28 mai 2021, 2 244 établissements scolaires étaient fermés affectant 304 564 élèves dans plusieurs régions du pays, selon le Ministère de l'Éducation. (Lassaad Ben Ahmed, 2021). En

raison de toute cette violence et de ces situations d'insécurité, aujourd'hui, le Burkina Faso enregistre plus de 1,7 million de PDI, dont 53% sont en âge d'aller à l'école (CONASUR, janvier 2022) ; toute chose qui remet en cause les efforts fournis par le pays pour son développement socioéconomique. Mais comment la jeunesse analyse cette situation ? Que disent les résultats de la recherche sur cette violence ?



1,7 million de PDI dont **53%** sont en âge d'aller à l'école



3.2. Perceptions et rapports des jeunes à la violence

Dans cette section, la recherche vise à comprendre les perceptions des jeunes et leurs rapports à la violence au Burkina Faso. Pour ce faire, quatre (04) points ont été abordés et les analyses sont faites sur la base des caractéristiques socioéconomiques des jeunes enquêtés. Le premier et le deuxième points ont analysé les croyances soutenant successivement la violence en général et l'utilisation des stratégies non-violentes. Le troisième et le quatrième points ont traité respectivement des perceptions des jeunes sur la violence en général et sur l'extrémisme violent en particulier.

3.2.1. Croyances soutenant la violence en général

Dans l'ensemble, les résultats des enquêtes tendent à montrer que certaines croyances semblent soutenir la violence des jeunes dans le contexte du Burkina Faso. Ces croyances sont regroupées en cinq (05) grandes catégories dans cette recherche et résumées dans le tableau 13 ci-dessous.

Par ordre d'importance, dans la première catégorie, la plupart des jeunes enquêtés, soit plus de trois quarts (81,6%) sont d'accord qu'il faut parfois exprimer sa colère à travers la violence. Dans les faits, ces jeunes pensent que parfois, vous n'avez le choix que de donner un coup de poing à l'autre en premier, ou qu'il est normal/bien de frapper quelqu'un si vous êtes fou de colère, ou que parfois on doit se battre pour gérer la colère et même qu'il est naturel de frapper quelqu'un qui vous frappe en premier. Ils pensent aussi que la seule manière d'arrêter celui qui se moque de toi, c'est

de le frapper, ou que si les gens font quelque chose qui te met vraiment en colère, ils méritent d'être battus. La plupart du temps, ces jeunes préfèrent souvent se battre que de chercher à convaincre.

Pour la deuxième catégorie, la majorité (64,6%) des jeunes enquêtés perçoit souvent certains comportements violents comme synonyme de courage, de dignité ou d'intégrité. En clair, les jeunes qui soutiennent cette pensée sont d'accord que *quelqu'un qui ne se défend pas lorsque d'autres personnes le bousculent, perdra le respect*. Pour ces jeunes, *s'éloigner d'une bagarre/discussion ou reculer devant un combat est synonyme de lâcheté ou de peur*.

D'un autre côté, l'utilisation de la violence est considérée aussi pour une majorité des jeunes enquêtés (58,4%) comme un moyen



81,6% des jeunes enquêtés sont d'accord qu'il faut parfois exprimer sa colère à travers la violence

de se faire justice. C'est la troisième catégorie de croyances la plus importante. Cette catégorie de croyance repose sur les problèmes d'injustice dont les jeunes sont victimes. En effet, ces jeunes pensent qu'il est *normal/justifié d'utiliser des armes pour faire déguerpir des étrangers qui sont venus exploiter leurs ressources* (sol, mines d'or). De même, *attaquer avec des armes blanches ou tirer avec une arme à feu sur les FDS parce qu'ils font des exactions dans votre village/communauté est normal/justifié*. Ils soutiennent également l'usage de la violence lorsque les jeunes sont victimes d'injustice ou d'actes de violence (mariage forcé, viol, maltraitance).

La quatrième catégorie de croyance se rapporte à l'usage de la violence comme moyen de lutte contre l'exclusion. La littérature montre que les jeunes font partie des personnes qui sont le plus victimes d'exclusion économique et sociale. Cette exclusion semble être un facteur important de basculement des jeunes dans l'extrémisme violent. Les travaux de Shanta et al. (2016) le confirment. Ces auteurs ont montré que le manque d'insertion est un moteur de radicalisation et de basculement des jeunes dans la violence, plus que la pauvreté et le faible niveau d'instruction. Les enquêtes faites dans cette recherche montrent que ces jeunes soutiennent l'usage de la violence lorsque leurs revendications sont ignorées par les autorités et quand ils sont victimes d'exclusion économique (chômage, manque de revenus, faible accès aux ressources de production) et sociale (emploi, participation à la prise de décision, discrimination, ignoré dans la société, stigmatisation, marginalisation, etc.). La dernière catégorie de croyance porte sur l'usage de la violence comme moyen d'imposition de sa volonté ou de son idéologie. À ce niveau, c'est plus d'un quart (25,8%) des jeunes qui cautionnent cette pratique.

L'ensemble de ces croyances est de nature à

alimenter la montée de la violence dans la société. Elles nourrissent le manque de tolérance et contribuent à expliquer l'effritement assez visible de la cohésion sociale constatée ces dernières années et qui a donné lieu à la création d'un Ministère en charge de la question depuis 2020. Ces croyances semblent se renforcer avec la montée de l'insécurité. En effet, les croyances soutenant les violences extrémistes ont tendance à être plus fortes dans les zones les plus touchées par une forte insécurité.

Quelle que soit la catégorie de croyance considérée, la proportion des jeunes qui partagent l'idée ou la pensée de violence est plus importante dans les régions fortement affectées par l'extrémisme violent (Cf. Tableau 13). À titre d'exemple, les jeunes qui soutiennent l'usage de la violence pour exprimer la colère ou qui pensent que certains comportements violents sont synonymes de courage/dignité/intégrité représentent respectivement 87,1% et 72,2% dans les régions touchées. Dans les régions moins touchées, ces proportions sont respectivement de 76,3% et 57,1%. Pour chacune de ces deux catégories de croyance, la différence entre ces deux types de régions dépasse 10 points de pourcentage.

Ce résultat corrobore la citation de Eshyle (Citation Agamemnon, 764) selon laquelle la violence a coutume d'engendrer la violence. Dans le même ordre d'idée, la théorie de l'apprentissage social stipule qu'un individu qui vit dans un environnement où la violence est pratiquée à une très forte propension à être violent. En effet, les jeunes vivant dans les régions touchées par le terrorisme ont été victimes ou témoins d'actes de violence extrémiste. La perte des parents proches à laquelle s'ajoute le sentiment d'abandon et d'injustice créent chez ces jeunes un sentiment de révolte qui tend à se traduire par la pensée ou l'acte violent.

Tableau 13 : Croyances soutenant la violence selon le type de région

Type de croyance	Jeunes d'accord avec ces croyances (%)		
	Régions touchées	Régions moins touchées	Ensemble
Expression de la colère par la violence	87,1	76,3	81,6
Comportement violent synonyme de courage/dignité/intégrité	72,2	57,1	64,6
Violence comme moyen de justice	62,6	54,2	58,4
Violence comme moyen de lutte contre l'exclusion	58,0	44,6	51,3
Violence comme moyen d'imposition de sa volonté/idéologie	37,4	14,4	25,8

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

En général, la prise en compte des caractéristiques socioéconomiques des enquêtés permet de mieux comprendre les phénomènes étudiés. Dans cette optique, les points qui suivent analysent les perceptions des jeunes sur les croyances soutenant la violence en lien avec cinq (05) caractéristiques : le sexe, la catégorie d'âge, le niveau d'instruction, la situation matrimoniale et le niveau de vie du ménage.

Genre et croyances soutenant la violence. Quelle que soit la catégorie de croyance considérée, les jeunes hommes sont ceux qui soutiennent plus les comportements/pensées violentes. La différence en termes de proportions entre les garçons et les filles qui développent ces croyances atteint quasiment 10 points de pourcentage quelle que soit la catégorie de croyance (Tableau 14). De l'analyse des données d'enquêtes, il ressort globalement que les garçons prennent souvent les comportements de non-violence comme de la faiblesse et/ou de la lâcheté et expriment plus facilement leur colère comparativement aux jeunes filles.

Tableau 14 : Croyances soutenant la violence selon le sexe de l'enquêté.e

Type de croyances	Jeunes d'accord avec ces croyances (%)	
	Homme	Femme
Expression de la colère par la violence	84,9	77,2
Comportement violent synonyme de courage/dignité/intégrité	66,9	61,6
Violence comme moyen de justice	64,2	50,5
Violence comme moyen de lutte contre l'exclusion	56,7	43,9
Violence comme moyen d'imposition de sa volonté/idéologie	29,0	21,5

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Catégorie d'âge et croyances soutenant la violence. Les jeunes développent quasiment les mêmes comportements, idées/pensées qui soutiennent la violence en général, et cela quelle que soit la catégorie d'âge. En considérant les différentes catégories de croyances soutenant la violence, les proportions des plus jeunes et celles des jeunes plus âgés qui sont d'accord sont quasiment égales (Cf. Tableau 15).

Tableau 15 : Croyances soutenant la violence selon la catégorie d'âge de l'enquêté.e

Type de croyances	Jeunes d'accord avec ces croyances (%)	
	Plus jeune	Jeune
Expression de la colère par la violence	82,0	81,2
Comportement violent synonyme de courage/dignité/intégrité	65,2	64,0
Violence comme moyen de justice	57,9	59,0
Violence comme moyen de lutte contre l'exclusion	51,2	51,3
Violence comme moyen d'imposition de sa volonté/idéologie	23,6	28,5

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Niveau d'instruction et croyances soutenant la violence. Les données du tableau 16 ci-dessous montrent que plus les jeunes atteignent un niveau d'instruction élevé, plus ils se nourrissent de comportements et/ou d'idées/pensées violents comparativement aux jeunes de faible niveau d'instruction et sans aucun niveau d'instruction. Ce résultat apparemment paradoxal peut s'expliquer en partie par l'existence d'écart entre ce que ces jeunes pensent mériter (emploi, salaire, niveau de vie, etc.) et ce qu'ils obtiennent réellement dans la société comme cela a été mentionné plus haut.

Ce résultat corrobore les propos de Gurr (1970) qui soutient que la violence ne prend pas racine dans la frustration absolue, mais provient plutôt d'un sentiment de frustration relative qui génère de la colère, laquelle conduit à l'agression. De ce fait, les individus s'engagent dans la violence politique non pas parce qu'ils vivent dans la misère, mais parce qu'ils estiment qu'ils ne sont pas à leur juste place, que leur situation socioéconomique est injuste. Ainsi, les jeunes diplômés peuvent davantage sentir le mécontentement du chômage que ceux qui sont moins instruits, car leurs attentes sont plus élevées. Dans le contexte du Burkina Faso, l'éducation demeure la principale voie pour les jeunes d'espérer un meilleur emploi afin d'améliorer leurs conditions de vie. Les jeunes burkinabè ayant un niveau d'instruction plus élevé espéreraient donc davantage un meilleur statut socioéconomique.

Néanmoins, l'éducation demeure une arme pour lutter ou prévenir l'extrémisme violent. Les travaux du PNUD (2017) ont montré que les personnes qui se sont enrôlées volontairement dans les groupes armés sont particulièrement défavorisées en matière d'éducation. Les individus qui suivaient des études et qui se sont ralliés à un groupe extrémiste violent ont majoritairement mis beaucoup plus de temps à franchir le pas.

Tableau 16 : Croyances soutenant la violence selon le niveau d'instruction de l'enquêté.e

Type de croyances	Jeunes d'accord avec ces croyances (%)			
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur
Expression de la colère par la violence	79,5	82,1	83,0	83,7
Comportement violent synonyme de courage/dignité/intégrité	61,8	65,1	67,6	59,6
Violence comme moyen de justice	54,1	53,2	62,8	69,2
Violence comme moyen de lutte contre l'exclusion	46,9	50,5	53,8	60,6
Violence comme moyen d'imposition de sa volonté/idéologie	27,0	24,6	25,1	27,9

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Situation matrimoniale et croyances soutenant la violence. Les données du tableau 17 ci-dessous tendent à montrer que les jeunes célibataires semblent être ceux qui développent ou soutiennent plus les comportements et les idées/pensées violents. À titre d'exemple, pour les croyances qui soutiennent l'usage de la violence comme moyen de justice, la proportion des jeunes célibataires qui partagent ce sentiment est de 63,3% contre 57,7% pour les monogames et 49,0% pour les polygames. L'usage de la violence comme moyen de lutter contre l'exclusion est soutenue par 56,1% des célibataires, contre 49,8% et 41,8% pour les monogames et polygames (Tableau 17).

En général, au niveau familial, les célibataires exercent moins de responsabilités, ce qui n'est pas le cas pour les mariés qui ont en charge d'autres personnes (épouse, époux, enfants, etc.). Cette responsabilité peut contribuer à expliquer les résultats trouvés. Il faut noter d'ailleurs que ce résultat va de pair avec les travaux du PNUD (2017), qui ont montré que lorsqu'on passe d'une personne célibataire à une personne mariée, la probabilité qu'elle soit membre volontaire d'un GAT diminue significativement. On en déduit que la mise en couple de jeunes est un facteur qui réduit la probabilité de s'engager dans des activités criminelles et/ou de violence.

Tableau 17 : Croyances soutenant la violence selon le statut matrimonial de l'enquêté.e

Type de croyances	Jeunes d'accord avec ces croyances (%)			
	Célibataire	Monogame	Polygame	Autres
Expression de la colère par la violence	83,8	80,9	77,1	75,6
Comportement violent synonyme de courage/dignité/intégrité	67,5	61,4	56,9	75,6
Violence comme moyen de justice	63,3	57,7	49,0	37,8
Violence comme moyen de lutte contre l'exclusion	56,1	49,8	41,8	35,6
Violence comme moyen d'imposition de sa volonté/idéologie	25,9	26,6	23,5	24,4

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Niveau de vie et croyances soutenant la violence. L'analyse des croyances soutenant la violence est faite dans cette rubrique en regroupant les enquêtés en fonction du niveau de vie de leur ménage. Selon les données du tableau 18 ci-dessous, les jeunes qui vivent dans des ménages de niveau de vie relativement plus élevé semblent développer plus des comportements ou des idées/pensées qui soutiennent la violence. Les raisons avancées au niveau de l'analyse sur le niveau d'instruction sont aussi valables ici.

Tableau 18 : Croyances soutenant la violence selon le niveau de vie du ménage de l'enquêté.e

Type de croyances	Jeunes d'accord avec ces croyances (%)		
	Faible	Moyen	Élevé
Expression de la colère par la violence	82,5	77,7	85,9
Comportement violent synonyme de courage/dignité/intégrité	63,7	63,0	68,0
Violence comme moyen de justice	51,7	60,8	64,3
Violence comme moyen de lutte contre l'exclusion	43,7	54,0	58,0
Violence comme moyen d'imposition de sa volonté/idéologie	25,2	23,3	30,2

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

3.2.2. Croyances soutenant la non-violence

En général, dans les sociétés africaines, où la famille et les croyances religieuses restent au cœur de l'éducation, un ensemble de pratiques, de règles, de mécanismes sont développés pour construire et inculquer des stratégies non-violentes, notamment aux plus jeunes. Les résultats des enquêtes tendent à montrer effectivement que certaines croyances semblent soutenir l'usage de stratégies non-violentes par les jeunes dans le contexte du Burkina Faso.

Pour les besoins de l'analyse, ces croyances sont regroupées en cinq (05) catégories organisées sous forme d'affirmations. Les résultats y relatifs sont résumés dans le tableau 19 ci-dessous. De façon globale, les enquêtes montrent que la majorité des jeunes, soit plus de huit (08) jeunes sur dix (10), partage l'idée d'utiliser des stratégies non-violentes face à certaines situations tendues. Trois (03) stratégies semblent être adoptées par la quasi-totalité des jeunes : il s'agit

par ordre d'importance du règlement à l'amiable comme moyen de résoudre des mésententes (97,1%) de la non-violence comme la meilleure façon de résoudre les problèmes (93,3%). Pour la troisième stratégie, les jeunes essaieraient de partager l'usage des stratégies non-violentes à leur entourage : 95,5% essaient de calmer leurs amis qui se disputeraient. En menant la même analyse selon le type de région, les données (Cf. Tableau 19) montrent que les jeunes issus des régions relativement moins touchées semblent développer plus de comportements favorisant la résilience à l'extrémisme violent par rapport aux jeunes des régions touchées. À titre d'exemple, la proportion des jeunes qui pensent que « *La violence n'est pas la meilleure façon de résoudre les problèmes* » est d'environ 91% dans les régions touchées contre 97% pour les régions moins touchées. Les arguments avancés dans le point 3.2.1 sont valables dans cette situation.

Tableau 19 : Croyances soutenant l'utilisation des stratégies non-violentes selon le type de région

Types de croyances	Régions touchées		Régions moins touchées		Ensemble	
	Pas d'accord	D'accord	Pas d'accord	D'accord	Pas d'accord	D'accord
Règlement à l'amiable comme moyen de résolution des mésententes	5,1	94,9	0,7	99,3	2,9	97,1
Quand mes amis se disputent, j'essaie de les calmer	7,6	92,4	1,5	98,5	4,5	95,5
La violence n'est pas la meilleure façon de résoudre les problèmes	8,9	91,1	3,4	96,6	6,1	93,9
Même si d'autres personnes me trouvaient bizarre, j'essaierais d'arrêter une bagarre	15,0	85,0	5,4	94,6	10,2	89,8
Ignorer pour exprimer sa colère	14,0	86,0	13,3	86,7	13,7	86,3

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Genre et croyances soutenant des stratégies non-violentes. Le tableau 20 qui décrit les croyances soutenant l'utilisation des stratégies non-violentes selon le sexe montre qu'en général, la majorité des jeunes privilégierait l'usage de stratégies non-violentes quel que soit le sexe. Cependant, les jeunes de sexe féminin semblent développer davantage ces stratégies comparativement aux jeunes hommes. En effet, quel que soit le type de croyances soutenant l'usage de stratégies non-violentes, la proportion des jeunes de sexe féminin est plus élevée (Tableau 20). Au Burkina Faso, on a coutume de dire en langue mooré « *Paag la yiiri* », synonyme de « *la femme est responsable du bien-être de la famille* » en français. Elle incarne par coutume la douceur, la conseillère, l'éducatrice dans le ménage. Par principe, elle doit privilégier, prôner et cultiver la paix. Cette éducation de la jeune fille semble contribuer au résultat trouvé. Comme le témoigne un chef coutumier de la région de l'Est, « *la femme est mère de vie* ». En revanche, le jeune homme joue le rôle de protecteur dans le ménage et n'hésite pas souvent à user de violence pour montrer sa domination ou pour se faire respecter. Ce résultat implique que la femme est une actrice clé dans la construction de la cohésion sociale dans nos sociétés. Les programmes de prévention de l'extrémisme violent devraient donc mettre la femme au centre de leurs interventions. Des propos d'une femme recueillis dans un rapport national du PNUD sur la montée de l'insécurité frontalière confirment cela : « *La femme est très importante chez nous. On voit que c'est la femme qui peut arranger les choses comme elle peut les détruire. Les femmes peuvent sensibiliser les hommes pour qu'ils évitent la violence* ».

Tableau 20 : Croyances soutenant l'utilisation de stratégies non-violentes selon le sexe de l'enquêté.e

Types de croyances	Homme		Femme	
	Pas d'accord	D'accord	Pas d'accord	D'accord
Règlement à l'amiable comme moyen de résolution des mésententes	3,3	96,7	2,4	97,6
Quand mes amis se disputent, j'essaie de les calmer	4,5	95,5	4,4	95,6
La violence n'est pas la meilleure façon de résoudre les problèmes	6,2	93,8	6,0	94,0
Même si d'autres personnes me trouvaient bizarre, j'essaierais d'arrêter une bagarre	11,2	88,8	8,9	91,1
Ignorer pour exprimer sa colère	14,9	85,1	12,1	87,9

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Catégorie d'âge et croyances soutenant des stratégies non-violentes. De la lecture du tableau 21, il ressort qu'au Burkina Faso, les plus jeunes et les moins jeunes ont les mêmes positions par rapport aux comportements de non-violence. En considérant les différentes catégories de croyances soutenant la non-violence, les proportions des plus jeunes et celles des moins jeunes qui sont d'accord sont quasiment égales (Cf. Tableau 21).

Tableau 21 : Croyances soutenant l'usage de stratégies non-violentes selon la catégorie d'âge de l'enquêté.e (%)

Types de croyances	Plus jeunes		Jeunes	
	D'accord	Pas d'accord	D'accord	Pas d'accord
Règlement à l'amiable comme moyen de résolution des mésententes	97,5	2,6	96,6	3,4
Quand mes amis se disputent, j'essaie de les calmer	96,1	3,9	94,8	5,2
La violence n'est pas la meilleure façon de résoudre les problèmes	93,7	6,3	94,1	5,9
Même si d'autres personnes me trouvaient bizarre, j'essaierais d'arrêter une bagarre	90,2	9,8	89,3	10,8
Ignorer pour exprimer sa colère	87,6	12,4	84,8	15,2

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Niveau d'instruction et croyances soutenant des stratégies non-violentes. Les résultats du tableau 22 ci-après indiquent que le niveau d'instruction semble influencer positivement l'usage des stratégies non-violentes par les jeunes au Burkina Faso. Mais comme le souligne l'UNESCO (2017), le rôle de l'éducation ne consiste pas à bloquer les extrémistes violents ou à identifier les individus qui pourraient devenir des extrémistes violents, mais à créer les conditions qui permettront à l'apprenant de renforcer ses défenses contre l'extrémisme violent, et de réaffirmer son engagement en faveur de la paix et de la non-violence.

Tableau 22 : Croyances soutenant l'utilisation de stratégies non-violentes selon le niveau d'instruction

Types de croyances	Jeunes d'accords avec ces croyances			
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur
Règlement à l'amiable comme moyen de résolution des mésententes	96,9	96,4	97,2	100,0
Quand mes amis se disputent, j'essaie de les calmer	94,4	94,7	96,4	98,1
La violence n'est pas la meilleure façon de résoudre les problèmes	93,4	93,7	94,2	95,2
Même si d'autres personnes me trouvaient bizarre, j'essaierais d'arrêter une bagarre	89,3	87,7	91,5	87,5
Ignorer pour exprimer sa colère	87,0	87,4	84,9	88,5

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Situation matrimoniale et croyances soutenant des stratégies non-violentes. À la lecture des données du tableau 23 ci-dessous, la situation matrimoniale ne semble pas exercer une influence particulière sur le développement des croyances soutenant l'usage des stratégies non-violentes. Quel que soit le type de croyances, les proportions sont quasiment les mêmes pour les différents statuts matrimoniaux.

Tableau 23 : Croyances soutenant l'utilisation de stratégies non-violentes selon la situation matrimoniale

Types de croyances	Jeunes d'accords avec ces croyances			
	Célibataire	Monogame	Polygame	Autre
Règlement à l'amiable comme moyen de résolution des mésententes	97,4	96,8	96,7	96,7
Quand mes amis se disputent, j'essaie de les calmer	96,6	94,3	95,4	94,4
La violence n'est pas la meilleure façon de résoudre les problèmes	93,7	94,1	93,5	94,4
Même si d'autres personnes me trouvaient bizarre, j'essaierais d'arrêter une bagarre	88,9	89,0	96,1	92,2
Ignorer pour exprimer sa colère	85,9	88,1	90,9	70,0

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Niveau de vie et croyances soutenant des stratégies non-violentes. Les investigations de la recherche montrent dans cette analyse que les croyances soutenant l'usage des stratégies non-violentes ne semblent pas être fortement influencées ou dictées par le niveau de vie des ménages dans lesquels vivent les jeunes enquêtés. Selon les données du tableau 24 ci-dessous, les jeunes qui vivent dans des ménages de niveau relativement plus élevé semblent développer légèrement plus de comportements ou d'idées/pensées qui soutiennent l'usage de stratégies non-violentes.

Tableau 24 : Croyances soutenant l'utilisation de stratégies non-violentes selon le niveau de vie

Types de croyances	Jeunes d'accords avec ces croyances		
	Faible	Moyen	Élevé
Règlement à l'amiable comme moyen de résolution des mésententes	95,7	97,5	98,4
La violence n'est pas la meilleure façon de résoudre les problèmes	94,2	93,5	94,1
Quand mes amis se disputent, j'essaie de les calmer	93,2	96,7	97,3
Même si d'autres personnes me trouvaient bizarre, j'essaierais d'arrêter une bagarre	91,1	89,2	89,1
Ignorer pour exprimer sa colère	86,9	85,5	86,6

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

3.2.3. Perceptions de la violence en général

Ce point examine les types de violence perpétrés en général selon les perceptions des jeunes. Six (06) types de violence sont identifiés par les jeunes comme étant les plus perpétrés dans leurs localités respectives (Cf. Tableau 25). Parmi les violences répertoriées, les pillages et les vols seraient les plus fréquents selon les jeunes. Les cinq (05) autres types de violences sont par ordre d'importance, les assassinats et les conflits violents entre agriculteurs et éleveurs, les enlèvements/séquestrations, les mariages forcés et les conflits violents intercommunautaires/interethniques identifiés.

Dans les régions les moins touchées par le terrorisme, deux (02) principaux types de violence dominant selon les jeunes, il s'agit des pillages/vols cités par 57,4% des enquêtés et les conflits violents entre agriculteurs et éleveurs (22,2%). À la différence des régions les moins touchées, les régions touchées sont caractérisées par les assassinats, considérés comme les plus perpétrés selon la moitié (44%) des jeunes enquêtés.

Logiquement, la fréquence élevée des assassinats, des enlèvements/séquestrations, des viols est fondamentalement liée aux actions des terroristes dans les zones touchées.

Tableau 25 : Perceptions des jeunes sur la manifestation de l'extrémisme violent selon le type de région

Manifestations de l'extrémisme violent les plus fréquentes	Régions touchées	Régions moins touchées	Ensemble
Pillages/vols	42,5	57,4	50,0
Assassinats	44,0	9,0	26,4
Conflits violents entre agriculteurs et éleveurs	24,3	22,2	23,2
Enlèvements/séquestrations	21,0	2,2	11,6
Mariage forcé	15,1	7,3	11,2
Conflits violents intercommunautaires/interethniques	9,2	9,4	9,3
Viols	8,7	5,9	7,3
Dégradations/destructions des biens publics	6,1	2,9	4,5
Conflits violents interreligieux	4,3	4,0	4,1
Enrôlement forcé dans les mouvements extrémistes	5,9	0,2	3,0
Dégradations/destructions des biens privés	2,7	3,3	3,0

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

En considérant le type de milieu, il ressort des analyses que les manifestations des violences extrémistes semblent être moins présentes dans le milieu rural comparativement au milieu urbain. En dehors des régions touchées où certaines localités rurales se caractérisent par des fréquences relativement élevées d'assassinats, d'enlèvements, de séquestrations et de viols, en général, quel que soit le type de violence, les données du tableau 26 ci-après indiquent qu'elles se manifestent beaucoup plus en milieu urbain.

Tableau 26 : Perceptions des jeunes sur la manifestation de l'extrémisme violent selon le type de milieu

Manifestations de l'extrémisme violent les plus fréquentes	Milieu rural	Milieu urbain
Pillages/vols	46,6	54,6
Assassinats	21,6	32,8
Conflits violents entre agriculteurs et éleveurs	22,9	23,7
Enlèvements/séquestrations	8,7	15,4
Mariage forcé	10,3	12,4
Conflits violents intercommunautaires/interethniques	8,1	11,0
Viols	5,9	9,1
Dégradations/destructions des biens publics	2,1	7,7
Dégradations/destructions des biens privés	1,3	5,3
Enrôlement forcé dans les mouvements extrémistes	1,9	4,6
Conflits violents interreligieux	3,8	4,6

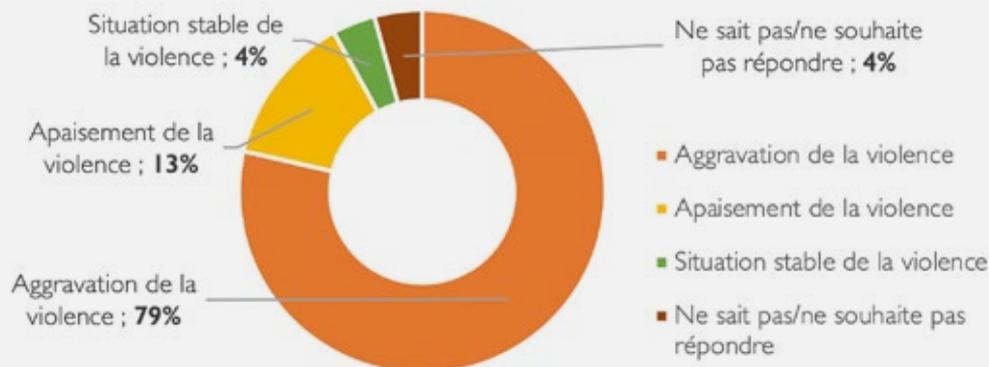
Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

3.2.4. Perceptions de l'extrémisme violent

Ce point examine les perceptions des jeunes burkinabè sur l'extrémisme violent. De façon détaillée, il s'agit de comprendre si les jeunes sont conscients des enjeux causés par le phénomène de l'extrémisme violent et quelle est leur analyse de la situation. Cela peut contribuer à orienter les programmes de prévention et de lutte contre l'expansion du phénomène. Dans cette perspective, l'analyse est faite à trois niveaux : perceptions des jeunes sur l'évolution de la violence, les types de violence qu'ils redoutent le plus et les principaux acteurs des violences perpétrés dans leur localité.

Perceptions des jeunes sur l'évolution de la violence en général. Dans l'ensemble, la majorité (78,5%) des jeunes enquêtés perçoit une montée de la violence au Burkina Faso. Environ un (01) jeune sur dix (10) pense que la violence a diminué, et environ 4% trouvent la situation stable (Graphique 4). Cela montre que les jeunes sont conscients de la détérioration de la paix sociale. En effet, avec les attaques terroristes, les fréquences de violence sont de plus en plus élevées à travers tout le pays. La montée du terrorisme a accentué la situation, avec de nombreuses atrocités jamais enregistrées auparavant.

Graphique 4 : Perceptions des jeunes sur l'évolution de la violence en général au Burkina Faso



Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Parmi les facteurs qui ont contribué à la montée de la violence, l'analyse des entretiens réalisés à travers les focus groups et les ateliers régionaux révèle que les plus cités sont la mauvaise gouvernance, la perte de l'autorité de l'État entraînant un incivisme grandissant, l'exclusion sociale et économique des jeunes, la démission des parents dans l'éducation des enfants et l'inaction de l'État face à la situation, l'influence négative du modernisme, la non-prise en compte des valeurs culturelles endogènes dans l'éducation des enfants, etc.

Pour certaines régions spécifiquement, à cela s'ajoute un fort sentiment d'abandon en termes de dotation en infrastructures socioéconomiques de base. Ces préoccupations qui ont été recueillies dans cette recherche sonnent comme des cris d'alerte et les autorités devraient re-

doubler d'efforts pour des programmes plus inclusifs axés surtout sur les besoins spécifiques des populations concernées. Sur ce point, malgré les efforts déployés par l'État burkinabè, certaines populations estiment qu'il n'a pas bien identifié, ni apporté de solutions durables à leurs besoins et préoccupations quotidiennes.

L'analyse par région indique que dans toutes les régions enquêtées, plus de la moitié (50%) des jeunes perçoivent que la violence s'est accrue dans le pays (Tableau 27). Ce sentiment est beaucoup plus important dans les régions touchées (80,1% des jeunes) par le terrorisme comparativement aux régions moins touchées (75,3%). Cette différence peut s'expliquer en partie par la montée du terrorisme dans les régions touchées.

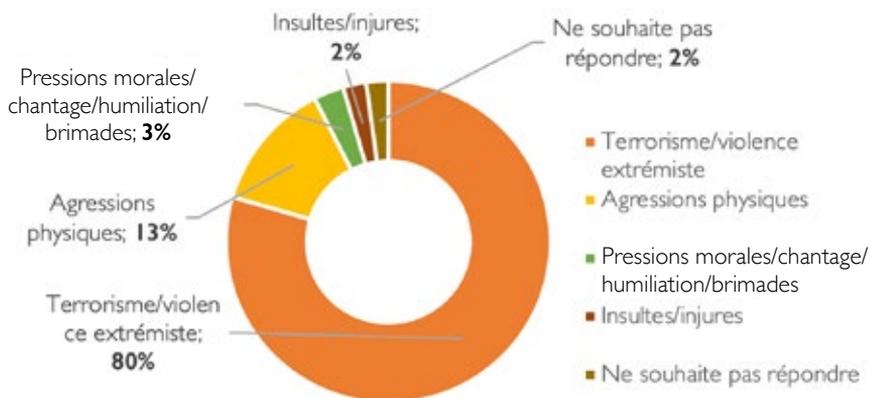
Tableau 27 : Perceptions des jeunes sur l'évolution de la violence en général selon la région (%)

Évolution de la violence	Sahel	Nord	Est	Plateau Central	Sud-Ouest	Hauts-Bassins
Aggravation de la violence	94,1	74,1	72,0	87,8	56,5	81,6
Apaisement de la violence	2,6	13,7	17,6	5,6	32,9	13,4
Situation stable de la violence	0,0	7,6	3,6	3,3	5,0	2,3
Ne sait pas/ne souhaite pas répondre	3,4	4,7	6,8	3,3	5,6	2,7
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Types de violence les plus redoutés par les jeunes. La violence la plus redoutée par les jeunes au Burkina Faso est le terrorisme et la violence extrémiste en général. En effet, 79,5% des jeunes ont déclaré craindre le plus cette violence. La seconde violence la plus redoutée est l'agression physique, selon 13% des jeunes (Graphique 5).

Graphique 5 : Types de violence les plus redoutés par les jeunes



Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020



65,8% des enquêtés pensent que le citoyen lui-même est l'acteur majeur de l'extrémisme violent au Burkina Faso

Principaux acteurs de l'extrémisme violent.

Selon les témoignages des jeunes enquêtés, en général, cinq (05) groupes de personnes sont principalement responsables de l'extrémisme violent au Burkina Faso (Cf. Tableau 28). Pour la majorité (65,8%) de ces jeunes, le citoyen lui-même reste l'acteur majeur. Le second acteur est constitué des groupes terroristes ou extrémistes, selon 47,2% des jeunes. Environ deux (02) jeunes sur 10 citent le Gouvernement, les partis politiques et les groupes constitués dans le cadre d'initiatives locales de sécurité (Dozo/Koglweogo). Même s'ils sont faiblement cités, les forces de défense et de sécurité, les associations de la société civile et les syndicats sont aussi considérés comme responsables de certains actes de violence extrémiste perpétrés dans le pays.

En considérant les régions touchées par l'extrémisme violent, environ trois quarts (71,9%) des jeunes indexent les groupes constitués dans le cadre d'initiatives locales de sécurité (Dozo/Koglweogo) avant de citer la population elle-même (47%), le Gouvernement (29,9%), les partis politiques (27,8%)

et les forces de défense et de sécurité (24%). La question mérite une attention particulière de la part des autorités, d'autant plus que les facteurs favorisant le phénomène et cités lors des ateliers régionaux fait état de cette situation.

Lors de l'atelier de la région du Sahel qui a réuni les principaux acteurs qui œuvrent pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, il a été cité des actions posées par certain.e.s représentant.e.s de l'État qui nuisent à sa réputation. Il s'agit, entre autres, des *préjugés sur les populations (préjugés sur les pratiques culturelles de la population) conduisant souvent à des stigmatisations, des abus de pouvoir administratif, la non-association des communautés à certaines décisions prises depuis la capitale (recrutements au profit des régions), etc.* Pour corriger le tir sur cette situation, il convient de renforcer les capacités des acteurs étatiques pour une meilleure collaboration avec les populations locales, leur inculquer davantage le vrai rôle du fonctionnaire et veiller à appliquer les sanctions qu'il faut en cas d'exaction.

Tableau 28 : Principaux responsables de l'extrémisme violent selon les jeunes par type de région

Principaux responsables de l'extrémisme violent	Région touchées	Régions moins touchées	Ensemble
Citoyens ou la population elle-même	47,0	86,2	65,8
Groupes terroristes ou extrémistes	4,5	5,2	47,2
Gouvernement	29,9	18,6	24,5
Partis politiques	27,8	11,9	20,2
Groupes constitués dans le cadre d'initiatives locales de sécurité (Dozo, Koglweogo)	71,9	20,4	16,1
Forces de défense et de sécurité	24,0	7,7	7,5
Associations de la société civile	6,1	4,2	5,2
Syndicats	4,5	3,3	3,9

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Quel que soit le type de milieu considéré, les acteurs considérés principalement comme responsables des actes extrémistes demeurent les cinq (05) catégories citées ci-dessus. Néanmoins, en milieu urbain, les forces de défense et de sécurité sont désignées par au moins un (01) jeune sur 10 comme principales responsables de violence extrémistes (Tableau 29). Cette situation peut s'expliquer par l'usage de la violence de ces forces lors des contrôles ou des manifestations, qui ont lieu généralement dans les villes.

Tableau 29 : Principaux responsables de l'extrémisme violent selon les jeunes par type de milieu

Principaux responsables de l'extrémisme violent	Milieu rural	Milieu urbain
Citoyens ou la population elle-même	64,5	67,4
Groupes terroristes ou extrémistes	40,2	55,7
Gouvernement	17,0	33,7
Partis politiques	17,6	23,3
Groupes constitués dans le cadre d'initiatives locales de sécurité (Dozo, Koghlweogo)	13,7	19,2
Forces de défense et de sécurité	5,5	10,1
Associations de la société civile	3,0	7,8
Syndicats	2,3	6,0

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Les enquêtes effectuées dans le cadre de cette recherche ont permis d'identifier les catégories de jeunes responsables de violence en s'appuyant sur la perception des enquêtés. Selon les données du tableau 30 ci-après, les jeunes sans emploi/chômeurs sont principalement indexés comme étant les principaux responsables des violences extrémistes par plus de la moitié (55,5%) des enquêtés.

À peu près un (01) jeune sur dix (10) identifie aussi les jeunes travailleurs du secteur informel, les élèves et étudiant.e.s. Les jeunes fanatiques (de religions, partis politiques, ethnies) sont également cités, mais par une faible proportion. Ces résultats corroborent ceux des travaux antérieurs. En général, dans la littérature, la plupart des travaux (PNUD, 2017 ; Banque mondiale, 2013 ; Boudarbat et Ajbilou, 2008 ; Sommers, 2007) soutient l'hypothèse selon laquelle les principaux auteurs des actes de violence extrémiste seraient principalement des jeunes économiquement exclus.

Tableau 30 : Principaux responsables de l'extrémisme violent selon le type de région et la principale occupation

Auteurs de violence	Régions touchées	Régions moins touchées	Ensemble
Sans emploi/chômeurs	46,5	64,4	55,5
Travailleurs du secteur informel	9,4	11,5	10,5
Élèves et étudiant.e.s	8,4	9,8	9,1
Fanatiques de leurs religions respectives (protestant, catholique, musulman, animisme, etc.)	10,9	5,9	8,4

Auteurs de violence	Régions touchées	Régions moins touchées	Ensemble
Extrémistes des partis politiques	9,0	4,5	6,8
Fanatiques de leurs ethnies	4,4	7,5	6,0
Groupes d'auto-défense de la localité	4,0	3,9	4,0
Volontaires recrutés par l'État	4,3	0,5	2,4
Travailleurs du secteur formel privé	2,2	1,8	2,0
Travailleurs du secteur public	1,7	1,8	1,8

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Quel que soit le type de milieu, les jeunes sans emploi sont indexés comme étant les principaux responsables des violences extrémistes perpétrées dans le pays. Ce constat est encore plus marquant en milieu urbain qu'en milieu rural. 63,4% des jeunes en milieu urbain ont cette impression, contre 49,6% de ceux du milieu rural (Tableau 31).

Tableau 31 : Principaux responsables de l'extrémisme violent selon le type de milieu et la principale occupation

Auteurs de violence	Milieu rural	Milieu urbain
Sans emploi/chômeurs	49,6	63,4
Élèves et étudiants	3,3	17,0
Travailleurs du secteur informel	8,8	12,7
Fanatiques de leurs religions respectives (<i>protestant, catholique, musulman, animisme, etc.</i>)	6,7	10,7
Extrémistes des partis politiques	6,2	7,6
Fanatiques de leurs ethnies	5,0	7,3
Groupes d'auto-défense de la localité	2,2	6,3
Volontaires recrutés par l'État	1,5	3,6
Travailleurs du secteur formel privé	1,5	2,7
Travailleurs du secteur public	1,1	2,7

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Ce chapitre a analysé l'histoire, les racines et les tendances actuelles de l'extrémisme violent au Burkina Faso. Il ressort globalement que le Burkina Faso n'est plus une référence en matière de paix et de stabilité dans la sous-région comme dans le passé.

La recherche a montré par ailleurs que certaines croyances soutiennent la violence des jeunes dans le contexte burkinabè. Il s'agit par ordre d'importance : du besoin d'exprimer sa colère face à certaines situations, du fait de percevoir certains comportements violents comme synonymes de courage, de dignité ou d'intégrité, celui d'utiliser la violence comme un moyen de se faire justice, et le besoin d'user de la violence comme moyen de lutte contre l'exclusion ou d'user de la violence pour imposer sa volonté ou son idéologie. Évidemment, ces croyances sont de nature à alimenter la montée des violences dans la société burkinabè. Elles nourrissent notamment le manque de tolérance et contribuent à expliquer l'effritement assez visible de la cohésion sociale constatée ces dernières années. Selon les résultats de la recherche, ces croyances semblent se renforcer avec la montée de l'insécurité car elles ont tendance à être plus fortes dans les zones les plus touchées.

D'un autre côté, la recherche a montré que certains jeunes usent souvent de stratégies non-violentes. Ces croyances qui favorisent la résilience des jeunes à l'extrémisme violent sont plus développées chez les jeunes issus des régions moins touchées par rapport aux jeunes des régions touchées. Ces comportements sont surtout le fait : d'utiliser des stratégies non-violentes face à certaines situations tendues, de faire référence au règlement à l'amiable comme moyen de résoudre les mésententes et les problèmes, etc.

Dans les régions faiblement touchées par l'extrémisme violent, les actes de violence les plus fréquents sont les pillages/vols et les conflits violents entre agriculteurs et éleveurs. Dans les régions fortement touchées par le phénomène, les violences les plus récurrentes citées par les jeunes sont les assassinats, les pillages/vols, les conflits violents entre agriculteurs et éleveurs, les enlèvements/séquestrations, les mariages forcés et les viols ; violences que les jeunes burkinabè redoutent le plus.

Chapitre 04

Phénomène de radicalisation et d'extrémisme violent chez les jeunes

La radicalisation en tant que concept fait l'objet d'importantes controverses. Comme pour l'extrémisme violent, il revêt de nombreuses facettes en termes de définitions. Cependant, la radicalisation s'entend communément comme un processus social et psychologique d'engagement de plus en plus profond par lequel des individus viennent à adopter des idéologies politiques et religieuses extrémistes. Il faut noter toutefois que les personnes radicalisées n'auront pas nécessairement recours à la violence. Cela pourrait évidemment évoluer vers l'extrémisme violent si elles décident que la peur, le terrorisme et la violence sont justifiés pour obtenir des changements idéologiques, politiques ou socioéconomiques.

Afin d'avoir une idée globale sur cette problématique, ce chapitre ouvre une fenêtre d'analyse sur la radicalisation à travers cinq sections. La première section caractérise la radicalisation. La deuxième traite de l'extrémisme violent. Les troisième et quatrième sections présentent respectivement les types de personnes de référence en cas de problème, et en cas d'insécurité. Enfin, la cinquième section analyse la perception de l'efficacité des réponses actuelles contre la radicalisation et l'extrémisme violent.



4. I. Caractérisation de la radicalisation chez les jeunes

Cette section présente les caractéristiques générales des jeunes enquêtés en lien avec la radicalisation. Les caractéristiques retenues pour l'analyse portent respectivement sur le sexe, la catégorie d'âge, le niveau d'instruction, le statut d'occupation professionnelle et le niveau de vie du ménage.

Radicalisation des jeunes



Environ
273 917
jeunes
semblent
disposés à
rejoindre les
GAT pour
une raison ou
une autre et
13 362 jeunes
disposés à
rejoindre
les GAT
de manière
totalement
délibérée

L'analyse du graphique 6 ci-dessous fait ressortir deux groupes de jeunes en ce qui concerne la radicalisation. Il y a, d'une part, ceux/celles qui renoncent catégoriquement à rejoindre les groupes extrémistes quelles que soient la situation ou les raisons et, d'autre part, ceux/celles qui sont prédisposés.e.s à intégrer ces groupes. Ce dernier groupe est généralement composé de :

- jeunes frustrés pour un certain nombre de raisons dont le manque d'emploi surtout et la perception d'une absence d'avenir ;
- jeunes prêts à rejoindre les Groupes Armés Terroristes (GAT) sans aucune raison et ceux/celles qui émettent des doutes.

De façon globale, la majorité des jeunes (95,9%) enquêtés ne trouve aucun intérêt à rejoindre les GAT. Ce qui laisse percevoir une jeunesse burkinabè très largement résiliente sur laquelle le Gouvernement burkina-

bè peut compter pour la construction d'une nation stable, de paix et de cohésion sociale.

Malheureusement, il se trouve qu'au moins un (01) jeune sur 100 affirme être disposé à rejoindre les groupes terroristes, tandis que trois (03) jeunes sur 100 douterait à prendre une telle décision. En termes d'« analyse statistique normale », ces données seraient traitées de marginales au regard de la loi des grands nombres. Seulement, lorsqu'il s'agit de nuisance, un petit effectif peut devenir un danger dont les conséquences sont incommensurables.

Analysant ces chiffres de ce point de vue, ces résultats dépeignent une situation critique à prendre au sérieux. En effet, en rapportant ces pourcentages au nombre total des jeunes au Burkina Faso (RGPH, 2019), on pourrait craindre qu'environ 273 917 jeunes soient disposés à rejoindre les GAT pour une raison ou une autre et 13 362 jeunes disposés à rejoindre les GAT de manière totalement délibérée.

Graphique 6 : Radicalisation des jeunes



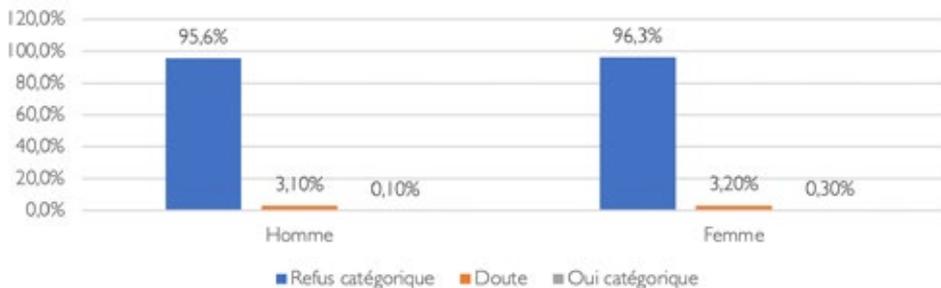
Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Le fait qu'il y ait des personnes prêtes à rejoindre ces groupes pour diverses raisons est inquiétant au regard de l'ampleur actuelle des violences perpétrées par ces groupes sur le territoire burkinabè et des conséquences en termes de cohésion sociale et de développement. Il faut noter que les raisons énoncées par ces jeunes par rapport à leur décision/position sont par ordre d'importance le manque de revenu (52,9%), le chômage (35,3%), l'injustice (11,8%), l'influence politique (11,8%) et les frustrations/mécontentements (11,8%).

En termes de prévention de l'extrémisme violent et pour la cohésion sociale, il est important que cette catégorie de jeunes soit identifiée, sensibilisée et accompagnée pour un meilleur être de tous et pour la reconstruction de la cohésion sociale au Burkina Faso. Les motifs ressortis par les analyses ici faites sont, dans ce sens, des points d'attaque pour des actions ciblées et efficaces.

Genre et radicalisation. Les résultats des enquêtes montrent que, quel que soit le sexe, la majorité des jeunes refuse catégoriquement de rejoindre les groupes extrémistes. Cependant, les jeunes garçons (4,5%) semblent relativement plus sensibles à la radicalisation comparativement aux jeunes filles (3,8%) (Graphique 7). Les raisons évoquées par les jeunes filles pour justifier leurs décisions sont principalement le chômage et le manque de revenu. Les filles sont donc susceptibles de se radicaliser surtout pour des raisons économiques. Chez les garçons, les raisons d'injustice et d'idéologie apparaissent très clairement.

Graphique 7 : Radicalisation des jeunes selon le sexe



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Par ailleurs, quelle que soit la catégorie d'âge, la majorité des jeunes refuse catégoriquement de rejoindre les GAT. Toutefois, selon les données du graphique 3 ci-dessous, les jeunes tendent à se radicaliser avec l'âge. En effet, à partir de la catégorie d'âge compris entre 20 et 25 ans, la proportion des jeunes prêts à rejoindre les GAT augmente et atteint 4,1%. Pour les 25 à 30 ans, cette proportion est de 5,8% et 5,5% pour ceux de 30 à 35 ans, alors qu'elle ne représente que 2,5% pour les jeunes de 15 à 20 ans (Graphique 8). Cette situation s'explique probablement par la perte progressive de l'espoir d'accéder à un emploi, à des revenus et à des conditions de vie meilleure avec l'âge. Avec le temps qui passe, la confiance en l'avenir et au système s'efface peu à peu.

Graphique 8 : Radicalisation des jeunes selon la catégorie d'âge



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Plus de 95% des jeunes ayant un niveau d'instruction relativement plus élevé refusent catégoriquement de rejoindre les GAT

Niveau d'instruction et radicalisation des jeunes. L'éducation est l'une des armes utilisées dans les programmes des institutions internationales pour lutter contre la radicalisation (UNESCO, 2017). En théorie, l'éducation éveille la conscience et donne une plus grande capacité d'analyse à l'individu à travers une attitude réflexive. L'analyse des données du graphique 9 ci-dessous tend à confirmer cette théorie. En effet, plus de 95% des jeunes ayant un niveau d'instruction relativement plus élevé refusent catégoriquement de rejoindre les GAT contre 93% pour ceux/celles n'ayant aucun niveau d'instruction. Selon les résultats trouvés, la proportion des jeunes susceptibles de basculer dans la radicalisation est plus élevée chez les jeunes n'ayant aucun niveau d'instruction par rapport aux jeunes scolarisés. En termes de leçon, il faut dire qu'en matière de résilience et de prévention de l'extrémisme violent, le Ministère en charge de l'Éducation a un rôle clé à jouer. Dans ce sens, le projet récemment mis en place pour la lutte contre l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E²) trouve toute sa pertinence.

Graphique 9 : Avis de radicalisation selon le niveau d'instruction

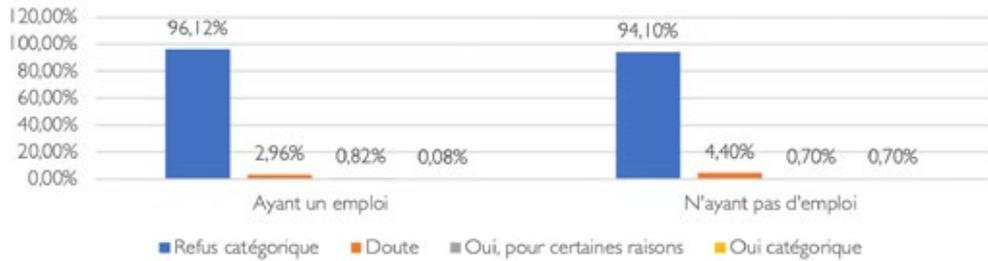


Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Emploi et radicalisation des jeunes. En analysant les données du graphique 5 ci-dessous, il ressort qu'au sein des jeunes sans emploi, la proportion de ceux/celles disposé.e.s à rejoindre les GAT est relativement plus importante que celle des jeunes qui ont au moins une occupation. Ces proportions sont respectivement de 5,8% et de 3,9%, soit une différence

d'environ 2 points de pourcentage. Ces résultats semblent montrer que le manque d'emploi est un facteur de radicalisation des jeunes au Burkina Faso (Graphique 10). Dans le même sens, les travaux de la Banque mondiale (2013) effectués en 2013 montrent que 40% des jeunes recrutés par les groupes de violence avancent le manque d'emploi comme la raison principale de leur manifestation.

Graphique 10 : Avis de radicalisation selon l'occupation



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Niveau de vie et radicalisation des jeunes. En s'appuyant sur les données du tableau 32, il semble que le faible niveau de vie peut favoriser le basculement des jeunes dans l'extrémisme violent. Les données du tableau montrent en effet que 4,6% des jeunes vivant dans des ménages de faible niveau de vie sont plus favorables, d'une manière ou d'une autre, à rejoindre les GAT. Cette proportion est de 3,5% pour les jeunes vivant dans des ménages de niveau de vie moyen et 4,1% pour ceux qui vivent dans des ménages de niveau de vie élevé.

Tableau 32 : Niveau de vie et radicalisation des jeunes à l'extrémisme violent (%)

Niveau de vie du ménage	Radicalisation		Total
	Refus catégorique de rejoindre GAT	Susceptible de rejoindre GAT	
Faible	95,4	4,6	100
Moyen	96,5	3,5	100
Élevé	95,7	4,3	100
Ensemble	95,9	4,1	100

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

En somme, il ressort de cette analyse que les jeunes qui ont une forte tendance de radicalisation sont généralement les jeunes garçons de plus de 25 ans, qui sont sans emploi et sans aucun niveau d'instruction. Ces résultats impliquent que les politiques qui tendent à favoriser l'éducation et la création d'emploi au profit des jeunes sont de nature à accroître leur résilience, à contenir et à réduire leur prédisposition à la radicalisation et à l'extrémisme violent au Burkina Faso.

Région et radicalisation des jeunes

Lorsqu'on examine les facteurs qui pousseraient les jeunes à rejoindre les GAT, il ressort que, de façon globale, quel que soit le type de région ou de milieu, les raisons qui poussent les jeunes à rejoindre les groupes armés terroristes sont principalement par ordre d'importance le manque de revenu pour plus de la moitié (52,9%) des jeunes interrogés et le manque d'emploi/chômage (35,3%) (Tableau 33). Par ailleurs, au moins un (01) jeune sur dix (10) cite également des raisons liées à l'injustice, l'influence politique et la frustration ou le mécontentement.

L'importance de ces raisons diffère cependant en fonction du niveau de la sécurité de la région de provenance du jeune ou du type de milieu. Pour les jeunes des régions touchées, ce sont exclusi-

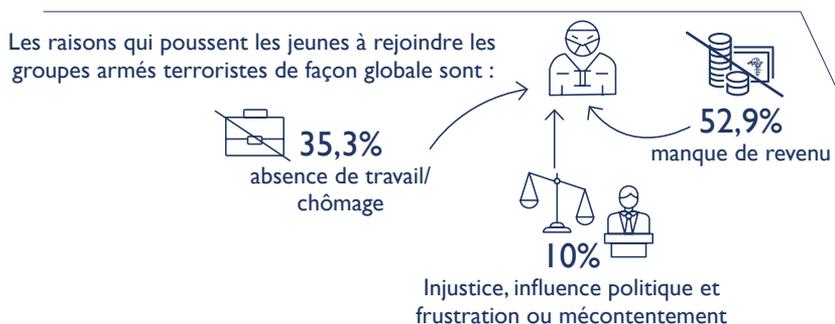
vement quatre (04) raisons, à savoir le manque de revenu (déclaré par 45,5%) et d'emploi (45,5%), la frustration ou le mécontentement (18,2%) et l'injustice (9,1%). Les raisons sont plus diversifiées en ce qui concerne les régions moins touchées, mais la raison la plus citée est le manque de revenu (66,7%) suivi de l'influence politique (33,3%). Le manque d'emploi est évoqué par un peu plus d'une (01) personne sur dix (10).

Dans le milieu rural tout comme dans le milieu urbain, le manque de revenu et d'emploi demeurent les principales raisons. Néanmoins dans le milieu urbain, le poids du manque de revenu est encore plus important. Plus de la moitié des jeunes avance cette raison.

Tableau 33 : Raisons du ralliement des jeunes aux GAT selon le type de région et du milieu de résidence (%)

	Manque de revenu	Manque d'emploi	Injustice	Influence politique	Frustration/ mécontentement	Exposition à la violence	Influence religieuse
Région touchée	45,5	45,5	9,1	0	18,2	0	0
Région non touchée	66,7	16,7	16,7	33,3	0	16,7	16,7
Milieu rural	33,3	33,3	0	16,7	16,7	16,7	16,7
Milieu urbain	63,6	36,4	18,2	9,1	9,1	0	0
Ensemble	52,9	35,3	11,8	11,8	11,8	5,9	5,9

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

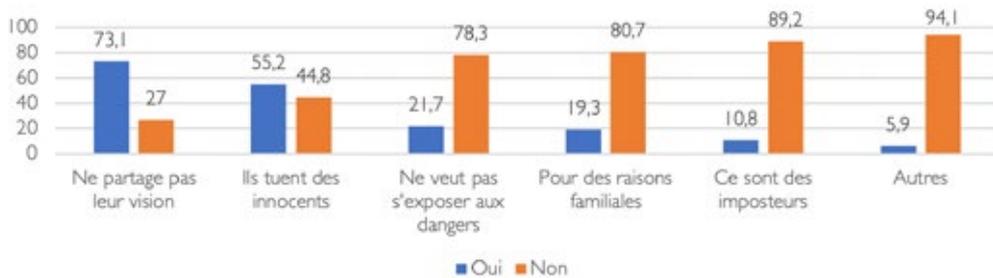


Raisons de rejet des GAT des jeunes au Burkina Faso

En analysant l'autre face de la pièce, c'est-à-dire les raisons évoquées par les jeunes pour ne pas rejoindre les GAT, il ressort deux principales raisons avancées par la majorité des jeunes enquêtés (Cf. Graphique 11). La raison la plus fréquemment invoquée (par 73,1% des enquêtés) est de nature idéologique ; dans le sens où ils sont en désaccord avec l'idéologie des GAT. Cette situation semble s'expliquer par le fait que ces jeunes ont des connaissances religieuses relativement plus approfondies. Ce résultat implique que s'assurer qu'un bon enseignement religieux est donné aux jeunes qui le désirent est un moyen de construction de la résilience des jeunes burkinabè.

La deuxième raison est d'ordre éthique/moral : plus de la moitié (55,2%) des enquêtés trouve qu'ils tuent des innocents. La peur représente aussi un facteur de non-ralliement pour 21,7% des jeunes. Enfin, certains jeunes avancent des raisons familiales (19,3%) et du fait que les GAT sont des imposteurs (10,8%) pour justifier leur position. Des résultats similaires ont été aussi trouvés par le PNUD (2017) dans le cadre d'une étude portant sur l'extrémisme violent en Afrique. Il est important de préciser que l'analyse selon le type de région ou de milieu, du sexe ou de la catégorie d'âge du jeune montre des résultats similaires. Les principales raisons citées ci-dessus reviennent régulièrement.

Graphique 11 : Raisons de rejet des GAT



Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

De l'analyse ci-dessus, on retient comme enseignement clé que les assertions tendant à lier les causes premières de l'insécurité à l'injustice sont à relativiser. Cela suggère que les orientations, quant aux priorités en matière de PREV, soient indexées sur des analyses plus approfondies.

4.2. Caractérisation de l'extrémisme violent chez les jeunes



Extrémisme violent : conceptions de la jeunesse burkinabè

L'objectif de cette section est d'analyser l'appréhension des jeunes du phénomène de l'extrémisme violent. Il s'agit donc de voir quelle définition les jeunes donnent à ces phénomènes. Pour mieux appréhender la vision globale des jeunes, l'analyse est faite en lien avec les caractéristiques du jeune, notamment son sexe, sa catégorie d'âge, son niveau d'instruction et sa situation matrimoniale.

Genre et définition de l'extrémisme. Les jeunes hommes et surtout les jeunes femmes assimilent l'extrémisme à des actes, surtout liés au terrorisme. Selon les données du tableau 34 ci-dessous, la première définition sur laquelle s'accorde la majorité (70,3%) des jeunes est que l'extrémisme violent est « *le fait de tuer une personne/communauté pour intimider ou faire peur aux autres, de sorte qu'ils fassent ce que vous voulez* ».

En termes d'ordre, donnée par 40,9% des jeunes, qui se réfère au fait de « *semmer la terreur dans une localité donnée* » donnée par 40,9% des jeunes. Deux (02) jeunes sur dix (10) définissent l'extrémisme violent comme le fait de « *piller/voler ou attaquer des villages pour s'accaparer des ressources (produites ou naturelles)* » et/ou de « *semmer la terreur pour déstabiliser un ordre social établi* ». Un (01) jeune sur dix (10) l'assimile « *au fait de détester l'ethnie ou la religion de l'autre et de chercher par tous les moyens à les faire disparaître* » et/ou « *le fait de vouloir imposer sa domination/son pouvoir sur l'autre* ». D'autres types de violence sont aussi considérés comme de l'extrémisme violent par une faible proportion (moins de 10%) des jeunes. Il s'agit du mariage

forcé et du viol, de l'attaque des écoles dans l'intention de faire disparaître le système éducatif, l'enrôlement des jeunes garçons, l'imposition de ses propres pensées par tous les moyens et les actes de déstabilisation du système de gouvernance.

De manière générale, ces données montrent que la jeunesse burkinabè actuelle lie très faiblement l'extrémisme violent tel qu'il est actuellement aux questions ethniques et religieuses. Elle y perçoit surtout des motifs de choix délibérés de nuire gratuitement à l'ordre social et de contrôle de ressources (motifs économiques).

En s'intéressant au sexe du jeune, il ressort que comparativement aux garçons, les jeunes filles perçoivent plus l'extrémisme violent comme « *le fait de tuer une personne/communauté pour intimider ou faire peur aux autres, de sorte qu'ils fassent ce que vous voulez* » ; « *piller/voler ou attaquer des villages pour s'accaparer des ressources (produites ou naturelles)* » ; « *enlever des femmes pour aller les marier de force ou les violer* ». Cela peut se comprendre lorsque la violence subie s'analyse selon le genre. Dans la plupart des cas, les filles sont plus victimes de ces types de violence comparativement aux garçons.

Tableau 34 : Définition de l'extrémisme violent selon le sexe (en %)

Définition de l'extrémisme violent	Homme	Femme	Ensemble
C'est le fait de tuer une personne/communauté pour intimider ou faire peur aux autres, de sorte qu'ils fassent ce que vous voulez	68,3	73,0	70,3
Semmer la terreur dans une localité donnée	43,9	36,7	40,9
Piller/voler ou attaquer des villages pour s'accaparer des ressources (produites ou naturelles)	24,4	26,0	25,1
Semmer la terreur pour déstabiliser un ordre social établi	22,6	18,4	20,8
Le fait de détester l'ethnie ou la religion de l'autre et de chercher par tous les moyens à les faire disparaître	17,3	13,2	15,6
Le fait de vouloir imposer sa domination/son pouvoir sur l'autre	12,2	7,3	10,2
Attaquer les écoles avec pour intention de déstabiliser ou faire disparaître le système éducatif	8,9	5,6	7,5
Enlever des femmes pour aller les marier de force ou les violer	6,4	8,8	7,4

Définition de l'extrémisme violent	Homme	Femme	Ensemble
Enrôler de force les jeunes garçons dans des mouvements extrémistes	6,8	5,5	6,2
Le fait d'utiliser tous les moyens pour amener les autres à penser comme soi	6,7	3,4	5,3
Faire en sorte de déstabiliser un système de gouvernance	6,0	3,4	4,9

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Catégorie d'âge et définition de l'extrémisme. L'analyse des considérations de l'extrémisme violent par catégorie d'âge montre que les jeunes plus âgés, compte tenu de leur maturité, ont une vision plus large du phénomène comparativement aux plus jeunes, du moins selon les définitions données. En effet, en dehors des trois premières définitions les plus considérées par les plus jeunes (« le fait de tuer une personne/communauté pour intimider ou faire peur aux autres, de sorte qu'ils fassent ce que vous voulez » ; de « semer la terreur dans une localité donnée » ; de « piller/voler ou attaquer des villages pour s'accaparer des ressources (produites ou naturelles) »), la proportion des plus âgés est toujours plus importante lorsqu'on considère les autres types de définitions de l'extrémisme violent (Cf. Tableau 35). Par exemple, 19,1% des plus âgés définissent l'extrémisme violent comme la stigmatisation d'une ethnie/religion, contre 12,7% pour les plus jeunes. Par ailleurs, 12,1% des plus âgés voient l'extrémisme violent comme l'imposition de son pouvoir/sa domination sur l'autre contre 8,6% pour les plus jeunes.

Tableau 35 : Définition de l'extrémisme violent selon la catégorie d'âge (en %)

Définition de l'extrémisme violent	Plus Jeune	Jeune
C'est le fait de tuer une personne/communauté pour intimider ou faire peur aux autres, de sorte qu'ils fassent ce que vous voulez	70,4	70,2
Semer la terreur dans une localité donnée	40,4	41,4
Piller/voler ou attaquer des villages pour s'accaparer des ressources (produites ou naturelles)	25,1	25,0
Semer la terreur pour déstabiliser un ordre social établi	19,2	22,7
Le fait de détester l'ethnie ou la religion de l'autre et de chercher par tous les moyens à les faire disparaître	12,7	19,1
Le fait de vouloir imposer sa domination/son pouvoir sur l'autre	8,6	12,1
Attaquer les écoles avec pour intention de déstabiliser ou faire disparaître le système éducatif	7,0	8,1
Enlever des femmes pour aller les marier de force ou les violer	6,2	8,9
Enrôler de force les jeunes garçons dans des mouvements extrémistes	5,2	7,4
Le fait d'utiliser tous les moyens pour amener les autres à penser comme soi	4,6	6,2
Faire en sorte de déstabiliser un système de gouvernance	3,7	6,5

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Niveau d'instruction et définition de l'extrémisme. Les résultats du tableau 36 ci-dessous montrent que les jeunes de niveau supérieur ont globalement une vision relativement plus large du phénomène de l'extrémisme violent.

Tableau 36 : Définition de l'extrémisme violent selon le niveau d'instruction (en %)

Définition de l'extrémisme violent	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur
C'est le fait de tuer une personne/communauté pour intimider ou faire peur aux autres, de sorte qu'ils fassent ce que vous voulez	72,3	78,1	66,2	62,5
Semer la terreur dans une localité donnée	39,4	40,5	41,3	47,1
Semer la terreur pour déstabiliser un ordre social établi	17,5	19,6	23,2	26,9
Le fait de vouloir imposer sa domination/son pouvoir sur l'autre	10,3	7,0	8,8	26,9
Le fait de détester l'ethnie ou la religion de l'autre et de chercher par tous les moyens à les faire disparaître	13,0	19,3	15,0	23,1
Le fait d'utiliser tous les moyens pour amener les autres à penser comme soi	3,0	3,7	6,0	18,3
Piller/voler ou attaquer des villages pour s'accaparer des ressources (produites ou naturelles)	24,0	27,9	23,6	15,4
Enrôler de force les jeunes garçons dans des mouvements extrémistes	5,8	7,3	5,8	7,7
Faire en sorte de déstabiliser un système de gouvernance	3,2	4,3	6,3	7,7
Attaquer les écoles avec pour intention de déstabiliser ou faire disparaître le système éducatif	6,5	6,3	9,1	5,8
Enlever des femmes pour aller les marier de force ou les violer	5,8	9,3	8,4	4,8

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Situation matrimoniale et définition de l'extrémisme. De façon globale, la conception ou la perception des jeunes de l'extrémisme violent ne semblent pas différer selon la situation matrimoniale.

Principalement, six (06) types de violence ou actes sont assimilés à l'extrémisme violent par les jeunes quelle que soit leur situation matrimoniale. Il s'agit du « *fait de tuer une personne/communauté pour intimider ou faire peur aux autres, de sorte qu'ils fassent ce que vous voulez* » ; de « *semmer la terreur dans une localité donnée* » ; de « *pillier/voler ou attaquer des villages pour s'accaparer des ressources (produites ou naturelles)* » ; de « *semmer la terreur pour déstabiliser un ordre social établi* » ; du « *fait de détester l'ethnie ou la religion de l'autre et de chercher par tous les moyens à les faire disparaître* » ; du « *fait de vouloir imposer sa domination/son pouvoir sur l'autre* » (Tableau 37).

Tableau 37 : Définition de l'extrémisme violent selon la situation matrimoniale (en %)

Définition de l'extrémisme violent	Célibataire	Monogame	Polygame	Autre
C'est le fait de tuer une personne/communauté pour intimider ou faire peur aux autres, de sorte qu'ils fassent ce que vous voulez	67,7	71,1	74,5	80,0
Semer la terreur dans une localité donnée	41,7	40,9	39,9	35,6
Piller/voler ou attaquer des villages pour s'accaparer des ressources (produites ou naturelles)	23,3	24,3	32,0	33,3
Semer la terreur pour déstabiliser un ordre social établi	20,6	21,0	20,5	22,2
Le fait de détester l'ethnie ou la religion de l'autre et de chercher par tous les moyens à les faire disparaître	14,2	17,0	15,7	16,7
Le fait de vouloir imposer sa domination/son pouvoir sur l'autre	10,2	10,7	7,2	11,1
Attaquer les écoles avec pour intention de déstabiliser ou faire disparaître le système éducatif	7,9	8,0	5,9	3,3
Enlever des femmes pour aller les marier de force ou les violer	7,0	8,4	5,9	6,7
Le fait d'utiliser tous les moyens pour amener les autres à penser comme soi	6,3	4,8	2,0	5,6
Enrôler de force les jeunes garçons dans des mouvements extrémistes	6,0	6,8	5,2	5,6
Faire en sorte de déstabiliser un système de gouvernance	5,1	4,9	4,6	4,4

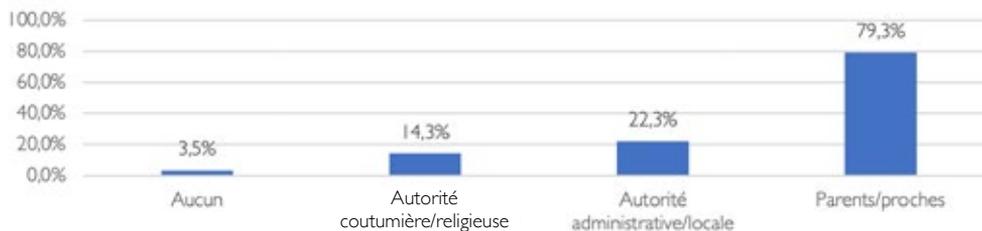
Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

4.3. Personne de référence en cas de problème quelconque



Cette partie analyse les recours privilégiés des enquêtés en cas de problème. Au regard des résultats du graphique 12, l'entourage des jeunes reste leur premier recours, et est privilégié par 79,3% des enquêtés. Dans cet entourage, la famille joue un rôle particulièrement important. En effet, 85,1% de l'entourage est constitué de membres de la famille. En Afrique et particulièrement au Burkina Faso, la majorité des problèmes est d'abord traitée au niveau familial. Les règles et pratiques qui prédominent limitent le recours aux acteurs externes dans la plupart du temps. Les autres recours sont par ordre d'importance l'autorité administrative/locale (22,3%), l'autorité coutumière/religieuse (14,3%). Les actions de lutte contre la violence doivent tenir compte de ces personnes de référence y compris leur structure et les valeurs qu'ils défendent afin d'en faire des alliés sûrs.

Graphique 12 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque (en %)



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Genre et recours des jeunes en cas de problème quelconque. L'analyse par genre montre qu'en général, la majorité des jeunes a plus confiance à l'entourage, notamment la famille quel que soit le sexe (Cf. Tableau 38). Néanmoins, il y a quelques différences : les jeunes filles semblent moins ouvertes et donc plus réticentes à demander un soutien à une tierce personne physique ou morale, et sont celles qui font le plus recours à la famille comparativement aux garçons. En effet, 5,2% des jeunes filles ne font aucun recours contre 2,4% des jeunes garçons. De même, 82,5% des filles font recours à leur entourage, notamment la famille, contre 77% des jeunes garçons. Ce comportement de la jeune fille est lié à la culture et à son éducation qui la retiennent surtout dans la sphère familiale et dans une position de soumission. Un tel résultat implique que la radicalisation de la jeune femme burkinabè est plus difficile à détecter que celle du jeune garçon. En termes de prévention, ce résultat appelle à la mise en place de stratégies spécifiques de détection de cas de radicalisation chez la femme ; étape à laquelle il est encore possible d'agir pour limiter, si sinon éviter les dégâts.

Tableau 38 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon le sexe (en %)

Personnes de référence en cas de problème	Homme			Femme		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Parent/proche	77,0	23,0	100	82,5	17,5	100
Autorité administrative et locale	25,8	74,2	100	17,4	82,6	100
Autorité religieuse et coutumière	17,3	82,7	100	10,2	89,8	100
Aucun	2,4	97,6	100	5,0	95,0	100

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

79,3% des jeunes enquêtés privilégient leur entourage comme premier recours



Niveau d'instruction et recours des jeunes en cas de problème quelconque. Globalement, quel que soit le niveau d'instruction, l'entourage (famille, amis, etc.) reste le principal recours et la confiance en l'autorité publique demeure relativement faible.

Selon les données du tableau 39 ci-dessous, le niveau d'éducation semble déterminer l'orientation des jeunes vers des personnes physiques ou morales particulières en cas de problème. Les jeunes de niveau secondaire ont moins recours à l'autorité administrative/locale comparativement à ceux de niveau supérieur, primaire et aucun niveau. Par ailleurs, il ressort de ce tableau que les jeunes qui n'ont aucun niveau semblent faire plus confiance à l'autorité religieuse/coutumière que les autres.

Tableau 39 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon le niveau d'instruction (en %)

Personnes de référence en cas de problème	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur
Parents/proches	74,4	81,4	82,2	81,7
Autorités administratives et locales	25,7	22,6	18,8	24,0
Autorités religieuses et coutumières	17,0	13,6	12,4	13,5
Aucun	5,6	2,0	2,5	2,9

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Catégorie d'âge et recours des jeunes en cas de problème quelconque.

À la lecture des données du tableau 40 ci-dessous, il ressort deux faits majeurs :

- (i) Même si la famille reste le principal recours des jeunes en cas de problème, les plus jeunes (15 à 25 ans) semblent y être les plus attachés. Sur dix (10) jeunes, plus de huit (8) de cette catégorie d'âge ont recours à la famille, contre sept (07) pour les plus âgés ;
- (ii) Les plus âgés ont tendance à s'approcher plus de l'autorité administrative/locale comparativement au plus jeunes. Environ trois (03) jeunes sur dix (10) font recours à cette autorité, contre moins de deux (02) pour les plus jeunes.

Le cadre familial est donc un espace social capital pour l'accompagnement des plus jeunes vers la maturité.

Tableau 40 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon la catégorie d'âge (en %)

Personnes de référence en cas de problème	Plus jeune			Moins jeune		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Parents/proches	83,9	16,1	100	73,8	26,2	100
Autorités administratives et locales	17,2	82,8	100	28,4	71,6	100
Autorités religieuses et coutumières	12,2	87,8	100	16,8	83,2	100
Aucun	3,8	96,2	100	3,2	96,8	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Occupation et recours des jeunes en cas de problème. Le chômage est un phénomène particulièrement préoccupant pour les Gouvernements, notamment ceux des Pays en Développement (PED) comme le Burkina Faso. Il est source de plusieurs maux dont la fracture sociale, les déprivations, etc. et particulièrement associé à l'expansion de l'extrémisme violent, dont les jeunes sont les principaux acteurs et victimes dans ces pays. Les données du tableau 41 ci-dessous semblent corroborer cette idée. Il ressort en effet qu'en moyenne, plus d'un (01) jeune sur dix (10) sans emploi ne fait recours à qui que ce soit lorsqu'il fait face à un problème. C'est la seule caractéristique des jeunes qui enregistre ce résultat. Cette attitude témoigne d'une certaine déconnexion du jeune concerné d'avec son entourage et son milieu.

Tableau 41 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon l'occupation (en %)

	Parent/ proche	Autorité administrative et locale	Autorité religieuse et coutumière	Aucun
Autre	86,2	15,5	10,3	3,5
Études	85,6	17,6	11,0	1,0
Commerce	85,2	21,0	10,2	4,6
Ouvrier/apprenti	82,5	25,4	15,9	0,0
Fonction publique	79,0	22,4	10,5	4,0
Indépendant/artisanat	78,0	24,1	17,0	2,1
Sans emploi	77,8	18,5	13,3	12,6
Travail de ménage	75,7	29,5	17,9	1,7
Secteur privé	72,7	27,3	18,2	0,0
Agriculture/élevage	71,5	25,1	18,2	5,0

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Résilience et recours des jeunes en cas de problème quelconque. Les données du tableau 42 ci-dessous semblent révéler que l'entourage, notamment la sphère familiale, semble être déterminant pour bâtir la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. Les jeunes résilients s'entourent plus de leurs parents/proches en cas de problème comparativement aux jeunes non résilients. Environ 80% des jeunes résilients font recours aux parents/proches en cas de problème, contre 77% pour les jeunes non résilients, soit une différence d'environ trois (03) points de pourcentage. D'un autre côté, on sait que les non résilients, compte tenu de leurs actes de violence extrémiste ont généralement les différentes autorités sur leur dos. Ce qui peut créer un sentiment de confiance avec le temps. Cette donnée peut expliquer en partie le fait que les proportions des non résilients qui font recours à l'autorité administrative/locale (23,6%) et religieuse/coutumière (18,2%) soient supérieures à celles des jeunes résilients (respectivement 22,1% et 13,9%).

Tableau 42 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon le statut de résilience (en %)

Personnes de référence en cas de problème	Non-résilient			Résilient		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Parents/proches	77,0%	23,0%	100	79,6%	20,4%	100
Autorités administratives et locales	23,6%	76,4%	100	22,1%	77,9%	100
Autorités religieuses et coutumières	18,2%	81,8%	100	13,9%	86,2%	100
Aucun	4,9%	95,2%	100	3,4%	96,6%	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Radicalisation et recours des jeunes en cas de menace d'ordre sécuritaire. Tout comme les jeunes résilients, les jeunes qui refusent catégoriquement de rejoindre les GAT sont plus proche de leur entourage, notamment la famille que ceux/celles qui sont prêt.e.s ou émettent des doutes à les rejoindre : **environ 80% des jeunes qui ne nourrissent pas d'idées radicales font recours à leur parents/proches en cas de problème quelconque, contre 71% chez les jeunes susceptibles de se radicaliser, soit une différence de 10 points de pourcentage.**

À contrario, les jeunes susceptibles de rejoindre les GAT font plus recours à l'autorité religieuse/coutumière (19,1%) comparativement aux autres (14,1%) (Tableau 43). La religion est souvent utilisée comme un canal de radicalisation des jeunes. Le résultat ici présenté implique qu'elle peut servir également de moyen pour lutter contre ce phénomène et renforcer la résilience des jeunes. Par ailleurs, les jeunes susceptibles de rejoindre les GAT sont aussi ceux qui ne font pas recours à une personne morale ou physique lorsqu'ils rencontrent un problème quelconque, selon les données du tableau 43 ci-dessous. En général, lorsque le jeune n'est pas encadré ou accompagné, il est plus susceptible de sombrer effectivement dans la violence ou tout autre chose contraire à l'éthique.

Tableau 43 : Recours des enquêtés en cas de problème quelconque selon le statut de radicalisation (%)

	Radicalisation	
	Refus catégorique de rejoindre GAT	Susceptible de rejoindre GAT
Parents/proches	79,7	70,6
Autorités administratives et locales	22,3	22,1
Autorités religieuses et coutumières	14,1	19,1
Aucun	3,3	8,8

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

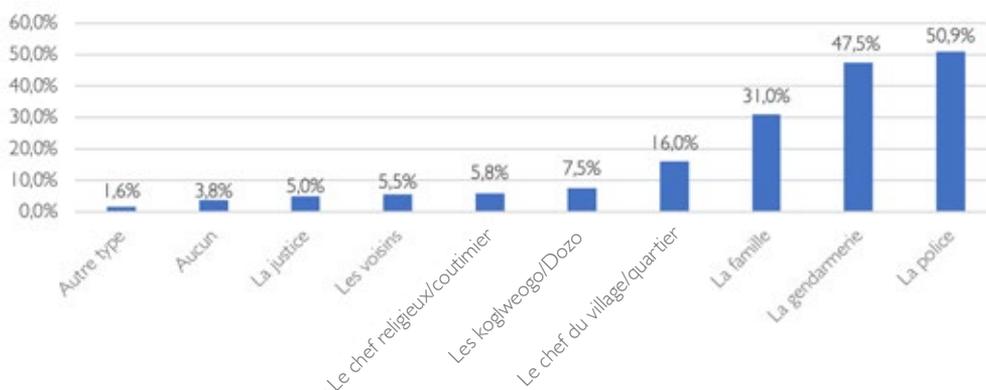


4.5. Personne de référence en matière de sécurité

Dans le même ordre d'idée que la précédente, cette section analyse les recours privilégiés des enquêtés lorsque leur sécurité est menacée. Au regard du contexte d'insécurité qui prévaut actuellement au Burkina Faso, cette information permet d'identifier les corps/organisations auxquels les jeunes font le plus confiance. Cela permet d'engager des actions mieux ciblées.

De façon globale, les choix portent beaucoup plus sur la police (50,9% des jeunes) et la gendarmerie (47,5%). Par la suite et par ordre d'importance, il y a aussi la famille (31%), les autorités locales (16%), faiblement les Koglweogo/Dozos (7,5%), les autorités religieuses/coutumières (5,8%), les voisins (5,5%) et la justice (5%) (Graphique 13).

Graphique 13 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire (en %)



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

3,8% des jeunes enquêtés n'espèrent aucun soutien des corps/organisations chargés de la sécurité des citoyens

Dans l'ensemble, la quasi-totalité des enquêtés fait confiance à au moins un des corps/organisations chargés de la sécurité des citoyens, chose relativement encourageante pour espérer la collaboration de la population dans la lutte contre l'insécurité et la violence. Néanmoins, il y a des réticences : 3,8% de jeunes n'espèrent aucun soutien (ou ne font confiance à aucun.e corps/organisation) en cas de problème de sécurité. Pour la police, la gendarmerie et la justice, le taux de non-confiance est de 32,5% chez les jeunes enquêtés. Cette situation est encore plus marquante en milieu rural (39,1%) qu'en milieu urbain (23,7%). Pour une plus grande collaboration de la population, notamment la jeunesse pour la lutte contre l'extrémisme violent, il est recommandé de chercher à comprendre, de manière approfondie, les raisons de cette réticence.

Genre et recours des jeunes en cas de menace d'ordre sécuritaire. Les données du tableau 44 ci-dessous montrent que les jeunes garçons semblent faire plus confiance ou ont recours au corps chargé de la sécurité publique que les jeunes filles. Contrairement aux jeunes femmes, plus de la moitié des jeunes hommes font recours à la police et à la gendarmerie, soit respectivement 56% et 53,4%. En revanche, les jeunes femmes font plus recours à la famille (36,9% des femmes enquêtées) comparativement aux jeunes hommes (26,7%). La crainte ou la faible confiance en l'autorité publique semble donc plus marquée

chez les femmes que chez les hommes. Elle est en partie liée à l'éducation même de la fille dans le contexte du Burkina Faso.

Tableau 44 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire selon le sexe (en %)

Personnes de référence en cas de menace de sécurité	Homme			Femme		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
La police	56,0	44,0	100	43,8	56,2	100
La gendarmerie	53,4	46,6	100	39,5	60,5	100
La famille	26,7	73,3	100	36,9	62,8	100
Le chef du village ou du quartier	17,1	82,9	100	14,5	85,5	100
Les Koglweogo/Dozos	7,8	92,2	100	7,0	93,0	100
La justice	5,9	94,1	100	3,7	96,3	100
Le chef religieux/coutumier	5,5	94,5	100	6,3	94,7	100
Les voisins	4,3	95,7	100	7,0	93,0	100
Aucun	2,6	97,4	100	5,5	94,5	100
Autre type	1,7	98,3	100	1,4	98,6	100

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Lorsqu'on considère la catégorie d'âge des jeunes, les résultats des enquêtes sont similaires à l'analyse par sexe. Les plus jeunes semblent faire plus recours à la famille (35,3% des plus jeunes) comparativement aux plus âgés (26,1% des jeunes plus âgés). En revanche, les plus âgés semblent avoir plus confiance ou privilégient plus l'autorité en charge des questions sécuritaires, respectivement la police (54,6% des jeunes plus âgés) et la gendarmerie (51,7%) par rapport au plus jeunes. Moins de la moitié de ces derniers font recours à la police (47,7%) et à la gendarmerie (44,1%) (Tableau 45).

Tableau 45 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire selon la catégorie d'âge (en %)

Personnes de référence en matière de sécurité	Plus jeune			Jeune		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
La police	47,7	52,3	100	54,6	45,4	100
La gendarmerie	44,1	55,9	100	51,7	48,3	100
La famille	35,3	64,7	100	26,1	73,9	100
Le chef du village ou du quartier	15,0	85,0	100	16,2	83,9	100
Les Koglweogo/Dozos	6,6	93,5	100	8,6	91,4	100
Les voisins	5,7	94,3	100	5,3	94,8	100
Le chef religieux/coutumier	4,9	95,1	100	6,9	93,1	100
La justice	4,8	95,2	100	5,3	94,8	100
Aucun	4,3	95,7	100	3,2	96,8	100
Autre type	1,4	98,6	100	1,8	98,3	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Occupation et recours des jeunes en cas de menace d'ordre sécuritaire.

Dans l'ensemble, selon les données du tableau 46 ci-dessous, quel que soit le type d'occupation, la police et la gendarmerie sont les principaux recours auquel la majorité des jeunes fait appel. Cependant, en dehors des travailleurs de la Fonction publique, ce sont les indépendants/artisans et les sans-emplois qui font plus recours à la gendarmerie. Les sans-emploi, les élèves/étudiants, les commerçants et les aides ménagères sont ceux/celles qui font le plus

recours à la famille. D'un autre côté, les jeunes travaillant dans les activités agricoles/d'élevage et d'aide ménagère privilégient plus, les chefs de village ou de quartier (CVD, conseiller, etc.).

Par ailleurs, un jeune sans-emploi (01) sur dix (10) n'espère aucun secours ou ne fait appel à aucune personne morale ou physique lorsque sa sécurité est menacée. Cette situation est presque similaire pour les jeunes agriculteurs/éleveurs. Les raisons déjà avancées ci-dessus expliquent cette situation.

Tableau 46 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire selon l'occupation principale (en %)

Personnes de référence en matière de sécurité	Sans emploi	Agriculture/élevage	Études	Fonction publique	Secteur privé	Ouvrier/apprenti	Indépendant/artisanat	Commerce	Travail de ménage	Autre
La gendarmerie	45,9	38	46,8	73,7	72,7	54	61,7	44,9	39	48,3
La police	43,7	40,8	53,9	67,1	72,7	58,7	58,7	63,8	51,1	43,6
La famille	36,3	25,1	36,6	27,6	23,6	23,8	22,7	32,4	39,0	31,0
Le chef du village ou du quartier	14,8	22,9	11,2	5,3	12,7	17,5	14,2	11,4	26,2	13,8
Aucun	10,4	6,4	1,0	1,3	3,6	0,0	0,7	4,6	4,7	3,5
Le chef religieux/coutumier	7,4	8,9	2,9	4,0	3,6	1,6	4,3	5,7	9,9	3,5
La justice	6,7	2,8	6,8	5,3	5,5	4,8	3,6	4,6	5,8	3,5
Les Koglweogo/Dozos	5,9	13,1	4,2	0,0	7,3	3,2	9,2	4,0	11,1	10,3
Les voisins	4,4	7,0	4,2	0,0	5,5	4,8	5,0	4,0	12,2	1,7
Autre type	0,7	1,1	2,4	5,3	0,0	0,0	1,4	0,0	1,7	3,5

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Résilience à l'extrémisme violent et recours des jeunes en cas de menace d'ordre sécuritaire. La répartition des enquêtés sur leur recours en cas de menace de leur sécurité selon le statut de résilience (Cf. Tableau 47) donne deux résultats majeurs :

- Les jeunes non résilients font plus confiance ou privilégient le corps armé (police, gendarmerie) par rapport aux jeunes résilients. Chez les non résilients, respectivement 57,6% et 53,3% font recours à la police et la gendarmerie, alors que chez les résilients, les proportions sont de l'ordre de 46,4% et 50,6% respectivement. Cette confiance des non résilients peut s'expliquer par le fait qu'ils/elles ont eu à répondre de leurs actes devant ce corps, ce qui réduit certainement la « méfiance » entre les populations et les forces de l'ordre ;
- Comparativement aux non résilients, les résilients semblent plus privilégier leur entourage social, avec au centre la famille en termes de recours lorsque leur sécurité est menacée.

En effet, respectivement 32,3%, 16,2% et 6,2% des résilients ont recours à **la famille, le chef du village/quartier et l'autorité religieuse/coutumière, contre 21,2%, 14,6% et 1,8% respectivement chez les jeunes non résilients.**

Ces résultats confirment que l'entourage des jeunes, notamment le cadre familial, est un foyer de construction et de renforcement de la résilience à l'extrémisme violent. Cet argument est d'ailleurs avancé/soutenu par les personnes-ressources (autorités administratives, locales, religieuse/coutumière, etc.) lors des ateliers d'échanges régionaux sur le sujet. La reconsidération et la revalorisation des pratiques éducatives traditionnelles (l'initiation par exemple) dans la sphère familiale, ethnique, voire sociale sont des atouts pour bâtir cette résilience.



57,6% des jeunes non résilients font recours à la police et 53,3% à la gendarmerie

Tableau 47 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire selon le statut de résilience (en %)

Personnes de référence en cas de problème	Non-résilient			Résilient		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
La gendarmerie	57,6	42,4	100	46,4	53,6	100
La police	53,3	46,7	100	50,6	49,4	100
La famille	21,2	78,8	100	32,3	67,8	100
Le chef du village ou du quartier	14,6	85,5	100	16,2	83,8	100
Les voisins	8,5	91,5	100	5,1	94,9	100
Les Koglweogo/Dozos	6,7	93,3	100	7,6	92,4	100
La justice	6,1	93,9	100	4,9	95,1	100
Aucun	5,5	94,6	100	3,7	96,4	100
Le chef religieux/coutumier	1,8	98,2	100	6,2	93,8	100
Autre type	0,6	99,4	100	1,7	98,3	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Radicalisation et recours des jeunes en cas de menace d'ordre sécuritaire. En rappel, la moitié des jeunes enquêtée fait généralement recours aux forces de l'ordre lorsque sa sécurité est menacée. Cette situation est aussi valable lorsqu'on considère les jeunes qui sont susceptibles de rejoindre les GAT d'une part, et ceux qui refusent catégoriquement de rejoindre ces groupes selon les données du tableau 48 ci-après.

D'un autre côté, les jeunes qui ne nourrissent pas d'idées radicales, font plus confiance ou se réfèrent plus à leur famille (31,6% des jeunes qui refusent de rejoindre les GAT) ou leur entourage (16,1%) que l'autre groupe de jeunes (respectivement 20,6% et 13,2% des jeunes susceptibles de rejoindre les GAT) en cas de problème de sécurité. Les arguments avancés dans le point précédent, et qui montrent que la famille joue un rôle important sur la résilience des jeunes à l'extrémisme violent peut aussi expliquer ce résultat.

Tableau 48 : Recours des enquêtés en cas de menace d'ordre sécuritaire selon le statut de radicalisation (en %)

	Refus catégorique	Susceptible de rejoindre les groupes armés terroristes
La police	50,8	51,5
La gendarmerie	47,4	50,0
La famille	31,6	20,6
Le chef du village ou du quartier	16,1	13,2
Les Koglweogo/Dozos	7,6	5,9
Le chef religieux/coutumier	6,0	1,5
Les voisins	5,1	13,2
La justice	4,8	8,8
Aucun	3,7	7,4
Autre type	1,6	1,5

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020



4.6. Perception de l'efficacité des réponses actuelles contre l'extrémisme violent

En tant que garant de la sécurité du citoyen, l'État met en place toute initiative visant à atteindre cet objectif de manière durable dans l'espace et le temps. À ce titre, diverses initiatives de sécurisation sont mises en œuvre. Mais, dans un système démocratique, l'efficacité de ces initiatives est d'autant plus grande que lorsque les premiers bénéficiaires s'en approprient et y contribuent de manière intelligente. À cet effet et pour une plus grande efficacité des politiques de résilience, il est capital de connaître la lecture que les premiers bénéficiaires font des stratégies mises en place et des actions entreprises. Cette section traite de cette problématique du point de vue de la jeunesse burkinabè. Au-delà de l'État, les analyses s'intéressent aux réponses imaginées par les citoyens eux-mêmes.

4.6.1. Efficacité des mesures prises par l'État/partenaires

Pour faire face à la montée de l'extrémisme violent et à ses conséquences, l'État burkinabè a mis en œuvre diverses initiatives : mesures d'urgence pour le Sahel, déploiement de troupes au Sahel, création du G5 Sahel, etc. Selon le contexte et le statut, ces initiatives sont différemment appréciées comme le montre le tableau ci-dessous (Cf. Tableau 49).

Tableau 49 : Efficacité des mesures prises par l'État/partenaires contre l'extrémisme violent selon la région (en %)

Région	Les mesures d'urgence pour le développement du Sahel	Le déploiement des troupes militaires au Sahel	La modification du Code pénal et du Code de procédure pénale	La création du G5 Sahel
Sahel	34,5	65,1	9,4	57,5
Nord	56,7	82,3	21,7	60,7
Est	31,6	45,0	19,9	26,4
Plateau Central	71,7	83,3	13,3	60,6
Sud-Ouest	49,7	82,6	31,1	55,9
Hauts-Bassins	33,4	70,9	19,0	19,6
Régions touchées	40,9	63,4	17,5	46,9
Régions non touchées	44,9	75,9	20,1	35,6

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Relativement à la principale question de recherche, il faut noter qu'une faible proportion (35%) des jeunes du Sahel pense que les mesures d'urgence prises pour le développement seront efficaces contre la montée de l'extrémisme violent. Le constat et les résultats sont similaires pour les jeunes de la région de l'Est. Dans l'ensemble, le déploiement des forces de défense est la mesure la plus populaire.

Paradoxalement, les jeunes des régions fortement touchées par le phénomène sont ceux qui apprécient le moins le déploiement des forces de défense et de sécurité. En effet, dans ces régions, 63,4% des jeunes apprécient positivement cette mesure contre près de 76% de leurs homologues des régions non touchées. Ces taux sont de 65,1% et 45% respectivement pour les jeunes du Sahel et de l'Est.

En faisant l'analyse dans une perspective de genre, il ressort un même ordre général d'appréciation de l'efficacité des mesures ici questionnées. Même si la proportion est relativement plus faible, 64,7% des femmes, tout comme 73,3% des hommes, jugent la force plus efficace (Tableau 50). Ces positions peuvent se comprendre dans un contexte où le pays a relativement perdu du terrain sur l'intégrité de son territoire.

Tableau 50 : Efficacité des mesures prises par l'État/partenaires contre l'extrémisme violent selon le type de région et le sexe

Sexe	Mesures d'urgence pour le développement du Sahel	Déploiement des troupes militaires au Sahel	Modification du Code pénal et du Code de procédure pénale	Création du G5 Sahel
Homme	47,1	73,3	20,8	45,8
Femme	37,3	64,7	16,1	35,0
Plus jeune	39,8	69,0	18,8	39,3
Jeune	46,6	70,4	18,8	43,6

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

4.6.2. Efficacité du dialogue interreligieux et des mécanismes communautaires contre l'extrémisme violent

4.6.2.1. Le dialogue interreligieux

Depuis quelques années, le dialogue interreligieux est promu comme moyen de lutte contre l'extrémisme violent à travers des principes et actions de brassage entre les leaders religieux. Au Burkina Faso, comment ce mécanisme s'insère-t-il dans le paysage des initiatives de réponse à la problématique ? Le dialogue interreligieux est-il efficace contre la montée de l'extrémisme violent ?

Pour la majorité (78%) des jeunes interrogés, le dialogue interreligieux est efficace pour lutter contre l'extrémisme violent. Toutefois, 13% pensent le contraire. Comme le montre le tableau 51 ci-après, les positions changent de manière relativement importante selon la région, le sexe et la catégorie d'âge. Dans les régions touchées faiblement par le phénomène de l'extrémisme violent, la reconnaissance de l'efficacité du mécanisme concerne 83% des jeunes.

Tableau 51 : Efficacité du dialogue religieux contre l'extrémisme violent selon la région (en %)

	Sahel	Nord	Est	Plateau Central	Sud-Ouest	Hauts-Bassins	Région touchée	Région non touchée
Oui	71,1	83	56,7	81,7	93,2	80,4	69,7	83,2
Non	8,5	10,5	25,7	13,9	3,7	8,5	15,6	8,7
Ne sait pas	20,4	6,5	17,6	4,4	3,1	11,1	14,7	8,1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Dans les régions fortement touchées, 70% des jeunes enquêtés reconnaissent cette efficacité, soit un écart de près de 13 points de pourcentage. La région de l'Est enregistre le taux d'appréciation négative le plus important (soit près de 26% des jeunes interrogés) contrairement à celle du Sud-Ouest où la quasi-totalité des jeunes juge le mécanisme efficace (94%). Même s'il y a des écarts de position selon le sexe et la catégorie d'âge, ils ne sont pas aussi importants que ceux qui ressortent avec une analyse régionale. Dans l'ensemble, 78%

78% des jeunes interrogés pensent que le dialogue interreligieux est efficace pour lutter contre l'extrémisme violent

des hommes pensent que le dialogue interreligieux permet de lutter efficacement contre l'extrémisme violent. Ce taux est de 75% pour les femmes (Tableau 52).

Tableau 52 : Efficacité du dialogue religieux contre l'extrémisme violent selon le sexe de l'enquêté.e (%)

	Homme	Femme	Plus jeune	Jeune
Oui	77,6	74,9	75,4	77,8
Non	12,8	11,3	12,8	11,4
Ne sait pas	9,6	13,8	11,9	10,8
Total	100	100	100	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Pour les plus jeunes et les moins jeunes, ce taux est respectivement de 75% et 78%. Il faut noter cependant que les plus jeunes (15-25 ans) apprécient moins bien le mécanisme comparativement à leurs aînés (26-35 ans). Environ 13% des plus jeunes jugent le mécanisme inefficace contre 11% des aînés.

4.6.2.2. Les mécanismes communautaires d'auto-défense

Les initiatives ici prises en compte couvrent principalement les mécanismes liés à la mise en place des Comités de village/ville/quartier, les mouvements des Koglweogo, et des Dozo. L'analyse régionale de la question montre une appréciation moyenne en ce qui concerne leur efficacité pour lutter contre l'extrémisme violent. Dans l'ensemble, 57% des jeunes apprécient positivement les actions posées par ces mécanismes. Le taux élevé de non-réponse, quant à lui, interroge. Dans le Sahel, ces mécanismes semblent très faiblement supportés par la jeunesse. C'est la région qui enregistre le taux de jugement d'efficacité le plus faible, soit seulement 10% des jeunes interrogés (Tableau 53).

Tableau 53 : Efficacité des mécanismes communautaires d'autodéfense selon la région

	Sahel	Nord	Est	Plateau Central	Sud-Ouest	Hauts-Bassins	Région touchée	Région non touchée
Oui	10,6	62,8	58,3	72,2	33,5	59,2	46,2	57
Non	20	17,7	14,3	13,9	25,5	20,4	17,1	20
Ne sait pas	51,9	18,8	19,9	12,8	36,7	18,4	28,7	20,7
Ne souhaite pas répondre	17,5	0,7	7,5	1,1	4,4	2,1	8,1	2,3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

En considérant le sexe, la catégorie d'âge, les données du tableau 54 révèlent que les femmes (53,1%) et les plus jeunes (52,3%) sont les groupes qui apprécient le plus positivement les mécanismes communautaires en tant que moyen de lutte contre l'extrémisme violent. Reconnus comme faisant partie des groupes les plus vulnérables au Burkina Faso, les positions de ces deux groupes peuvent se comprendre.



70% des jeunes enquêtés dans les régions fortement touchées reconnaissent l'efficacité du dialogue religieux

Tableau 54 : Efficacité des mécanismes communautaires d'autodéfense selon le sexe et la catégorie d'âge

	Homme	Femme	Plus jeune	Jeune
Oui	50,5	53,1	52,3	50,8
Non	20,8	15,5	18,2	19,0
Ne sait pas	24,0	25,7	25,0	24,3
Ne souhaite pas répondre	4,8	5,7	4,6	5,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Afin de mieux cerner la question, la présente étude a cherché à mettre en lumière les principaux critères d'appréciation positive/négative des mécanismes communautaires ici traités. Comme le montre le tableau 55, les raisons sont nombreuses dans l'un ou l'autre cas. Telles qu'elles sont données, les raisons évoquées montrent, dans certains cas, une certaine division de la communauté sur le sujet. À titre d'exemple, l'exagération des punitions est citée par certains comme critère d'efficacité. D'autres pensent le contraire.

Tableau 55 : Principaux critères d'appréciation de l'efficacité/inefficacité des mécanismes communautaires d'autodéfense selon les enquêtés.e.s

Raisons de l'efficacité des mécanismes communautaires dans la lutte contre l'extrémisme violent	Raisons de l'inefficacité des mécanismes communautaires dans la lutte contre l'extrémisme violent
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ils affligent des punitions exemplaires aux auteurs de violence ▪ Réduction de la violence dans la localité ▪ Meilleure connaissance et maîtrise des localités ▪ Bien informés grâce à leur proximité avec la population ▪ Possession des gris-gris de protection 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exagération dans les punitions ▪ Accusation à tort d'innocents ▪ Commettent des exactions ▪ Source de création de conflits ▪ Absence de formation pour ce métier ▪ Non-respect de la loi ▪ Mauvais équipement en armement ▪ Règlement de compte dans certains cas

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Ce chapitre a caractérisé les phénomènes d'extrémisme violent et de radicalisation du point de vue de la jeunesse elle-même. L'essentiel des analyses a porté sur la conception des jeunes de l'extrémisme violent, la radicalisation, les personnes/structures de référence lorsqu'ils rencontrent des problèmes d'ordre général ou de sécurité, et la perception de l'efficacité des réponses actuelles contre l'extrémisme violent. L'analyse a été faite en considérant les caractéristiques socioéconomiques des jeunes. Il ressort des analyses faites dans ce chapitre que la majorité des jeunes conçoit l'extrémisme violent comme des actes posés. Ces actes sont principalement le fait de tuer une personne/communauté pour intimider ou faire peur aux autres, de sorte qu'ils fassent ce que vous voulez ; de semer la terreur dans une localité donnée.

D'un autre côté, le chapitre montre que, même si la majorité des jeunes enquêtés ne trouve aucun intérêt à rejoindre les GAT, au moins un (01) jeune sur 100 est disposé à rejoindre les groupes terroristes, tandis que trois (03) jeunes sur 100 douteraient à prendre une telle décision. Selon ces jeunes, le manque de revenu, le chômage, l'injustice, l'influence politique, les divers frustrations et mécontentements expliqueraient cette situation. De façon globale, les jeunes susceptibles de rejoindre les GAT sont surtout de sexe masculin, âgés de 25 à 30 ans. Ils sont sans aucun niveau d'éducation et sans emploi, mais aussi vivant dans des ménages de faible niveau de vie. Ces résultats impliquent que les politiques tendant à favoriser l'éducation et la création d'emploi au profit des jeunes sont de nature à contenir et à réduire leur prédisposition à la radicalisation et à l'extrémisme violent au Burkina Faso. Par ailleurs, les analyses ont montré que l'entourage des jeunes, notamment la famille, reste la prin-

cipale référence lorsqu'ils rencontrent des problèmes d'ordre général. Cette situation se comprend dans le contexte du Burkina Faso, où la majorité des problèmes est d'abord traitée au niveau familial.

Cependant, en cas de problème d'ordre sécuritaire, les premiers recours des jeunes sont, par ordre d'importance, la police et la gendarmerie. Mais il y a aussi la famille, les autorités locales, faiblement les Koglweogo/Dozos, les autorités religieuses/coutumières, les voisins et la justice. Du fait du contexte d'insécurité qui prévaut actuellement au Burkina Faso, cette information est capitale pour comprendre les corps/organisations auxquelles la population fait le plus confiance et/ou connaît le plus. Cela permet d'engager des actions mieux ciblées et plus efficaces, notamment en matière de collaboration avec les masses populaires dans la lutte contre l'extrémisme violent et pour une plus grande résilience des jeunes.

Chapitre 5

Typologie des actes de violence extrémiste, auteurs, motivations et victimes

En rappel, l'un des principaux objectifs de cette recherche est d'analyser la résilience des jeunes à l'extrémisme violent en lien avec les opportunités économiques, supposées être une solution au problème. Cette considération part aussi du fait que les jeunes sont en général les principaux auteurs d'actes d'extrémisme violent qu'ils soient commandités ou délibérés.

Les opportunités économiques n'étant certainement pas les seuls facteurs de la résilience des jeunes, il convient, comme le souligne de nombreux auteurs, d'explorer d'autres pistes. Dans cette perspective, le profilage des jeunes engagés dans l'extrémisme violent peut aider à mieux orienter les investigations. Il permet en effet de mieux cerner ces jeunes afin de proposer déjà des interventions ciblées, rapides à la fois individuelles et collectives.

Le profil décrit ici les caractéristiques du comportement d'un auteur d'actes extrémistes violents et ses motivations. Le chapitre aborde pour ce faire le sujet en cinq (05) sections. La première section présente les types d'actes de violence extrémiste commis par les jeunes. La deuxième traite du profil général des auteurs de violence extrémistes et la troisième analyse les principales motivations. La quatrième et la cinquième donnent respectivement les principales victimes et l'occurrence/les circonstances de ces actes extrémistes.



7,3% des enquêtés ont été auteurs d'actes de violence de type extrémiste

5.1. Types d'actes de violence extrémiste perpétrés par les jeunes

Parmi les personnes enquêtées, 120 jeunes (garçons et filles), soit 7,3% des enquêtés ont été auteurs d'actes de violence de type extrémiste. Sept (07) types de violence ont été recensés. Les menaces/intimidations et la destruction de matériel qui sont les principales violences perpétrées représentent plus de la moitié et un quart de l'ensemble, soit respectivement 57,5% et 17,5% des violences commises.

Les autres types de violence représentent chacun moins de 10% du total. Il s'agit des pillages/vols, des crimes/meurtres, des enlèvements/séquestrations, du viol/mariage forcé (contre la volonté) et autres (Tableau 56).

Tableau 56 : Types d'actes de violence extrémiste perpétrés par les jeunes

Types de violence extrémiste	Nombre	Fréquences (%)
Menaces/ Intimidations	69	57,5
Destruction de matériel	21	17,5
Pillage/viol	8	6,7
Crime/meurtre	7	5,8
Enlèvement/séquestration	6	5,0
Mariage forcé et autres	9	7,5
Total	120	100

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

L'analyse par région montre que les menaces/intimidations sont beaucoup plus perpétrées dans les régions du Sahel (7,7% des jeunes de la région), des Hauts-Bassins (5,8%), du Nord (4,7%), du Plateau Central (3,3%), et faiblement à l'Est (1%) et au Sud-Ouest (moins de 1%).

La destruction du matériel est surtout enregistrée dans le Sud-Ouest (3,1% des jeunes de la région) et le Nord (environ 2%). Le crime/meurtre et les enlèvements/séquestrations sont observés beaucoup plus dans la région de l'Est (Tableau 57).

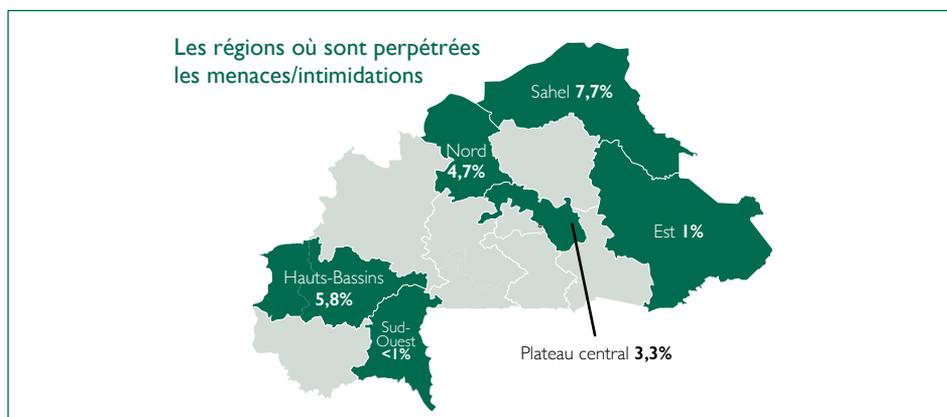


Tableau 57 : Actes de violence extrémiste perpétrés par les jeunes selon la région

Types de violence extrémiste	Sahel	Nord	Est	Plateau Central	Sud-Ouest	Hauts-Bassins	Ensemble
Menace/intimidation	7,7	4,7	1,0	3,3	0,6	5,8	4,2
Destruction de matériel	0,9	1,8	1,0	0,6	3,1	1,0	1,3
Pillage/vol	0,4	0,7	0,7	0,0	1,9	0,0	0,5
Crime/meurtre	0,0	0,4	1,6	0,0	0,6	0,0	0,4
Enlèvement/séquestration	0,4	0,0	1,3	0,0	0,6	0,0	0,4
Autre	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,8	0,4
Viol/mariage forcé (contre la volonté)	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,2

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

En regroupant les régions selon le niveau d'insécurité, il ressort que la plupart des violences relativement graves sont perpétrées dans les régions touchées comparativement aux régions moins touchées. En effet, les crimes/meurtres, l'enlèvement/la séquestration ont été commis par respectivement 0,7% et 0,6% des jeunes des régions touchées contre 0,1% pour les régions les moins touchées. Globalement les menaces/intimidations semblent être un mal commun ; 4,2% des jeunes dans chacun des types de région (régions touchées et régions moins touchées) ont perpétré cette violence (Tableau 58).

Tableau 58 : Actes de violence extrémiste perpétrés par les jeunes selon le type de région

Types de violence extrémiste	Régions touchées	Régions moins touchées
Menace/intimidation	4,2	4,2
Enlèvement/séquestration	0,6	0,1
Crime/meurtre	0,7	0,1
Viol/mariage forcé (contre la volonté)	0,4	0,0
Destruction de matériel	1,2	1,3
Pillage/vol	0,6	0,4
Autres	0,1	0,6

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Certains des travaux (CRDI, UGB et CERAAD, 2019) réalisés au Burkina Faso tendent à montrer que le milieu de résidence influence le basculement des jeunes dans la violence extrémiste. Plus spécifiquement, ces travaux montrent que le milieu urbain est un foyer de violence. Dans cette recherche, hormis le mariage forcé, les autres types de violence, notamment les menaces/intimidations, la destruction de matériel et le pillage/vol ont été beaucoup perpétrés en milieu urbain (Cf. Tableau 59).

Tableau 59 : Actes de violence extrémiste perpétrés par les jeunes selon le type de milieu

Types de violence	Milieu rural	Milieu urbain
Menace/intimidation	3,4	5,3
Enlèvement/séquestration	0,2	0,6
Crime/meurtre	0,2	0,7
Viol/mariage forcé (contre la volonté)	0,2	0,1
Destruction de matériel	0,6	2,1
Pillage/vol	0,2	0,9
Autres	0,3	0,4

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020



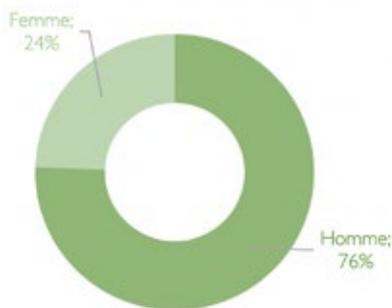
5.2. Profil général des auteurs d'actes d'extrémisme violent

Pour mieux cerner les jeunes auteurs de violence extrémiste, cette section étudie leur profil. Sur la base de la littérature, les critères retenus pour le profilage dans cette recherche sont le sexe, l'âge, l'état d'esprit de cohésion sociale, le niveau de vie du ménage et le niveau d'instruction de l'auteur de violence, la situation matrimoniale, le type d'occupation, le milieu de résidence, le fait d'être victime de violence et la consommation de substances psychotropes.

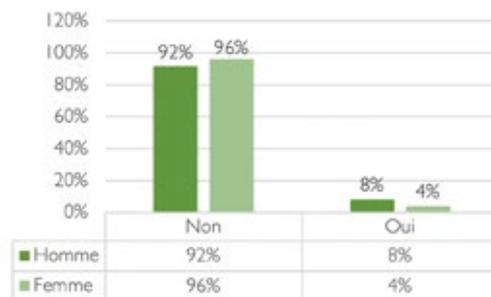
Genre et extrémisme violent. Les données d'enquêtes montrent que l'extrémisme violent a un visage surtout masculin (Graphique 14). Dans l'ensemble, 6,4% des enquêtés ont perpétré des actes de violence extrémiste, soit 106 jeunes sur les 1 645 enquêtés. Parmi ces auteurs de violence extrémiste, plus de trois quarts (76%) sont des jeunes de sexe masculin. Ce taux est de 24% pour les filles. Selon les résultats de la recherche, les violences extrémistes sont donc surtout commises par des jeunes de sexe masculin. Compte tenu de sa position dans la société, la femme est relativement plus distante de tels agissements. Une analyse plus détaillée est faite sur la question au point 6.3.2.2.

Graphique 14 : Auteurs d'actes d'extrémisme violent (EV) selon le sexe des enquêtés

A. Auteur d'actes EV par sexe



B. Auteur ou non-auteur d'actes EV

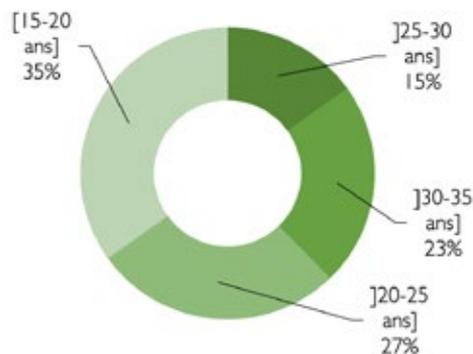


Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

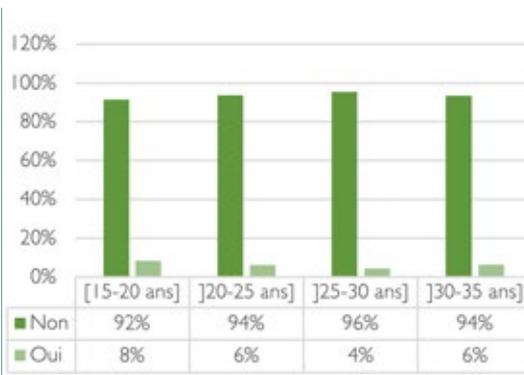
En considérant l'âge, les actes extrémistes violents sont généralement perpétrés par les jeunes de 20 ans au plus qui constituent 35% des auteurs de violence extrémistes. Ils sont suivis par ceux âgés entre 21 ans et 25 ans au plus, lesquels représentent 27% des auteurs (Graphique 15). Cette situation peut s'expliquer par le fait que les jeunes de cette catégorie d'âge traversent la phase d'adolescence avec toutes les implications connues.

Graphique 15 : Auteur d'actes d'extrémisme violent (EV) selon la catégorie d'âge des enquêtés

A. Auteurs d'actes EV par catégorie d'âge



B. Auteur ou non-auteur d'actes d'EV



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Cohésion sociale et extrémisme violent. Pour appréhender l'état de la cohésion sociale, la recherche a construit un indice individuel qui traduit l'esprit de cohésion sociale des jeunes enquêtés en se basant sur la définition du Gouvernement burkinabè et en adoptant les méthodes statistiques appropriées. Les résultats obtenus montrent que de façon globale, l'état de la cohésion sociale, même s'il s'est dégradé progressivement, reste à un niveau appréciable. L'indice calculé vaut 0,78 sur une échelle de 0 à 1.

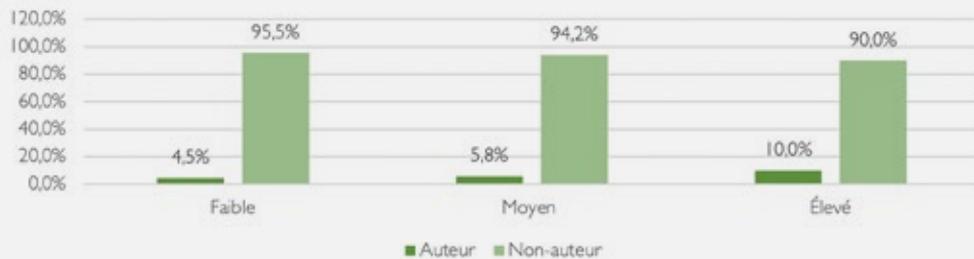
En considérant cet indice, les résultats montrent que les jeunes auteurs de violence extrémistes ont un esprit de cohésion plus faible que celui développé par les jeunes résilients. En effet, les auteurs d'actes d'extrémisme violent enregistrent un indice de 0,73 tandis que celui des jeunes résilients atteint 0,78, le niveau national. En termes de cohésion sociale, les résultats de tests de différence de moyennes montrent que la différence entre ces deux groupes est statistiquement significative au seuil de 1%. Cela signifie qu'en moyenne, les jeunes auteurs d'actes extrémistes violents ont un esprit de cohésion beaucoup moins important que les jeunes résilients comme mentionné plus haut.



35% des auteurs de violence extrémistes sont généralement des jeunes de 20 ans au plus

Niveau de vie du ménage et extrémisme violent. À la lecture des données du graphique 16 ci-dessous, il semble exister un lien négatif entre le basculement possible des jeunes dans l'extrémisme violent et le niveau de vie du ménage. Les données montrent que la proportion des jeunes auteurs de violence extrémiste augmente de 4,5% puis à 5,8% et à 10% respectivement chez les jeunes de niveau de vie faible, moyen et élevé. Ce résultat paradoxal s'explique par les réalités du pays. Les **résultats de la recherche et même des travaux antérieurs** (GRAAD Burkina, 2019) montrent que le milieu urbain est un foyer de violence, alors que le niveau de vie y est relativement plus **élevé**.

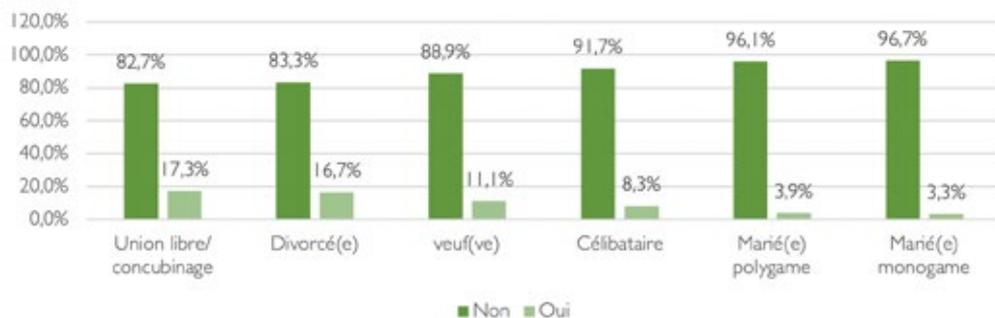
Graphique 16 : Auteur d'actes d'extrémisme violent selon le niveau de vie du ménage



Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Situation matrimoniale et extrémisme violent. Le graphique 17 ci-dessous montre que les jeunes qui ne vivent pas en couple (célibataire, divorcé.e, veuf/veuve, concubinage) semblent plonger plus dans des actes de violence extrémiste que ceux/celles vivant dans le mariage (monogamie ou polygamie). Les responsabilités et l'aide des parents peuvent en être l'explication. Ce résultat confirme d'ailleurs les résultats de l'enquête du GRAAD Burkina réalisée en 2018 qui montraient que la famille était un important repère pour la jeunesse en devenir.

Graphique 17 : Auteur d'actes d'extrémisme violent selon l'état matrimonial des enquêtés



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Emplois et extrémisme violent. Même si en termes de proportion la différence n'est pas énorme, il ressort des données du graphique 18 ci-dessous que l'absence d'occupation professionnelle (être sans emploi) semble être un facteur qui pousse les jeunes dans des actes extrémistes violents. La proportion des personnes sans emploi auteurs d'actes d'extrémisme violent (7%) est plus élevée que celle des personnes qui ont un statut professionnel (6%). Par conséquent, il semble que le manque de travail ou le chômage pousserait en général les jeunes vers l'extrémisme violent ou la radicalisation ; c'est aussi la thèse avancée dans les travaux de recherches théoriques et empiriques actuelles (Shanta et al., 2016).

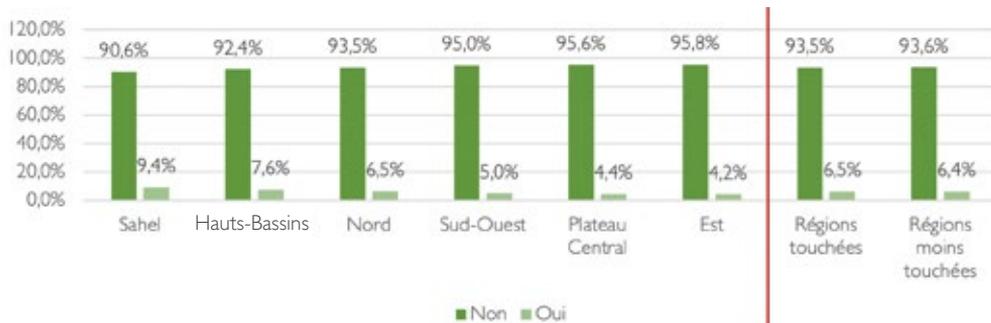
Graphique 18 : Auteur d'actes extrémistes violents selon le statut d'occupation des enquêtés



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Région de résidence et extrémisme violent. En considérant les deux groupes de régions de la recherche (selon l'ampleur du terrorisme), les enquêtes révèlent que les auteurs d'actes extrémistes violents sont répartis de façon quasi-égalitaire en termes de nombre entre les zones moins touchées comparativement aux zones touchées par le terrorisme (Sahel, Nord et Est). Cependant, la proportion (6,5%) des auteurs dans les régions les plus touchées est un peu plus élevée que celle du groupe des régions les moins touchées (6,4%) (Graphique 19).

Graphique 19 : Auteur d'actes extrémistes violents selon la région



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Lorsque l'analyse est faite en considérant les différentes régions, il ressort que même dans certaines régions qui semblent épargnées par les attaques terroristes, le taux d'auteurs d'actes extrémistes violents est relativement élevé. C'est le cas par exemple de la région des Hauts-Bassins. Dans cette région, la proportion des auteurs de violence extrémiste vaut 7,6% alors qu'elle est de 4,2% pour la région de l'Est et 6,5% pour le Nord (Graphique 20). Les investigations menées sur le terrain par l'équipe de recherche confirment ces résultats. Ces données impliquent que la maîtrise de l'extrémisme violent n'est jamais un acquis et que des mécanismes de surveillance, de contrôle et de suivi doivent être mis en place partout dans le pays. Cela doit donc s'inscrire dans les priorités au même titre que les autres politiques de développement.

Victime de violence et extrémisme violent. Les jeunes victimes de violence semblent plus impliqués dans l'extrémisme violent que ceux/celles qui ne le sont pas. La proportion des jeunes auteurs d'actes extrémistes violents est en effet relativement plus élevée au sein des jeunes victimes : elle est de 19,1% contre 4% pour les jeunes non-victimes (Graphique 20). En clair, les victimes de violence semblent reproduire la violence. La théorie du choix rationnel qui soutient que l'être humain choisit librement sa conduite et que ses motivations sont l'évitement de la souffrance et la recherche du plaisir (McMurtry et Curling, 2008) est ici validée.

Dans le cadre du Burkina Faso, ce résultat sur la reproduction de la violence est interpellateur. Il recommande une prise en charge des victimes d'attaques terroristes perpétrées sur le territoire depuis quelques années. Le résultat présenté implique concrètement que l'ensemble de ces victimes, civiles et militaires représente de potentiels acteurs de violence extrémiste si une prise en charge adéquate n'est pas mise en place en leur faveur. Si rien n'est fait, la future génération de terroristes est déjà en place avec un cycle de violence qui peut devenir un cercle vicieux.

Graphique 20 : Auteur d'actes extrémistes violents selon le statut de victime ou non des enquêtés

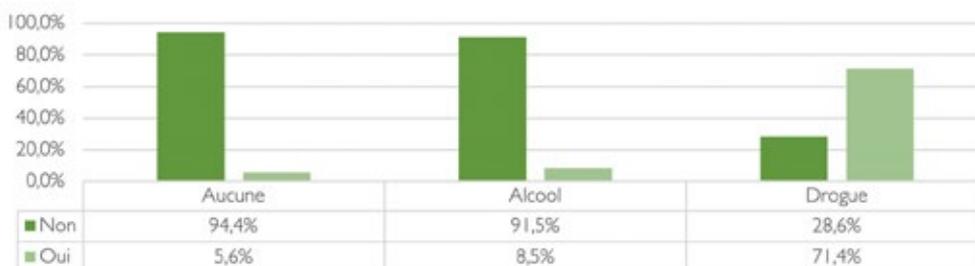


Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Consommation de substances psychotropes et extrémisme violent. En comparant les jeunes qui ne consomment aucune substance psychotrope à ceux qui en consomment, la proportion des auteurs de violence extrémiste augmente fortement d'une catégorie à une autre : elle passe en effet de 5,6% (pour les non-consommateurs de substances psychotropes) à 10% (pour les jeunes qui en consomment). On remarque également que la tendance à basculer dans des actes d'extrémisme violent semble augmenter avec la dangerosité de la substance. En effet, environ trois quarts (71,4%) des jeunes qui consomment la drogue ont commis des actes de violence extrémiste, alors que cette proportion est de 8,5% pour les jeunes consommateurs d'alcool (Graphique 21). Renforcer

les politiques et les moyens de contrôle de la circulation des substances psychotropes peut donc constituer une action pertinente pour consolider la résilience des jeunes tout en réduisant l'expansion de l'extrémisme violent au Burkina Faso.

Graphique 21 : Auteur d'actes extrémistes violents selon le type de substance psychotrope consommée par les enquêtés



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Profil type du jeune auteur d'actes extrémistes violents. En considérant l'ensemble des données ci-dessus analysées, le jeune susceptible de commettre des actes de violence extrémiste est généralement une personne de sexe masculin sans emploi (formel ou non) avec un niveau d'éducation secondaire. Il vit en milieu urbain et consomme des substances psychotropes (alcool et/ou drogue). En général, il ne vit pas en couple (Cf. Graphiques 14 à 21).

5.3. Principales motivations

En général, les principales motivations des auteurs d'actes extrémistes violents est fonction du type de violence. Dans l'ensemble, les analyses des données d'enquête montrent que cinq (5) principales motivations peuvent être retenues pour expliquer les actes perpétrés par les auteurs de violence extrémiste enregistrée, comme le montrent les données du tableau 60 ci-dessous. Il s'agit par ordre d'importance (nombre de fois cité) des motifs de règlement de compte (23,3%), de rapports de force/leadership/contrôle de ressources (15%), de satisfaction personnelle (13,3%), économique (11,7%) et politique (10%). À cela, d'autres motivations de diverses natures sont également avancées par les jeunes.

De façon spécifique, les menaces et intimidations sont surtout liées à des motifs de règlement de compte (29%), de rapports de force/leadership/contrôle de ressources (21,7%) et de satisfaction personnelle (14,5%). Les enlèvements et séquestrations perpétrés sont liés dans la majorité (50,1%) des cas à trois types de motivations : règlement de compte, rapports de force/leadership/contrôle ressources et politique. À cela, on note aussi des actes commis sans aucune motivation (33,3%). Les crimes et meurtres sont surtout liés à des motifs d'ordre économique (28,6%) et d'autres motivations (notamment liées à l'exercice d'une fonction) (28,6%). Les destructions de matériel sont notamment liées à des motifs politiques (42,9%) et économiques (14,3%). Quant aux pillages et vols, ils s'expliquent par des motivations économiques (37,5%), de satisfaction personnelle (25%), mais aussi par des règlements de compte (12,5%) et des raisons politiques (12,5%).



Tableau 60 : Principales motivations des auteurs d'actes d'extrémisme violent selon le type de violence (%)

Motivations	Menace/intimidation	Enlèvement/séquestration	Crime/meurtre	Mariage forcé	Destruction de matériel	Pillage/vol	Autre
Économique	8,7	0,0	28,6	0,0	14,3	37,5	0,0
Règlement de compte	29,0	16,7	0,0	0,0	9,5	12,5	66,7
Rapport de force/leadership/contrôle de ressources	21,7	16,7	14,3	0,0	4,8	0,0	0,0
Satisfaction personnelle	14,5	0,0	14,3	33,3	9,5	25,0	0,0
Sans aucune motivation	5,8	33,3	14,3	0,0	9,5	0	0,0
Politique	0,0	16,7	0,0	33,3	42,9	12,5	0,0
Religieuse	4,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autre	15,9	16,7	28,6	33,3	9,5	12,5	33,3
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020



40,8%
des victimes
des actes
extrémistes
violents sont
des hommes

5.4. Principales victimes

L'examen des données des enquêtes (Tableau 61) réalisées dans le cadre de cette recherche montre que globalement, les premières victimes des actes de violence extrémiste recensées sont les personnes physiques, notamment des hommes (40,8% des victimes). La deuxième cible de ces violences a été le Gouvernement composé de ses structures au niveau central, régional et communal (21,7%). En ce qui concerne le Gouvernement, dans les faits, les multiples revendications à travers les manifestations et réclamations violentes enregistrées depuis quelques années pourraient expliquer ces faits. D'autres organisations ont été victimes de ces violences extrémistes perpétrées par ces auteurs de violence. Il s'agit notamment des édifices publics dont les écoles, CSPS, etc., les mosquées/églises, les FDS, des groupes ethniques ou des communautés ciblées et même des villages entiers.

Tableau 61 : Victimes des auteurs d'actes d'extrémisme violent selon le type de violence (en %)

Victimes	Menace/intimidation	Enlèvement/séquestration	Crime/meurtre	Mariage forcé	Destruction de matériel	Pillage/vol	Autre
Gouvernement (central, régional, communal)	5,8	50,0	57,1	33,3	52,4	37,5	0,0
Village sans cible particulière	0,0	16,7	0,0	0,0	0,0	12,5	0,0
FDS	0,0	0,0	14,3	0,0	4,8	0,0	0,0

Victimes	Menace/ intimidation	Enlèvement/ séquestration	Crime/ meurtre	Ma- riage forcé	Destruc- tion de matériel	Pil- lage/ vol	Autre
Mosquée/église	0,0	0,0	14,3	33,3	0,0	0,0	0,0
Édifices publics (école, CSPS, etc.)	2,9	0,0	0,0	0,0	23,8	12,5	0,0
Ethnie/communauté particulière	1,5	0,0	0,0	33,3	0,0	0,0	0,0
Hommes	55,1	0,0	14,3	0,0	14,3	37,5	66,7
Femmes	18,8	16,7	0,0	0,0	4,8	0,0	33,3
Autre	15,9	16,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

5.5. Occurrences des actes de violence



Les données du tableau 62 montrent que la période est liée au type de violence. Les actes de destructions de matériel ont été quasiment commis pendant la journée (90,4% entre le matin et le soir au plus tard à 18h). De façon détaillée, on les enregistre surtout dans la matinée (57,1%) et la soirée (33,3%). Les menaces et intimidations se sont aussi déroulées dans la journée, notamment dans l'après-midi (55,1%). Quant aux mariages forcés, ils ont été organisés à 100% pendant la nuit. C'est également dans la même période que s'est déroulée la majorité des violences portant sur l'enlèvement/la séquestration, de même que les crimes/meurtres.

Tableau 62 : Période de la journée pendant laquelle les violences extrémistes ont été commises selon le type de violence (%)

Occurrences	Menace/ intimidation	Enlèvement/ séquestration	Crime/ meurtre	Mariage forcé	Destruc- tion de matériel	Pillage/ vol	Autre
Matinée (avant 13h)	29,0	16,7	0,0	0,0	57,1	37,5	0,0
Après-midi (13h-18h)	55,1	16,7	28,6	0,0	33,3	12,5	16,7
En début de soirée (19-21h)	14,5	16,7	14,3	33,3	0,0	25,0	66,7
Tard dans la soirée (après 21h)	1,5	50,0	57,1	66,7	9,5	25,0	16,7
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

En ce qui concerne les lieux où les violences extrémistes ont été commises, il faut noter qu'ils dépendent également des types de violence comme le montre le tableau 63 ci-après. Les violences

perpétrées majoritairement dans la sphère familiale sont le mariage forcé (66,7%). Les menaces et intimidations sont aussi surtout commises dans la sphère familiale (31,9%). Par ailleurs, ces actes ont été aussi perpétrés dans la rue, les lieux de travail et au marché.

Les violences de rue portent majoritairement sur la destruction de matériel (61,9%). Les enlèvements et séquestrations ont eu lieu principalement et par ordre d'importance dans les établissements d'enseignement/formation (33,3%), les ménages/familles (16,7%), au marché (16,7%) et dans le quartier (16,7%). Pour les crimes/meurtres, ils ont été commis principalement dans les lieux de travail et au marché (28,6%), les ménages et le quartier (14,3%). Quant aux pillages/vols, ils ont eu lieu principalement dans la rue (37,5%), les ménages (25%) et les établissements d'enseignement/formation (12,5%).

Tableau 63 : Lieux où les actes d'extrémisme violent ont été commis par les auteurs selon le type de violence (%)

Lieux	Menace/ intimidation	Enlèvement/ séquestration	Crime/ meurtre	Ma- riage forcé	Destruc- tion de matériel	Pil- lage/ vol	Autre
Dans les ménages/ familles	31,9	16,7	14,3	66,7	0,0	25,0	16,67
Dans la rue	20,3	0,0	0,0	0,0	61,9	37,5	50
Travail	11,6	0,0	28,6	0,0	4,7	0,0	0,0
Marché	11,6	16,7	28,6	33,3	0,0	0,0	0,0
Établissement d'enseignement/ formation	4,3	33,3	0,0	0,0	19,0	12,5	0,0
Stade (match de football)	1,4	0,0	0,0	0,0	4,8	0,0	16,7
Bars/maquis/ cabaret	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0,0
Quartier	8,7	16,7	14,3	0,0	9,5	0,0	0,0
Autre	8,7	16,7	14,3	0,0	0,0	25	16,7
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Ce chapitre a établi le profil des auteurs de violence extrémiste en se basant sur des critères préétablis et constitués sur la base de la littérature. Il ressort que l'auteur de violence extrémiste typique est généralement très jeune et de sexe masculin sans emploi (formel ou non) avec un niveau d'éducation secondaire et un esprit de cohésion sociale relativement faible. C'est une personne qui vit généralement en milieu urbain dans le régime hors mariage et consomme des substances psychotropes (alcool et/ou drogue).

Les analyses ont permis aussi d'identifier cinq (5) principales motivations qui expliquent les actes perpétrés par les auteurs de violence extrémiste enregistrée. Il s'agit des motifs de règlement de compte, de rapports de force/leadership/contrôle de ressources, de satisfaction personnelle, mais aussi des motifs d'ordre économique et politique. Dans l'ensemble, la période de la journée et les lieux où ces violences sont perpétrées sont fonction des types d'actes d'extrémisme violent.

Chapitre 6

Opportunités économiques et résilience des jeunes à l'extrémisme violent

La littérature identifie un certain nombre de facteurs (sociaux, économiques, etc.) susceptibles d'expliquer la résilience ou le basculement des jeunes dans l'extrémisme violent (Hagberg et al., 2019 ; Shanta et al., 2016 ; Macours, 2009). Parmi ces facteurs, les opportunités économiques occupent une place de choix. C'est sur cette base que reposent notamment les initiatives comme le PUS-BF et bien d'autres initiatives en cours de mise en œuvre au Burkina Faso. L'objectif de ce chapitre est d'identifier ces facteurs spécifiquement dans le contexte burkinabè, en particulier en ce qui concerne les zones enquêtées. Il vise particulièrement à mettre en lumière, le poids relatif de la variable « Opportunités économiques » dans la question de la résilience des jeunes. Pour ce faire, deux sections sont abordées. La première section présente le profil des jeunes dits résilients. Quant à la deuxième section, il analyse le lien entre opportunités économiques et résilience des jeunes à l'extrémisme violent.

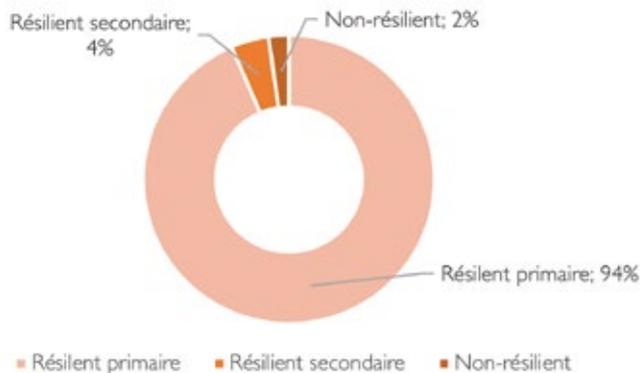
Mais avant de poursuivre, il convient de rappeler qu'une jeune femme ou un jeune homme est dite/dit résiliente ou résilient à l'extrémisme violent s'il/elle n'est jamais tombé.e dans des actes d'extrémisme violent ou n'a jamais collaboré ou été enrôlé.e par les groupes extrémistes malgré le fait qu'il/elle baigne dans un environnement plutôt favorable. De plus, il/elle n'a pas un esprit de radicalisation. Tous les autres cas sont classés dans le cas de non-résilience (Cf. 1.3.1. Théorie de la résilience présentée). Sur cette base, le point suivant présente le profil du jeune résilient en lien avec quelques caractéristiques socioéconomiques des enquêtés.



6.1. Profil général des jeunes résilients

De façon globale, et ce malgré le contexte d'insécurité, la grande majorité des jeunes enquêtés (94%) n'a jamais été auteur d'actes d'extrémisme violent selon la définition retenue par cette recherche (Graphique 22). « Seuls » 6% des jeunes (femmes et hommes) enquêtés reconnaissent avoir commis au moins une fois, des actes qualifiés d'extrémisme violent cités et retenus par la recherche. Il faut noter que parmi les auteurs de violence extrémiste, 35,8% sont non résilients et continuent donc de poser des actes extrémistes violents, du moins au moment des enquêtes.

Graphique 22 : Répartition des enquêté.e.s par catégorie de résilience à l'extrémisme violent



Note : Résilient primaire : jeune jamais tombé dans la violence | Résilient secondaire : jeune sorti de la violence

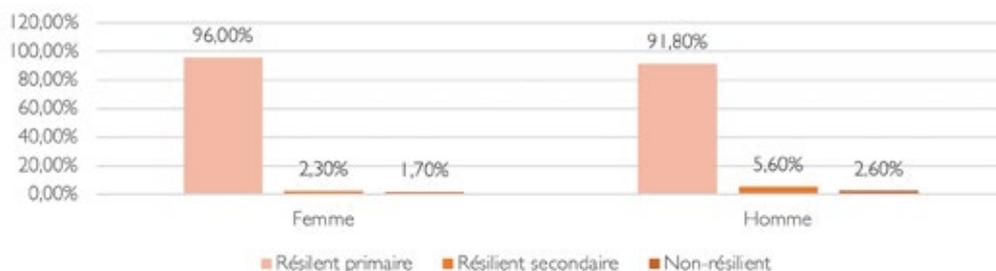
Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Parmi les variables susceptibles d'influencer la résilience des jeunes à l'extrémisme violent, la cohésion sociale semble être un facteur clé comme mentionné plus haut (Cf. point 4.1). Une analyse du profil des jeunes résilients peut donner des pistes de réflexion pour non seulement maintenir les jeunes dans la résilience à l'extrémisme violent, mais aussi accompagner ceux ou celles qui sont déjà impliqué.e.s dans ces actes à en sortir progressivement.

Cette analyse permet également d'identifier d'autres facteurs pouvant influencer la résilience à l'extrémisme violent. Pour ce faire, les facteurs tels que le sexe, l'âge, l'état d'esprit de cohésion sociale, le niveau de vie du ménage et le niveau d'instruction de l'auteur de violence, la situation matrimoniale, le type d'occupation, le milieu de résidence, le fait d'être victime de violence et la consommation de substances psychotropes sont utilisés pour régresser le phénomène de résilience des jeunes. En attendant le lien formel établi par le modèle économétrique, quelques constats intéressants peuvent être tirés de l'analyse statistique.

Genre et résilience à l'extrémisme violent. Les données d'enquêtes montrent que l'extrémisme violent a un visage surtout masculin (Graphique 23). De manière claire, les violences extrémistes sont surtout commises par des jeunes de sexe masculin. Il semble que les femmes soient plus résilientes que les hommes face à l'extrémisme violent. Cela au regard de l'éducation donnée à la femme et la place qui lui est accordée culturellement.

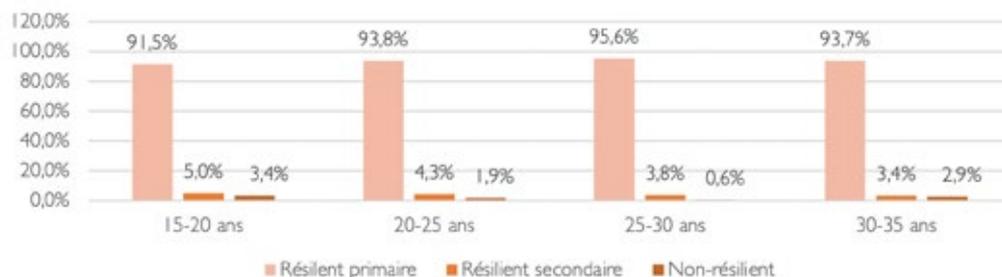
Graphique 23 : Résilience à l'extrémisme violent selon le sexe de l'enquêté.e



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

En considérant l'âge, les actes extrémistes violents sont en général perpétrés par les jeunes de moins de 20 ans (Graphique 24). Cette situation peut s'expliquer par le fait que les jeunes de cette catégorie d'âge traversent la phase d'adolescence avec toutes les implications connues en termes d'instabilité comportementale.

Graphique 24 : Résilience à l'extrémisme violent selon la catégorie d'âge

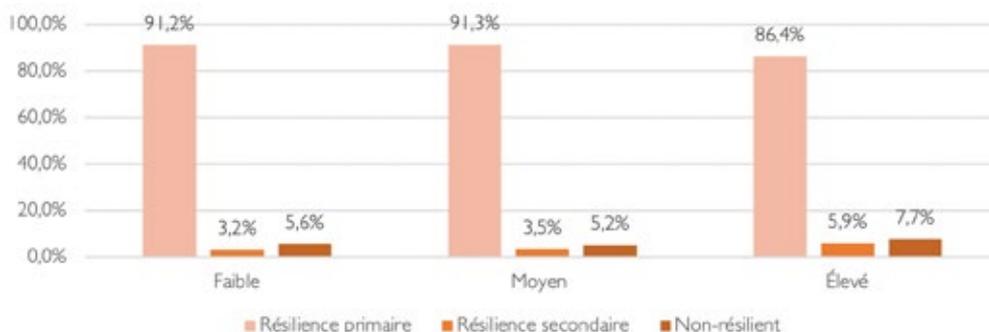


Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

État d'esprit de cohésion sociale et résilience à l'extrémisme violent. De manière générale, l'indice global de cohésion sociale est relativement élevé. Il est estimé à 0,78 sur une échelle de 0 à 1. En considérant les jeunes jamais entrés dans l'extrémisme violent, cet indice est de 0,78 en moyenne. Pour ceux/celles qui ont déjà été auteurs, mais sont devenu.e.s résilient.e.s, l'indice moyen est de 0,75 contre 0,68 pour ceux/celles qui commettent toujours de tels actes. Ainsi, des jeunes résilients aux non résilients, l'indice de cohésion sociale baisse et passe respectivement de 0,78 à 0,68. Pour une partie non négligeable des personnes-ressources interrogées sur la question de la faible résilience à l'extrémisme violent chez les jeunes, la baisse de la cohésion en est l'une des principales raisons.

Niveau de vie du ménage et résilience à l'extrémisme violent. Les données du graphique 25 ci-dessous n'indiquent pas l'existence d'un lien clair entre le niveau de vie et la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. La proportion des jeunes résilients est quasiment la même pour les niveaux de vie faible et moyen, soit environ 91%. Chez les jeunes de niveau de vie élevé, cette proportion est encore plus faible, soit 86,4%. En revanche, le taux de résilience secondaire est plus élevé. Ce résultat corrobore ceux trouvés par Shanta et al. (2016) qui montrent que l'extrémisme violent n'est pas automatiquement associé à la pauvreté.

Graphique 25 : Résilience à l'extrémisme violent selon le niveau de vie



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

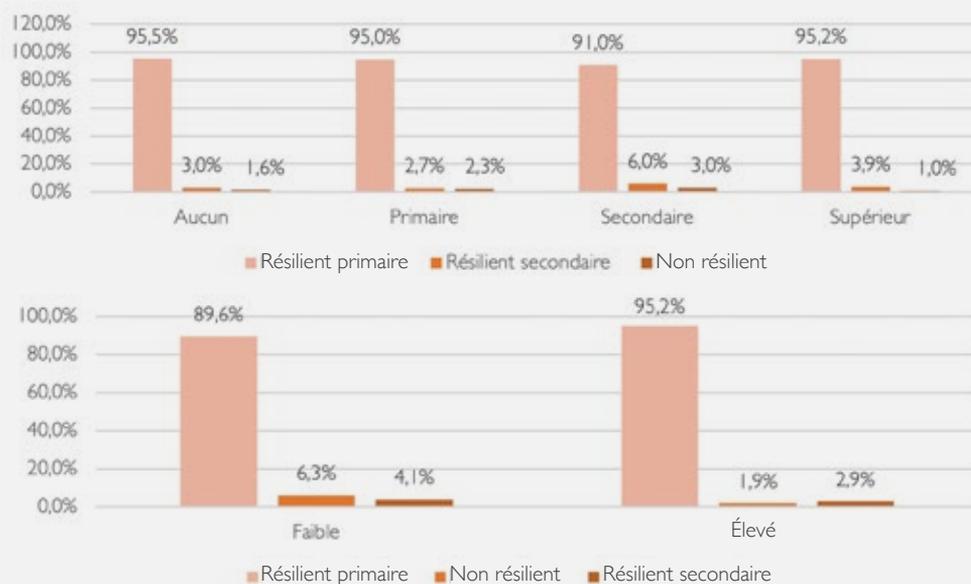
Niveau d'instruction et résilience à l'extrémisme violent. En général, les données de la recherche tendent à montrer que le niveau de résilience est positivement lié au niveau d'instruction. Dans le cas de cette recherche, une exception est cependant notée pour le niveau secondaire : pour ce niveau d'instruction, la proportion des résilients (91%) est relativement plus faible comparativement aux autres niveaux d'éducation, y compris pour les jeunes sans aucun niveau d'instruction (plus de 95%) (Graphique 26). Selon diverses sources d'explication, ce constat est lié à l'évolution biologique des intéressés.

En effet, les jeunes de niveau secondaire traversent en général l'âge de la puberté. Une phase de la vie pendant laquelle l'enfant défie toute forme d'autorité et devient particulièrement difficile à faire entendre raison. Dans le temps, des mécanismes endogènes d'éducation tels que l'initiation étaient utilisés pour mieux encadrer ces jeunes et les accompagner vers la maturité. Selon une autorité coutumière de la région de l'Est (à l'atelier régional de Fada tenu le 18 février 2022), « ... le délaissement total de ces valeurs culturelles, sans l'adoption d'autres mécanismes d'accompagnement en remplacement, a constitué un facteur important du taux relativement élevé du basculement de ces jeunes dans l'extrémisme violent à l'âge considéré... ».

En comparant les jeunes de niveau d'instruction relativement plus élevé (au moins le secondaire) et les jeunes de niveau d'éducation relativement faible, l'effet potentiel de l'éducation sur la résilience des jeunes est plus visible. Parmi les jeunes de niveau d'instruction élevé, la proportion des non résilients est trois fois moins importante que celle des non résilients pour les jeunes de faible niveau d'instruction.

Ces résultats confirment le rôle clé de l'éducation discutée en partie plus haut. Il est un outil de construction et de maintien des jeunes dans la résilience comme le soutiennent de nombreux travaux (Shanta et al., 2016).

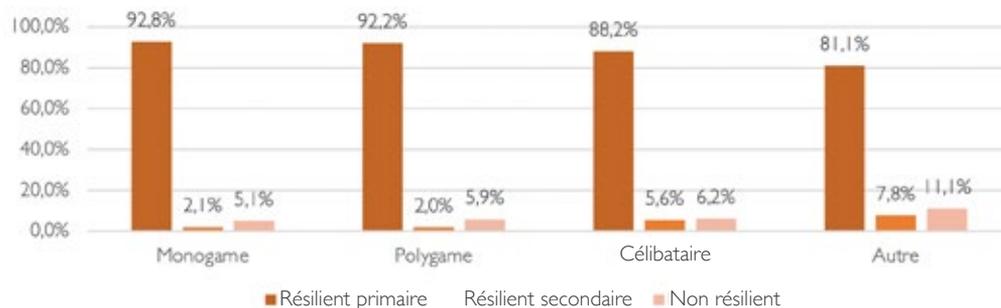
Graphique 26 : Résilience à l'extrémisme violent selon le niveau d'instruction



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Situation matrimoniale et résilience à l'extrémisme violent. Le graphique 27 ci-dessous montre que les jeunes vivant dans le mariage (monogamie ou polygamie) semblent plus résilients que ceux qui n'y vivent pas (célibataire, divorcé, veuf/veuve, concubinage). Les responsabilités et l'aide des parents peuvent en être l'explication. Ce résultat confirme d'ailleurs les travaux du GRAAD Burkina (2019) qui montraient que la famille était un important repère pour la jeunesse en développement. Ce sont d'ailleurs ces responsabilités familiales qui sont avancées dans les discussions de focus group pour expliquer cette forme de résilience.

Graphique 27 : Résilience à l'extrémisme violent selon la situation matrimoniale

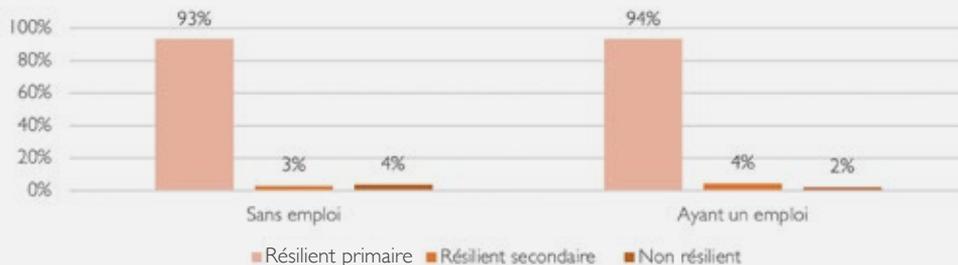


Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Occupation et résilience des jeunes à l'extrémisme violent. De façon globale, les données du graphique 28 ci-dessous semblent indiquer que l'occupation professionnelle (avoir un travail) est un facteur de résilience. La proportion des jeunes résilients à l'extrémisme violent (94%) est un peu plus élevée que celle des personnes qui sont sans occupation (93%). En conséquence, le manque de travail ou le chômage pousse en général les jeunes vers l'extrémisme violent ou la radicalisation ; c'est d'ailleurs la thèse avancée dans bon nombre de travaux de recherches théoriques et empiriques actuelles (Bhatia et Ghanem, 2017 ; Shanta et al., 2016).

Lors des discussions avec les personnes-ressources au niveau régional, l'insertion des jeunes est régulièrement citée parmi les principaux facteurs favorables au non-basculé des jeunes dans l'extrémisme violent. Seulement, les données statistiques ici présentées semblent indiquer un lien plutôt faible. À ce stade, il est donc difficile de trancher sur la question qui est renvoyée à l'analyse économétrique.

Graphique 28 : Résilience à l'extrémisme violent selon la catégorie socio-professionnelle

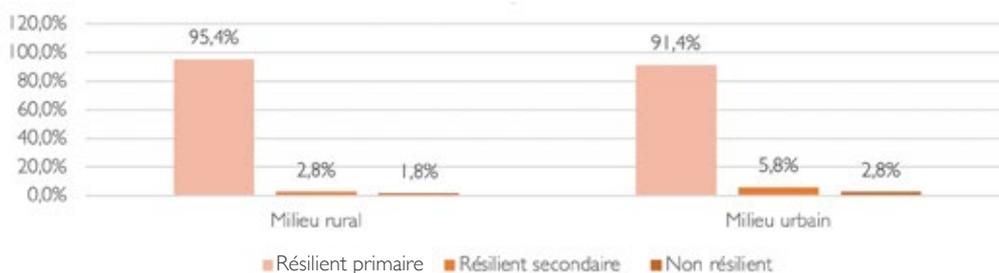


Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Milieu de résidence et résilience à l'extrémisme violent. Comme dans les travaux antérieurs réalisés au Burkina Faso (GRAAD Burkina, 2019), les données de cette enquête semblent indiquer que les jeunes issus du milieu rural sont plus résilients que ceux du milieu urbain. En effet, dans le milieu rural, cette proportion est de 95,4% contre 91,4% pour le milieu urbain (Graphique 29).

Ce résultat peut se comprendre aisément quand on considère l'influence de la présence des parents sur la résilience des jeunes. Comparativement au milieu urbain, cette présence parentale est beaucoup plus élevée.

Graphique 29 : Résilience à l'extrémisme violent selon le milieu de résidence

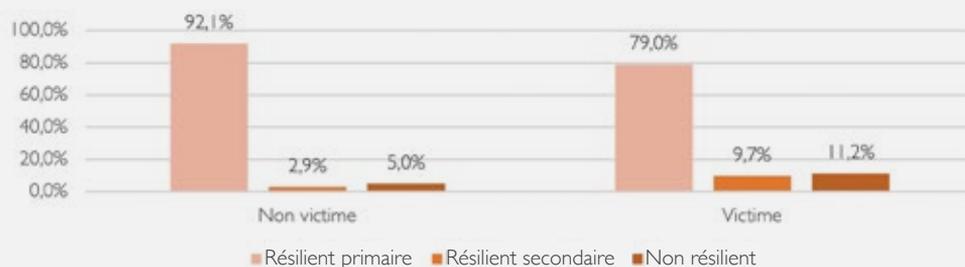


Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

En considérant les deux types de zones définies par la recherche (zones touchées et moins touchées), les enquêtes révèlent que les auteurs d'actes d'extrémisme violent sont répartis de façon quasi-égale entre les zones moins touchées comparativement aux zones relativement plus touchées par l'extrémisme violent (Sahel, Nord et Est). Même si le type de zone a une influence sur la résilience des jeunes, l'analyse statistique ne permet pas de conclure sur le sens réel et la force d'influence.

Victime de violence et résilience à l'extrémisme violent. Les jeunes ayant déjà subi (victimes) des violences semblent moins résilients à l'extrémisme violent que ceux qui ne l'ont pas subi. La proportion des jeunes résilients est en effet relativement plus faible au sein des jeunes victimes : elle est de 79% contre 92,1% pour les jeunes non victimes (Graphique 30).

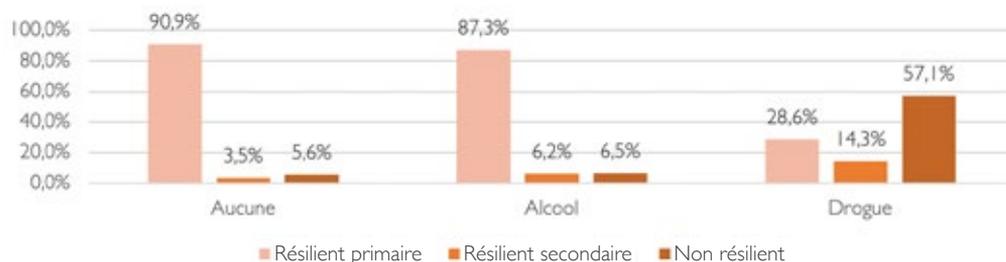
Graphique 30 : Résilience à l'extrémisme violent selon le statut de victime de violence extrémiste



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Consommation de substances psychotropes et résilience à l'extrémisme violent. En comparant les jeunes qui ne consomment aucune substance psychotrope à ceux/celles qui en consomment, notamment la drogue, la proportion des personnes non résilientes augmente très fortement d'une catégorie à une autre : elle passe en effet de 6% (pour les non-consommateurs de substances psychotropes) à 71% (pour les personnes qui en consomment). Pour ceux/celles qui consomment uniquement l'alcool, cette proportion est de 9% (Graphique 31). Le renforcement des politiques et des moyens de contrôle de la circulation des substances psychotropes peut constituer donc une action très pertinente pour le maintien ou la construction de la cohésion sociale avec la jeunesse.

Graphique 31 : Résilience à l'extrémisme violent selon la consommation de substances psychotropes



Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

Profil type du jeune burkinabè résilient. En considérant l'ensemble des données ci-dessus analysées, le jeune burkinabè résilient est généralement d'un bon esprit de cohésion sociale. C'est un jeune de sexe féminin ayant un emploi (formel ou non) avec un niveau d'éducation relativement élevé. Il est en général un jeune adulte vivant en milieu rural qui ne consomme pas de substances psychotropes et vit en général dans un couple monogame (Graphiques 22 à 31).



6.2. Opportunités économiques et résilience des jeunes : analyse statistique

António Guterres, Secrétaire Général des Nations Unies (ONU) disait : « *Je suis convaincu que l'édification de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes, fondées sur le plein respect des droits de l'Homme et offrant des perspectives économiques à tous, est le moyen le plus concret et le plus adapté d'échapper à l'extrémisme violent* » (PNUD, 2017 : page iii). Il faut noter que cette citation entre en droite ligne avec les principales hypothèses posées dans la littérature traitant de l'extrémisme violent. Pour traiter de ces hypothèses et pour mieux comprendre le phénomène au Burkina Faso, cette section analyse l'effet de l'accès aux opportunités économiques sur leur résilience à l'extrémisme violent. Avant d'aborder les analyses, des précisions conceptuelles sont données ou rappelées.

6.2.1. Indices d'opportunités économiques et de cohésion sociale : définitions et calculs

En rappel, le concept d'opportunités économiques retenu dans cette recherche considère l'inclusion des opportunités économiques comme le processus par lequel tous les individus ont accès aux choses qualifiées de « *circonstances* ». Une telle approche permet de prendre en compte plusieurs dimensions dont l'accessibilité, la disponibilité et l'utilisation qui peuvent être évaluées séparément.

Plusieurs travaux empiriques ont développé la mesure de l'inégalité des chances dans la pratique, mais cette recherche s'appuie sur la méthodologie de la Banque mondiale. Cette méthodologie calcule un Indice d'Opportunité Humaine (IOH) composite qui évalue différemment l'inégalité des chances dans l'accès aux services de base.

Le choix de cette méthodologie est lié à la flexibilité de l'indice, car il est possible d'ajouter d'autres variables de circonstances que celles proposées dans la méthodologie de base, pour

affiner et contextualiser le calcul de l'indice si les données sont disponibles. L'IOH est calculé en trois étapes. Premièrement, il est choisi un bien ou un service de base spécifique sur lequel des normes minimales sont définies pour caractériser pleinement l'accès. Deuxièmement, un ensemble de circonstances pertinentes est retenu. Troisièmement, sur la base des données d'enquêtes, il est calculé le taux de couverture et la pénalité pour le bien ou le service considéré.

En termes d'application, dans cette recherche, les biens et services de base retenus sont au nombre de treize (13) : sécurité alimentaire, éducation, santé, conditions de logement (eau potable, assainissement, électricité), existence dans la localité de marché simple et de bétail, de périmètre agricole aménagé, de plan d'eau, de moulin, d'électricité (SONABEL, COPEL, système solaire, etc.). Compte tenu de l'importance des infrastructures dans la problématique, l'existence de route bitumée/aménagée desservant la localité a été considérée dans les calculs.

En ce qui concerne les variables de circonstances, la recherche a retenu le sexe et le milieu de résidence du jeune, le niveau d'éducation, l'âge, le sexe du Chef de Ménage (CM), la dépense/tête et la taille du ménage. Le tableau 64 ci-après décrit l'ensemble des variables utilisées. L'indice est ici appelé Indice d'Opportunités Économiques (IOE).

Tableau 64 : Description des variables utilisées pour le calcul de l'IOE

Variables	Description	Moyenne/ fréquence (%)	IOH moyen
Variables de circonstances			
Sexe du jeune (%)	1 = homme ; 0 = femme	57,6	
Milieu de résidence (%)	1 = urbain ; 0 = rural	42,7	
Niveau d'éducation (%)	1 = au moins le secondaire ; 0 = si non		
Age du CM	Année révolue	42,4	
Sexe du CM	1 = homme ; 0 = femme	93,4	
Dépense/tête	Dépense mensuelle totale du ménage en FCFA/ taille du ménage	2 250,8	
Taille du ménage	Nombre de personnes résidant dans le ménage	8,1	
Biens et services de base			
Sécurité alimentaire (%)	Score de consommation alimentaire : alimentation acceptable = 1 ; alimentation faible = 0	56,5	0,63
Éducation (%)	Existence d'infrastructures (écoles) = 1 ; si non = 0	47,0	0,44
Santé (%)	Existence de formation sanitaire = 1 ; si non = 0	97,8	0,93
Eau potable (%)	Accès à l'eau potable = 1 ; si non = 0	86,1	0,82
Assainissement (%)	Existence de toilettes dans le ménage = 1 ; si non = 0	69,1	0,67
Électricité du ménage (%)	Accès à l'électricité dans la maison = 1 ; si non = 0	51,7	0,75
Marché de bétail (%)	Existence de marché dans la localité = 1 ; si non = 0	37,5	0,35
Marché simple (%)	Existence de marché de bétail dans la localité = 1 ; si non = 0	69,4	0,65
Périmètre aménagé (%)	Existence de périmètre agricole aménagé dans la localité = 1 ; si non = 0	28,6	0,25
Plan d'eau (%)	Existence de plan d'eau dans la localité = 1 ; si non = 0	36,5	0,34
Moulin (%)	Existence de moulin dans la localité = 1 ; si non = 0	95,6	0,97
Électricité de la localité (%)	Existence d'électricité (SONABEL, COOPEL, système solaire, etc.) = 1 ; si non = 0	59,3	0,87
Route (%)	Existence d'une route bitumée ou aménagée desservant la localité	91,3	0,56

Source : Auteur; inspiré de la littérature

Par rapport à la cohésion sociale, il faut noter qu'elle a été mesurée empiriquement en utilisant la méthode des scores : des scores allant de 0 à 1. Rappelons que le score 1 qui signifie que le comportement de l'enquêté.e va dans le sens de la cohésion sociale et 0 si non. Pour ce faire, une série de questions est posée à chaque enquêté.e. Ces questions ont été formulées expressément de manière à pouvoir construire chaque sous-dimension et dimension de la cohésion sociale. L'indicateur est ainsi calculé pour chaque dimension en faisant la somme des scores obtenus. Par la suite, l'indicateur a été normalisé à un (1).

6.2.2. Accès aux opportunités économiques et caractéristiques socioéconomiques des enquêtés



0,631 d'indice d'opportunités économiques sur une échelle de 0 à 1 pour les 6 régions

Accès aux opportunités économiques selon les régions.

Pour les six régions concernées par les enquêtes, l'indice d'opportunités économiques estimé dans cette recherche est de 0,631 sur une échelle de 0 à 1, (Tableau 65). De manière générale, même si l'indice calculé dans le contexte de la recherche est relativement appréciable, il reste faible comparativement à d'autres pays en développement, tels que la Jamaïque (0,73), le Paraguay (0,67) qui déjà en 2009 enregistraient des indices nettement plus élevés (Barros et al., 2009).

Par ailleurs, les calculs montrent des disparités régionales. En effet, il ressort des analyses que les jeunes des régions les moins touchées semblent avoir plus accès aux opportunités économiques que les jeunes des régions les plus touchées. L'indice moyen d'opportunités économiques enregistré dans les régions touchées reste en dessous de la moyenne nationale, soit 0,629 et inférieur à celui des régions moins touchées qui vaut 0,660. Selon les données collectées, la région du Nord est la région où les jeunes ont un accès aux opportunités relativement plus élevé (0,660) comparativement aux autres régions. Les jeunes des régions du Sahel, du Plateau Central, du Sud-Ouest enregistrent respectivement un IOE de 0,634 ; 0,660 et 0,650.

De toutes les régions enquêtées, l'Est est la région où les jeunes semblent avoir le moins accès aux opportunités économiques mal-

gré ses potentialités minières, touristiques, agricoles, sylvicoles, etc. Pour expliquer cette situation, après avoir validé le résultat, les parties prenantes de la région de l'Est (réunies à l'atelier régional du 18 février 2022) ont avancé au moins quatre (04) principales raisons :

- (i) l'exclusion des jeunes de la sphère de décision dans le contrôle et l'accès aux ressources, et de la plupart des processus de mise en œuvre des projets et programmes de développement de la région ;
- (ii) leur désintéressement de certaines activités telles que l'agriculture qui présente pourtant d'énormes potentialités ;
- (iii) le manque d'initiatives privées de la part des jeunes limités notamment par leur faible compétence ;
- (iv) les contraintes d'accès aux sources de financement.

La région des Hauts-Bassins est la seule parmi les régions moins touchées à enregistrer un IOE en dessous de la moyenne (0,619), malgré ses énormes potentialités économiques (touristiques, agricoles, sylvicoles, climatiques, etc.) et son statut de capitale économique du pays. Les raisons avancées lors de l'atelier d'échanges de la région sont similaires que celles citées ci-dessus.

Tableau 65 : Indice d'opportunités économiques selon la région

Type de région	Régions	IOE moyen	
Région moins touchée	Plateau central	0,660	0,634
	Sud-Ouest	0,650	
	Hauts-Bassins	0,619	
Région touchée	Sahel	0,634	0,629
	Nord	0,666	
	Est	0,591	
Ensemble		0,631	

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Genre et accès aux opportunités économiques. Les données du tableau 66 ci-dessous montrent que les hommes semblent avoir plus accès aux opportunités économiques que les femmes. En effet, l'IOE moyen estimé pour les jeunes hommes (0,635) est légèrement supérieur à celui des femmes (0,631). Plusieurs arguments peuvent expliquer cette inégalité, dont les principaux sont l'accès et le contrôle des ressources, la dotation en capital humain, les pesanteurs socioculturelles dont est victime la jeune femme burkinabè. Les travaux de l'OCDE (2018) montrent par exemple qu'une série de perceptions et de pratiques sociales restreint les droits des femmes et réduit leur accès aux opportunités économiques et sociales par rapport aux hommes, telles que l'inclusion financière ou l'engagement politique.

Tableau 66 : Indice d'opportunités économiques selon le sexe de l'enquêté.e

Sexe de l'enquêté.e	IOH moyen
Homme	0,635
Femme	0,626
IOH global	0,631

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Catégorie d'âge et accès aux opportunités économiques. Le tableau 67 ci-après synthétise le niveau d'accessibilité des jeunes aux opportunités économiques selon la catégorie d'âge. Il ressort qu'en moyenne, les plus jeunes ont relativement moins accès aux opportunités économiques en comparaison avec les plus âgés. Il faut noter également que l'IOE des plus jeunes (0,626) est inférieur à la moyenne générale trouvée. Ce faible accès peut s'expliquer, d'une part, par le fait que la majorité des plus jeunes poursuit ses études et, d'autre part, par leur faible expérience et leur savoir-faire comparativement aux plus âgés. En plus, l'inadéquation des formations avec les besoins réels des entreprises en termes de qualification en est une explication. Dans le contexte du Burkina Faso, c'est bien une réalité, les aînés de sexe masculin surtout, sont ceux qui ont le plus accès aux moyens et aux ressources qu'ils contrôlent.

Tableau 67 : Indice d'opportunités économiques selon la catégorie d'âge de l'enquêté.e

Catégorie d'âge	IOH moyen
Jeune	0,637
Plus jeune	0,626
IOH global	0,631

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Niveau de vie et accès aux opportunités économiques. Selon les données du tableau 68 ci-après, le niveau d'accessibilité aux opportunités économiques semble contribuer à améliorer le niveau de vie des ménages ou vice-versa. En effet, l'IOE augmente lorsqu'on passe de ménages d'un faible niveau de vie (0,604) aux ménages d'un niveau de vie élevé (0,658). L'écart des indices entre le niveau de vie élevé et faible est de 0,054 point. Ce résultat révèle que plus le ménage dans lequel vit le jeune est de niveau de vie élevé, plus ce dernier a davantage accès aux opportunités économiques. Cette situation s'explique par l'assistance et l'accompagnement des autres membres nantis du ménage ou de la famille, quand on sait que le soutien familial est très important et constitue parfois un devoir dans le contexte africain.

Tableau 68 : Indice d'opportunités économiques selon le niveau de vie de l'enquêté.e

Niveau de vie	IOH moyen
Faible	0,604
Moyen	0,639
Élevé	0,658
IOH global	0,631

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

Statut de résilience et accès aux opportunités économiques. Le niveau de résilience des jeunes au Burkina Faso semble lié au niveau de leur accès aux opportunités économiques. En effet, les données du tableau 69 ci-dessous montrent que les non résilients à l'extrémisme violent enregistrent en moyenne un IOE plus faible. Plus précisément, d'un.e. jeune de niveau de résilience primaire à un.e. non résilient.e., l'IOE diminue, passant de 0,631 à 0,628 respectivement. De même, d'un.e. jeune résilient.e. de niveau secondaire à un.e. non résilient.e., l'IOE diminue également, passant de 0,653 à 0,628 respectivement. Ces résultats semblent indiquer que l'accès aux opportunités économiques peut contribuer non seulement à éviter le basculement des jeunes dans l'extrémisme violent, mais aussi à permettre aux jeunes qui ont déjà basculé dans l'extrémisme violent d'en sortir. Ce résultat semble soutenir la thèse selon laquelle l'amélioration de l'accès des jeunes aux opportunités est un moyen de lutte et de prévention de l'extrémisme violent. Il faut rappeler que pour Bhatia et Ghanem (2017), le manque d'opportunités d'emploi adéquates pour les personnes instruites alimente le soutien à l'extrémisme violent au sein de la population générale.

Tableau 69 : Indice d'opportunités économiques selon le niveau de résilience

Niveau de résilience	IOH moyen
Résilience primaire	0,631
Résilience secondaire	0,653
Non-résilient	0,628
IOH global	0,631

Source : Enquête quantitative du Projet H2R, 2020

6.3. Opportunités économiques et résilience des jeunes à l'extrémisme violent : l'analyse économétrique



À la suite des analyses statistiques qui ont permis de tirer déjà quelques leçons sur les liens possibles entre les opportunités économiques et la résilience des jeunes au Burkina Faso. Cette section approfondit les résultats en s'appuyant sur une modélisation économétrique de la problématique. Pour ce faire, le modèle théorique est présenté, de même que la méthode d'estimation, avant de discuter des résultats générés par l'estimation. Avant ces étapes, le point suivant fait un rappel et un résumé sur les principales variables utilisées.

6.3.1. Principales variables de contrôle et d'analyse

6.3.1.1. La résilience comme variable endogène

Pour établir le lien entre opportunités économiques et résilience à l'extrémisme violent à partir d'un modèle économétrique, la résilience dont la théorie et le concept sont développés au point 1.3.1. a été définie de manière à établir clairement une distinction opérationnelle entre les jeunes résilients et ceux non résilients compte tenu de leur degré d'implication ou non dans des actes d'extrémisme violent. Les esprits de radicalisation ont été également pris en compte.

Dans ce sens, le concept de résilience a été défini comme une variable binaire qui prend deux valeurs exclusives : **la valeur 1 si le jeune est résilient et 0 si non**. C'est une approche reconnue et largement utilisée dans des contextes de besoins d'analyses de variables qualitatives

par une méthode utilisant le quantitatif. Ce qui est le cas typique de cette recherche en ce qui concerne la problématique traitée.

6.3.1.2. Les variables exogènes

En partant des grandes théories actuelles sur la problématique (Cf. 1.3.2. *Théorie des facteurs explicatifs de l'extrémisme violent*), la recherche a identifié un certain nombre de facteurs aujourd'hui évoqués par la recherche pour expliquer l'émergence de l'extrémisme violent et/ou la résilience. Afin de vérifier leur portée tenant compte du contexte burkinabè qui est celui de la recherche, ces facteurs ont été traités en variables auxquelles des analyses statistiques ont été appliquées. Les principaux résultats et les leçons de ces analyses sont présentés dans les paragraphes précédents.

Dans un souci de rappel et de synthèse, le tableau 70 suivant présente les données statistiques des variables pertinentes retenues. Compte tenu des objectifs spécifiques de la recherche et des besoins d'analyse, le tableau donne le nom de la

variable et fournit une brève description de son contenu. Par ailleurs, il présente les moyennes de chacune des variables selon l'état de résilience ou non.

Tableau 70 : Statistiques descriptives des variables explicatives

Variable	Description	Moyenne			
		Globale	Non résilient	Résilient	Différence
Opportunités économiques	Indice (IOH)	0,63	0,64	0,63	0,01
Cohésion sociale	Indice	0,78	0,71	0,78	- 0,08***
Âge	Nombre d'années	25,20	25,33	25,18	0,15
Taille du ménage	Nombre de personnes	8,07	8,13	8,06	0,07
Victime de violence (%)	1 = Victime ; 0 si non	16,23	33,94	14,26	19,68***
Milieu de résidence (%)	1 = Urbain ; 0 = Rural	42,67	49,09	41,96	7,13**
Sexe	1 = Homme ; 0 = Femme	42,37	69,09	56,35	12,74***
Niveau d'instruction	1 = Élevé ; 0 = Faible	6,32	3,03	6,69	-3,66**
Consommation de substances psychotropes (%)	0 = Aucune	80,97	9,08	90,92	
	1 = Alcool	18,60	12,75	87,25	
Occupation (%)	2 = Drogue	0,43	71,43	28,57	
	0 = Temps plein	20,85	8,71	91,25	
Situation matrimoniale (%)	1 = Temps partiel	71,00	10,19	89,81	
	2 = Sans occupation	8,15	11,94	88,06	
Situation matrimoniale (%)	0 = Monogame	38,24	7,15	92,85	
	1 = Polygame	9,30	7,84	92,16	
	2 = Célibataire	46,99	11,77	88,23	
Type de milieu de résidence	3 = Autre	5,47	18,89	81,11	
	1 = Rural	57,33	8,91	91,09	
	2 = Urbain	42,67	11,54	88,46	

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

6.3.2. Le modèle d'analyse de base et la méthode d'estimation

Compte tenu de la nature de la variable endogène, les formes fonctionnelles recommandées sont les modèles dichotomiques (Probit, Logit) (Green, 2012). L'objectif dans ces modèles est d'estimer la probabilité de l'avènement d'un

événement qui se comporte comme le fait d'être résilient ou non.

Partant de la littérature économique (Droesbeke *et al.*, 2005 ; Rahm et Huffman, 1984 ; Hausman et Wise, 1978), on peut choisir indifféremment

un modèle Logit ou Probit. Le premier, c'est-à-dire le modèle Logit, ayant l'avantage d'une plus grande simplicité dans la forme fonctionnelle. Ce modèle encore appelé courbe en « S » est la forme fonctionnelle adoptée dans la présente recherche. Il faut noter que ce modèle fait l'hypothèse que les erreurs suivent une loi logistique dont la fonction de répartition est la suivante :

$$F(X) = \frac{e^x}{1+e^x}$$

Cette fonction est de moyenne 0 et de variance

$$\frac{\pi^2}{3}$$

De manière résumée, dans un modèle à variable endogène qualitative comme Logit, il est en général défini y_i^* une variable latente caractérisant la réalisation ou non d'un phénomène quelconque ou d'un fait social comme la résilience du jeune à l'extrémisme violent tel que :

$y_i = 1 \Leftrightarrow y_i^* > 0$, le phénomène se réalise et, dans le cas de recherche, le jeune est résilient ;

$y_i = 0 \Leftrightarrow y_i^* < 0$, le phénomène ne se réalise pas, c'est-à-dire que le jeune est non résilient.

Le modèle est représenté par la relation mathématique suivante : $y_i^* = x_i\beta + \varepsilon_i$

Avec x_i représentant le vecteur des variables exogènes pour le jeune i et β le vecteur de paramètres associés aux variables explicatives et ε_i représente le terme d'erreur (ensemble des facteurs qui influencent le phénomène mais qui ne peuvent être observés et saisis).

Sous cette formulation du problème, la probabilité que la variable prenne la valeur est donnée par les équations suivantes :

$$\text{prob}(y_i = 1) = \text{prob}(y_i^* > 0) = \text{prob}(x_i\beta + \varepsilon_i > 0) = F(x_i\beta)$$

$$\text{D'où } \text{prob}(y_i = 1) = \frac{e^{x_i\beta}}{1+e^{x_i\beta}}$$

En ce qui concerne ce type de modèle, il se fait généralement par la méthode du maximum de

vraisemblance. Cette méthode suppose que les observations sont indépendantes et identiquement distribuées. La vraisemblance est définie par la fonction suivante pour des données (y_1, y_2, \dots, y_n) :

$$L(\beta) = \prod_{i=1}^n \pi(x_i)^{y_i} (1 - \pi(x_i))^{1-y_i}$$

Les estimateurs du maximum de vraisemblance sont obtenus en annulant les dérivées partielles du logarithme de la fonction $L(\beta)$.

$$\text{Log}L(\beta) = \sum_{i=1}^n y_i \log \pi(x_i) + (1 - y_i) \log (1 - \pi(x_i))$$

Les résultats dépendent de l'algorithme utilisé et de la précision adoptée lors du paramétrage du calcul. Dans le cas de cette recherche, les estimations sont faites à l'aide du logiciel STATA. 15.

6.3.2.1. Présentation des résultats d'estimation

L'analyse de la robustesse du modèle montre que l'ensemble des variables explicatives contribue à expliquer significativement la probabilité de résilience des jeunes à l'extrémisme violent, car la statistique calculée du test est supérieure à la valeur théorique (30,58) au seuil de 1% (Tableau 71). La spécification du modèle semble alors adéquate dans son ensemble et on peut interpréter les résultats issus de l'estimation.

Par ailleurs, l'application du test de Hosmer-Lemeshow (1980) montre que le modèle est correctement spécifié et correspond bien aux données utilisées (Tableau 71). Cela est conforté par un taux de prédiction correct du modèle qui est de 90,58% (Cf. Annexe 1).

En considérant la variable d'intérêt, on constate que l'accès aux opportunités économiques augmente la probabilité de la résilience des jeunes à l'extrémisme violent, mais de façon négligeable. Cependant, les variables mesurant l'indice de cohésion sociale, le niveau d'éducation et le sexe

du jeune contribuent chacune à augmenter significativement la probabilité de résilience aux seuils respectifs de 1%, 5% et 10%.

Concrètement, l'accroissement d'une unité supplémentaire (1%) de l'indice d'esprit de cohésion sociale augmente en moyenne la probabilité d'être résilient de 0,66 unités (66%). Pour le niveau d'instruction, lorsqu'on passe d'un jeune de niveau d'instruction faible à un autre de niveau d'instruction supérieur, la probabilité que ce dernier soit résilient augmente de 6% en moyenne. La probabilité pour qu'un jeune soit résilient augmente de 3% lorsqu'on passe d'un garçon à une fille. En revanche, les variables telles que le statut de non marié, la consommation de

substances psychotropes (drogue, alcool), le fait d'être victime de violence et de résider en milieu urbain ont chacune un effet négatif et significatif sur la résilience des jeunes à l'extrémisme violent au seuil d'au moins 5%. D'un.e jeune qui est marié.e sous le régime de monogamie à un.e jeune célibataire ou d'autre statut non marié, la probabilité d'être résilient.e diminue de 4% et 8% respectivement. La consommation d'alcool réduit la probabilité de résilience de 4% et celle de la drogue de 38%. Être victime de violence extrémiste réduit la chance d'un.e jeune d'être résilient.e. de 8%. Le fait pour un.e jeune de résider en milieu urbain diminue sa chance d'être résilient.e. de 5%.

Tableau 71 : Résultats d'estimation de la résilience à l'extrémisme violent

Variables		Effets marginaux	Coefficients	Erreurs types
Cohésion sociale		0,66***	7,63***	0,90
Accès aux opportunités économiques		0,13	1,67	1,67
Sexe	Réf. Homme			
	Femme	0,03*	0,33*	0,19
Âge		- 0,01	- 0,01	0,02
Niveau d'instruction	Réf. Faible			
	Élevé	0,06***	1,16**	0,49
Situation matrimoniale	Réf. Monogame			
	Polygame	- 0,02	- 0,34	0,36
	Célibataire	- 0,04**	- 0,59**	0,24
	Autre	- 0,08**	- 0,92***	0,34
Occupation	Réf. Temps plein			
	Temps partiel	- 0,004	- 0,05	0,23
	Sans emploi	- 0,005	- 0,04	0,37
Consommation de substances psychotropes	Réf. Aucune			
	Alcool	- 0,04**	- 0,47**	0,21
	Drogue	- 0,38**	- 2,59***	0,88
Victime de violence		- 0,08***	- 0,98***	0,19
Taille du ménage		0,0003	0,001	0,02
Milieu de résidence	Réf. Rural			
	Urbain	- 0,05**	- 0,66**	0,28

Variables	Effets marginaux	Coefficients	Erreurs types
Constante		- 3,43***	1,24
Wald Chi2 (15)			119,08
Prob > Chi2			0,0000
Log pseudolikelihood			- 455,04
Pseudo R²			0,15
Goodness-of-fit-test	Nombre de groupe		17
	Hosmer-Lemeshow chi2(15)		12,09
	Prob > chi2		0,6721
Nombre d'observations			1 645

Note : (***) significativité au seuil de 1% ; (**) significativité au seuil de 5% ; (*) significativité au seuil de 10%

Source : Enquête quantitative Projet H2R, 2020

6.3.2.2. Discussions des résultats

a) Facteurs favorables à la résilience des jeunes à l'extrémisme violent

Cohésion sociale et résilience des jeunes à l'extrémisme violent. Les résultats d'estimation montrent qu'un haut niveau d'instruction, un indice de cohésion sociale élevé et le fait d'être femme constituent des facteurs de renforcement de la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. De ce fait, un jeune qui a un esprit de cohésion sociale relativement bon a plus de chance de ne pas basculer dans l'extrémisme violent. Cela va de soi, car un indice de cohésion sociale élevé implique que ce jeune dispose d'une forte capacité de tolérance, de respect et d'acceptation de la diversité, etc. Ce résultat permet de conclure que la cohésion peut être effectivement une bonne arme pour construire ou renforcer la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. Les résultats confirment qu'elle est une option stratégique de politique pour contenir/maintenir ou faire sortir les jeunes de l'extrémisme violent au Burkina Faso. Dans ce sens, l'option du Gouvernement de la transition de maintenir un Ministère en charge de la problématique de la cohésion sociale est un choix pertinent.

Éducation et résilience à l'extrémisme violent. L'analyse économétrique a montré que

les jeunes de niveau d'instruction relativement élevé ont plus de chance de ne pas basculer dans des violences extrémistes comparativement aux jeunes de niveau d'instruction relativement faible, voire sans aucun niveau. Les résultats impliquent qu'une éducation de qualité accroît la capacité de l'individu et crée des conditions en lui de sorte qu'il soit plus résilient face aux idéologies et aux actes extrémistes violents. Les contenus et les méthodes pédagogiques peuvent donc renforcer la résilience des jeunes. Comme le soutient donc l'UNESCO (2017), l'éducation joue un rôle catalyseur dans la prévention de l'extrémisme violent et contribue à renforcer la résilience des jeunes. Le résultat trouvé dans cette recherche va également de pair avec ceux trouvés par Azam et Thelen (2008) qui ont montré que des niveaux d'éducation élevés découragent la participation à des activités terroristes.

Dans le même sens, CERADD et UGB (2021) ont montré que l'éducation contribue à maintenir les jeunes (de 14 à 35 ans) hors de la violence au Sénégal et au Burkina Faso. En général, l'éducation contribue au renforcement des compétences et à la facilitation de l'accès à l'emploi. L'option retenue par le Gouvernement burkinabè d'utiliser l'éducation comme moyen de prévenir l'extrémisme violent est judicieux et doit donc être renforcée.

Genre et résilience à l'extrémisme violent. Il ressort des résultats de cette recherche que les jeunes femmes sont relativement plus résilientes à l'extrémisme violent que les jeunes hommes. Ce résultat est lié au fait que, dans le contexte du Burkina Faso, les hommes fréquentent plus les milieux à risque élevé de violence que les femmes. Ils sont aussi généralement les leaders (de ménages, d'organisations ou de structures), mais aussi les membres les plus actifs pour les revendications et la défense en cas de besoin. La femme en revanche est éduquée pour s'occuper surtout du bien-être de la famille, et il est généralement mal perçu, voire inadmissible pour la société qu'une femme s'intéresse ou s'implique dans des choses susceptibles d'aboutir à la violence. Dans une recherche menée au Sénégal et au Burkina Faso, le CERADD et l'UGB (2021) ont montré que les jeunes femmes ont deux fois plus de chance de ne pas basculer dans la violence comparativement aux jeunes hommes.

Accès aux opportunités économiques et résilience à l'extrémisme violent. Même si l'accès aux opportunités économiques contribue à la résilience des jeunes à l'extrémisme violent, son effet ressort non significatif. Ce résultat implique que, dans le contexte du Burkina Faso, des facteurs encore plus déterminants sont à identifier et à maîtriser pour bâtir une résilience solide des jeunes. Ces facteurs peuvent être des catalyseurs pour que l'effet de l'accès des jeunes aux opportunités économiques puissent jouer pleinement sur la résilience des jeunes à l'extrémisme violent telle que prédit par une partie de la littérature théorique et empirique. L'un de ces facteurs peut être historique selon les informations recueillies lors des ateliers régionaux : il s'agit par exemple des systèmes stables socioculturels, socio-économiques et juridico-politiques endogènes.

Selon Yago (2020), le Burkina Faso est un pays qui a un passé lointain de coexistence caractéristique de son peuplement, de systèmes endogènes qui ont permis, durant des générations, voire des siècles, aux groupes sociaux

de se partager le même espace et coexister pacifiquement malgré leurs différences. De tels résultats suggèrent aux Burkinabè de revenir profondément dans leur passé culturel et organisationnel, afin de tirer les leçons existentielles et de bonnes pratiques s'ils veulent retrouver la cohésion et la paix tant désirées.

b) Facteurs défavorables à la résilience des jeunes à l'extrémisme violent

En rappel, quatre (04) facteurs sont identifiés dans cette recherche comme ayant un effet négatif significatif sur la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. Il s'agit du fait d'être victime de violence extrémiste, de la consommation de substances psychotropes notamment la drogue, du statut de non marié et du milieu urbain.

Selon les estimations, le statut de victime de violence extrémiste est un facteur de faible ou de non-résilience. Ce résultat s'aligne sur la théorie du choix rationnel et celle de l'apprentissage social. Pour les jeunes victimes, la violence extrémiste peut être perçue comme un moyen d'auto-défense, ou une reproduction ou même une influence des actions des pairs ou de son environnement. Selon la théorie du choix rationnel, les jeunes usent de violence pour se protéger eux-mêmes dans des situations où ils pensent manquer de pouvoir comme cela peut être le cas des jeunes victimes. Dans le contexte actuel du pays lié au terrorisme, ce résultat suggère que le Gouvernement burkinabè mette nécessairement et urgemment en place un mécanisme d'écoute, de suivi et de prise en charge psychologique des victimes civiles et militaires de la violence actuelle. Dans le cas contraire, le pays couve déjà la prochaine génération de terroristes.

Les jeunes qui ne consomment pas les substances psychotropes telles que l'alcool et la drogue ont été trouvés plus résilients à l'extrémisme violent comparativement à ceux qui en consomment. La consommation des substances psychotropes, notamment la drogue, est également un facteur qui

peut nuire à la résilience des jeunes. Il a d'ailleurs reconnu qu'en général, ce type de substances rime en général avec la violence. Il est de nature à faire perdre le bon sens, et sa consommation peut conduire généralement l'individu à poser des actes en dehors de son contrôle. Ce résultat a été aussi trouvé par le CERADD et l'UGB (2021) pour le cas du Burkina Faso et du Sénégal. L'étude du GRAAD-Burkina (2019) au Burkina Faso a révélé que la consommation des substances psychotropes était le troisième facteur le plus cité par les jeunes comme une des raisons du basculement dans la violence.

Le milieu urbain est aussi identifié comme un facteur défavorable à la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent. Dans le cadre du Burkina Faso, plusieurs éléments peuvent expliquer cet état de fait. Dans ce milieu, et historiquement, les jeunes ont baigné dans des manifestations aboutissant à des violences importantes et à des destructions du matériel public et privé, ils ont vécu les effets du grand banditisme, etc. qui sont plus intenses dans les grands centres urbains. C'est aussi le milieu où on enregistre le plus grand nombre de jeunes de niveau d'instruction plus élevé sans emploi et qui estiment avoir droit à des conditions de traitement et de vie meilleures que le pays n'arrive pas à leur procurer.

Or, la littérature (Shanta et al., 2016 ; Gurr, 1970) montre que les jeunes qui vivent dans des conditions pareilles sont relativement plus exposés au basculement dans l'extrémisme violent. Le PNUD (2017) et de nombreuses autres études réalisées en Afrique trouvent qu'une grande partie des extrémistes violents sont issus de milieux relativement aisés. Ce qui pousse à examiner d'autres facteurs de motivation.

En considérant la situation matrimoniale, comparativement aux jeunes célibataires, en situation de concubinage ou de veuvage, les jeunes vivant en couple dans le sens large semblent plus résilients.

Ce résultat s'explique par l'important rôle que jouent les relations familiales dans le maintien

de la cohésion sociale dans les pays africains en général. La présence d'un partenaire (conjoint ou conjointe) apporte également plus de stabilité chez les individus. Par ailleurs, on sait aussi que les responsabilités familiales (parent, chef de ménage, etc.) contribuent à dissuader les individus à prendre des risques importants, du moins en général. Dans les travaux menés par le PNUD (2017), l'analyse économétrique a révélé que le statut de marié contribue d'une certaine manière à dissuader les individus de rallier une organisation extrémiste.

Pour conclure, ce chapitre a consisté en l'analyse des facteurs explicatifs de la résilience des jeunes à l'extrémisme violent par l'approche économétrique. Les premières analyses ont montré que le jeune burkinabè résilient est généralement d'un bon esprit de cohésion sociale. C'est un jeune sexe féminin ayant un emploi (formel ou non) avec un niveau d'éducation relativement élevé. Il est en général un jeune adulte vivant en milieu rural qui ne consomme pas de substances psychotropes et vit en général dans un couple monogame.

Pour formaliser les analyses statistiques, la recherche a utilisé le modèle Logit. Les estimations faites ont révélé que l'accès aux opportunités économiques améliore la résilience des jeunes à l'extrémisme violent, mais son effet n'est pas déterminant. Les informations collectées lors des ateliers régionaux d'échanges ont permis de justifier cet état de fait. Il est ressorti que des facteurs tels que la cohésion sociale, les valeurs socioculturelles, la bonne gouvernance, etc. sont très importants dans le contexte du pays pour bâtir une bonne résilience pour la jeunesse.

D'un côté, les facteurs favorisant de façon significative la résilience des jeunes à l'extrémisme violent sont la cohésion sociale, le sexe et le niveau d'éducation de l'individu. En clair, un jeune ayant enregistré un indice de cohésion sociale relativement élevé a plus de chance d'être résilient, de même qu'un jeune de sexe féminin ou de niveau d'éducation élevé. D'un autre côté, le

fait d'avoir été victime de violence extrémiste, de vivre en milieu urbain, d'être non marié ou de consommer des substances psychotropes réduit les chances des jeunes d'être résilients à l'extrémisme violent. Les résultats des estimations suggèrent que le choix du Gouvernement du Burkina Faso de faire de la cohésion sociale et de l'éducation des outils de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent est très pertinent. La recherche suggère donc le renforcement des actions visant à bâtir la cohésion sociale et la promotion d'une éducation pertinente, de bonne qualité visant le renforcement de l'employabilité des jeunes burkinabè.

Enfin, en considérant les résultats relatifs au statut de victime de violence, l'État devrait mettre en place des mécanismes d'écoute, de suivi et de prise en charge psychologique des personnes victimes de violence extrémistes, particulièrement les Personnes Déplacées Internes (PDI), mais aussi les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) engagées dans la lutte contre l'extrémisme violent et qui sont particulièrement touchées. Il serait aussi indiqué de redynamiser les centres d'écoute des jeunes et de les doter en personnel pluridisciplinaire compétent.

Chapitre 7

Efficacité des programmes économiques de prévention de l'extrémisme violent : cas du Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso

Depuis l'éclatement des violences extrémistes dont le terrorisme au Burkina Faso à partir de 2015³, qui se sont intensifiées depuis lors, l'État a renforcé la lutte contre l'extrémisme violent, notamment en se lançant dans la mise en œuvre de stratégies et programmes d'action, tels que le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF). Excepté le PUS-BF adopté en 2017, l'État burkinabè a auparavant engagé plusieurs initiatives de lutte contre l'extrémisme violent. Ces initiatives peuvent être regroupées, d'une part, en initiatives d'ordre administratif et organisationnel et, d'autre part, en initiatives d'ordre stratégique et opérationnel. Toutefois, étant donné que le deuxième objectif de cette recherche est de fournir des recommandations d'ordre stratégique pour améliorer les programmes de renforcement de la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent, en se basant sur le cas du Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF), la deuxième et la troisième sections du présent chapitre sont consacrées expressément à la présentation et à l'évaluation dudit programme. Avant ces analyses, la première section du chapitre présente les grandes initiatives phares impliquant le Burkina Faso.

³ L'éclatement de la violence terroriste au Burkina Faso est intervenu avec l'enlèvement en avril 2015, d'un ingénieur et d'un expatrié roumain (Lulian Ghergut), travaillant à la mine de Tambao dans le nord du pays.



7.1. Grandes initiatives économiques de lutte contre l'extrémisme violent

Hormis le Programme d'Urgence pour le Sahel, depuis au moins l'année 2009 et l'adoption de la Stratégie Nationale de Promotion de la Culture de la Tolérance et de la Paix (SNPCTP), révisée en 2016, le Burkina Faso n'a eu de cesse, de se doter d'instruments de planification stratégique et opérationnelle, et/ou de mettre en place des structures de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

7.1.1. Initiatives administratives et organisationnelles de lutte contre l'extrémisme violent

L'avènement du terrorisme a conduit l'État à se doter d'organes et de structures administratives chargés de mener des actions de prévention de l'extrémisme violent, même s'il est toutefois vrai que certaines de ces structures ont été créées avant l'éclatement, au grand jour, du terrorisme sur le territoire burkinabè.

7.1.1.1. Structures administratives de lutte contre l'extrémisme violent créées avant 2015

L'une des toutes premières structures administratives créées pour prévenir l'extrémisme violent l'a été en 2014 au sein du Ministère de l'Éducation Nationale (MENA). Il s'agit du Conseil National pour la Prévention de la Violence à l'École (CNPVE) créé par décret n°2014/328/PRES/PM/MESS/MENA/MATS, du 2 mai 2014, portant composition, organisation et attributions du Conseil National pour la Prévention de la Violence à l'École. Ce Conseil national pour la prévention de la violence à l'école a, entre autres, pour rôle de :

- collecter, traiter, analyser et diffuser les données sur le climat scolaire et universitaire ;
- évaluer la situation de la violence dans les établissements scolaires et universitaires ;
- identifier les principales sources de violence ;

- proposer au Ministre de tutelle toute disposition nécessaire à l'apaisement, à la prévention et à la lutte contre la violence en milieu scolaire et universitaire ;
- contribuer à l'éducation au civisme et à la paix aux niveaux scolaire et universitaire.

Bien que contribuant indirectement, la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) créée dans chacun des pays de l'UEMOA et rattachée aux Ministères en charge des finances a été mise en place au Burkina Faso, par décret daté du 20 juin 2007. C'est la première structure de prévention de l'extrémisme violent. La CENTIF est un organe de renseignements financiers qui participe à la protection de l'économie nationale et concourt au développement d'une économie saine en luttant contre les circuits financiers clandestins, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Elle a pour mission de recueillir, traiter et diffuser le renseignement auprès des autorités compétentes ou d'autres Cellules de renseignement financier sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ou sur les flux financiers susceptibles d'alimenter ces phénomènes. Elle a également le mandat pour émettre des avis sur la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de lutte contre le blanchiment

de capitaux et le financement du terrorisme et pour proposer les réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Dans ce sens, la CENTIF apparaît comme un organe de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ou contre son financement.

7.1.1.2. Structures administratives de lutte contre l'extrémisme violent créées à partir de 2015

L'Observatoire National de Prévention et de Gestion de Conflits Communautaires.

La culture de la tolérance et de la paix en tant qu'éléments constitutifs des droits humains a commencé à être prise en compte de façon vigoureuse dans l'organisation administrative de l'État en 2015, avec la création, par décret 2015-1645/PRES-TRANS/PM/MJDHPC/MATD/MEF du 28 décembre, de l'Observatoire National de Prévention et de Gestion de Conflits Communautaires (ONAPREGECC). Le Secrétariat permanent de cet observatoire fut logé au sein du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique (MDHPC).

L'ONAPREGECC a pour missions :

- de collecter, traiter, analyser et diffuser les données sur les conflits communautaires ;
- d'évaluer périodiquement la situation des conflits communautaires dans les différentes régions du pays ;
- de déclencher l'alerte précoce en cas de risque de conflits communautaires et d'initier des actions préventives pour anticiper sur le conflit ;
- de contribuer à la résolution des conflits communautaires ;
- de fournir aux structures techniques et à tout autre acteur, les éléments de compréhension et d'orientation relatifs à la prévention et à la gestion des conflits communautaires ;

- de mener toute autre action entrant dans le cadre de la prévention et de la gestion des conflits communautaires.

L'Observatoire National des Faits Religieux (ONAFAR).

Créé par décret n°2015-985/PRES/TRANS/PM/MATD/MEF du 17 août 2015 portant création, composition, attributions et fonctionnement de l'Observatoire National des Faits Religieux. L'ONAFAR est une structure dont le rôle est de surveiller les contenus médiatiques à caractère religieux, de prévenir les discours extrémistes dans la perspective de préserver la coexistence pacifique entre les différentes religions au Burkina Faso. Elle dispose de démembrements au niveau de toutes les régions du pays.

Au regard des constats faits, rendre régulièrement disponibles les statistiques et leur exploitation judicieuse éclairent la marche vers la résilience. Les organes précédemment mentionnés doivent donc être renforcés.

La Direction Générale de la Cohésion Sociale du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (MATDCS).

Suite à la formation du Gouvernement par décret n°2019-0042/PRES/PM du 24 janvier 2019, portant composition du Gouvernement, la prévention de l'extrémisme violent a été portée par le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (MATDCS), à travers la Direction générale de Promotion de la Cohésion sociale. Au terme du décret n°2019-0317/PRES/PM/MATDC du 18 avril 2019 portant organisation du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale, ladite Direction avait en charge la conduite des actions suivantes : (i) contribuer au renforcement de l'unité nationale et du sentiment patriotique ; (ii) lutter contre toutes les formes d'exclusion ; (iii) promouvoir le dialogue interreligieux et la paix ; (iv) identifier et promouvoir les valeurs communes

et du vivre-ensemble au Burkina Faso ; (v) élaborer et mettre en œuvre une politique nationale de cohésion sociale assortie d'un plan d'actions ; (vi) élaborer, mettre en œuvre et suivre la stratégie nationale de prévention de l'extrémisme violent ; (vii) prévenir et gérer les conflits fonciers avec les Ministères compétents.

À la suite de la formation du Gouvernement de janvier 2021, la mission de promotion de la cohésion sociale a été partagée entre le MATDCS et le Ministre d'État chargé de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale qui a reçu la responsabilité de conduire les travaux de la réconciliation nationale, de finaliser et/ou d'élaborer les stratégies suivantes assorties, à savoir la Stratégie de réconciliation nationale et son plan d'actions, la Stratégie nationale de la cohésion sociale et son plan d'actions, le Pacte pour le vivre ensemble, la Stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent et son plan d'actions.

L'Antenne nationale de la Cellule Régionale, de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme violent (CELLRAD) du G5 Sahel. Suite à la déclaration faite à Niamey le 14 mai 2015 par les Ministres en charge des Affaires Religieuses des pays du G5 Sahel, recommandant la création de la Cellule Régionale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme violent (CELLRAD), le Secrétariat exécutif du G5 Sahel a, en janvier 2016, procédé à la mise en place de cette Cellule. Par la suite, de concert avec les pays du G5 Sahel, les Antennes nationales ont été créées, dont le rôle est de mettre en œuvre, au niveau national, le plan d'action de la CELLRAD, de collecter et d'analyser les données de terrain et d'organiser des séances de réflexion, de sensibilisation et de restitution des résultats de leurs analyses en matière de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

Les actions du Ministère en charge de la Culture, des Arts et du Tourisme. En no-

vembre 2018, le Ministère de la Culture du Burkina Faso a engagé la réflexion sur le rôle de la culture dans la prévention de l'extrémisme violent. À travers cette réflexion, ce département ministériel a œuvré à impliquer les acteurs culturels dans la recherche des solutions pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Une feuille de route y relative a été définie à la suite d'un colloque tenu à cet effet. La feuille de route identifie les activités majeures à réaliser afin de faire de la culture un levier de riposte et de résilience aux actions extrémistes et violentes.

En janvier 2020, cette réflexion va recevoir un écho favorable de la part des Ministres de la Culture des pays du G5 Sahel qui vont, au cours d'une conférence organisée à Ouagadougou, le 17 janvier 2020, adopter une déclaration visant à faire de la culture, un instrument de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent dans leur espace commun.

Les organes de prévention de l'extrémisme violent du Ministère en charge de la Sécurité. Avec l'accentuation du terrorisme au Burkina Faso, le Ministère en charge de la Sécurité a mis en place l'Unité d'Intervention Polyvalente de la Police Nationale (UIP-PN) qui a des compétences en lutte anti-terroriste. Préalablement au recours à la force, l'UIP-PN mène des enquêtes sur les activités à caractère terroriste ou susceptibles de le devenir. En ce sens, elle constitue en soi un outil de prévention. Il en est de même de l'Unité Spéciale d'Intervention de la Gendarmerie⁴ Nationale (USIGN), spécialisée elle aussi dans la lutte contre le terrorisme qui constitue un outil de prévention et de répression de l'extrémisme violent.

En étudiant les compétences et missions des administrations ci-dessus passées en revue et en établissant un parallèle avec les résultats des recherches relatives à l'importance de la cohésion sociale et de la prévention par l'éducation, force est d'admettre leur pertinence. De ce fait,

⁴ La gendarmerie est une structure à cheval entre le Ministère en charge de la Sécurité Intérieure et celui en charge de la Défense Nationale.

la recherche recommande de renforcer l'ancrage organisationnel de ces administrations et de leur donner les moyens nécessaires pour accomplir au mieux les missions qui leur sont confiées. Elles apparaissent comme les armes de la résilience à moyen et à long termes.

Dans ce processus, la recherche veut souligner l'importance de la culture en référant notam-

ment aux résultats sur les instruments et mécanismes culturels, traditionnels et endogènes à reconsidérer pour un meilleur encadrement de la jeunesse. Cette approche est prise en partie en compte dans le Programme de Prévention et de Gestion des Conflits par les Mécanismes Endogènes et Traditionnels (PPGCMET) 2021-2023.

7.1.2. Instruments de planification stratégique de lutte contre l'extrémisme violent

7.1.2.1. La Stratégie Nationale de Promotion d'une Culture de la Tolérance et de la Paix

Dans le cadre de la promotion du civisme, le Ministère en charge de la Promotion Civique a élaboré, dès 2008, une Stratégie Nationale de Promotion d'une Culture de la Tolérance et de la Paix⁵ assortie d'un Plan d'actions dont certaines des activités concourent à la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Sans être exhaustif, il s'agit des sessions de sensibilisation au profit d'animateurs des médias locaux dans chacune des 13 régions du pays sur la prise en compte du civisme dans les émissions, de la réalisation et de la diffusion d'émissions et de spots de sensibilisation sur la participation citoyenne dans les médias de masse et en langues nationales, de l'organisation de formations sur la laïcité, etc.

7.1.2.2. Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (SNPREV) au Burkina Faso 2021-2027

Le Gouvernement a fini par élaborer une SNPREV 2021-2027 assortie d'un premier plan d'actions à l'horizon 2021-2023. L'objectif global de cette stratégie est de contribuer à l'émergence d'une Nation de paix et d'unité fondée sur l'acceptation et le développement partagé. Les impacts attendus de la SNPREV 2021-2027 sont :

(1) le soutien à la connaissance sur la Prévention et la Résilience à l'Extrémisme Violent (PREV) et la promotion de son institutionnalisation ; (2) la réduction de la vulnérabilité à la radicalisation et à l'extrémisme violent ; (3) le renforcement de la cohésion sociale et le vivre-ensemble et ; (4) une situation paisible partagée avec les pays voisins de la sous-région. Cette stratégie est appuyée par le projet « Partenariat pour la Paix » de l'USAID. Elle est la deuxième du genre dans l'espace G5 Sahel. Elle vise une synergie d'actions coordonnées des pays membres afin de venir à bout de l'extrémisme violent dans la région de l'Afrique sahélienne⁶.

Cette stratégie a été déclinée en cinq axes stratégiques que sont :



Axe 1

La promotion d'une gouvernance transparente, inclusive et participative



Axe 2

L'accroissement du capital social pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent



Axe 3

La promotion de l'institutionnalisation de la PREV et la promotion/protection des droits humains

5 Décret n°2008-899/PRES/PM/MPDH du 31 décembre 2008

6 <https://www.infoh24.info/burkina-faso-le-Gouvernement-adopte-un-referentiel-national-pour-lutter-contre-le-terrorisme/?cn-reloaded=1>



Axe 4

La promotion des actions de résilience pour la PREV



Axe 5

Le développement de partenariats stratégiques

Le coût estimatif de la SNPREV est de 6 500 195 000 FCFA, avec un plan d'actions opérationnel 2021-2023 dont le coût s'élève à 4 300 000 000 FCFA.

7.1.2.3. Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale (SNCS) 2021-2025

Le Burkina Faso s'est doté en juillet 2021, d'une Stratégie nationale de la cohésion sociale (SNCS) 2021-2025 assortie d'un plan d'actions triennal couvrant la période 2021-2023. Cette stratégie vise à répondre à la dégradation de la paix sociale, exacerbée par la crise sécuritaire, avec les nombreuses attaques terroristes. La Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale (SNCS) a été évaluée à 9 488 867 000 FCFA sur la période 2021-2025, avec un financement acquis de 6 849 433 000 FCFA.

7.1.2.4. Stratégie Nationale d'Éducation en Situation d'Urgence 2019-2024

Afin de permettre aux enfants vivant dans les zones à fort défi sécuritaire d'accéder à l'éducation ou de poursuivre leur apprentissage à l'école, le Gouvernement a d'abord élaboré et adopté, en février 2019, la Stratégie de Scolarisation des Élèves des Zones à Forts Défis Sécuritaires (SSEZDS). Cette stratégie était pensée pour assurer la continuité éducative dans les zones d'insécurité qui ne concernaient que les régions du Sahel, du Nord, du Centre-Nord, de l'Est et de la Boucle de Mouhoun. Toutefois, au regard de la volatilité de la situation sécuritaire, cette stratégie s'est voulue flexible, pragmatique et dynamique. Elle a, au fur et à mesure, pris en compte les nouvelles régions touchées

directement par l'insécurité et celles d'accueil des populations déplacées, couvrant de ce fait l'ensemble du territoire national.

La question de la prise en compte des risques tels que les inondations, les vents violents, les risques sanitaires, etc. qui ont le potentiel d'affecter profondément le système éducatif s'est rapidement posée. La Stratégie de Scolarisation des Élèves des Zones à Forts Défis Sécuritaires a donc été ajustée pour donner la Stratégie Nationale d'Éducation en Situation d'Urgence (SN-ESU) 2019-2024. Les axes stratégiques d'intervention qui sous-tendent la mise en œuvre de la SN-ESU 2019-2024 sont :



Axe 1

Accès à l'éducation et à un environnement d'apprentissage protecteur et sécurisé



Axe 2

Enseignement et apprentissage de qualité



Axe 3

Pilotage et coordination

La vision de la Stratégie Nationale d'Éducation en Situation d'Urgence est qu'« **à l'horizon 2024, toutes les filles et tous les garçons, affectés par l'insécurité et les autres phénomènes à risque, ont accès à une éducation équitable, inclusive et de qualité dans laquelle les activités d'enseignement et d'apprentissage se déroulent dans un environnement sain et protégé avec le soutien et l'accompagnement d'une communauté résiliente** ». En concrétisant cette vision, la stratégie permet de prévenir l'enrôlement des jeunes dans les activités terroristes, donc dans l'extrémisme violent. Le coût estimatif du programme d'action triennal 2020-2022 de la Stratégie Nationale d'Éducation en Situation d'Urgence est estimé à 53 630 227 000 FCFA.

En se référant à divers éléments des résultats de recherche, toutes ces initiatives sont pertinentes dans la mesure où chacune prend en compte au moins une des problématiques soulevées. Toutefois, dans le souci d'une plus grande efficacité future et pour une meilleure allocation des ressources engagées par l'État et ses partenaires,

la recherche recommande d'associer à au moins une de ces initiatives, une évaluation d'impact formelle qui va permettre d'établir formellement, grâce aux derniers outils scientifiques disponibles, l'impact des actions menées et d'apporter des mesures correctives au besoin.

7.1.3. Instruments de planification opérationnelle de lutte contre l'extrémisme violent

Un certain nombre de projets et de programmes de prévention de l'extrémisme violent, conçus en général à l'initiative de partenaires au développement, sont en phase d'exécution ou ont été récemment exécutés. On peut à cet égard citer les programmes/projets suivants :

- **le Projet « Renforcer la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent et leur engagement en faveur de la construction de la paix à travers l'éducation ».** Il s'agit d'un projet mis en œuvre par l'UNESCO dans les trois pays que sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger ;
- **le Projet de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent (PREVI)** dans les régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel. Il s'agit d'un projet couvrant la période 2021-2023 et financé par les Pays-Bas. Son objectif est de mettre fin aux recrutements des jeunes dans les groupes djihadistes et également soutenir le retour, dans leurs familles, des jeunes déjà recrutés par les terroristes⁷ ;
- **le projet « Prévenir l'Extrémisme Violent par l'Éducation (PEV-E) ».** Il a été exécuté du 30 septembre 2020 au 31 décembre 2021, grâce à un appui du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères de la France. Ce projet a eu

comme objectif de renforcer la résilience des jeunes du Sahel dans trois pays (au Burkina Faso, au Mali et au Niger), afin de prévenir l'extrémisme violent et de promouvoir la paix et l'État de droit. En termes d'activités, il a eu pour mission d'identifier les besoins en renforcement des capacités des jeunes des zones ciblées pour qu'ils deviennent des acteurs de la paix dans leur communauté. L'une des innovations majeures de ce projet est la mobilisation de tous les acteurs de l'école, de l'ensemble de la communauté, y compris les jeunes, dans le cadre d'une approche scolaire globale, afin d'amener ces derniers à contribuer davantage à la promotion de la paix, tant dans l'espace scolaire qu'au sein de leurs communautés respectives⁸ ;

- **le Projet d'Urgence de Développement Territorial et de Résilience (PUDTR) créé par l'État avec l'appui financier de la Banque mondiale.** Ce programme a pour objectif global d'améliorer l'accès inclusif des communautés (y compris les Personnes Déplacées Internes (PDI)) des zones ciblées, aux services sociaux essentiels et aux infrastructures. Il cible principalement les populations burkinabè des quinze (15) communes des régions de la Boucle du Mouhoun (Kouka, Sanaba, Bomborokuy,

7 <https://www.agencecofin.com/securite/2003-86379-le-burkina-faso-lance-un-projet-contre-l-extremisme-violent>

8 <https://fr.unesco.org/news/au-burkina-faso-projet-renforcer-resilience-jeunes-face-lextrémisme-violent-leur-engagement>

Solenzo, Bourasso, Dokuy, Nouna, Yaba, Lankoué et Tougan) et de l'Est (Bilanga, Fada, Manni, Bogandé et Coalla). Lancé en 2021, son coût global est de 193 milliards de FCFA. Récemment, la zone d'intervention a été étendue à 10 nouvelles communes (Diabo, Diapangou, Tibga et Yamba pour l'Est ; Boromo, Dédougou, Fara, Poura, Siby et Toma pour la Boucle du Mouhoun) ;

- **le projet « Prévention de l'Extrémisme Violent par la Résilience des Communautés au Burkina Faso ».** Initié par le PNUD et le Japon à hauteur de 550 millions de FCFA, ce projet a couvert les régions de l'Est et du Centre-Nord sur une période allant du 1^{er} avril 2020 au 30 juin 2021. L'objectif du projet était de contribuer à la stabilisation des zones exposées aux risques de conflits et d'insécurité. Il a consisté à sensibiliser les communautés, à donner des capacités techniques à des personnes vulnérables, à développer des moyens alternatifs d'existence, les compétences chez les femmes pour qu'elles mènent des activités économiques durables. Une des priorités du projet était également de favoriser la bonne collaboration entre les populations et les FDS⁹ ;
- **le programme de coopération Sud-Sud du Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme.** Il s'agit d'un projet mondial qui « vise à promouvoir et à renforcer l'échange de connaissances spécialisées dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et de la prévention de l'extrémisme violent entre experts de certains pays (en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique latine et dans les Caraïbes). Il vise également à renforcer les capacités de conception et de mise en œuvre des politiques et mécanismes connexes ». Le projet a aussi pour objectif de renforcer l'échange de connaissances spécialisées entre ces derniers. Il prévoit, en outre, d'aider les pays à établir de nouveaux partenariats leur permettant de relever les défis qu'ils rencontrent en matière de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent¹⁰ ;
- **le programme « Cybersécurité et nouvelles technologies » du Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme.** Il vise à renforcer les capacités des États membres et des organisations privées à prévenir et atténuer l'utilisation abusive des progrès technologiques par les terroristes et les extrémistes violents : prévention des cyberattaques, renforcement de l'utilisation des médias sociaux pour recueillir des informations de source ouverte et des preuves numériques afin de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent en ligne, expertise dans les forums internationaux sur l'utilisation des systèmes de drones aériens à des fins terroristes, récupération et restauration des systèmes ciblés si de telles cyberattaques viennent à se produire¹¹ ;
- **le Programme de lutte contre le terrorisme axé sur les déplacements** aide aussi les États membres à créer des groupes de travail régionaux informels destinés à promouvoir l'échange d'informations et le partage des bonnes pratiques et d'enseignements, ce qui permet d'améliorer considérablement la mise en œuvre et les capacités nationales. La composante numérique du Programme, une plateforme interactive baptisée « Cooperative Online Platform », permet aux États membres d'accéder à des informations partagées

9 https://www.bf.undp.org/content/burkina_faso/fr/home/library/autrespubs/plaquette_resilience.html

10 <https://www.un.org/counterterrorism/fr/cct/south-south-cooperation>

11 <https://www.un.org/counterterrorism/fr/cct/programme-projects/cybersecurity>

aux niveaux mondial et régional en permanence et de les rapprocher en ligne du Programme de lutte contre le terrorisme axé sur les déplacements¹².

À côté de ce type de projet et programme en phase d'exécution en raison du bouclage de leur financement, l'État burkinabè a conçu des projets et initiatives visant à renforcer la résilience et à prévenir le basculement dans l'extrémisme violent qu'il essaie de mettre en œuvre, en sollicitant l'appui des partenaires techniques et financiers. Sans prétendre être exhaustif compte tenu de l'évolution rapide de la situation, font partie de ces initiatives, les projets et programmes suivants :

- **le Plan de Résilience et de Stabilisation de l'axe Ouaga-Kaya-Dori (OKD)** dont l'objectif global est de contribuer au renforcement de la résilience des populations et à la stabilisation de la zone cible : l'axe Ouagadougou (région du Centre) - Kaya (Région du Centre-Nord) - Dori (région du Sahel). Le coût global de ce Plan de Résilience et de Stabilisation est évalué à 205 501 714 888 FCFA. À la fin de l'année 2021, le financement acquis était de 57 805 224 850 FCFA ;
- **le Plan d'actions 2021-2024 pour le renforcement de la résilience des populations dans les communes de Djibo et de Pobé-Mengao (DPM).** Le coût global du Plan DPM est de 20 447 223 200 FCFA, avec un financement acquis en fin 2021 de 900 630 000 FCFA ;
- **le Projet « Amélioration de la participation communautaire à la co-production de la sécurité au Burkina Faso »** en cours de mise en place au niveau du Ministère en charge de la

Sécurité. Son objectif est de contribuer à la sécurité des personnes et des biens à travers l'amélioration de la participation des populations à la production de la sécurité dans le respect des textes en vigueur. Son coût estimatif est de 25 000 000 000 de FCFA ;

- **le Programme de Prévention et de Gestion des Conflits par les Mécanismes Endogènes et Traditionnels (PPGCMET) 2021-2023.** Estimé à 4 775 704 000 FCFA, le financement de ce programme n'était pas encore bouclé en fin 2021 ; il était porté par le Ministre d'État en charge de la Réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale ;
- **le Programme de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent (PPREV) 2022-2023** était également porté par le Ministre d'État en charge de la Réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale. Son financement n'était pas non plus entièrement couvert et dégageait, en fin 2021, un besoin de financement de 2 600 000 000 de FCFA ;
- **le Projet d'Appui à la Résilience des Populations Affectées par la Crise Humanitaire (PARPAH) 2022-2026.** Ce projet relevait du Ministère du Genre, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire. Son coût estimatif était de 8 504 241 000 FCFA en fin 2021 et était en recherche de financement pour combler son besoin de financement.

En somme, si besoin en était, l'État déploie d'énormes efforts pour faire face à la situation sécuritaire que connaît le pays depuis 2014 et même bien avant. Le tableau 72 suivant donne des chiffres indicatifs sur les efforts financiers faits.

¹² <https://www.un.org/counterterrorism/fr/countering-terrorist-travel>

Tableau 72 : Coûts estimatifs des initiatives de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent

Instruments de planification stratégique de lutte contre l'extrémisme violent	Coût estimatif (FCFA)*
Stratégie Nationale d'Éducation en Situation d'Urgence 2019-2024	53 630 227 000
Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale (SNCS)	9 488 867 000
Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (SNPREV) au Burkina Faso 2021-2025	6 500 195 000
Instruments de planification opérationnelle de lutte contre l'extrémisme violent	Coût estimatif (FCFA)*
Plan de résilience et de stabilisation de l'axe Ouaga-Kaya-Dori (OKD)	205 501 714 888
Amélioration de la participation communautaire à la coproduction de la sécurité au Burkina Faso	25 000 000 000
Plan d'actions 2021-2024 pour le renforcement de la résilience des populations dans les communes de Djibo et de Pobé-Mengao (DPM)	20 447 223 200
Projet d'Appui à la Résilience des Populations Affectées par la Crise Humanitaire (PARPAH) 2022-2026	8 504 241 000
Programme de Prévention et de Gestion des Conflits par les Mécanismes Endogènes et Traditionnels (PPGCMET) 2021-2023	4 775 704 000
Programme de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent (PPREV)	2 600 000 000
Prévention de l'Extrémisme Violent par la Résilience des Communautés au Burkina Faso	550 000 000

Note : (*) Dans certains cas, les coûts peuvent inclure ceux déjà pris en compte dans d'autres programmes

Source : compilation de l'auteur

Il faut noter que le montant global donné ne tient pas compte des coûts liés à la réorganisation de l'administration publique pour mieux prendre en compte la question ni ceux liés à l'exécution de plans prévus dans le cas de certaines politiques. Il ne prend pas non plus en compte les coûts liés à la défense et à la sécurisation du territoire.

D'un autre côté, en regardant la portée et le contenu de tous ces programmes et projets, chacun est en soi un cas intéressant à analyser, mais cela ne fait pas partie des objectifs de la recherche. Dans les paragraphes suivants, la recherche focalise donc son analyse sur le cas du PUS-BF à partir duquel elle tente de tirer des leçons.

7.2. Le Programme d'Urgence pour le Sahel : portée pour la prévention de l'extrémisme violent



En termes d'alignement avec les recommandations internationales et les bonnes pratiques actuelles, l'action du Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) n'est plus à démontrer du point de la vision. Il a été lancé au moment où le Burkina Faso fait face à une montée importante de la violence sur son territoire, en particulier dans le Nord qui subissait les attaques du groupe armé Ansarul Islam, qui semble être l'acteur principal de l'insécurité dans la zone (ICG, 2017). Par ailleurs, le PUS-BF s'inscrit en droite ligne avec les recommandations de l'ONU, notamment dans son Plan d'actions pour la prévention de l'extrémisme violent. À ce titre, le PUS-BF est à la fois un programme d'actualité et un programme en phase avec les stratégies mondiales en la matière.

D'un autre côté, la mise en œuvre du PUS-BF se fonde sur une étude diagnostique réalisée en 2016 qui a identifié comme causes de la montée de la violence, les contraintes socioéconomiques, le manque d'infrastructures, la faible diversification de l'économie (liée aux opportunités économiques) et les contraintes liées à la gouvernance administrative et locale (PUS-BF, 2017) ; facteurs que l'on retrouve dans la littérature actuelle en la matière (BAD, 2015 ; Enquête REJE, 2018). De ce fait, le PUS-BF est construit autour de l'approche ou de l'hypothèse selon laquelle les sociétés qui offrent des emplois, des services publics appropriés et une éducation à tous leurs citoyens sont à l'abri de l'extrémisme violent (McMurtry et Curling, 2008 ; PNUD, 2017). Mais, si du point de vue politique et stratégique le PUS-BF semble tout à fait justifié, sur le plan de la recherche scientifique, il est toujours sujet de controverses relativement importantes à l'image de tous les programmes

de type PEV développés dans le monde. En effet, différentes analyses contestent la pertinence de cette thèse économique qui estime que les PEV n'ont pas d'effet avéré sur la réduction de l'extrémisme violent.

Dans la littérature actuelle, il y a un certain consensus sur certains points, il s'agit de l'âge des populations qui s'engagent dans les groupes extrémistes. De ce fait, il est justifié que dans le cadre de programmes visant la résilience à l'extrémisme violent, les jeunes soient visés comme cible spécifique (Walton, 2010 ; PNUD, 2017 ; OIM, 2018). En ce qui concerne la question spécifique du genre, il n'existe pas, à notre connaissance, une étude sur le Burkina Faso prenant réellement en compte cette variable en lien avec l'extrémisme violent. Comme le montre l'analyse sur les politiques, la femme notamment est surtout prise en compte seulement comme victime.

La présente recherche n'entend pas remettre en cause l'existence du PUS. Elle entend plutôt, à travers l'analyse du lien entre opportunités économiques et résilience à l'extrémisme, apporter une contribution aux débats avec de nouveaux éléments, notamment en mesurant le poids des opportunités économiques par rapport aux autres facteurs explicatifs mis en exergue dans la littérature. Par ailleurs, au regard de l'évolution de l'insécurité, l'État burkinabè est en train d'étendre le programme, même dans les zones dites aujourd'hui les plus sécurisées. Il était important d'apprécier l'efficacité relative de ce type de programme afin de guider les décideurs sur leurs futures actions en matière de Prévention de l'Extrémisme Violent (PEV). Il s'agit donc en clair d'une recherche visant à mettre au jour des résultats permettant de rendre ce type de programme plus efficace.



7.3. Résilience à l'extrémisme violent : l'efficacité du PUS à la lumière des résultats de recherche

Pour atteindre les objectifs spécifiques fixés, le PUS a organisé son intervention autour de quatre grands axes qui sont les suivants : (1) prise en charge des défis sécuritaires, (2) optimisation de la gestion des urgences humanitaires et sociales, (3) renforcement de la présence de l'État, (4) construction des bases de la résilience des populations et des territoires (PUS, 2020). Bien que tous ces axes d'intervention et leurs dimensions soient intéressants, l'analyse ici développée se focalise presque exclusivement sur l'axe 4, compte tenu des objectifs spécifiques de la recherche construits autour de la problématique de la résilience des jeunes. En termes d'approche, l'analyse d'efficacité se fait par une lecture de l'intervention pratique du PUS sur le terrain sous le prisme des résultats de la recherche en quatre (4) points, compte tenu des leçons déjà tirées par le programme lui-même dans ses rapports annuels de 2017 à 2020.

7.3.1. Faiblesses conceptuelles et implications pratiques

Selon les contextes, il est important de souligner que ces concepts n'ont pas la même portée. Le terrorisme, la radicalisation et l'extrémisme violent sont des concepts subjectifs qui ont un sens différent, comme le laisse apparaître la littérature sur le sujet. Aujourd'hui, les faits montrent que leur définition est en constante évolution puisqu'ils se manifestent de différentes manières dans différentes parties du monde, exploitent de nouvelles vulnérabilités et emploient de nouvelles approches et technologies. Aussi, avant de s'engager dans des programmes et initiatives spécifiques, il est important d'avoir conscience des perceptions et nuances locales et de comprendre la manière dont ces termes sont employés. Dans le cas du PUS-BF, le contenu des documents de projet montre que cette démarche n'a pas été bien suivie.

En effet, dans le document de projet du Programme d'Urgence pour le Sahel, plusieurs concepts apparaissent sans être clairement définis : fragilité, cohésion sociale, résilience, etc. Ce défaut sur tous les termes mentionnés limite la précision de l'action du programme, mais cette recherche se limitera à une analyse du cas du concept de la résilience. Dans son

axe 4, le Programme d'Urgence pour le Sahel vise à « construire les bases de la résilience des populations et des territoires » dans lesquels il intervient comme mentionné précédemment. **Pour une intervention efficace et au regard du caractère multidimensionnel du concept de résilience, cette notion devrait faire l'objet d'une définition plus ou moins claire à la fois sur les plans conceptuel et pratique, ce qui n'est apparemment pas le cas. Ce manque de précision revêt différents aspects d'efficacité importants.**

D'abord, la clarification du concept permet de cibler la dimension à attaquer en priorité au regard des spécificités des contextes. Ce faisant, elle permet une meilleure allocation des ressources humaines et financières dont la mobilisation pose quelques problèmes selon les rapports d'exécution annuels. D'un autre côté, cette clarification permet d'avoir un système de suivi-évaluation plus utile et des indicateurs plus directement liés aux objectifs spécifiques définis. C'est également un outil d'aide à la décision quant à la planification efficace des activités. Cette situation, couplée à d'autres faits que les rapports produits, ne présente que des indicateurs de réalisation d'activités. Est-ce que le PUS est sur la bonne

voie qui lui permettra d'atteindre son but ? Il est impossible de répondre clairement à la question dans le contexte actuel. Dans la pratique, un tel manquement a ouvert de nombreuses critiques au sein de la jeunesse qui trouve l'idée du programme bonne, mais sans effet sur leur quotidien.

Sur un autre plan, une telle appréciation soulève la question du ciblage des bénéficiaires des activités à déployer/déployées. Par un tirage aléatoire de jeune dans les six (6) régions enquêtées, moins de 10% connaissent le PUS, ses objectifs et ses actions. Cela pose également un problème de visibilité et de communication sur lequel l'analyse ne s'attarde pas surtout qu'elle a été clairement identifiée comme faiblesse dans la stratégie d'extension de 2019. Comme il est mentionné dans cette stratégie d'extension, « *Une visibilité rendue nécessaire, car elle s'avère être une condition sine qua non pour corriger le sentiment d'abandon par l'État que ressentent certaines populations qui les rend de ce fait plus réceptives aux appels lancés par les groupes extrémistes.* »

De la lecture des documents de projet du PUS-BF, il ressort que ce programme part du postulat qu'il faut un changement de paradigme dans la conceptualisation de la sécurité et de la paix, en mettant en évidence la relation entre le développement, la gouvernance et le renforcement de la sécurité humaine. À ce titre, le PUS-BF se veut « *une réponse structurelle au terrorisme et à l'insécurité qui sévissent dans les régions du Sahel et du Nord* ». **En partant des principes fondateurs de l'analyse économique, pour une réponse structurelle, il aurait fallu mettre en place une**

stratégie ou une politique visant un horizon temporel minimum de dix (10) ans. Sur cette base, le PUS-BF dont la durée est de quatre (4) ans aurait été conçu comme une action conjoncturelle entrant dans le cadre global d'une vision ou d'actions plus structurées dans le temps. Aussi, il faut noter que dans les concepts, la vision urgentiste du PUS-BF ne cadre pas vraiment bien avec la réponse structurelle que souhaite apporter l'État face à la recrudescence de l'extrémisme violent. En effet, les actions retenues par le PUS-BF ne permettent pas de voir la particularité de ce programme d'avec le PNDES ni avec les divers programmes qui s'exécutent dans le pays. De notre lecture de la situation, cette insuffisance ne remet pas en cause la pertinence du PUS-BF si l'on considère le but recherché, mais découle d'une appréhension insuffisante du problème.

Pour plus d'efficacité, tout programme visant la résilience devrait clarifier en premier lieu son approche ; répondre clairement à la question de savoir ce qui fera partie de la résilience et ce qui n'en fera pas partie. Il devra sur cette base établir des indicateurs SMART d'impact et cela est capital pour plusieurs raisons : une meilleure allocation des ressources, une meilleure articulation avec les espaces d'intervention, mais également une capacité plus grande de mobilisation des ressources financières. En effet, comme le montre la littérature et la pratique actuelle, des évaluations bien ficelées mobilisent les partenaires qui voient, à travers elles, les bénéfices réels qu'apportent les efforts qu'ils ont consentis.

7.3.2. Zones d'intervention

Adopté en juillet 2017, le Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) a couvert initialement deux régions, à savoir celles du Sahel et du Nord qui étaient les régions les plus affectées par l'extrémisme violent et le terrorisme. En juin 2019, compte tenu notamment de l'extension géographique du phénomène dans le pays, le programme a **été étendu aux régions du Centre-Nord, de l'Est, du Centre-Est et de la Boucle du Mouhoun. Le PUS couvre aujourd'hui six (6) régions sur treize (13) conformément à la stratégie élaborée à cet effet la même année (mars 2019).**

Dans la situation actuelle, c'est un positionnement dans l'ensemble très pertinent au regard des niveaux de réactions possibles dans le processus de construction de la résilience, comme l'indique le schéma 3 ci-après. Les résultats de la recherche sur les niveaux de résilience des jeunes selon la région militent en faveur de ce positionnement initial.

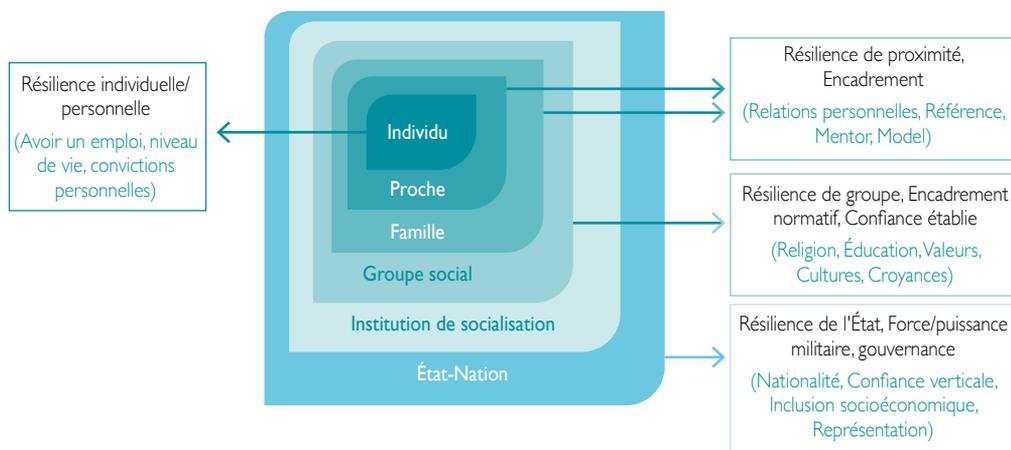
La survenue d'un choc ou d'une adversité subite nécessite la mise en place d'actions rapides et urgentes dans les zones, tout au moins les plus affectées, avec pour objectif d'éviter que le niveau de résilience ne descende en dessous du seuil critique, jugé socialement catastrophique à court, moyen et long termes. Ce qu'il convient d'appeler le malheur de l'intervention rapide est qu'elle oblige à prendre des décisions sans une totale maîtrise du contexte et des réalités.

De la même manière, la qualité des objectifs fixés peut en souffrir: Les critiques aujourd'hui faites au PUS peuvent se comprendre sous cette considération des faits. Dans cette logique, apprendre donc de ce type de programme devient une nécessité cruciale, un chemin obligé pour des interventions mieux ficelées et plus efficaces, l'homme n'étant totalement jamais à l'abri de l'adversité. Ce qui a fondamentalement manqué dans ce déploiement relève du domaine des objectifs à poursuivre et des actions à mener.

7.3.3. Ciblage des bénéficiaires

En termes de bénéficiaires, le PUS-BF semble avoir une cible très large incluant les jeunes femmes et hommes, les services de sécurité publics, les collectivités territoriales et les chefs de circonscriptions administratives locales. Si cette volonté peut se comprendre par les volontés des initiateurs d'avoir une approche holistique du problème, elle est une faiblesse importante. En effet, de manière générale, des ciblage très larges réduisent l'efficacité de l'action. En ce qui concerne particulièrement le PUS, cette faiblesse réside dans le fait qu'elle limite le potentiel du programme à traiter de manière plus spécifique et plus efficace des problématiques de résilience dans les zones ciblées. La résilience n'est pas universelle. Selon la littérature, elle est fonction de nombreux facteurs. Dans le contexte de cette recherche, ces facteurs sont résumés dans le schéma ci-après. Ce schéma est construit à partir des entretiens menés auprès des jeunes hommes et femmes.

Schéma 3 : Échelles de résilience

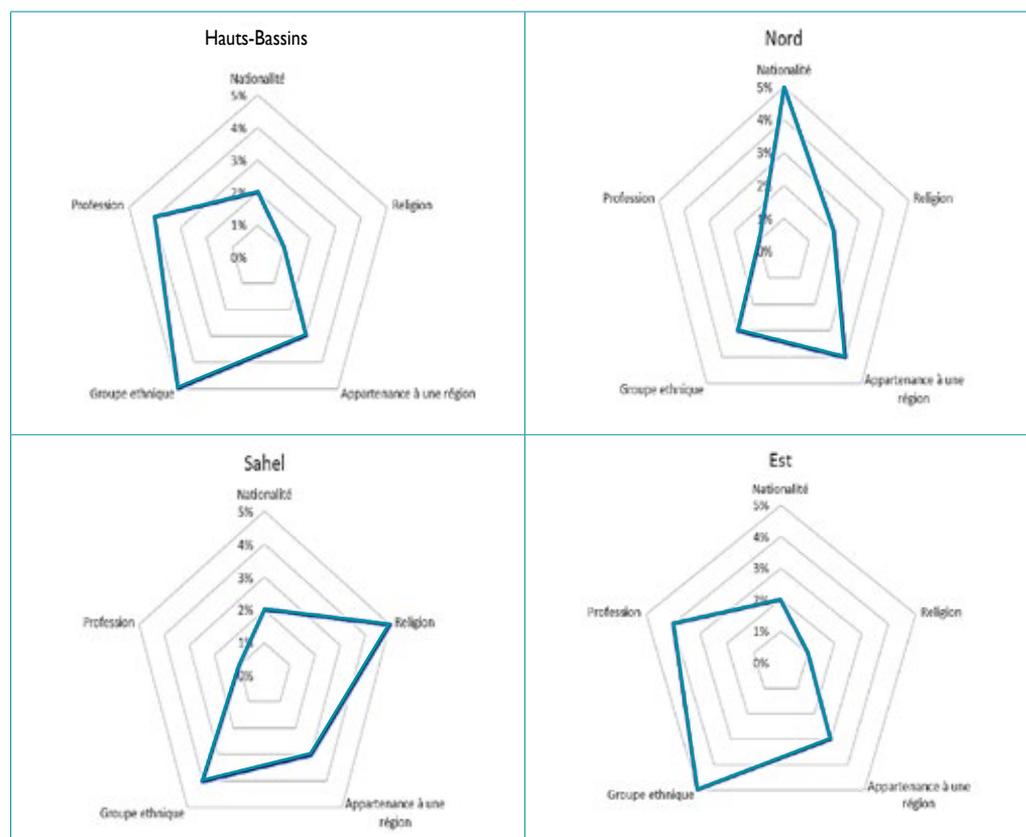


Source : Auteur, inspiré de la littérature

Selon le schéma 3 ci-dessus, la résilience des jeunes burkinabè est articulée autour de six (6) principales valeurs individuelles et/ou collectives. Il tend à montrer qu'un ciblage défini sur une notion général de la résilience a des chances limitées d'être efficace. Sur ce point, l'analyse de la liste des principales cibles et des réalisations montre ou confirme le fait que le PUS-BF est un programme assez en marge sur une problématique complexe et spécifique qu'est l'extrémisme violent (OIM, 2018 ; OSCE, 2014).

Si la résilience d'un jeune est liée à son environnement social, toute action sur l'individuel n'aura aucune portée. La leçon à tirer de ce schéma est que pour plus d'efficacité, les PEV doivent rapidement identifier et établir une typologie des principaux facteurs de résilience des populations à atteindre avant d'agir. Par l'action spécifique, une telle démarche permettrait par ailleurs d'être plus efficient. Une analyse du sentiment d'appartenance des jeunes enquêtés résumée dans les graphiques suivants soulignent l'importance et la pertinence d'une telle approche même au niveau d'une région ou d'une province. Elle permettrait de mieux définir les points d'attaque du programme à mettre en place. Cette analyse permet également de définir les meilleures voies socioculturelles à emprunter pour toucher les personnes visées.

Schéma 4 : Classification des sentiments d'appartenance



Source : Auteur

7.3.4. Actions prévues/réalisées

Encadré I : Réalisations du PUS en 2018

Sur le **plan socio-économique**, il faut noter entre autres :



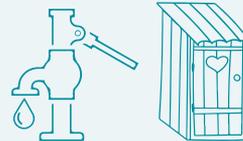
La construction de **05 maternités**, de **03 dispensaires**, de **03 Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS)**, de **07 dépôts de médicaments essentiels génériques**, de **8 incinérateurs** et de **6 blocs de latrines**



la construction de **23 écoles** (préscolaire, primaire, postprimaire, lycée), de **bureaux et logements pour enseignants**, de **magasins**, de **forages** et des **acquisitions de vivres pour des cantines scolaires**



La réalisation de **30 forages positifs** et de **10 systèmes d'Adduction d'Eau Potable Simplifiée (AEPS)**



100 forages neufs et **1 400 latrines familiales semi-finies**



L'**interconnexion électrique** entre **Kongoussi et Djibo** et entre **Kaya et Dori** par une **ligne 90 Kv** ainsi que le **raccordement de 6 localités** au réseau électrique et **10 villages électrifiés**



Le **bitumage de la route Kongoussi-Djibo** et les **travaux d'entretien routier** et d'**aménagement de pistes** en cours de plus de **500 km**

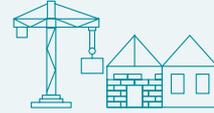


La **formation de 185 jeunes** du Sahel dans le cadre de l'opération « permis de conduire »



La mise à disposition de **kits d'installation aux jeunes formés à hauteur de 40 millions de francs CFA** et l'**acquisition de matériels didactiques** et de **formation estimée à 121,5 millions de francs CFA**

Dans le domaine de **la gouvernance administrative et locale**, on a enregistré essentiellement la construction de **12 préfectures, de 06 résidences de préfets** ainsi que **des clôtures de préfectures, de résidences de préfets et d'un Haut-commissariat** (Séno).



En matière de **sécurité et de défense publiques**, la mise en œuvre des actions a permis la construction de **07 commissariats et d'une brigade territoriale de gendarmerie** ainsi que la **dotations en moyens roulants** (voitures et motocyclettes) et **divers matériels de sécurité**.



Concernant **la Gestion du programme et l'appui institutionnel**, outre l'organisation et la tenue réussie du lancement officiel du programme à Tongomayel le 3 août 2017 sous la présidence de SEM le Premier ministre, on note les acquis suivants :

- (i) l'opérationnalisation du dispositif de pilotage et de coordination et l'élaboration d'outils de planification et de suivi-évaluation ;
- (ii) la tenue des sessions du Conseil d'Orientation Stratégique (COS) sous la présidence de SEM le Premier ministre ;
- (iii) la mise en place des cadres de suivi au niveau régional ;
- (iv) la tenue des rencontres mensuelles des points focaux des ministères impliqués ;
- (v) la mobilisation des ressources auprès des partenaires techniques et financiers (UE : 50 millions d'euros, UEMOA : 1 milliard de FCFA, France : 1 million d'euros, SNU : 8 millions de dollars, BADEA : 250 millions de FCFA, USAID : 2 millions de dollars et UNOPS : 250 millions de FCFA).

Source : PUS (2019)

Pour parer à la situation, dès son lancement le 3 août 2017 à Tongomayel (PUS-BF, 2019), le PUS a mené un certain nombre d'actions/d'activités bien répertoriées dans ses rapports annuels de 2017 à 2020.

Sans aucun doute, l'utilité de ces actions pour le **développement des bénéficiaires ne souffre d'aucun doute. Seulement, immédiatement après l'avènement d'un choc ou la survenue d'une adversité, toutes les actions ne sont pas recommandées. Selon le cas, les initiatives premières doivent être le secours (l'action militaire ciblée) et le relèvement précoce (le soutien aux personnes directement touchées par l'adversité sur le plan socio-psychologique).**

Bien que nécessaires, les actions de développement de moyen et long termes sont inefficaces et peuvent devenir budgétivores sans un effet significatif dans la mesure où l'on ne maîtrise ni les racines, ni la portée de l'adversité naissante. À titre d'exemple, dans certaines zones, les moyens de production et de distribution (barages, marchés à bétail, etc.) mis en place par le PUS sont tout simplement improductifs, dans la mesure où ces zones sont hors zones de contrôle et donc zones de forte insécurité. Certaines écoles nouvellement construites sont au meilleur des cas fermées, sinon détruites.

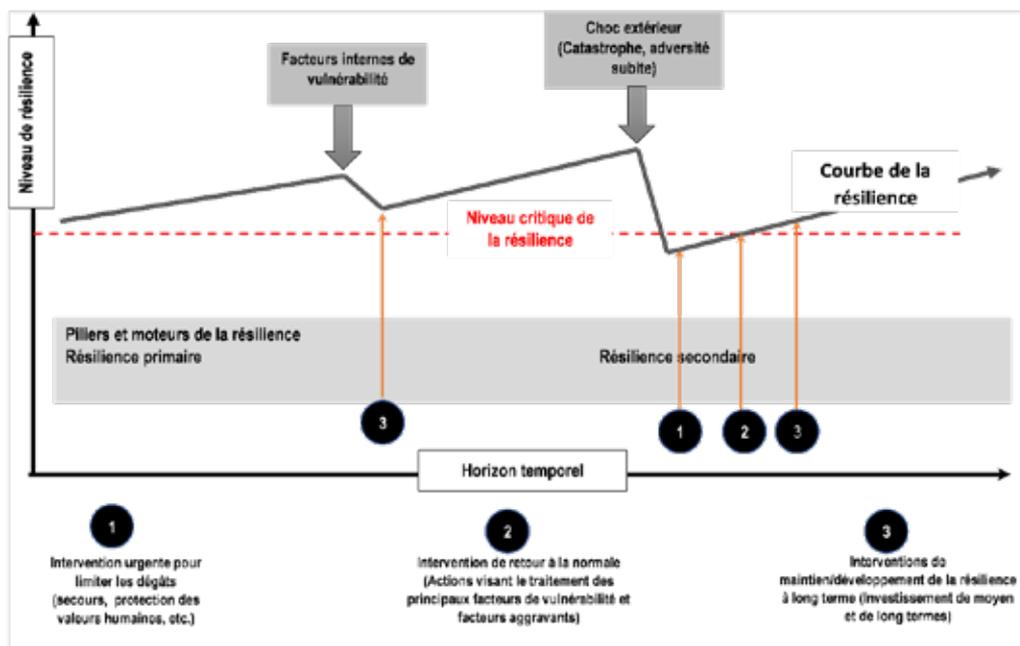
Les leçons à tirer sont nombreuses. Plus que pour les programmes de développement clas-

siques, il faut distinguer de la manière la plus précise possible, l'action de court terme et celles de moyen et long termes. Dans leur dernier rapport, le PUS a pu identifier cette limite et tente de la corriger. Seulement, la distinction temporelle n'est pas suffisante. Pour plus d'efficacité, à cette distinction doit s'intégrer l'alignement avec les objectifs à atteindre, clairement définis dans un cadre conceptuel contextualisé comme le suggère la section précédente.

À titre d'exemple, pour les zones fortement touchées et dans l'urgence, les actions à mener doivent surtout viser à garder le tissu social le

plus soudé possible pour éviter l'effritement de la cohésion sociale qui, comme l'indique la modélisation économétrique développée au point 6.3.2.1, est l'un des moteurs de la résilience de la jeunesse burkinabè. Cet investissement peut être substitué au fur et à mesure de la maîtrise du contexte par des investissements économiques répondant aux griefs existants. Ainsi, il est possible d'apprendre de cette urgence et de développer des actions de prévention pour d'autres régions de caractéristiques proches et qui laisse présager la survenue d'adversités similaires. Dans ce sens, la stratégie d'extension du PUS peut être également jugée pertinente.

Schéma 5 : Schéma d'une intervention plus efficace



Source : Auteur; inspiré de la littérature

7.3.5. Mode d'intervention et implications pratiques

Une analyse des difficultés mentionnées dans les rapports annuels du PUS croisée aux résultats d'entretien dans les zones ciblées, montre que le mode d'intervention a été également une faiblesse. Certainement en raison de l'insécurité des zones ciblées, dans la plupart du temps, le programme a été géré depuis l'administration centrale, c'est-à-dire Ouagadougou.

Le résultat est qu'en dehors même des faiblesses conceptuelles, une bonne partie des actions définies par le programme est jugée non pertinente par les acteurs locaux, y compris dans certains cas, les administrations régionales et décentralisées. Les actions citées sont, entre autres, la

construction de marchés, d'écoles, de maternités, etc. dans des zones hors de contrôle de l'État.

Sur ce point, il ressort clairement qu'une meilleure implication de ces derniers aurait permis d'aboutir à des résultats plus significatifs, et cela peut se comprendre quand on considère l'adage qui dit que : *« il n'y a pas mieux que le malade pour décrire sa souffrance. »* **Au-delà, l'implication et l'inclusion sont aujourd'hui de bonnes pratiques recommandées dans la mise en place de ce type de programme. À ce titre, le PUS devrait revoir sa démarche pour un programme plus inclusif et réussi au bonheur des bénéficiaires.**

Conclusion, principales leçons et recommandations

Dans le but de participer à la promotion d'un environnement de paix, de sécurité et de cohésion sociale, conditions sans lesquelles aucun développement durable n'est possible, cette recherche s'est donnée pour objectif général de produire des évidences robustes afin de contribuer à combler les lacunes sur les connaissances, les politiques et programmes sur les liens entre opportunités économiques et résilience des jeunes à l'extrémisme violent au Burkina Faso. Dans cette optique, il s'est agi spécifiquement d'établir et d'analyser les liens entre l'accès aux opportunités économiques et la résilience des jeunes femmes et jeunes hommes à l'extrémisme violent au Burkina Faso. Sur la base de constats faits, il s'est agi par ailleurs de proposer des options et recommandations stratégiques pour améliorer les programmes économiques visant la résilience de ces jeunes.

Pour ce faire, l'étude a été placée sous l'expertise d'une équipe pluridisciplinaire qui a mené des recherches poussées à travers notamment des enquêtes qualitatives et quantitatives dans six (6) régions du Burkina Faso choisies de manière raisonnée selon notamment le niveau de récurrence des actes d'extrémisme violent : Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel, Sud-Ouest. Les enquêtes quantitatives ont couvert au total 1 645 jeunes (femmes et hommes).

De manière générale, la recherche montre que les facteurs favorisant la résilience des jeunes à l'extrémisme violent sont la cohésion sociale, le niveau d'instruction, le sexe, et l'accès aux opportunités économiques. À l'inverse, les facteurs défavorisant sont l'expérience de l'extrémisme violent, le fait de vivre en milieu urbain, la consommation de substances psychotropes, le chômage. Par rapport à la question centrale de la recherche, c'est-à-dire la nature du lien entre « opportunités économiques » et « résilience à l'extrémisme violent », les analyses statistiques et économétriques révèlent un lien positif mais non significatif. L'hypothèse donc de la privation économique est remise en cause, du moins dans le cadre de cette analyse. Plus en détail, les développements précédents ont mis en lumière les résultats auxquels la recherche a abouti. De manière synthétique, l'analyse de l'ensemble de ces résultats suggère six (6) types d'interventions stratégiques déclinées en quatorze (14) recommandations.

● **Approfondissement de la recherche/investigations sur certains sujets spécifiques pour mieux comprendre le contexte, les problèmes réels et y apporter des solutions appropriées**

▪ **Réduire les rivalités entre les leaders communautaires**

Selon les entretiens menés lors des séminaires régionaux tenus avec les autorités régionales, communales, les autorités militaires, les leaders communautaires, etc., il ressort que la déchirure et les rivalités entre les leaders communautaires sont un mal qui garnit le lit de l'extrémisme violent. Ce constat est ressorti surtout dans les régions du Sahel et de l'Est. Malheureusement, dans le contexte actuel, les problèmes de fond restent mal connus et la recherche n'a pas pu que l'identifier comme problème sans le traiter:

Recommandation 1 : Ainsi que les participants l'ont suggéré lors des séminaires régionaux de l'Est et du Sahel, une investigation profonde sur le sujet prenant en compte les aspects psychologique et anthropologique doit être menée afin de traiter les causes du mal.

Ainsi qu'il est ressorti des séminaires régionaux de l'Est et du Sahel, si les rivalités entre les leaders communautaires ont pris de l'ampleur ces derniers temps, c'est en partie parce que beaucoup de leaders ignorent tout du rôle qu'ils ont à jouer et de la limite de leurs prérogatives. Ce résultat est également dû à l'installation d'autres types de leaders venant de l'administration publique sans une bonne stratégie d'intégration avec l'existant.

Recommandation 2 : Pour faire face à cette situation préoccupante, il est capital de clarifier les rôles et responsabilités pour chacun des postes de leaders communautaires, et au-delà d'établir une certaine hiérarchie en prenant en compte au mieux les spécificités de chaque région.

▪ **Développer/renforcer les actions de résilience dans les Hauts-Bassins**

Selon les résultats de la recherche, les régions du Sahel et des Hauts-Bassins sont celles qui enregistrent les taux de non-réponses les plus élevés aux questions sensibles. De l'expérience des recherches en matière d'extrémisme violent, ce résultat est un signe d'alerte, un signe que la situation peut dégénérer si l'on n'y prend garde.

Recommandation 3 : Développer/renforcer les actions et mesures prises pour répondre aux sentiments de frustrations enfuies chez les jeunes tout en construisant/reconstruisant le tissu de la cohésion sociale dans la région.

- **Renforcer/développer des initiatives de prise en charge des victimes de violence extrémiste**

Selon les estimations, le statut de victime de violence extrémiste est un facteur de faible résilience ou de non-résilience. Si rien n'est fait, le pays couve déjà la prochaine génération de terroristes.

Recommandation 4 : Mettre en place des mécanismes d'écoute, de suivi et de prise en charge psychologique des personnes victimes de violence extrémiste, particulièrement les Personnes Déplacées Internes (PDI), mais aussi les Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Il serait aussi indiqué de redynamiser les centres d'écoute des jeunes et de les doter de personnel pluridisciplinaire compétent.

2. Reformatage du PUS pour plus d'efficacité dans la construction/reconstruction de la résilience des jeunes à l'extrémisme violent. Les leçons tirées et les mesures correctives prises peuvent être contextualisées et reversées à des initiatives similaires, notamment celles citées à la section 7.1. Dans ce sens, il s'agira de relire le document de projet du PUS afin de :

- **Clarifier la vision de l'intervention sur le plan conceptuel**

Des analyses faites sur le PUS-BF, il est ressorti des faiblesses relativement importantes au niveau conceptuel qui limitent la portée et l'action du programme. Les limites engendrées portent à la fois sur l'efficacité, l'efficience, et l'appropriation du programme au niveau local, etc.

Recommandation 5 : Pour corriger cette situation, il est recommandé de procéder à une relecture du document de projet du PUS afin d'apporter les clarifications sur les zones d'ombre qui concernent notamment l'appréhension du concept de résilience lui-même. Cette lecture devra être l'occasion de travailler à corriger les autres faiblesses portant notamment sur le ciblage des bénéficiaires et des actions.

Recommandation 6 : Dans la même dynamique, un mécanisme de suivi-évaluation permettant d'évaluer l'impact du projet au-delà des résultats d'activité doit être envisagé. Comme mentionné dans les développements antérieurs, cette situation affaiblit le programme notamment en termes de capacité de capitalisation des connaissances et des énergies, ainsi que de mobilisation des fonds.

- **Mieux impliquer les autorités et les acteurs locaux dans la définition des actions urgentes à mener et développer de bonnes pratiques d'économies locale.**

Une des faiblesses attribuées au PUS est sa gestion centralisée de la mise en œuvre des activités du programme. Ce faisant, presque toutes les activités étaient planifiées et réalisées à partir du Centre. Or, certaines activités pouvant être réalisées par des acteurs locaux auraient pu servir déjà d'opportunités économiques et contribuer au développement de l'économie locale.

Recommandation 7 : Comme le titre principal l'indique ici, ce constat recommande une meilleure implication des acteurs locaux dans la définition et l'identification des actions à mener.

Recommandation 8 : Dans la même logique, il est recommandé de décentraliser l'exécution de certaines activités (organisation d'activités, achat de consommable, évènementiels, etc.) et de contribuer ainsi directement au développement local.

3. Intégration de la lutte contre les stupéfiants dans les stratégies de résilience

- **Intégrer la lutte contre les substances psychotropes dans les politiques et stratégies de lutte contre l'extrémisme violent et dans la Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale**

Selon les résultats de la recherche, la consommation de substances psychotropes est un des principaux facteurs de faible résilience des jeunes. De nombreux jeunes franchissent la frontière de la violence extrémiste en étant sous l'effet de ces substances.

Recommandation 9 : Ce résultat suggère d'intégrer la lutte contre les psychotropes, non seulement dans les politiques et stratégies de lutte contre l'extrémisme violent, mais également dans la Stratégie Nationale de Cohésion Sociale.

4. Meilleure intégration du genre dans la question de résilience et d'extrémisme violent

- **Intégrer les jeunes filles dans les actions visant la lutte contre l'extrémisme violent**

Depuis longtemps, la femme a été considérée principalement comme victime de l'extrémisme violent. Pourtant, les résultats de la recherche ont montré qu'elle participe indirectement et, dans quelques cas, directement à la perpétration d'actes d'extrémisme violent. Des cas avérés

ont été enregistrés et cités dans les régions de l'Est notamment. Une telle approche fait perdre aux stratégies en place la moitié de leur efficacité.

Recommandation 10 : Pour prendre en compte cette donnée, il est judicieux d'impliquer les jeunes filles au même titre que les jeunes garçons aux activités visant le renforcement de la résilience des jeunes burkinabè. Cependant, des thématiques spécifiques doivent être élaborées à leur intention au regard des cas d'implication relevés sur le terrain.

D'un autre côté, la recherche a relevé que la jeune fille burkinabè était plus résiliente que le jeune garçon. Selon les entretiens menés avec les parties prenantes, ce résultat s'explique par l'éducation donnée aux jeunes filles et la place qui leur est réservée par les us et coutumes.

Recommandation 11 : En référence à l'aspect éducation, il est donc suggéré de réfléchir pour voir la mesure dans laquelle la femme peut servir la résilience des jeunes garçons, surtout que ces derniers sont éduqués en grande partie par des femmes, en l'occurrence leurs mères.

5. Changement de paradigme sur l'analyse statistique

- **Intégrer dans la construction des politiques et stratégies, la loi des petits nombres**

Classiquement, l'analyse statistique suit la loi des grands nombres. Les mesures et actions prises sont fondées en général sur ces statistiques que l'on peut qualifier de la majorité. Dans le cas de l'extrémisme violent, cette lecture des statistiques doit être revue. Lire et négliger le fait que 0,05% de la population burkinabè peut prendre des armes contre le pays et l'ignorer est une grave erreur. Par ailleurs, il y a des réponses qui peuvent être classées sans objet dans des thématiques classiques. Dans ce type de problématique, ils sont probablement le signe d'un malaise ou d'un problème plus large.

Recommandation 12 : Pour prendre en compte cette situation, il est recommandé de former les techniciens/conseillers participant à la formulation des politiques liées à ce type de problématique à ne pas rater les petits chiffres problématiques. Mieux, une bonne formation pour la lecture et l'interprétation des chiffres s'avère nécessaire.

6. Meilleure intégration des valeurs culturelles burkinabè au concept de développement en prenant intelligemment en compte les mécanismes endogènes

- **Revaloriser les mécanismes endogènes d'encadrement des adolescents**

Selon les résultats de la recherche, en général, le niveau de résilience augmente avec le niveau d'éducation, excepté pour les personnes d'âge de la puberté. En partie, les autorités communautaires expliquent ce phénomène par l'abandon des traditions d'initiation dans certaines régions. Ces activités d'initiation culturelle permettaient d'encadrer les jeunes qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école et qui ont commencé à devenir turbulents.

Recommandation 13 : Pour pallier cette situation, ce constat recommande d'étudier dans quelle mesure ces mécanismes endogènes d'encadrement peuvent être valorisés pour récupérer, encadrer et instruire les jeunes, surtout ceux qui ne prennent pas ou qui refusent de prendre le chemin de l'école.

Recommandation 14 : Le constat ci-dessus recommande aussi une politique de modernisation et de promotion des métiers traditionnels locaux qui devraient être intelligemment articulés aux régions/localités selon leurs spécificités.

Bibliographie

- Azam, J.-P., & Thelen, V. (2008). The roles of foreign aid and education in the war on terror. *Public Choice*, 135, 3-4.
- Banque Africaine de Développement. (2019). *Performances macroéconomiques en Afrique et perspectives*. Banque Africaine de Développement. Récupéré sur https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO_2019-FR-CHAPI.pdf
- Banque Mondiale. (2017). Base de données 2017. Récupéré sur <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso>
- Banque-Mondiale. (2022). *World Development Indicators*.
- Barros, R. P.-d., Ferreira, F. H., Vega, J. R., & Chanduvi, J. S. (2009). *Measuring inequality of opportunities in Latin America and the Caribbean*. Washington DC 20433 : The World Bank.
- Berger, J. M. (2017). *Countering Islamic State Messaging Through "Linkage-Based" Analysis*. ICCT. Récupéré sur <https://icct.nl/wp-content/uploads/2017/08/ICCT-Berger-Countering-IS-Messaging-Aug-2017-1.pdf>
- Bhatia, K., & Ghanem, H. (2017). How do education and unemployment affect support for violent extremism? *Global Economy and Development Working Paper No. 102 (march, 2017)*, 1-40.
- Botha, A. (2015). Radicalisation to Terrorism in Kenya and Uganda : a Political Socialisation Perspective. *REEB IV*, 9(5).
- Bouabarbat, B., & Ajbilou, A. (2008). Youth Exclusion in Morocco : Context, Consequences, and Policies (september 2007). *Middle East Youth Initiative Working Paper No. 5*, 1-38. Récupéré sur <https://ssrn.com/abstract=1087430>
- Burns, J., Hull, G., Leftko-Everett, K., & Njozela, L. (2016). Defining social cohesion. *SALDRU Working Paper Series, N°216, Version 1*.
- CEIDES. (2017). *Séminaire régional pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique centrale et dans le Bassin du Lac Tchad*. Centre africain d'études Internationales Diplomatiques Économiques et Stratégiques.
- CERADD, & UGB. (2021). Jeunes et stratégies de résilience à la violence et à la criminalité en Afrique de l'Ouest : cas du Burkina Faso et du Sénégal. *IDRC Grant/ Subvention du CRDI : 108394-001-Youth and strategies for resilience to violence. Policy Brief*.
- Chowdhury, F., Zeiger, S., & Bhulai, R. (2016). *A Man's World? Exploring the Roles of Women in Countering Terrorism and Violent Extremism*. Hedayah and The Global Center on Cooperative Security. Récupéré sur https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2016/07/AMansWorld_FULL.pdf
- Collier, P., & Hoeffler, A. (1998). On economic causes of civil war. *Oxford economic papers*, 50(4), 563-573.
- Collovald, & Gaïti. (2006). *De la démocratie aux extrêmes*. La Dispute.
- CONASUR. (2021). *Enregistrement des personnes déplacées interne du Burkina Faso*. Ouagadougou : Secrétariat Permanent du CONASUR.
- CONASUR. (2022). *Enregistrement des personnes déplacées interne du Burkina Faso*. Ouagadougou : Secrétariat Permanent du CONASUR.
- Cramer, C. (2015). *Jobs, Unemployment and Violence*. London : GSDRC. Récupéré sur <http://gsdrc.org/docs/open/reading-packs/jobsunemploymentviolence.pdf>
- CRDI, UGB, & CERADD. (2019). *Jeunes et stratégies de résilience à la violence et à la criminalité. Rapport pays - Burkina Faso*. Centre de recherches pour le Développement International - Canada.
- Darankoum, L. C. (2014). *Emploi des jeunes au Burkina Faso : état des lieux et perspectives*. Ouagadougou : Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi.
- Diakit, M. E. (2014). Pauvreté et vulnérabilité en Afrique de l'Ouest : quelles évolutions ? *Grain de sel*, n°59-62.
- Dieye, C. T. (2017). Les femmes dans le commerce informel transfrontalier en Afrique de l'Ouest : de la frontière à la marmite. *Passerelles*, 26-28.
- Dragolov, G., Ignacs, Z., Lorenz, J., Delhey, J., & Boehnke, K. (2013). *Social Cohesion Radar. An International Comparison of Social Cohesion*. Bertelsmann Stiftung.

- Droesbeke, J. J., Lejeune, M., & Saprota, G. (2005). *Modèles statistiques pour données qualitatives*. Paris : Édition Technip.
- FAO. (2021). *Burkina Faso - Analyse des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles*. Ouagadougou : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.
- FERDI. (2016). La pression de la population dans les Pays Sahéliens Francophones : Analyse des estimations et projections de population 1950-2010. *Development Policies, Working Paper*.
- Fink, N., Zeiger, S., & Bhulai, R. (2016). *A Man's World : Exploring the Roles of Women in Countering Terrorism and Violent Extremism*. Hedayah and Global Centre on Cooperative Security. Récupéré sur http://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2016/07/AMansWorld_FULL.pdf
- Fleurbaey, M. (1996). *Théories économiques de la justice*. Paris : Economica.
- FMI. (2015). *Perspectives mondiales de l'économie : croissance inégale, facteurs à court et long termes*. Fonds Monétaire International. Récupéré sur <file:///C:/Users/LGDamien/Downloads/textf.pdf>
- G5 Sahel. (2016a). *Stratégie pour le développement et la sécurité des pays du G5 Sahel*. G5 Sahel.
- G5 Sahel. (2016b). *Sécurité et développement*. G5 Sahel, Revue trimestrielle.
- Ghanem, H. (2015). *L'inclusion économique peut prévenir l'extrémisme violent dans le monde arabe*. Récupéré sur <http://blogs.worldbank.org/arabvoices/fr/economic-inclusion-can-help-prevent-violent-extremism-arab-world>
- Giraud, G. (2010). *Violence et économie*. Documents de Travail du Centre d'Économie de la Sorbonne.
- GRAAD-Burkina. (2019). *Jeunes et stratégies de résilience à la violence et à la criminalité*. Ouagadougou : GRAAD Think Tank Burkina.
- GRAAD-Burkina. (2021). *Effets du Commerce Intracommunautaire sur les Inégalités de Genre dans l'espace UEMOA*. Ouagadougou : GRAAD Think Tank Burkina.
- Greene, W. (2012). *Econometric Analysis* (éd. 7e). New York : Pearson.
- Gurr, T. R. (1970). *Why Men Rebel?* Princeton: Princeton University Press. doi:10.4324/9781315631073
- Hamadou, D. Y. (2020). Poverty and living conditions with Boko Haram in the Lake Chad Basin : the case of southeastern Niger. *Review of African Political Economy*, 47(163), 126-134. doi:10.1080/03056244.2020.1722086
- Hausman, A., & Wise, D. A. (1978). A Conditional Probit Model for Qualitative Choice : Discrete Decisions Recognizing Interdependence and Heterogeneous Preferences. *Econometrica*, 46(2), 403-426.
- HCDH. (2006). *Les droits des non-ressortissants*. New York et Genève : Nations Unies.
- Hien, F. K. (2002). *L'entrepreneuriat féminin au Burkina Faso : une étude exploratoire*. University of Groningen/UMCG research database. Récupéré sur <https://pure.rug.nl/ws/portafiles/portal/3064995/200214.pdf>
- Horace, G. (2018). *La peur et l'expérience de la criminalité augmentent au Bénin*. Cotonou : Afrobaromètre-IREEP.
- Hosmer, D. W., & Lemeshow, S. A. (1980). Goodness of fit tests for the multiple logistic regression model. *Communications in Statistics-Theory and Methods*, 9, 1043-1069.
- IDMC. (2018). *Annual report 2018*. Geneva : Internal Displacement Monitoring Centre.
- Indigo, & Interpeace. (2015). *Obstacles à la cohésion sociale et dynamiques de violence impliquant les jeunes dans l'espace urbain*. UNICEF.
- INSD. (2018). *Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) de 2018*. Ouagadougou : Institut National de la Statistique et de la Démographie.
- INSD. (2020). *Résultats préliminaires du cinquième RGPH, 2019*. Ouagadougou : Institut National de la Statistique et de la Démographie.
- International-Alert. (2018). *Si les victimes deviennent bourreaux. Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central*. International Alert.
- International-Crisis-Group. (2017). *Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad. Rapport Afrique N°254*. Brussels : International Crisis Group.
- John, F. M., & Guengant, J.-P. (2014). *Poser la question de la démographie en Afrique de l'Ouest*. Récupéré sur http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/GDS59_demographie.pdf

- Kiendrebeogo, Y., & Ianchovichina, E. (2016). Who supports violent extremism in developing countries? Analysis of attitudes based on value surveys. *Policy Research Working Paper Series 7691*, the World Bank, 1-59.
- Larsen, J. E. (2009). *Rapport sur les adolescents et les jeunes : Afrique de l'Ouest UNFPA BRAOC et du Centre Africa*. UNFPA. Récupéré sur https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNFPA-WCARO-YOUTH-FR-WEB_FINAL.pdf
- Lassaad, B.A. (2021, 10 11). Burkina Faso : la situation sécuritaire commande des actions urgentes (Analyse). Anadoulu Agency.
- Lemay, M. (2014). La résilience devant la violence. *Revue québécoise de psychologie*, 22(1), 135-148.
- Loada, A., & Romaniuk, P. (2014). *Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso : vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale*. Global Center on Cooperative Security.
- McLean, H. (2009). *Pourquoi la prévention de l'extrémisme violent passe par la pérennisation de la paix ?* IPI. Récupéré sur https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/10/1710_WWhy-Preventing-Violent-Extremism-Needs-Sustaining-PeaceFrench.pdf
- McMurtry, & Curling. (2008). *The review of the roots of youth violence*. Ontario : Queen's Printer for Ontario.
- McMurtry, R., & Curling, A. (2008). *The review of the roots of violence (Volume 1)*. Queens Printer for Ontario.
- MENAPLN. (2022). *Rapport statistique mensuel de données d'Éducation en Situation d'Urgence du 31 janvier 2022*. Ouagadougou : Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales.
- Modirzadeh, N. (2016). If It's Broke, Don't Make it Worse : A Critique of the U.N. Secretary-General's Plan of Action to Prevent Violent Extremism. *LAWFARE*.
- Ministère de la Promotion de la Femme. (2009). *Document de politique nationale genre du Burkina Faso*. Ouagadougou : Ministère de la Promotion de la Femme. Récupéré sur <https://burkinafaso.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/PolitiqueNationaleGenre2009.pdf>
- Naureen, C. F., & Bhulai, R. (2016). *Development and countering violent extremism : meeting the demand*. London : UNA-UK. Récupéré sur https://www.sustainablegoals.org.uk/wp-content/uploads/2016/03/048-051_CHOWDHURY-Meeting-the-demand_OL.pdf
- Niloufer, S. A. (2014). *Factors associated with intimate partner violence against women in a mega city of South-Asia: multicentre cross-sectional study*. Récupéré sur https://ecommons.aku.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1211&context=pakistan_fhs_mc_fam_med
- Noumbissi, A., & Sanderson, J.-R. (1998). Pauvreté et comportements démographiques au Cameroun : à la recherche d'un indicateur de pauvreté. Dans G. Francis, *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud* (pp. 149-163). Paris : Éditions Estem.
- OCDE. (2017). *États de fragilité 2016 : Comprendre la violence*. Paris : Éditions OCDE. Récupéré sur <http://dx.doi.org/10.1787/9789264269996-fr>
- OCDE. (2018). *Étude pays SIGI-Burkina Faso*. OCDE.
- OCHA. (2014). *Pauvreté et vulnérabilité au Sahel : cinq choses à savoir*. Récupéré sur www.unocha.org
- Organisation Internationale pour les Migrations. (2018). *La violence des jeunes et les enjeux de l'extrémisme violent à Zinder*. Organisation Internationale pour les Migrations.
- OSCE. (2014). *Preventing Terrorism and Countering Violent Extremism and Radicalization that Lead to Terrorism : A Community-Policing Approach*. Organization for Security and Cooperation in Europe. Site consulté www.osce.org/atu/111438. Récupéré sur <https://www.osce.org/atu/99919?download=true>
- Ouédraogo, I. M., Dabiré, D., Ouattara, S., Anango, C. Z., Zerbo, A., & Ouédraogo, A. (2014). *Cartographie et diagnostic de l'emploi des jeunes au Burkina faso*. Ouagadougou : Bureau International du Travail/Banque Africaine de Développement.
- Pauwels, L. (2014). *Comprendre et expliquer le rôle des nouveaux médias sociaux dans la formation de l'extrémisme violent. Une recherche qualitative et quantitative*. Récupéré sur www.belspo.be/belspo/fedra/ta/synta043_fr.pdf
- Peter, R. (2014). *Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso : vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale, BFA*. Récupéré sur <https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2014/07/BF-Assessment-FR-with-Logos-low-res.pdf>

- PNDES. (2016). *Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020*. Ouagadougou : PNDES. Récupéré sur http://cns.bf/IMG/pdf/pndes_2016-2020-4.pdf
- PNUD. (2017). *Sur le chemin de l'extrémisme violent en Afrique*. UN Plaza, New York : Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le Développement.
- PNUD. (2017). *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs*. PNUD. Récupéré sur <https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-French.pdf>
- Poethig, E., Greene, S., Christina, S., Srin, T., & Meixell, B. (2018). *Inclusive Recovery in US Cities*. Washington DC 20037: Urban Institute.
- PUS-BF. (2017). *Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF)*. Ouagadougou : PUS-BF.
- PUS-BF. (2019). *Rapport d'activités 2018 du Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso*. Ouagadougou : Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso.
- Qadeem, M. (2016). Women's Participation in Transforming Conflict and Violent Extremism. *UN Chronicle*, 11 (4). Récupéré sur <https://unchronicle.un.org/article/womens-participation-transforming-conflict-and-violent-extremism>
- Quidelleur, T. (2020). *Les racines locales de la violence dans l'Est du Burkina Faso. La concurrence pour les ressources, l'État et les armes*. Noria Research.
- Rahm, M. R., & Huffman, W. E. (1984). The Adoption of Reduced Tillage : The Role of Human Capital and Other Variables. *American Agricultural Economics Association* (66), 405-413.
- Rodgers, G., Gupta, S., Sharma, A. N., & Sharma, B. (1986). Demography and Poverty at the Micro-level in Bihar. *Population and Labour Policies Programme, Working Paper, n° 153*. Geneva, ILO.
- Roemer, J. (1993). A pragmatic Theory of Responsibility for the Egalitarian Planner. *Philosophy & Public Affairs*, 22 (2), 146-166.
- Roemer, J. (1998). *Equality of Opportunity*. Cambridge (Mass) : Harvard University Press.
- Sawodogo, R. (2018). *Extrémisme violent dans le Soum (Burkina Faso) : du délaissement de l'État à la radicalisation*. CENOZO. Récupéré sur <https://cenozo.org/pt/articles/122-extremisme-violent-dans-le-soum-burkina-faso-du-delaissement-de-l-etat-a-la-radicalisation>
- Search-for-Common-Ground. (2017). *Transformer l'extrémisme violent : un guide pour les constructeurs de la paix*. Search for Common Ground.
- Shanta, D., Lili, M., Qu-Y-Toan, D., Anne, B., Clément, J., Kartika, B., & Mohamed, A. J. (2016). *Inclusion économique et sociale pour la prévention de l'extrémisme violent*. Banque mondiale, Washington, DC : Banque Mondiale Région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Bulletin d'information économique de la région MENA (Octobre). doi:10.1596/978-1-4648-0990-3. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO
- Sommers, M. (2007). *West Africa's Youth Employment Challenge : The Case of Guinea, Liberia, Sierra Leone and Côte d'Ivoire*. Vienna : United Nations Industrial Development Organization (UNIDO).
- SP-CNDD. (2016). *Quatrième rapport sur l'état de l'environnement au Burkina Faso*. Ouagadougou : Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable.
- UNESCO. (2017). *La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation : Guide à l'intention des décideurs politiques*. Paris : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.
- Vega, J. R., Barros, R. P.-d., Chanduvi, J. S., Marcelo, G., Cord, L. J., Pessino, C., & Hasan, A. (2012). *Do Our Children Have a Chance? A Human Opportunity Report for Latin America and the Caribbean*. Washington DC 20433 : The World Bank.
- Walton, O. (2010). *Youth, Armed Conflict, and Job Creation Programmes : A rapid mapping study*. Birmingham : GSDRC.
- World-Bank. (2022). *Visualize Inequality*. Washington, DC : International Bank for Reconstruction and Development. Récupéré sur <http://www1.worldbank.org/poverty/visualizeinequality/Files/Documentation/HOI-Methodology.pdf>
- Yago, S. (2019). *Réflexion sur la tolérance et le vivre-ensemble au Burkina Faso : esquisse pour une éducation à la tolérance à l'école primaire*. [Thèse publiée] Education. Université de Rouen Normandie. Français. NNT : 2019NORMR107.

Site web

<https://www.idrc.ca/sites/default/files/sp/Documents%20EN/SAIC-Update-FR.pdf>

<http://ceradd.org/resume-du-projet-resilience/>

<http://blogs.worldbank.org/arabvoices/fr/economic-inclusion-can-help-prevent-violent-extremism-arab-world>

<http://www.sig.bf/2017/08/programme-durgence-pour-le-sahel-la-reponse-du-Gouvernement-face-aux-menaces-terroristes/>

<http://www.sig.bf/2017/08/programme-durgence-pour-le-sahel-la-reponse-du-Gouvernement-face-aux-menaces-terroristes/>

Annexes

Annexe I : Résultats de l'estimation et du test d'adéquation du modèle Logit

```
. logit H2R_Resilience IGCS HOIL Age H2R_sexe EducationB i.OCCUP_NAT i.Statut_Matrimo Victime_Vi
> olence i.Cons_substce Taille Type_Milieu, vce(robust)
```

```
Iteration 0: log pseudolikelihood = -535.85926
Iteration 1: log pseudolikelihood = -471.74388
Iteration 2: log pseudolikelihood = -462.80952
Iteration 3: log pseudolikelihood = -455.06506
Iteration 4: log pseudolikelihood = -455.03847
Iteration 5: log pseudolikelihood = -455.03847
```

```
Logistic regression                                Number of obs   =       1,645
                                                    Wald chi2(15)   =       119.08
                                                    Prob > chi2     =       0.0000
                                                    Pseudo R2      =       0.1508
```

```
Log pseudolikelihood = -455.03847
```

H2R_Resilience	Coef.	Robust Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf. Interval]	
IGCS	7.631766	.8988752	8.49	0.000	5.870002	9.393529
HOIL	1.673543	1.672498	1.00	0.317	-1.604494	4.95158
Age	-.0075499	.0191193	-0.39	0.693	-.0450232	.0299233
H2R_sexe	-.3259129	.192996	-1.69	0.091	-.704178	.0523522
EducationB	1.156352	.490323	2.36	0.018	.1953362	2.117367
OCCUP_NAT						
Temps partiel	-.0601672	.2272153	-0.26	0.791	-.505501	.3851666
Sans emploi	-.0655043	.3651189	-0.18	0.858	-.7811241	.6501156
Statut_Matrimo						
Polygame	-.3380365	.3623465	-0.93	0.351	-1.048223	.3721497
Celibataire	-.5787403	.2398174	-2.41	0.016	-1.048774	-.108707
Autre	-.9245073	.3367549	-2.75	0.006	-1.584535	-.2644797
Victime_Violence	-.9821152	.190452	-5.16	0.000	-1.355394	-.6088361
Cons_substce						
Alcool	-.4717969	.210545	-2.24	0.025	-.8844576	-.0591363
Droque	-2.594257	.8767039	-2.96	0.003	-4.312565	-.8759488
Taille	-.0043031	.0177626	-0.24	0.809	-.0391172	.030511
Type_Milieu	-.6595673	.2848393	-2.32	0.021	-1.217842	-.1012925
_cons	-3.107298	1.244193	-2.50	0.013	-5.545871	-.6687245

```
.
.
.
. ** Logistic model for H2R_Resilience, goodness-of-fit test
```

```
. estat gof
```

Logistic model for H2R_Resilience, goodness-of-fit test

```
number of observations =      1645
number of covariate patterns =    1645
Pearson chi2(1629) =    1867.69
Prob > chi2 =          0.0000
```

```
. estat gof, all
```

Logistic model for H2R_Resilience, goodness-of-fit test

```
number of observations =      1645
number of covariate patterns =    1645
Pearson chi2(1629) =    1867.69
Prob > chi2 =          0.0000
```

```
.
. estat gof, group(17)

Logistic model for H2R_Resilience, goodness-of-fit test

(Table collapsed on quantiles of estimated probabilities)

      number of observations =      1645
      number of groups      =        17
Hosmer-Lemeshow chi2(15) =      12.09
      Prob > chi2          =      0.6721
```

```
.
. estat gof, group(17) table

Logistic model for H2R_Resilience, goodness-of-fit test

(Table collapsed on quantiles of estimated probabilities)
```

Group	Prob	Obs_1	Exp_1	Obs_0	Exp_0	Total
1	0.7031	50	54.9	47	42.1	97
2	0.7962	77	73.4	20	23.6	97
3	0.8439	79	79.8	18	17.2	97
4	0.8730	88	83.5	9	13.5	97
5	0.8940	84	84.9	12	11.1	96
6	0.9077	86	87.4	11	9.6	97
7	0.9197	89	88.6	8	8.4	97
8	0.9305	91	89.7	6	7.3	97
9	0.9407	89	89.8	7	6.2	96
10	0.9479	92	91.6	5	5.4	97
11	0.9552	95	92.4	2	4.6	97
12	0.9614	94	92.9	3	4.1	97
13	0.9675	92	92.6	4	3.4	96
14	0.9722	95	94.1	2	2.9	97
15	0.9775	92	94.5	5	2.5	97
16	0.9827	94	95.1	3	1.9	97
17	0.9954	93	94.7	3	1.3	96

```
      number of observations =      1645
      number of groups      =        17
Hosmer-Lemeshow chi2(15) =      12.09
      Prob > chi2          =      0.6721
```

```
. predict p
variable p already defined
r(110);
```

```
.
. estat classification

Logistic model for H2R_Resilience
```

Classified	True		Total
	D	~D	
+	1473	148	1621
-	7	17	24
Total	1480	165	1645

```
Classified + if predicted Pr(D) >= .5
True D defined as H2R_Resilience != 0
```

Sensitivity	Pr(+|D)	99.53%
Specificity	Pr(-|~D)	10.30%
Positive predictive value	Pr(D|+)	90.87%
Negative predictive value	Pr(~D|-)	70.83%
False + rate for true ~D	Pr(+|~D)	89.70%
False - rate for true D	Pr(-|D)	0.47%
False + rate for classified +	Pr(~D|+)	9.13%
False - rate for classified -	Pr(D|-)	29.17%
Correctly classified		90.58%

```
. margins, dydx(IGCS HOIL Age H2R_sexe EducationB i.OCCUP_NAT i.Statut_Matrimo Victime_Violence
> i.Cons_substce Taille Type_milieu)
```

```
Average marginal effects      Number of obs      =      1,645
Model VCE      : Robust
```

```
Expression      : Pr(H2R_Resilience), predict()
dy/dx w.r.t.    : IGCS HOIL Age H2R_sexe EducationB 2.OCCUP_NAT 3.OCCUP_NAT 2.Statut_Matrimo
                  3.Statut_Matrimo 4.Statut_Matrimo Victime_Violence 2.Cons_substce
                  3.Cons_substce Taille Type_milieu
```

	Delta-method				
	dy/dx	Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf. Interval]
IGCS	.5989099	.0682969	8.77	0.000	.4650505 .7327694
HOIL	.1313329	.131052	1.00	0.316	-.1255244 .3881901
Age	-.0005925	.001501	-0.39	0.693	-.0035344 .0023494
H2R_sexe	-.0255763	.0151527	-1.69	0.091	-.0552751 .0041225
EducationB	.0907458	.0384513	2.36	0.018	.0153827 .1661089
OCCUP_NAT					
Temps partiel	-.0046672	.0174227	-0.27	0.789	-.038815 .0294806
Sans emploi	-.0050901	.028633	-0.18	0.859	-.0612099 .0510296
Statut_Matrimo					
Polygame	-.0230541	.0266218	-0.87	0.386	-.0752318 .0291236
Celibataire	-.043011	.0173996	-2.47	0.013	-.0771136 -.0089084
Autre	-.0774885	.0340031	-2.28	0.023	-.1441333 -.0108437
Victime_Violence	-.0770724	.0146774	-5.25	0.000	-.1058397 -.0483052
Cons_substce					
Alcool	-.0406927	.0196974	-2.07	0.039	-.079299 -.0020865
Drogue	-.3835585	.1805771	-2.12	0.034	-.7374831 -.0296338
Taille	-.0003377	.0013934	-0.24	0.809	-.0030688 .0023934
Type_milieu	-.0517602	.0222182	-2.33	0.020	-.0953071 -.0082132

Note: dy/dx for factor levels is the discrete change from the base level.

Annexe 2 : Résultats d'estimation avec les sous-dimensions de l'indice de cohésion

```
. logit H2R_Resilience INDICE_tolerance-INDICE_Paix HOIL Age H2R_sexe EducationB i.OCCUP_NAT i.S
> tatut_Matrimo Victime_Violence i.Cons_substce Taille Type_Milieu, vce(robust)
```

```
Iteration 0: log pseudolikelihood = -535.85926
Iteration 1: log pseudolikelihood = -466.68037
Iteration 2: log pseudolikelihood = -464.02991
Iteration 3: log pseudolikelihood = -462.50891
Iteration 4: log pseudolikelihood = -446.37844 (backed up)
Iteration 5: log pseudolikelihood = -443.2192
Iteration 6: log pseudolikelihood = -442.78421
Iteration 7: log pseudolikelihood = -442.78366
Iteration 8: log pseudolikelihood = -442.78366
```

```
Logistic regression                Number of obs   =    1,645
                                Wald chi2(20)    =   146.77
                                Prob > chi2         =    0.0000
Log pseudolikelihood = -442.78366 Pseudo R2       =    0.1737
```

H2R_Resilience	Coef.	Robust Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf. Interval]	
INDICE_tolerance	2.532302	.6244307	4.06	0.000	1.308441	3.756164
INDICE_Etolerance	1.029898	.3646549	2.82	0.005	.3151878	1.744609
INDICE_Inclusion	.4629051	.2655306	1.74	0.081	-.0575253	.9833355
INDICE_RespDiver	1.324756	.4158706	3.19	0.001	.5096648	2.139847
INDICE_Confiance	-.158154	.3320859	-0.48	0.634	-.8090304	.4927225
INDICE_Paix	5.149236	1.574279	3.27	0.001	2.063705	8.234766
HOIL	2.800492	1.790888	1.56	0.118	-.7095849	6.310569
Age	.001351	.0197919	0.07	0.946	-.0374403	.0401424
H2R_sexe	-.2933503	.1992948	-1.47	0.141	-.6839608	.0972603
EducationB	1.276366	.5127138	2.49	0.013	.2714658	2.281267
OCCUP_NAT						
Temps partiel	-.0602317	.2312482	-0.26	0.795	-.5134699	.3930064
Sans emploi	-.1447536	.371218	-0.39	0.697	-.8723276	.5828203
Statut_Matrimo						
Polygame	-.379678	.3685794	-1.03	0.303	-1.10208	.3427244
Celibataire	-.4927063	.2458825	-2.00	0.045	-.974627	-.0107855
Autre	-.9534782	.3366761	-2.83	0.005	-1.613351	-.2936052
Victime_Violence	-1.054195	.1971598	-5.35	0.000	-1.440621	-.6677685
Cons_substce						
Alcool	-.4039777	.2161805	-1.87	0.062	-.8276837	.0197282
Droque	-2.277043	.8649952	-2.63	0.008	-3.972403	-.5816838
Taille	-.0054343	.017897	-0.30	0.761	-.0405118	.0296433
Type_Milieu	-.7482448	.2985442	-2.51	0.012	-1.333381	-.163109
_cons	-7.21494	1.995462	-3.62	0.000	-11.12597	-3.303907



GRAAD

Groupe de recherche et d'analyse
appliquées pour le développement

📍 09 BP 696 Ouaga 09 Burkina Faso
Av. CDG - 2^{ème} étage Immeuble SGBF

☎ +226 25 36 18 41

✉ info@graadburkina.org

www.graadburkina.org